

COMMISSION DES UNIVERSITÉS SUR LES PROGRAMMES

**Les programmes d'études en administration,
économique et relations industrielles
dans les universités québécoises**

Rapport n° 19

Janvier 2000

Numéro de publication : 00-01
Dépôt légal — 1^{er} trimestre 2000
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque du Canada
ISBN 2-920079-82-4

CADRE GÉNÉRAL D'EXERCICE DU MANDAT DE LA COMMISSION DES UNIVERSITÉS SUR LES PROGRAMMES

NOTE AU LECTEUR

Le mandat

La Commission des universités sur les programmes a reçu le mandat d'examiner la pertinence et la complémentarité des programmes des universités québécoises et de recommander aux établissements des modalités de concertation, pouvant aller jusqu'au partage de domaines ou de programmes, tout en maintenant une offre de la meilleure qualité et aussi diversifiée que possible. Ces recommandations doivent tenir compte des ressources à la disposition des universités, des besoins sociaux et culturels en général ainsi que des réalités du marché du travail, de même que du vœu de la société québécoise, par l'intermédiaire de ses gouvernements successifs, de maintenir l'accessibilité à l'université pour tous ceux et celles qui en ont les capacités intellectuelles et la motivation, quelle que soit par ailleurs leur situation financière.

C'est dans cette perspective que la Commission a adopté son Document de référence qui situe le cadre de ses travaux et, notamment, interprète la portée des impératifs que la ministre de l'Éducation souhaitait voir pris en compte, dans la lettre qu'elle adressait le 6 novembre 1996 au président de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec, à l'occasion de son accord à la création de la Commission.

Son secrétariat ayant ouvert ses portes en janvier 1997, la Commission a tenu sa première réunion à la mi-février. Dès le début, elle a prouvé, par les conditions qu'elle a mises en place, qu'elle poursuit ses travaux à livre ouvert, sans réponse toute faite, y associant des professeurs, des étudiants et des personnes de l'extérieur de l'université. Elle donne accès sur son site WEB (<http://www.cup.qc.ca>) à diverses publications et communications.

Le fonctionnement en sous-commissions

La Commission a choisi de confier à des sous-commissions sectorielles le mandat d'effectuer l'analyse de la situation et de formuler des recommandations. En effet, compte tenu du caractère nécessairement spécialisé de l'enseignement universitaire, le redéploiement des forces et le partage des programmes entre les universités ne sont possibles que par la mise à contribution des hommes et des femmes qui enseignent dans les disciplines et champs d'études offerts dans les établissements. À part quelques exceptions récentes, aucune discussion systématique, par secteur disciplinaire ou champ d'étude, n'a été faite jusqu'à maintenant sur une base interuniversitaire en vue d'une offre conjointe de programmes, de l'adoption de créneaux respectifs de programmation ou encore de partage de cours ou de ressources et il était essentiel que l'on prenne le temps nécessaire pour réaliser cet exercice.

Aussi, même si la méthode adoptée, qui fait largement appel à la discussion et à la consultation, entraîne un certain délai, elle présente l'avantage d'associer les acteurs qui seront appelés à implanter les recommandations formulées par les diverses sous-commissions et, par là, le temps requis aujourd'hui par le processus en constitue autant de gagné lors de la mise en oeuvre des recommandations que la Commission fera aux établissements. Compte tenu des fonctions qu'elles occupent ou ont occupées, ces personnes connaissent le secteur, ses forces et ses faiblesses,

notamment en matière de recherche et de création qui constituent un des éléments clés des programmes d'enseignement aux deuxième et troisième cycles; elles connaissent aussi les collaborations interinstitutionnelles formelles et informelles, de même que celles qu'il faut développer.

Plusieurs facteurs expliquent le fait que les travaux peuvent aboutir rapidement à des perspectives de collaboration de toute nature à l'intérieur des sous-commissions. La réunion autour d'une table, avec un objectif explicite de concertation, des personnes déléguées par les universités qui offrent un programme de baccalauréat, de maîtrise ou de doctorat dans un secteur provoque nécessairement une dynamique de dialogue. De plus et sans aucun doute, la conscience de l'effet qu'ont sur chacune des institutions les importantes réductions budgétaires actuelles contribue au caractère productif de ce dialogue. En outre, dans la mesure où les effectifs professoraux sont en profonde mutation en raison des nombreux départs à la retraite – 900 professeurs, soit l'équivalent du corps professoral de l'UQAM, partiront sur une période de moins de deux ans dans tout le système universitaire et très peu seront remplacés pour le moment – il est clair que le temps est révolu où tout le monde pouvait penser tout offrir. Des choix institutionnels s'imposent et les conclusions de la Commission pourront, à brève échéance, contribuer à les rendre cohérents dans une perspective systémique.

Dans ce contexte, les sous-commissions sont amenées à s'entendre sur les conditions de la consolidation des programmes actuels, sur l'abandon de certains d'entre eux ainsi que sur les possibilités de développement dans certains secteurs particulièrement cruciaux pour l'avenir de la société québécoise. Les sous-commissions sont le lieu où les unités d'une même discipline dans l'ensemble des universités se concertent sur les spécialités que chacune compte privilégier et où elle envisage combler des postes de professeurs lorsque les conditions le permettront.

Toutes les sous-commissions sont présidées par un ou une membre de la Commission. Les membres provenant de l'enseignement universitaire sont des professeurs mandatés par leur université, occupant ou non une fonction de direction académique. Une représentation étudiante, du premier cycle ou des cycles supérieurs, est également assurée. Les sous-commissions invitent à siéger au moins une personne oeuvrant à l'extérieur du milieu universitaire et reconnue dans le domaine à l'étude. Elles peuvent, en outre, rencontrer tout interlocuteur susceptible d'éclairer leurs travaux.

Les données utilisées

La première démarche des sous-commissions, avec le soutien du secrétariat de la Commission, consiste à réaliser le portrait des enseignements dispensés dans chacun de ces secteurs dans l'ensemble du Québec, avec les données sur les caractéristiques des programmes, les corps professoraux qui y enseignent et les effectifs étudiants. Les tendances de la dernière décennie y sont également observées, incluant l'évolution des nouvelles inscriptions et de la diplomation par secteur.

Les données sont extraites des sources communes que sont les banques d'information constituées conjointement par les universités et le ministère de l'Éducation, notamment le système de recensement des clientèles étudiantes, (RECU). Celles de la recherche sont traitées selon les catégories de subvention retenues par le système d'information sur la recherche universitaire (SIRU). On complète le portrait à l'aide des annuaires des établissements ainsi que de leurs

données sur le corps professoral. Les travaux sur la durée des études et sur les taux de diplomation, de même que sur le suivi des diplômés réalisés par le ministère de l'Éducation font également partie du tableau. Toutes ces données font l'objet d'une collecte et d'une validation conjointement avec les institutions.

On s'assure que l'information suivant les spécificités des différents secteurs permettent de s'en faire une idée juste : les activités de recherche, le rayonnement scientifique ou artistique et les services aux collectivités locales ou régionales ne s'évaluent pas de la même façon en droit qu'en musique, en génie, en sciences humaines ou en sciences pures.

La CUP a également recours aux résultats des travaux de concertation menés depuis près de trente ans en matière de développement des collections de bibliothèques et qui ont donné lieu à des acquisitions sélectives selon les spécialisations des établissements, notamment au niveau des études supérieures. Par exemple, les bibliothèques ont choisi de se partager l'achat de certains périodiques coûteux. Elles se sont engagées à les acquérir pendant une période de trois ans et à transmettre par voie électronique copie de tout article requis aux usagers des autres universités en moins de 48 heures après réception de la demande, dans chacun des établissements universitaires du Québec.

Élaboration des recommandations

Les sous-commissions procèdent ensuite à la préparation et à l'examen des hypothèses de rationalisation qui paraissent souhaitables ou nécessaires, et faisables. Cela peut se traduire par des propositions de regroupement des forces d'un secteur dans une ou plusieurs universités, de retrait ou encore de réorientation en vue d'occuper un champ jusqu'à maintenant non couvert, ou toute autre solution qui paraît réalisable. Les formes de la concertation interuniversitaire sont multiples, allant de l'offre de plusieurs cours planifiée conjointement entre deux ou plusieurs départements à l'offre conjointe de tout un programme, en passant par la mobilité des étudiants d'une université à l'autre pour certains cours, ou encore par celle de professeurs pour un ou plusieurs cours, selon le cas. Dans les sous-commissions qui ont émis des recommandations jusqu'à maintenant, presque toutes les formes possibles de concertation sont apparues.

Tous les formats ne conviennent pas également à tous les secteurs – la musique et la physique s'appréhendent de façon différente – et le fait d'avoir recours aux praticiens des diverses disciplines permet de valider les solutions envisagées en cours de travail. En outre, il faut prendre garde d'affaiblir l'offre des cours dont un grand nombre est dispensé aux étudiants de plusieurs programmes à la fois. La suppression d'un programme constitué de certains cours communs à d'autres pourrait avoir comme conséquence directe de diminuer la viabilité de ces derniers et d'appauvrir la diversité de l'offre proposée aux étudiants.

Les sous-commissions acheminent leurs propositions à la Commission qui porte ultimement la responsabilité des recommandations qu'elle fera aux établissements et qu'elle rendra publiques. La Commission prévoit avoir terminé les travaux sectoriels à la fin de 1999 et procéder à la vérification des suivis donnés à ses recommandations au cours de l'année suivante.

Une entreprise commune

L'entreprise est complexe et le temps pour y procéder limité. Son succès dépend, pour une large part, de la volonté explicite des différents acteurs qui, à un titre ou l'autre, apportent leur contribution. Cela comprend le personnel que les universités affectent à la préparation de dossiers ou à la participation aux travaux de la Commission et de ses sous-commissions, les étudiants ainsi que des personnes extérieures aux universités, de même que le personnel des Affaires universitaires et scientifiques du ministère de l'Éducation qui rend disponibles les données sur les activités des universités.

Il faut réitérer que les travaux de la Commission ont pour objet d'examiner l'offre de programmes qu'ensemble les universités du Québec proposent à la clientèle étudiante, en s'assurant que la couverture des disciplines et des champs professionnels de niveau universitaire continue d'être aussi exhaustive que possible en dépit de conditions adverses. Le travail de la CUP se déroule parallèlement à d'importantes opérations de planification et de réorganisation dans les établissements universitaires du Québec. Il n'en est pas un qui ne réexamine actuellement ses priorités académiques et son organisation administrative, compte tenu des compressions à intégrer dans les budgets au cours d'une période de trois ans devant se terminer en juin 1999.

L'exercice doit également prendre en compte le contexte concurrentiel dans lequel vivent les universités à l'échelle mondiale et les défis auxquels, avec la société québécoise et notamment sa main-d'oeuvre hautement qualifiée, elles doivent pouvoir se mesurer dans une ère de mondialisation. Il faut en même temps aider à conserver une offre de programmes de base dans toutes les universités, y compris les plus petites, qui desservent une clientèle en provenance de leur région et d'ailleurs selon leurs secteurs d'excellence.

Compte tenu des coupures de 370 millions déjà effectuées ou annoncées, il est clair que l'intégrité de l'offre globale des programmes universitaires est au coeur des travaux et la CUP verra à la préserver. La CUP doit s'assurer que les réorganisations à faire dans chacun des secteurs préservent une étendue de programmation que l'on attend des universités dans une société développée.

Décembre 1999

Dans le présent document, l'usage exclusif de la forme masculine des substantifs désignant des occupations — étudiant, comptable, professeur, etc. — n'a d'autre but que d'alléger le texte et ne présume aucunement de la primauté du sexe masculin dans les domaines universitaires concernés.

Faits saillants

À l'automne 1998, le **domaine de l'administration** — aussi appelé sciences administratives ou sciences de la gestion — était constitué de près de 180 programmes d'études distincts répartis dans 15 établissements. Avec plus de 47 000 étudiants inscrits à temps complet ou partiel à l'un ou l'autre de ces programmes, ce domaine était de loin le plus important, dans le système universitaire québécois, de par la taille de sa clientèle étudiante. Toujours à l'automne 1998, près de 21% de la clientèle étudiante des universités québécoises inscrite à un programme de premier cycle se retrouvait dans le domaine de l'administration; au deuxième cycle, leur proportion atteignait plus de 22%. Tous cycles d'études et tous programmes confondus, un cinquième de l'effectif étudiant des établissements universitaires du Québec était inscrit à un programme d'études en administration. Environ 10% du corps professoral des établissements universitaires québécois est rattaché aux unités académiques du domaine.

Le **domaine de l'économique** — aussi appelé science(s) économique(s) — est constitué de 38 programmes répartis dans 10 établissements, dont seulement cinq (5) offrent au moins un programme de grade à chacun des trois cycles d'études. Environ 2400 étudiants étaient inscrits à l'un ou l'autre de ces programmes à l'automne 1998.

Le troisième et dernier domaine d'études couvert dans le présent rapport est celui des **relations industrielles**. Ce domaine d'études, qui bénéficie au Québec d'une tradition universitaire vieille de plus d'un demi-siècle, compte sur trois unités académiques offrant des programmes de grade aux premier et deuxième cycles, deux d'entre elles offrant aussi un programme de doctorat chacune. À l'automne 1998, six (6) établissements offraient un total de 17 programmes regroupant quelque 2100 étudiants.

Des **neuf recommandations** composant la quatrième et dernière partie du présent rapport, quatre concernent exclusivement le domaine de l'administration et trois, le domaine des sciences économiques. La huitième recommandation est adressée à la direction des trois unités académiques du domaine des relations industrielles, alors que la neuvième et dernière recommandation établit un lien entre les trois domaines et s'inscrit dans la logique du découpage sectoriel adopté dans le présent rapport.

La **première recommandation** de la Commission découle d'un constat concernant la taille du corps professoral dans six des unités académiques du domaine de l'administration qui comptent les effectifs étudiants les plus nombreux et les ratios du nombre d'étudiants — en équivalence d'étudiants à temps complet (EETC) — par professeur régulier en poste les plus élevés. Une mesure plus simple permet aussi de saisir l'ampleur du problème auquel est confronté le corps professoral du domaine de l'administration: à l'automne 1998, l'ensemble de ces professeurs représentaient environ 10% de l'ensemble des professeurs d'université du Québec, alors que les étudiants inscrits dans les programmes concernés représentaient environ 20% de l'ensemble des étudiants universitaires québécois. Dans la foulée de la première recommandation du rapport portant sur les programmes du secteur de l'éducation (avril 1999, rapport n° 10), secteur connaissant un problème similaire, la Commission recommande donc que la direction des établissements universitaires concernés et le ministère de l'Éducation prennent acte des difficultés multiples reliées à la constitution et au maintien, dans le domaine de l'administration, d'un corps enseignant de qualité et en nombre suffisant, et qu'ils prennent les moyens de surmonter ces difficultés.

La **deuxième recommandation** concerne un certain nombre de programmes de certificat de premier cycle, appartenant à quelques champs d'études précis, pour lesquelles l'analyse des données statistiques a montré des baisses d'inscription marquée entre 1992 et 1998. La Commission invite donc la direction des écoles, facultés et départements du domaine de l'administration à examiner les causes et les effets de ces diminutions et souhaite qu'un rapport de suivi lui soit transmis avril 2000.

Les **troisième et quatrième recommandations** sont étroitement liées et portent sur la problématique complexe découlant des interrelations entre, d'une part, le recrutement des étudiants de troisième cycle, le soutien financier qui leur est destiné et leur taux de diplomation; et, d'autre part, la recherche effectuée par leurs professeurs, les retombées financières et académiques dont peuvent bénéficier ces mêmes étudiants et, enfin, le maintien d'un corps professoral qualifié et en nombre suffisant. La quatrième recommandation invite la direction des programmes d'études doctorales en administration à prendre les moyens d'augmenter le recrutement des étudiants et d'assurer la diplomation d'une plus grande proportion de candidats, alors que la cinquième invite les établissements, en particulier ceux qui offrent des programmes d'études supérieures, à prendre des mesures visant à mieux soutenir la recherche dans le domaine des sciences de l'administration et à mieux utiliser les ressources financières disponibles aux fins de l'encadrement des étudiants des programmes de deuxième et, surtout, de troisième cycle.

Les **cinquième, sixième et septième recommandations** concernent le domaine de l'économie. Comme plusieurs domaines d'études du secteur des sciences sociales, l'économie connaît depuis quelques années certaines difficultés: recrutement des étudiants dans les programmes de premier cycle, taux de diplomation plus faible que la moyenne — tout comme en histoire, notamment — et petite taille de l'effectif des programmes de troisième cycle. L'économie pouvant être considérée comme une discipline fondamentale — aux fondements de l'administration, des relations industrielles et de certaines branches disciplinaires telles l'anthropologie économique — la Commission reconnaît son importance et le nombre relativement faible de diplômés des programmes de baccalauréat par rapport à ce que l'on retrouve dans les autres provinces canadiennes. Dans un premier temps, elle invite les trois départements d'économie dont les étudiants affichent des taux globaux de diplomation au baccalauréat inférieurs à 50% à procéder à l'analyse détaillée des causes de cette situation et à prendre les moyens de la corriger. Dans un deuxième temps, la direction des programmes d'études de baccalauréat en économie, notamment dans les universités francophones, est invitée à prendre les moyens d'augmenter le recrutement de leurs étudiants, particulièrement auprès des étudiants auxquels une offre d'admission est émise. Enfin, la septième recommandation aborde la question de la formation doctorale en invitant la direction des cinq départements d'économie offrant des programmes d'études doctorales à examiner les moyens d'accroître leur collaboration afin d'assurer une offre d'activités de formation optimale à leurs étudiants. À cette fin, les établissements devront définir clairement leurs spécialités de recherche et d'enseignement au troisième cycle.

La **huitième recommandation** vise aussi la formation doctorale, dans le domaine des relations industrielles. L'objectif de cette huitième recommandation est partiellement comparable à celui de la septième: il s'agit pour deux unités académiques de relations industrielles offrant des programmes d'études doctorales — à l'Université Laval et à l'Université de Montréal — d'examiner les moyens d'accroître leur collaboration afin d'assurer une offre d'activités de formation optimale à leurs étudiants et de s'adjoindre l'expertise des professeurs du Département des relations industrielles de l'UQAH, lequel n'offre actuellement que deux (2) programmes de grade, un baccalauréat et une maîtrise.

La **neuvième recommandation** est aussi la seule recommandation sectorielle proposée aux unités académiques des trois domaines faisant l'objet du présent rapport. En vertu des affinités manifestes entre divers champs d'études du domaine de l'administration (économie appliquée, gestion des ressources humaines, étude des organisations, finance, etc.) et des domaines de l'économie et des relations industrielles (gestion des ressources humaines, notamment), la Commission invite les écoles, facultés et départements des trois domaines à étudier les possibilités de collaboration, à l'intérieur de chacun des établissements, sur le plan de l'enseignement des disciplines et des matières qui se situent à la frontière des trois domaines.

Table des matières

Note au lecteur	i
Faits saillants	v
Table des matières	ix
Introduction générale	1
I. LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION	
Introduction	5
1. L'offre de programmes	9
1.1 Généralités	9
1.1.1 Le statut des programmes et leur dénombrement	9
1.1.2 Répartition des programmes par champs d'études	16
1.1.3 Répartition des programmes par établissements.....	17
1.2 Structure de l'offre au premier cycle.....	19
1.2.1 Programmes de baccalauréat.....	19
1.2.2 Programmes de certificat.....	24
1.2.2.1 Administration des affaires et gestion des entreprise et de la production	24
1.2.2.2 Sciences comptables	25
1.2.2.3 Finance et opérations bancaires.....	26
1.2.2.4 Systèmes d'information et recherche opérationnelle, marketing, gestion internationale.....	27
1.2.2.5 Gestion des ressources humaines et administration publique	28
1.3 Structure de l'offre aux cycles supérieurs	29
1.3.1 Programmes de maîtrise	29
1.3.2 Programmes de diplômes	33
1.3.3 Programmes de troisième cycle	34
1.4 Liens des programmes avec les ordres professionnels et autres organismes	36
1.4.1 Les ordres professionnels	36
1.4.1.1 Ordre des comptables agréés du Québec (OCAQ).....	36
1.4.1.2 Ordre des comptables généraux licenciés	37
1.4.1.3 Ordre des comptables en management accrédités.....	37
1.4.1.4 Ordre des administrateurs agréés	37
1.4.1.5 Ordre des conseillers en relations industrielles	38
1.4.1.6 Ordre des évaluateurs agréés.....	38
1.4.2 Autres organismes.....	38
1.4.2.1 American Association of Collegiate Schools of Business (AACSB) ..	38
1.4.2.2 European Foundation for Management Education (EFMD).....	38
1.4.2.3 Project Management Institute (PMI).....	39
1.4.2.4 Canadian Institute of Management (CIM)	39

I. LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION (suite)

1.4	Liens des programmes avec les ordres professionnels et autres organismes (suite)	
1.4.3	Exemples tirés d'un champ d'études: la finance et les opérations bancaires	39
1.4.4	Un exemple institutionnel: l'École des HEC	40
2.	Les effectifs étudiants	41
2.1	Sélection des candidats	41
2.2	Répartition des étudiants	45
2.3	Évolution des inscriptions	49
2.4	Diplomation	59
2.5	Intégration de diplômés au marché du travail	60
3.	Les unités académiques et la recherche	63
3.1	Effectifs et caractéristiques du corps professoral	63
3.1.1	Contribution des chargés de cours et des professeurs à contrat: quelques exemples	65
3.2	Exemples de rationalisation sur le plan des activités académiques	68
3.3	La recherche	72
3.3.1	Financement et mesure de la production	72
3.3.2	Particularités institutionnelles	75

II. LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIQUE

Introduction	87
4. L'offre de programmes	89
4.1 Programmes de premier cycle	89
4.2 Programmes de deuxième et troisième cycles	91
5. Les effectifs étudiants	93
5.1 Sélection des candidats	93
5.2 Répartition des étudiants	94
5.3 Évolution des inscriptions	96
5.4 Diplomation	101
5.5 Intégration de diplômés au marché du travail	102
6. Les unités académiques et la recherche	105
6.1 Le corps professoral	105
6.2 La recherche	105
6.2.1 Financement et mesure de la production	105
6.2.2 Particularités institutionnelles	107

III. LE DOMAINE DES RELATIONS INDUSTRIELLES

Introduction	115
7. L'offre de programmes	117
7.1 Programmes de premier cycle.....	117
7.2 Programmes de deuxième et troisième cycles	119
8. Les effectifs étudiants	121
8.1 Sélection des candidats	121
8.2 Répartition des étudiants.....	122
8.3 Évolution des inscriptions	123
8.4 Diplomation	128
8.5 Intégration de diplômés au marché du travail.....	129
9. Les unités académiques et la recherche	131
9.1 Le corps professoral	131
9.2 La recherche.....	132
9.2.1 Financement et mesure de la production.....	132
9.2.2 Particularités institutionnelles	134

IV. RECOMMANDATIONS

Domaine de l'administration

Les ressources matérielles affectées aux programmes: une problématique transsectorielle	139
Les ressources professorales	140
Les programmes de certificat	141
Le recrutement des étudiants au niveau du doctorat	141
La recherche et le soutien des candidats au doctorat	143

Domaine de l'économique

La diplomation dans les programmes de baccalauréat.....	144
Le recrutement des étudiants au premier cycle	144
La formation de troisième cycle	145

Domaine des relations industrielles

La formation de troisième cycle	146
---------------------------------------	-----

Recommandation sectorielle

Collaboration entre les unités académiques d'un même établissement	146
--	-----

Conclusion générale	149
----------------------------------	------------

Références	151
-------------------------	------------

Annexe A	Composition de la CUP	157
Annexe B	Composition de la sous-commission	158
Annexe C	Liste des programmes recensés	161
Annexe D	Tableaux sur l'évolution des inscriptions totales, des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés en administration.....	179
Annexe E	Tableaux sur l'évolution des inscriptions totales, des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés en économie	202
Annexe F	Tableaux sur l'évolution des inscriptions totales, des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés en relations industrielles	206

Introduction générale

Les trois domaines d'études universitaires rassemblés en un seul secteur pour les fins du présent rapport de la Commission sont l'administration, l'économie et les relations industrielles. Chacun de ces trois domaines est traité séparément, faisant chacun l'objet d'une partie du rapport distincte, divisée en trois chapitres. La quatrième et dernière partie du rapport contient les recommandations de la Commission et réunit les trois domaines précités; la dernière recommandation les concerne tous les trois.

Le **domaine de l'administration** — aussi nommé sciences administratives, sciences de l'administration ou sciences de la gestion — recouvre aussi bien les programmes d'administration des affaires, de management, de comptabilité, de gestion des opérations et de la production, que les programmes d'administration publique, qui s'intéresse aux organismes gouvernementaux ou para-gouvernementaux, ou aux organismes privés à but non lucratif. Cependant, les programmes d'études en gestion de la santé et des services sociaux ont été recensés dans un autre rapport de la Commission, de même que les programmes d'administration scolaire¹.

Exception faite de l'Université de Montréal, tous les établissements universitaires québécois à vocation générale, y compris la Télé-université, offrent au moins un programme de grade en administration. Aux établissements à vocation générale s'ajoutent deux établissements spécialisés en administration: l'École des Hautes Études Commerciales (HEC) de Montréal, affiliée à l'Université de Montréal; et l'École nationale d'administration publique (ENAP), constituante du réseau de l'Université du Québec. L'École des HEC offre au moins un programme de grade à chacun des trois cycles d'études, sans compter de nombreux programmes de certificat et de diplôme. L'ENAP est un établissement d'enseignement supérieur et de recherche qui n'offre que des programmes, de grade ou de diplôme, aux cycles supérieurs.

À l'automne 1998, le domaine de l'administration était constitué de près de 180 programmes d'études distincts répartis dans 15 établissements. Avec plus de 47 000 étudiants inscrits à temps complet ou partiel à l'un ou l'autre de ces programmes, le domaine était de loin le plus important, dans le système universitaire québécois, de par la taille de sa clientèle étudiante. Toujours à l'automne 1998, près de 21% de la clientèle étudiante des universités québécoises inscrite à un programme de premier cycle se retrouvait dans le domaine de l'administration; au deuxième cycle, leur proportion atteignait plus de 22%. Tous cycles d'études et tous programmes confondus, un cinquième de l'effectif étudiant des établissements universitaires du Québec était inscrit à un programme d'études en administration.

Le **domaine de l'économie** — aussi appelé science(s) économique(s) — est constitué de 38 programmes répartis dans 10 établissements, dont seulement cinq (5) offrent au moins un programme de grade à chacun des trois cycles d'études. Environ 2400 étudiants étaient inscrits à l'un ou l'autre de ces programmes à l'automne 1998.

¹ Les programmes de gestion de la santé et des services sociaux figurent dans le neuvième rapport de la CUP: *Les programmes de sciences infirmières, santé communautaire, épidémiologie, hygiène du milieu, travail social, animation sociale et culturelle, gérontologie et gestion des services de santé dans les universités du Québec*, Rapport n° 9, mars 1999. Les programmes en administration scolaire, dans le dixième: *Commission des universités sur les programmes, Les programmes en éducation dans les universités du Québec*, Rapport n° 10, avril 1999. Les programmes de gestion de la santé et des services sociaux ne relèvent généralement pas des unités académiques (écoles, facultés, départements) du domaine de l'administration. Les programmes d'administration scolaire relèvent tous des unités académiques du secteur de l'éducation.

Le troisième et dernier domaine d'études couvert dans le présent rapport est celui des **relations industrielles**. Ce domaine d'études, qui bénéficie au Québec d'une tradition universitaire vieille de plus d'un demi-siècle, compte sur trois unités académiques offrant des programmes de grade aux premier et deuxième cycles, deux d'entre elles offrant aussi un programme de doctorat chacune. À l'automne 1998, six (6) établissements offraient un total de 17 programmes regroupant quelque 2100 étudiants.

* * * * *

Le chapitre premier de la première partie du présent rapport décrit l'offre de programmes en insistant sur la structure complexe des programmes de grade de premier et deuxième cycles, c'est-à-dire les programmes de baccalauréat (section 1.2.1) et de maîtrise (section 1.3.1). Les programmes de certificat et de diplôme font l'objet d'une présentation organisée selon un découpage en huit champs d'études généralement admis comme les plus importantes subdivisions du domaine de l'administration. La dernière section du premier chapitre décrit brièvement les liens qui unissent les programmes aux six (6) ordres professionnels concernés et aux divers organismes — québécois, canadien, états-unien ou européen — qui constituent des regroupements d'écoles ou de facultés d'administration.

À ce premier chapitre portant sur les programmes du domaine de l'administration correspond les chapitres quatre et sept, portant respectivement sur l'offre de programmes dans les domaines de l'économie (deuxième partie) et des relations industrielles (troisième partie). On trouvera donc le même type d'information dans ces trois chapitres, mais on notera que la structure du chapitre premier est beaucoup plus complexe.

Les chapitre deux (administration), cinq (économie) et huit (relations industrielles)— tous intitulés « Les effectifs étudiants » — décrivent, en termes surtout quantitatifs et par établissement et type de programme, la sélection des candidats à l'admission, la répartition des étudiants, l'évolution des inscriptions totales entre l'automne 1986 et l'automne 1998, les tendances de la diplomation et, finalement, l'intégration des diplômés au marché du travail.

Les chapitres trois (administration), six (économie) et neuf (relations industrielles) présentent un portrait quantitatif et un aperçu qualitatif des unités académiques de chacun des trois domaines faisant l'objet du présent rapport et des structures et activités de recherche qu'on y mènent. Ici encore, l'organisation du chapitre consacré au domaine de l'administration s'avère plus complexe que celle des deux autres, étant donné l'ampleur de la matière traitée.

Le dixième et dernier chapitre du rapport contient les neuf (9) recommandations adoptées par la Commission lors de sa réunion du 24 novembre 1999. Quatre (4) de ces recommandations concernent exclusivement le domaine de l'administration; le domaine de l'économie fait l'objet de trois (3) recommandations et celui des relations industrielles, d'une seule. La neuvième et dernière recommandation concerne les trois domaines et leurs « interrelations »; c'est donc une recommandation sectorielle au sens de la Commission.

Aux dix chapitres — regroupés en quatre parties — composant le présent rapport, s'ajoutent un certain nombre de courtes sections. La « Note au lecteur » qui ouvre chacun des rapports de la Commission résume en quelques pages le mandat de celle-ci et son fonctionnement général, inédit dans l'histoire du système universitaire québécois. Le lecteur pressé de connaître la teneur des recommandations sans avoir à lire leurs préambules — ou argumentaires — consultera la

section « Faits saillants ». Pour se faire une idée de la nature des différentes disciplines ou approches disciplinaires de chacun des trois domaines d'études et pour les situer dans un contexte canadien et nord-américain, on lira l'introduction de chacune des trois parties du rapport. La quatrième et dernière partie (chapitre 10) est suivie d'une conclusion générale, de références bibliographiques et de six (6) annexes qui fournissent 1) la liste des personnes ayant participé à l'élaboration du présent rapport jusqu'au stade de son approbation par la Commission; et 2) la liste des programmes d'études recensés et toutes les statistiques d'inscription ayant servi à la confection des tableaux, graphiques et autres figures analysés dans le présent document. On consultera évidemment la Table des matières précédant l'Introduction générale pour un repérage facile des différents points du rapport brièvement évoqués ci-dessus.

I. LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION

Introduction

En 1996, les universités québécoises décernaient 29 812 diplômes de baccalauréat. De ce nombre, 4 813 — soit 16,1% — étaient décernés dans le grand domaine de l'administration². La comparaison avec la situation qui prévaut dans les universités canadiennes hors Québec est instructive à bien des égards. La même année, ces universités canadiennes décernaient 9 575 de ces diplômes, soit 9,8% de tous les diplômes de baccalauréat décernés au Canada (hors Québec). C'est donc dire qu'un bachelier en administration sur trois, au Canada, sortait d'une université québécoise, alors que les universités québécoises décernaient, toujours en 1996, 23,3% de tous les diplômes de baccalauréat décernés par les universités canadiennes et 21,1% en excluant le domaine de l'administration (Québec compris)³. Ces chiffres démontrent éloquentement l'importance du domaine de l'administration au premier cycle dans les universités du Québec.

Aux États-Unis, l'importance des écoles de gestion et du domaine de l'administration est encore plus grande. Durant l'année académique 1995-1996, 19,4% de tous les diplômes de baccalauréat décernés par les universités et collèges américains l'étaient dans le domaine de l'administration des affaires et du commerce⁴. La part relative du domaine de l'administration dans la diplomation des universités du Québec au baccalauréat (16,1%) se situe donc entre les chiffres canadiens (9,8%) et américains (19,4%), sensiblement plus près de ces derniers.

En ce qui concerne les diplômes de maîtrise en administration décernés en 1995, la part relative des diplômes décernés par les universités québécoises sur l'ensemble des universités canadiennes (Québec compris) est identique à celle du baccalauréat, soit un diplômé sur trois⁵. Par contre, la part relative des maîtrises en administration était de 19,8% dans les universités québécoises et de 17,3% dans les autres universités canadiennes⁶. Ce sont encore les universités québécoises qui, au niveau de la maîtrise, décernent une plus grande part de diplômes en administration; cependant l'écart absolu entre ces dernières et les autres universités canadiennes est beaucoup plus faible (2,5%) qu'il ne l'était au niveau du baccalauréat (6,3%). Aux États-Unis, durant l'année académique 1995-1996, 23,1% de tous les diplômes de maîtrise décernés par les universités et collèges américains l'étaient dans le domaine de l'administration des affaires et du commerce⁷.

² Statistique Canada, *L'Éducation au Canada*, 81-229, 1998, p. 146. Seul le domaine des sciences de l'éducation comptaient un plus grand nombre de diplômés de premier cycle cette année-là, représentant 20,4% du grand total. Les données sur les diplômes décernés au Québec et au Canada sont compilées par Statistique Canada et sont disponibles, pour 1995 seulement, dans le document de la CREPUQ intitulé *Quelques données et indicateurs significatifs sur le système universitaire québécois*, janvier 1999, p. 43.

³ Rappelons que la population du Québec comptait pour 24,5% de celle du Canada en 1996.

⁴ Source: "Degrees and Other Awards Conferred by Institutions of Higher Education: 1995-96," National Center for Education Statistics, U.S. Department of Education; statistiques disponibles sur le site Internet de l'American Association of Collegiate Schools of Business (AACSB) à l'adresse suivante: {http://www.aacsb.edu/Publications/Newsline/1998/fandegrees_t1.html}. L'AACSB se présente aussi comme l'International Association for Management Education.

⁵ Sources: Fédération canadienne des doyens des écoles d'administration (« Diplômes décernés en administration par cycle d'étude et sexe, 1970 à 1995 ») et système RECU (MEQ), Annexe D, tableau D.19. Les universités canadiennes décernaient 3853 diplômes de maîtrise en administration en 1995, dont 1272 émis par les universités québécoises. Les statistiques de la Fédération des doyens des écoles d'administration sont disponibles à l'adresse Internet suivante: {<http://www.hec.ca/fcdea/francais/faitsaillant/fs1.html>}.

⁶ Sources: CREPUQ, *Quelques données et indicateurs significatifs*, p. 41 et Fédération canadienne des doyens des écoles d'administration (« Diplômes décernés »).

⁷ Source: "Degrees and Other Awards Conferred by Institutions of Higher Education: 1995-96," National Center for Education Statistics, U.S. Department of Education.

La situation décrite à la page précédente est le fruit de plusieurs décennies d'évolution, aussi bien à l'université que dans la société nord-américaine. Au Canada, les diplômes de baccalauréat en administration représentaient, en 1970, à peine 5% de tous les diplômes de baccalauréat décernés; aux États-Unis, 12,5% durant l'année académique 1967-1968. À la maîtrise, les pourcentages canadien et américain étaient respectivement de 11,3% en 1970 et de 12,5% en 1967-1968⁸.

L'évolution remarquable de la formation en administration au cours des quelque 30 dernières années semble indiquer que « l'enseignement de la gestion prend [maintenant] une valeur générale dans la société, du fait de l'importance qu'y joue désormais l'entreprise »⁹. L'entreprise, qu'elle soit privée ou publique (ou même virtuelle...) ¹⁰, fait face à un besoin croissant d'employés qualifiés responsables de la gestion

d'activités intégrées et interdépendantes, destinées à faire en sorte qu'une certaine combinaison de moyens (financiers, humains, matériels, etc.) puisse générer une production de biens ou de services économiquement et socialement utiles et si possible, pour l'entreprise à but lucratif, rentables¹¹.

Dans la conception classique du management, la gestion de ces activités dépend de quatre séries d'opérations fondamentales: la planification, l'organisation, la direction et le contrôle¹². Il va sans dire que ces opérations se sont grandement complexifiées au fil des décennies et qu'on a même assisté à plusieurs vagues de remise en question de cette conception classique de la gestion depuis la fin des années cinquante:

Le travail du gestionnaire est désormais presque inconcevable en termes exclusifs de calculs, de techniques, d'outils et de recettes. C'est plus que jamais une pratique sociale, une capacité à faire vivre ensemble en harmonie et en coopération tous les intervenants au sein de l'entreprise. Les éléments techniques et économiques qui peuvent être gérés techniquement et scientifiquement sont secondaires — importants mais secondaires — par rapport à cette habileté fondamentale du gestionnaire qui ne peut plus être celui, aujourd'hui bien dépassé, des années 1950: comptable en chef et père Fouettard général. [...] Le gestionnaire de demain sera celui qui sait comprendre avant d'agir, qui sait utiliser sa réflexion et son jugement, appuyés sur des connaissances et des expériences intériorisées, riches et variées, plutôt que sur des « instruments » tout faits. Et surtout, ce sera celui qui sait capitaliser sur les ressources les plus adaptatives, les plus innovatrices, les plus créatives et les plus enrichissantes qui soient: les employés¹³.

C'est en des termes similaires que la Fédération canadienne des doyens des écoles d'administration décrivait récemment les objectifs des programmes de premier cycle en gestion, l'objectif général étant « de fournir à la communauté des affaires des diplômés qui sont à la fois cultivés (au sens où ils ont une bonne culture générale) et qui connaissent parfaitement les

⁸ Sources: Fédération canadienne des doyens des écoles d'administration (« Diplômes décernés ») et "Degrees and Other Awards Conferred by Institutions of Higher Education: 1995-96," National Center for Education Statistics, U.S. Department of Education.

⁹ Romain Laufer, « Mutation de la société et enseignement de la gestion: entre science, technique et pratique », in Collectif des professeurs du Groupe HEC, *L'École des Managers de Demain*, Paris, Economica, 1994, p. 282.

¹⁰ Charles-Henri Amherdt et Zhan Su, *Le développement de carrière au service de l'excellence et de la confiance dans les organisations virtuelles*, Document de travail 1997-001, Faculté des sciences de l'administration, Université Laval, 1997 (<http://www.fsa.ulaval.ca/rd>). D'après ces auteurs, « les organisations virtuelles [...] représentent probablement le changement le plus important dans l'univers organisationnel depuis le début de ce siècle » (p. 1).

¹¹ Omar Aktouf, *Le management entre tradition et renouvellement*, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur, 1989 (éd. révisée), p. 15. Pour cet auteur, les mots *gestion*, *administration*, et *management*, ainsi que leurs dérivés (*gérer et administrer*; *gestionnaire et administrateur*), sont à peu près synonymes (p. 15).

¹² Aktouf, *Le management*, p. 9.

¹³ Aktouf, *Le management*, pp. 433-34.

notions fondamentales de la gestion des affaires et le contexte dans lequel elles s'appliquent »¹⁴. Comme la très grande majorité des étudiants en administration fréquentent des programmes de premier cycle, l'objectif général s'applique au plus grand nombre. La majorité des étudiants sera donc appelée à suivre un profil de formation que l'on peut préciser, tout en le résumant, comme suit:

les étudiants doivent suivre plusieurs cours de formation générale et de nombreux cours dans les principales composantes de la gestion — comptabilité, marketing, finances, comportement organisationnel, systèmes d'information, gestion de l'exploitation et des ressources humaines, et ainsi de suite. Normalement, un étudiant diplômé d'un programme de premier cycle en gestion devrait comprendre non seulement les bases de la gestion, mais aussi le contexte économique et social dans lequel l'entreprise se situe¹⁵.

L'organisation de la première partie du présent rapport, qui porte sur les programmes du domaine de l'administration, reprend la plupart des éléments généralement, sinon universellement, considérés comme les principales composantes de la gestion ou de l'administration. Outre la classification des programmes d'études par cycles et par types (programmes de grade, certificat, diplômes), une classification par champs d'études a été utilisée tout au long de la première partie. Ces champs d'études sont au nombre de huit:

1. l'administration des affaires, la gestion des entreprises et de la production;
2. les sciences comptables;
3. la finance et les opérations bancaires;
4. les systèmes d'information et la recherche opérationnelle;
5. le marketing;
6. la gestion internationale;
7. la gestion des ressources humaines;
8. l'administration publique.

On verra dans le premier chapitre que cette classification par champ d'études s'applique aussi bien aux programmes de certificat et de diplôme qu'aux concentrations, orientations ou spécialisations des programmes de grade (baccalauréat, maîtrise et doctorat), d'où sa grande utilité.

* * * * *

Comment caractériser en quelques mots un domaine d'études aussi vaste, aussi pluridisciplinaire, aussi influent que celui de l'administration? Tout dépend du point de vue d'où l'on se place. À en juger par la fréquentation des programmes par des dizaines de milliers d'étudiants de toutes les régions du Québec, leur pertinence sociale ne se pose même pas. Et malgré la profusion de programmes, en majorité des certificats de premier cycle et des diplômes de deuxième cycle constitués à même les banques de cours de programmes de grade, on retrouve dans ce domaine un très haut degré de collaboration interuniversitaire: les quatre universités montréalaises offrent conjointement un seul programme de doctorat (Ph.D.); l'Université de Sherbrooke et l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) viennent de s'associer pour offrir un nouveau programme de doctorat professionnel conjoint (D.B.A.). Au sein du réseau de l'Université du Québec, on retrouve plusieurs programmes conjoints, programmes réseau ou offerts en extension: maîtrise en gestion de projets, maîtrise en gestion des organisations, maîtrise en administration publique

¹⁴ David W. Conrath, *Investir dans les programmes de gestion: la clé de la croissance de la productivité*, Document préparé pour la Fédération des doyens des écoles d'administration, novembre 1999, p. 6.

¹⁵ Conrath, *Investir dans les programmes de gestion*, p. 3.

régionale, diplôme d'études supérieures en sciences comptables, etc. Autant d'exemples de concertation et de collaboration interuniversitaires qui n'auront pas attendu des recommandations de la Commission pour se concrétiser.

Il allait presque de soi qu'un domaine aussi vaste échappe à l'examen d'une seule sous-commission. On notera donc que les programmes d'administration « spécialisée » telle la gestion des services de santé et l'administration scolaire — qui constituent en fait des champs spécialisés de l'administration publique — ont été traités par deux sous-commissions ayant pratiquement terminé leurs travaux avant que ne débutent ceux de la présente sous-commission¹⁶.

¹⁶ Les programmes de gestion des services de santé sont recensés dans le neuvième rapport de la CUP (mars 1999): Commission des universités sur les programmes, *Les programmes de sciences infirmières, santé communautaire, épidémiologie, hygiène du milieu, travail social, animation sociale et culturelle, gérontologie et gestion des services de santé dans les universités du Québec*, Rapport n° 9, mars 1999. Les programmes en administration scolaire, dans le dixième (avril 1999): Commission des universités sur les programmes, *Les programmes en éducation dans les universités du Québec*, Rapport n° 10, avril 1999. Tous les rapports publiés de la CUP sont disponibles sur son site Internet (<http://www.cup.qc.ca/>).

1. L'offre de programmes

1.1 Généralités

1.1.1 Le statut des programmes et leur dénombrement

Les 177 programmes véritablement distincts constituant l'offre globale dans le domaine de l'administration regroupaient à l'automne 1998, aux trois cycles d'études, près de 47 050 étudiants, soit environ 20,8% du total de l'effectif inscrit dans l'ensemble des programmes offerts par les établissements universitaires du Québec¹⁷. Au premier cycle, la part du domaine de l'administration dans cet ensemble atteignait 21,3%; elle s'élevait à 22,2% au deuxième cycle, mais n'atteignait cependant qu'un maigre 4,0% dans les programmes de doctorat¹⁸. Le tableau 1.1 (page suivante) présente une vue d'ensemble du nombre de programmes par établissement, par type de programme et par grand champ d'études. On trouvera à l'annexe C du présent rapport la liste complète de ces programmes et à l'annexe D, les données détaillées sur les inscriptions totales, les nouvelles inscriptions et le nombre de diplômes décernés dans chacun des programmes entre l'automne 1986 et l'automne 1998. Les tableaux constituant l'annexe D donnent aussi, pour chaque programme, la proportion des étudiants qui poursuivaient des études à temps partiel à l'automne 1998.

À ces programmes de base s'ajoutent, en nombre plus réduit, des programmes appartenant à deux autres types: les programmes courts (microprogrammes), c'est-à-dire les programmes de moins de 30 crédits, et les programmes dits « privés », peu nombreux en termes absolus mais plus nombreux dans le secteur de l'administration que dans les autres secteurs de l'enseignement universitaire. Dans le contexte du réseau universitaire québécois, financé en majeure partie par les fonds publics, un programme privé est un programme totalement autofinancé, qui ne bénéficie donc d'aucun financement public. Les activités d'un programme privé peuvent être créditées par l'établissement universitaire responsable, qui peut aussi émettre une attestation d'études ou un diplôme lorsque le programme mène à l'obtention d'un grade.

¹⁷ Le nombre de 177 inclut six programmes ouverts entre janvier 1999 et janvier 2000 pour lesquels les données d'effectifs étudiants n'étaient pas disponibles au moment de la publication du rapport. Sauf indication contraire, toutes les données statistiques relatives aux effectifs étudiants sont tirées du système RECU (Recensement des clientèles universitaires), ministère de l'Éducation du Québec (MEQ). Les autres données, statistiques et qualitatives, proviennent surtout des établissements universitaires: fiches de programmes remplies à la demande de la CUP, annuaires et sites WEB des universités, communications des membres de la sous-commission.

¹⁸ Les raisons expliquant la faiblesse de l'effectif étudiant au troisième cycle seront présentées plus loin.

Tableau 1.1

Nombre de programmes en administration selon le niveau d'études, l'établissement universitaire et les principales spécialisations, automne 1998¹

	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	ENAP	TELUQ	TOTAL ²
Adm. des affaires, gestion des entreprises et de la prod.																
Certificat	3	1	4	4	4		4	1	2	4	2	1	1		2	33
Mineure							1									1
Majeure	1															1
Baccalauréat	1	2	1	1	1		1	1	1	3	1	1	1		1	16
Diplôme (2e cycle)			5 ⁴	3	1	1 ⁴	3			1						13
Maîtrise		2	2	2	3		3	3 ⁷	1 ⁷	3 ⁷	2 ⁷	3 ⁸	2 ⁷			19
Doctorat		1 ³	1 ³	1	1 ³		1 ⁵	1 ⁶		1 ³			1 ⁵			4
Sous-total	5	6	13	11	10	1	13	6	4	12	5	5	5		3	87
Sciences comptables																
Certificat			2	1	2		1	1	2	2	1	1	2			15
Baccalauréat		*	*	*	*		*	1	1	2	1	1	1			7
Diplôme (2e cycle)		1	2	2	3		2	1 ⁹	2 ⁹	2 ⁹	1 ⁹	1 ⁹	1 ⁹			13
Maîtrise			*	*	*	*	1			1						2
Doctorat		*	*		*					*						
Sous-total		1	4	3	5		4	3	5	7	3	3	4			37
Finance et opérations bancaires																
Certificat			2	1			1	2 ¹⁰	1 ¹⁰	2 ¹⁰	2 ¹⁰	1 ¹⁰	1 ¹⁰		3 ¹⁰	11
Baccalauréat		*	*	*	*		*	*	*	*	*	*	*		*	
Diplôme (2e cycle)			1 ¹¹					*		1			1		1 ¹¹	3
Maîtrise		*	*	*	*		*			1						1
Doctorat		*	*	*	*					*						
Sous-total			3	1			1	2	1	4	2	1	2		4	15
Systèmes d'information et recherche opérationnelle																
Certificat			1		1		1			1	1					5
Baccalauréat		*	*	*	*		*		*	*	*		1 ¹²		*	1
Maîtrise		*	*	*	*		*									
Doctorat		*	*		*					*						
Sous-total			1		1		1			1	1		1			6

Suite du tableau à la page suivante.

Tableau 1.1 (suite)

	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	ENAP	TELUQ	TOTAL ²
Marketing																
Certificat			2		1		1	1		1			1			7
Baccalauréat		*	*	*	*		*	*	*	*	*	*	*		*	
Maîtrise		*	*	*	*		*									
Doctorat		*	*		*					*						
Sous-total			2		1		1	1		1			1			7
Gestion internationale																
Certificat			1							1						2
Baccalauréat		*	*	*	*			*	*	*			*		*	
Diplôme (2e cycle)							*								1	1
Maîtrise			*	*	*			*								
Sous-total			1							1					1	3
Gestion des ress. humaines																
Certificat			2		1		1	1		1	1	1	1		1	10
Baccalauréat		*	*	*	*		*	*	*	1 ¹³	*	*	*		*	1
Maîtrise			*		*						1					1
Doctorat		*	*		*					*						
Sous-total			2		1		1	1		2	2	1	1		1	12
Administration publique																
Certificat						1	1	1					1			4
Baccalauréat									*							
Diplôme (2e cycle)		1									1 ¹⁴				2 ¹⁴	3
Maîtrise										1 ¹⁵					2 ¹⁵	2
Doctorat															1	1
Sous-total		1				1	1	1		1	1		1		5	10
Ensemble																
Certificat	3	1	14	6	9	1	10	7	5	12	7	4	7		6	87
Mineure							1									1
Majeure	1															1
Baccalauréat	1	2	1	1	1		1	2	2	6	2	2	3		1	25
Diplôme (2e cycle)		2	8	5	4	1	5	1	2	4	2	1	2	3	1	33
Maîtrise		2	2	2	3		4	3	1	6	3	3	2	2		25
Doctorat		1	1	1	1		1	1		1			1	1		5
Total	5	8	26	15	18	2	22	14	10	29	14	10	15	6	8	177
Distribution (%)	2,5	4,0	12,9	7,4	8,9	1,0	10,9	6,9	5,0	14,4	6,9	5,0	7,4	3,0	4,0	100,0

Source : établissements universitaires.

Les notes du tableau sont à la page suivante.

Notes du tableau 1.1

* = option, concentration ou spécialisation.

¹ Seuls les programmes qui acceptent de nouvelles inscriptions à l'automne 1998 (ou après) ont été retenus dans le tableau. Les options, concentrations ou spécialisations ne sont pas comptabilisées dans le total des programmes. On peut se référer à la liste des programmes recensés à l'annexe C afin d'identifier le nom des programmes.

² Les programmes offerts conjointement ou en extension ne comptent que pour un seul programme dans le total.

³ Programme conjoint des établissements montréalais : Concordia, HEC, McGill, UQAM.

⁴ Le DESS en montage et gestion de projets d'aménagement est offert conjointement par l'École des HEC, la Faculté d'aménagement de l'UdeM et l'École Polytechnique.

⁵ Depuis 1998; programme conjoint UdeS et UQTR.

⁶ Programme en extension de l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) de l'Université d'Aix-en-Provence.

⁷ La maîtrise réseau de l'UQ en gestion de projet est offerte conjointement par l'UQAC, l'UQAH, l'UQAM, l'UQAR, l'UQAT, l'UQTR et l'ETS.

La MBA pour cadres est offerte en extension par l'UQAM.

⁸ La MBA est offerte en extension par l'UQAM; la maîtrise en gestion des organisations est offerte en extension par l'UQAC; la maîtrise en gestion de projet est un programme réseau de l'UQ.

⁹ Le DESS en sciences comptables est un programme réseau de l'UQ offert à l'UQAC, l'UQAH, l'UQAM, l'UQAR, l'UQAT et l'UQTR.

¹⁰ Le Certificat en assurance et intervention financière est offert en extension par l'UQAM à l'UQAC, l'UQAH, l'UQAR, l'UQAT, l'UQTR et la Téluc.

¹¹ Programme conjoint HEC-Téluc.

¹² Baccalauréat en recherche opérationnelle et option en systèmes d'information dans le cadre du baccalauréat en administration.

¹³ Baccalauréat en gestion des ressources humaines et concentration en gestion des ressources humaines dans le cadre du baccalauréat en administration.

¹⁴ Le DESS en administration publique régionale est offert conjointement par l'ENAP et l'UQAR.

¹⁵ La maîtrise en analyse et gestion urbaines est offerte conjointement par l'UQAM, l'ENAP et l'INRS-Urbanisation.

L'annexe C donne aussi la liste de ces programmes¹⁹, mais la très grande majorité de ceux-ci ne figurent pas à l'annexe D, où l'on ne retrouvera pas non plus les programmes offerts par le Centre de l'éducation permanente de l'Université Concordia (8 certificats de premier cycle). Ces 8 programmes ne sont pas crédités, ne sont pas reconnus par la Faculté de commerce et d'administration de l'Université Concordia comme équivalents aux siens et, enfin, ne figurent pas dans le fichier du système RECU géré par le MEQ. Comme les cours composant les programmes de l'Éducation permanente de l'Université Concordia ne sont pas crédités, ils ne sont pas financés à même les fonds publics. On ne dispose donc d'aucune donnée sur leurs effectifs étudiants²⁰.

Le décompte précis d'un aussi grand nombre des programmes n'est pas une opération facile, particulièrement lorsque l'on examine la réalité des programmes offerts conjointement par plusieurs établissements ou, dans le réseau de l'Université du Québec, des programmes dits « réseau », des programmes offerts en extension ou en extension de type commandité²¹. En considérant ces diverses formes de collaboration interuniversitaire comme autant de façons de multiplier un seul et même programme en divers lieux de formation, le nombre de programmes passe de 177 à 202²².

Le noyau dur de cette programmation globale est constitué des programmes de grade (B.A.A., M.B.A., M.Sc., Ph.D.) très stables et d'un certain nombre de programmes de certificat et de diplôme de deuxième cycle que l'on pourrait qualifier de « classiques » — préparant les étudiants aux examens des ordres professionnels, par exemple — et dont la durée de vie est relativement longue. En plus de ce noyau dur, on retrouve des certificats et des diplômes qui visent d'abord et avant tout à répondre à des besoins ponctuels de formation continue et de perfectionnement qui varient selon l'évolution des disciplines du domaine de l'administration et les exigences du marché du travail. C'est donc dans ce dernier groupe de programmes que l'on enregistre les changements qui font fluctuer l'offre globale d'année en année. À l'automne 1998, par exemple, on comptait quatre programmes de certificat qui n'acceptaient aucune nouvelle admission et neuf nouveaux programmes activés depuis l'hiver, l'été ou l'automne 1998. À l'automne 1999, deux de ces quatre programmes de certificat avaient été abolis et quelques programmes avaient été ouverts durant l'année, particulièrement dans le champ de la finance et des opérations bancaires.

¹⁹ Les programmes courts de l'éducation permanente sont listés avec les autres programmes courts. La liste des programmes privés qui figure à l'annexe C n'est pas exhaustive, mais plutôt indicative.

²⁰ En ce qui concerne les programmes de l'éducation permanente, la comparaison entre la situation de l'Université Concordia et celle de l'Université McGill est révélatrice de pratiques différentes. À l'Université Concordia, les cours de l'éducation permanente ne portent pas les mêmes sigles que ceux de la Faculté de commerce et d'administration, alors qu'à l'Université McGill, les cours de l'éducation permanente et de la Faculté de management portent les mêmes sigles. De plus, l'annuaire du Centre d'éducation permanente de McGill précise les différents cheminements permettant de passer des programmes de l'éducation permanente à ceux de la Faculté de management. Ce type d'information est absent des documents produits par le Centre d'éducation permanente de l'Université Concordia. La situation qui prévaut à l'Université Bishop's est comparable à celle de l'Université McGill.

²¹ Un programme offert en extension reste sous la responsabilité de l'établissement d'origine, mais est offert par le corps professoral de l'établissement qui accueille le programme; l'extension en commandite signifie que c'est le corps professoral de l'établissement d'origine qui se déplace pour offrir le programme dans l'établissement qui l'accueille.

²² Les notes de bas de page figurant à l'annexe C donnent les informations détaillées concernant cet aspect du statut des programmes. Ces informations concernent 11 programmes offerts en 36 « exemplaires ».

Par ailleurs, le découpage sectoriel des programmes retenu par la Commission ne correspond pas toujours à celui qu'adopteraient les unités académiques représentées au sein d'une sous-commission donnée, ce qui signifie qu'un très petit nombre de programmes « hybrides » — c'est-à-dire des programmes résolument multidisciplinaires, souvent multidépartementaux ou multifacultaires — peuvent être mentionnés dans deux rapports de la Commission²³.

De manière encore plus marquée que les programmes de certificat et de diplôme, la vie des microprogrammes est soumise aux fluctuations des besoins ponctuels de formation continue et de perfectionnement auxquels ils doivent leur existence. Bien que certains rapports de la Commission, y compris celui-ci, fournissent la liste des microprogrammes offerts dans tel ou tel secteur de l'activité universitaire²⁴, ces programmes ne sont pas soumis à l'approbation ministérielle et le MEQ ne dispose donc d'aucune donnée statistique les concernant²⁵. Ces programmes s'adressent généralement à des clientèles ciblées à l'emploi d'une entreprise privée. Les programmes courts sont donc souvent le résultat d'une forme de partenariat entre l'entreprise et l'Université dans une démarche de formation sur mesure²⁶.

Lorsque les programmes courts ne sont pas créés sur mesure en partenariat avec l'entreprise, ils sont constitués, comme le sont généralement les programmes de certificat et de diplôme, de cours puisés à même la banque de cours des programmes de grade, baccalauréat ou maîtrise selon qu'il s'agit d'un programme de premier ou de deuxième cycle. Comme on l'a vu dans le champ de l'administration scolaire (secteur des sciences de l'éducation)²⁷, par exemple, les programmes courts sont souvent conçus de manière à s'arrimer les uns aux autres ou, autrement dit, à former une séquence. Au deuxième cycle, on aura trois programmes: un premier bloc de 15 crédits formera le programme court sanctionné par une attestation, les 15 crédits suivants conduiront à l'obtention d'un diplôme de deuxième cycle et 15 crédits terminaux mèneront au grade de maîtrise (de type professionnel).

²³ Un seul des programmes qui figurent dans la liste de l'annexe C a été recensés par une autre sous-commission: le Certificat en droit des affaires offert à l'UQAC, par la sous-commission sur le droit, l'éthique et la philosophie (rapport à paraître). Les données statistiques relatives aux effectifs étudiants se retrouvent dans ce rapport. Par ailleurs, le programme conjoint de Maîtrise en analyse et gestion urbaines figure dans le présent rapport et dans celui de la sous-commission sur l'architecture, l'aménagement, le design et l'urbanisme (Rapport n° 15, novembre 1999).

²⁴ Voir par exemple le rapport sur le secteur de l'éducation (n° 10). L'éducation est un secteur où l'on retrouve un nombre relativement élevé (27) de programmes courts de perfectionnement destinés aux enseignants et autre professionnels scolaires.

²⁵ Pour des raisons vraisemblablement historiques, on trouve 4 exceptions à cette règle dans le domaine de l'administration: le *Graduate Certificate in Management Accounting* de l'Université Concordia (21 crédits) et 3 *Graduate Certificates* (certificats d'études supérieures) de 15 crédits offerts par l'Université McGill. Voir la liste des microprogrammes, annexe C, point 5. Les fichiers du système RECU utilisés par la Commission concernent les effectifs étudiants par programmes et non pas les effectifs en équivalence temps complet (EETC) qui servent de base au financement universitaire.

²⁶ À titre d'exemple, voici comment sont décrites les conditions d'admission du Microprogramme de principes et habiletés de gestion de la Faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke:

[Conditions d'admission] Condition générale d'admission aux programmes de premier cycle de l'Université de Sherbrooke. Conditions particulières: Être membre du personnel cadre d'une caisse populaire, d'une fédération des caisses populaires ou d'un secteur d'une fédération des caisses populaires, ayant signé un contrat de service avec l'Université de Sherbrooke.

²⁷ CUP, Rapport n° 10, avril 1999, section 3.4, p. 102.

Les microprogrammes listés en annexe du présent rapport sont au nombre de 65, dont un programme réseau de l'UQ offert dans trois établissements et un programme en suspension d'admission. Les programmes privés proprement dits, tous des programmes de grade, sont au nombre minimum de 10 (1 B.A.A. et 9 M.B.A.). Précisons d'emblée que les informations sur les programmes courts ou privés contenues dans le présent rapport sont réduites au minimum, c'est-à-dire à la liste des programmes de l'annexe C.

En ce qui concerne le développement des programmes privés, il participe d'une tendance que l'on retrouve à l'échelle canadienne. Dans un document récent préparé pour la Fédération canadienne des doyens des écoles d'administration (FCDEA), la question des programmes privés est abordée en rapport avec le développement rapide des programmes de gestion de la technologie:

Les écoles de gestion et d'administration canadiennes ont parfaitement conscience de la révolution technologique que nous vivons aujourd'hui. Les mesures qu'elles ont prises répondent à l'évolution très rapide de la demande, sans bénéficier toutefois de l'appui de leurs principales sources de financement. Le résultat à long terme, si la tendance actuelle se maintient, n'est pas difficile à prévoir. Étant donné que les débouchés qui s'offrent aux diplômés de ces programmes sont nombreux et que la demande est en augmentation constante, les écoles de gestion pourront exiger des frais de scolarité plus élevés, faisant ainsi passer les programmes dans la sphère du privé. Les universités Queen's et Dalhousie ont déjà choisi cette voie, et d'autres établissements devraient bientôt les suivre. En fait, les universités n'ont pas vraiment le choix, actuellement, si elles veulent satisfaire les besoins croissants des entreprises, de l'économie et de la société. Par conséquent, la formation universitaire en gestion de la technologie sera réservée à ceux qui peuvent se l'offrir ou qui sont prêts à prendre les risques financiers qui sont le lot de ceux qui s'endettent considérablement pour financer leurs études²⁸.

Les universités québécoises n'en sont pas encore là; la plupart de leurs programmes privés pour lesquels des informations sont disponibles s'adressent à une clientèle de cadres en exercice ou sont dispensés à l'étranger²⁹. Par ailleurs, il n'est pas inévitable que « la formation universitaire en gestion de la technologie » doive nécessairement être « réservée à ceux qui peuvent se l'offrir ou qui sont prêts à prendre les risques financiers qui sont le lot de ceux qui s'endettent considérablement pour financer leurs études », tel que l'affirme le document produit pour la FCDEA. On peut espérer que la prochaine politique du gouvernement du Québec, annoncée en octobre 1999 dans le *Projet d'énoncé de politique à l'égard des universités*, vienne proposer une « politique de financement » et un « plan de réinvestissement » qui pourront permettre aux universités québécoises de maintenir leur tradition d'excellence et d'accessibilité dans tous les domaines d'études, y compris les domaines en émergence qui sont liés au développement des nouvelles technologies et à leur gestion.

²⁸ David W. Conrath, *Investir dans les programmes de gestion: la clé de la croissance de la productivité*, Document préparé pour la Fédération canadienne des doyens des écoles d'administration, novembre 1999, p. 8.

²⁹ Miville Tremblay, « Les écoles de gestion montréalaises essaient à travers le monde », *La Presse*, 12 octobre 1999, D1-D2. Voir aussi la liste des programmes privés recensés, annexe C.

1.1.2 Répartition des programmes par champs d'études

Le tableau 1.1 et l'annexe C présentent les programmes du domaine selon un découpage en huit champs d'études, ou spécialisations principales. Le premier de ces huit champs d'études regroupe les programmes d'administration des affaires, de gestion d'entreprise et de gestion de la production³⁰. C'est, et de loin, le champ comptant le plus grand nombre de programmes, soit près de la moitié des programmes offerts dans le grand domaine de l'administration. C'est aussi le champ d'études le plus largement défini, celui qui englobe les programmes de baccalauréat en administration des affaires, les programmes de maîtrise — M.B.A., M.Sc. et autres grades de maîtrise spécialisée en gestion, telle que la maîtrise en gestion de projet (M.P.G.) — et tous les programmes de doctorat en administration (Ph.D. et D.B.A.). La plupart des programmes de grade — c'est-à-dire les B.A.A., M.B.A., M.Sc. en administration, Ph.D. en administration et D.B.A. — comportent, en nombre variable, des concentrations, champs de spécialisation, domaines d'études, etc. La structure des programmes de baccalauréat est décrite à la section 1.2.1 (particulièrement au tableau 1.2), celle des programmes de maîtrise l'est à la section 1.3.1 (particulièrement au tableau 1.3) et celle des programmes de doctorat, à la section 1.3.3. Sans entrer ici dans le détail de chaque programme, on peut néanmoins préciser que certains champs d'études se retrouvent sous formes de concentrations dans la plupart de ces programmes de grade; ce sont la comptabilité, la finance, la gestion des opérations et de la production, la gestion des ressources humaines, la gestion (ou le commerce) internationale, la gestion des systèmes d'information et le marketing. Les sections 1.2 et 1.3 présentent de manière plus détaillée les programmes de grades et les programmes de diplômes en insistant sur leur répartition selon les champs d'études.

Dans le champ de l'administration des affaires, de la gestion d'entreprise et de la gestion de la production et des opérations, s'ajoutent à ces programmes de grade, au nombre de 39 (16 baccalauréats, 19 maîtrises, 4 doctorats), 33 programmes de certificat, 13 diplômes de deuxième cycle, une majeure et une mineure, pour un total de 87 programmes³¹. Outre le fait qu'on y retrouve la majorité des programmes de grade, on y retrouve aussi plus du tiers des certificats et des diplômes de deuxième cycle offerts dans le domaine de l'administration.

Le champ des sciences comptables, deuxième en importance par le nombre de programmes offerts, regroupe les programmes en sciences comptables, comptabilité financière, comptabilité publique, comptabilité de gestion, comptabilité de management, et fiscalité. Sur les 37 programmes offerts dans ce champ d'études, 15 sont des certificats de premier cycle et 13 des diplômes de deuxième cycle. Parmi les 9 autres programmes, on compte 7 B.A.A. spécialisés en sciences comptables (sciences comptables et comptabilité de management) et 2 maîtrises (sciences comptables et fiscalité). On verra ci-dessous (section 1.2.1) que les programmes de B.A.A. spécialisé en sciences comptables doivent leur existence à une recommandation du Conseil des universités datant de 1982. Quant aux diplômes de deuxième cycle, 11 d'entre eux ont été créés au cours des quelques dernières années en collaboration avec l'Ordre des comptables agréés (voir section 1.4.1.1). C'est donc dire que 17 des 37 programmes du champ de la comptabilité sont le fruit de processus de concertation avec des partenaires sociaux de l'extérieur du milieu universitaire institutionnel.

³⁰ Notons cependant que la gestion des ressources humaines, l'une des spécialités de la gestion générale, est considérée dans le présent rapport comme un champ d'études à part entière, au même titre que l'administration publique, par exemple.

³¹ Les totaux par champs d'études figurent dans la dernière colonne du tableau 1.1 et comptent pour un seul programme les multiples « exemplaires » des programmes conjoints, réseau et en extension.

Les 87 programmes d'administration des affaires et de gestion et les 37 programmes de sciences comptables réunis, soit 124 programmes, comptent pour 70% de l'ensemble de la programmation du grand domaine de l'administration. Quarante-huit (48) de ces 124 programmes mènent à l'obtention d'un grade et 11 diplômes de deuxième cycle en comptabilité sont préparatoires à l'examen de l'Ordre des comptables agréés. Trois (3) certificats de premier cycle ne sont offerts en anglais que par un seul établissement, le Centre de l'éducation permanente de l'Université McGill: les certificats *in Management*, *in Public Relations Management* et *in Risk Management*. De plus, l'Université McGill offre aussi un diplôme de deuxième cycle *in Management*, le seul disponible en anglais au Québec.

Aucun des six autres champs d'études ne compte plus de 15 programmes, soit moins de la moitié des programmes de sciences comptables. Ces six champs d'études, classés ici selon l'ordre décroissant du nombre de programmes qui y sont rattachés, sont la finance et les opérations bancaires (15 programmes), la gestion des ressources humaines (12), l'administration publique (10), le marketing (7), les systèmes d'information et la recherche opérationnelle (6), et la gestion internationale (3). Parmi ces 53 programmes on ne trouve que 2 baccalauréats spécialisés, l'un en gestion des ressources humaines et l'autre en recherche opérationnelle; 4 programmes de maîtrise, dont 2 en administration publique, et 1 de doctorat, aussi en administration publique. Les 46 programmes restants sont en très grande majorité des certificats de premier cycle (39), auxquels s'ajoutent 7 diplômes de deuxième cycle.

Comme on le verra plus loin, le champ de la finance et des opérations bancaires est en pleine expansion depuis quelques années: une grande proportion des programmes sont de création récente, la clientèle étudiante est très nombreuse et augmente à un rythme remarquable. À l'automne 1998, le tiers des étudiants inscrits dans les programmes de certificat du grand domaine de l'administration — soit environ 7000 étudiants sur un total de 21 000 — fréquentaient des programmes du champ de la finance et des opérations bancaires. Un grand nombre de ces programmes sont offerts en collaboration avec l'Institut québécois de planification financière (section 1.4 ci-dessous).

1.1.3 Répartition des programmes par établissement

Mise à part l'Université de Montréal, à laquelle est affiliée l'École des Hautes Études Commerciales (HEC), tous les établissements universitaires à vocation générale offrent au moins un programme de baccalauréat en administration³². Au niveau de la maîtrise, tous ces établissements sauf l'Université Bishop's et la Télé-université (Téluq) offrent aussi au moins un programme. Aux cycles supérieurs, l'Université Bishop's n'offre aucun programme en administration et la Télé-université n'offre qu'un seul programme, un diplôme de deuxième cycle offert conjointement avec l'École des HEC. Dans le domaine de l'administration comme dans les autres domaines d'études, l'Université Bishop's et la Téluq offrent essentiellement des programmes de premier cycle. Par contre, le réseau universitaire québécois compte un établissement d'études supérieures de premier plan dans l'un des grands champs de l'administration; il s'agit de l'École nationale d'administration publique (ENAP).

³² Dans le domaine de l'administration, l'Université de Montréal (UdeM) n'offre que quelques programmes spécialisés. Les programmes de gestion des services de santé offerts par cet établissement sont recensés dans le neuvième rapport de la CUP (mars 1999) et les programmes en administration scolaire, dans le dixième (avril 1999). Un seul programme d'études en administration offert par l'UdeM figure dans le présent rapport. Il s'agit d'un certificat (de premier cycle) dispensé par la Faculté de l'éducation permanente: Certificat en gestion appliquée à la police et à la sécurité. Notons que l'École des HEC offre, conjointement avec la faculté de Droit de l'UdeM, un programme de maîtrise en droit, option fiscalité, et le D.E.S.S. en montage et gestion de projets d'aménagement.

Au troisième cycle, on retrouvait à l'automne 1997 quatre programmes de doctorat différents offerts dans sept établissements: un doctorat de recherche (Ph.D.) offert conjointement par quatre établissements montréalais (Concordia, HEC, McGill, UQAM); un autre offert par l'Université Laval; un doctorat français partiellement offert en extension par l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)³³; et un Ph.D. en administration publique offert par l'ENAP. Depuis l'automne 1998, l'Université de Sherbrooke et l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) offrent conjointement un doctorat professionnel en administration des affaires (D.B.A.), ce qui porte à cinq le nombre de programmes de troisième cycle offerts dans l'ensemble du réseau québécois, et à neuf le nombre d'établissements qui les offrent.

Les deux dernières lignes du tableau 1.1 donnent la répartition, en nombres absolus et en pourcentages, de l'ensemble des programmes du grand domaine de l'administration. Précisons que le calcul de cette répartition attribue les programmes conjoints, réseau, et en extension à chacun des établissements qui les offre sans égard pour ces diverses modalités, ce qui fait que le total de référence pour le calcul des pourcentages est de 202, et non pas de 177, comme nous l'avons expliqué à la section 1.1.1.

Trois établissements offrent chacun plus de 10% des programmes: l'UQAM (29 programmes, soit 14,4%), l'École des HEC (26 programmes, soit 12,9%) et l'Université de Sherbrooke (22 programmes, soit 10,9%). L'UQAM offre 6 baccalauréats distincts (5 B.A.A. et un B.A. en gestion et design de la mode). L'École des HEC offre à la fois le plus grand nombre de certificats (14) et de diplômes de deuxième cycle (8), comparativement à 13 certificats et 4 diplômes pour l'UQAM; l'Université de Sherbrooke offre 10 certificats et 5 diplômes. Quant à l'Université Laval, elle offre 6 certificats et 5 diplômes.

Six autres établissements offrent chacun 14 programmes ou plus: l'Université McGill (18 programmes pour 8,9%), l'Université Laval et l'UQTR (chacune 15 programmes pour 7,4%), l'UQAC et l'UQAR avec chacune 14 programmes (soit 6,9%). Des sept établissements restants, aucun n'offre plus de 10 programmes (soit 5,0% du total): l'UQAH (10 programmes), l'UQAT (10), l'Université Concordia (8) et la Téléq (8), l'ENAP (6), l'Université Bishop's (5) et, enfin, l'Université de Montréal (2), dont il a été question au début de cette section.

Des 177 programmes offerts dans le domaine, 87 sont des certificats et 33 des diplômes de deuxième cycle, pour un total de 120 programmes, soit près de 68% des programmes. Le nombre combiné des certificats et des diplômes représente au moins la moitié des programmes offerts dans tous les établissements, à l'exception de l'Université Concordia, dont la Faculté de commerce et d'administration n'offre qu'un seul certificat de premier cycle et seulement 2 diplômes de deuxième cycle.

³³ L'UQAC présente la particularité d'offrir en extension une partie du programme doctoral de l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) de l'Université d'Aix-en-Provence. La première partie du programme est donnée à l'UQAC et l'IAE assume la partie terminale: l'UQAC collabore en offrant une partie des cours du tronc commun du DEA au Québec même; les étudiants poursuivent ensuite à l'IAE. Rappelons que le DEA (Diplôme d'Études Approfondies) « sanctionne une formation de troisième cycle qui constitue la première étape du doctorat » (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises, France; <http://www.fnege.org>).

1.2 Structure de l'offre au premier cycle

1.2.1 Programmes de baccalauréat

L'offre de programmes de baccalauréat constitue le cœur de l'offre de programmes de premier cycle. Comme on l'a vu ci-dessus, tous les établissements universitaires francophones à vocation générale offrent un baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.), lequel correspond, du côté anglophone, au *Bachelor of Commerce* des universités Concordia et McGill et au *Bachelor of Business Administration* de l'Université Bishop's. On verra plus loin que les programmes de certificat découlent, dans l'ensemble, des spécialisations offertes au baccalauréat, lesquelles recouvrent les grands champs d'études du domaine de l'administration. Aussi bien sur le plan des spécialisations des programmes de grade de premier et deuxième cycles que des certificats et des diplômes, on verra aussi que ce sont plutôt les objets d'études (tourisme, ressources naturelles, etc.) que les champs d'études (comptabilité, marketing, etc.) qui distinguent les programmes les uns des autres sur le plan de la structure de l'offre.

Le tableau 1.2 présente la structure de l'offre de programmes de baccalauréat en administration tels que définis dans le paragraphe précédent. La première particularité de ces programmes est de permettre à l'étudiant de choisir un champ de spécialisation en intégrant au programme une concentration de cours spécialisés s'ajoutant à un tronc commun. Les termes utilisés pour désigner cette concentration varient d'un établissement à l'autre, de même que le nombre des cours requis pour la constituer. L'objectif du présent exercice étant de faire ressortir les caractéristiques sectorielles de la programmation globale relatives aux champs et aux objets d'études, on ne trouvera donc pas, dans les pages qui suivent, un exposé détaillé de la structure de chacun des programmes.

Les termes concentration, cheminement, et *major* sont à peu près équivalents et désignent la concentration principale de spécialisation qui doit (comme à l'Université Concordia) ou peut (comme aux universités Laval et McGill) constituer une partie intégrante du programme. La traduction du terme anglais *major* par son équivalent français « majeure » porterait à confusion dans la mesure où la majeure des universités francophones compte 60 crédits, alors que le *major* des universités Concordia et McGill compte entre 24 et 36 crédits, ce qui en fait l'équivalent de la mineure des universités francophones. La comparaison des termes *minor* et « mineure » donne un résultat similaire: le *minor* du B. Comm. de l'Université Concordia compte 12 crédits et désigne une composante secondaire facultative de ce programme.

Dans le domaine de l'administration, la coexistence de ces « faux amis » ne pose pas de grands problèmes, puisque les termes français mineure et majeure ne sont pas utilisés pour désigner des composantes du B.A.A. Quant au terme « option », il n'est utilisé qu'à l'UQAH et désigne une concentration de 12 crédits. Sur le plan quantitatif, l'option est donc équivalente au *minor*; or l'option est obligatoire pour l'étudiant qui aura choisi le Profil avec option plutôt que le Profil avec concentration (27 crédits). On voit donc que la différence entre les deux profils repose sur le degré de spécialisation souhaité par l'étudiant.

Tableau 1.2 Structure de l'offre de programmes de baccalauréat en administration

□ concentration, cheminement

◇ *major* (24-36 crédits)

* *minor*, option (12 crédits)

Δ B.A.A. spécialisé

	Bishop's	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	Téluq
Comptabilité	□	◇**(2)	□	□	◇	□	Δ(4)	Δ(4)	Δ(4a)	Δ(4)	Δ(4)	Δ(4)	
Économique		◇ *			□		□						
Économie appliquée			□	□									
Finance	□	◇ *	□	□	□ ◇	□	□	□ *	□	□	□	□	
Opérations et production		◇ *	□	□	□				□(8)		□		
Ressources humaines	□	◇ *	□	□	□ ◇	□	□	□ *	□ Δ(9)	□	□	□	□
Gestion ou commerce international	□	◇ *	□	□	□		□	□ *(5)	□				□
Systèmes d'information	□	◇ *	□	□	□ ◇	□		*	□	□		□	□
Management (gestion)	□	◇ *(3)	□	□		□		*(6)				□	
Marketing	□	◇ *	□	□	□ ◇	□	□	□ *(7)	□	□	□	□	□
Entrepreneuriat (et PME)		*		□	□			□ *		□	□	□	
Recherche opérationnelle et sc. de la décision		◇ *								□		□ Δ(10)	
Risques et assurances				□									
Méthodes quantitatives			□										□
Gestion urbaine et immobilière				□									
Relations de travail(1)					□ ◇								
Gestion du tourisme et de l'hôtellerie									Δ(11)				

NOTES

(1) La catégorie « relations de travail » traduit l'expression anglaise « *Labour-management relations* », c.-à-d. gestion des relations de travail.

(2) Deux mineures différentes: Mineure en comptabilité financière et Mineure en comptabilité de gestion.

(3) Concordia offre aussi un baccalauréat *of Administration with specialization in General Administration* (60 crédits en administration et 30 crédits dans un ou plusieurs autres domaines).

SUITE DU TABLEAU ET DES NOTES À LA PAGE SUIVANTE

Tableau 1.2 Structure de l'offre de programmes de baccalauréat en administration (suite)

□ concentration, cheminement

◇ *major* (24-36 crédits)

* *minor*, option (12 crédits)

Δ B.A.A. spécialisé

	Bishop's	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	Téluq
Gest. et design de la mode									Δ(12)				
Management stratégique					□								
Gestion des dangers & de la sécurité						□							
Droit et gestion d'entrepr.							□						
Gestion des organisations									□				□
Économie locale et gestion des ressources naturelles										□			
Planif. fiscale, financière et successorale													□
Logistique												□	
Mathématiques					□								
Psychologie					□								
Cheminement mixte		□(13)	□										
Cheminement individuel			□								□		

NOTES (suite)

(4) B.A.A. spécialisé en sciences comptables.

(4a) B.A.A. spécialisé en sciences comptables. De plus, l'UQAM offre aussi un B.A.A. spécialisé en comptabilité de management.

(5) Outre l'option Gestion internationale, le programme offre aussi un Cheminement international équivalent à une concentration avec stages en administration internationale.

(6) Option Management et administration publique.

(7) Option Marketing et relations publiques.

(8) Deux profils: Opérations et Logistique et transport routier.

(9) B.A.A. en gestion des ressources humaines.

(10) Baccalauréat en recherche opérationnelle.

(11) Offert en collaboration avec l'Institut québécois de tourisme et d'hôtellerie.

(12) Grade: B.A. En partenariat avec le Collège Lasalle.

(13) La combinaison *major-minor* offre la possibilité de plusieurs cheminement mixtes.

La plupart des établissements offrent aussi cette possibilité d'une formation moins spécialisée. À titre d'illustrations, mentionnons le *General Management Program* du B. Com. de l'Université McGill, les cheminement mixte et individuel du B.A.A. de l'École des HEC, et le B.A.A. de l'Université Laval. D'autre part, les spécificités structurelles des programmes font que même là où les concentrations comptent un nombre de crédits relativement petit (disons 12 ou 15), l'étudiant pourra néanmoins choisir des cours optionnels connexes au champ de sa concentration et ainsi approfondir ses connaissances spécialisées s'il le désire. Le B.A.A. de l'Université Bishop's offre un bon exemple de ce type d'arrangement: la concentration obligatoire ne compte que 15 crédits, mais un bloc de cours optionnels appelé *Secondary Core* (18 crédits) permet en pratique la spécialisation plus poussée dans certains champs (notamment en comptabilité, finance ou management). On constate donc une grande variété de structures caractérisées par la flexibilité.

Dans les établissements du réseau de l'Université du Québec, on retrouve aussi une grande variété structurelle. Le nombre de crédits requis par concentration, par exemple, varie d'un minimum de 6 (à l'UQTR) à un maximum de 21 (à l'UQAC). L'obligation de choisir une concentration (ou une option dans le cas de l'UQAH évoqué ci-dessus) semble être la norme: seule l'UQAT offre la possibilité d'un cheminement individuel général au lieu d'une concentration spécialisée. Mais dans la mesure où la plupart des concentrations comptent un plus petit nombre de crédits — compensé par une augmentation du nombre de crédits du tronc commun — que des établissements comme l'École des HEC (concentrations de 33 crédits) ou l'Université de Sherbrooke (concentration de 39 crédits), on peut affirmer que les établissements du réseau de l'UQ semblent privilégier une formation légèrement moins spécialisée au B.A.A. en administration des affaires proprement dit et réserver la spécialisation à d'autres programmes de baccalauréat.

En effet, la particularité institutionnelle la plus importante de l'offre de programme décrite dans le tableau 1.2 concerne la place réservée à la comptabilité — ou aux sciences comptables — dans le réseau de l'Université du Québec. Alors que les autres établissements offrent tous la formation initiale en comptabilité conduisant au grade de B.A.A. en administration des affaires — sous la forme d'une concentration ou d'un *major* et d'un *minor* facultatif — les établissements du réseau de l'UQ, excepté l'ENAP et la Téléuq, offrent un B.A.A. en sciences comptables distinct du B.A.A. proprement dit. L'existence d'un B.A.A. en sciences comptables dans le réseau de l'UQ est la conséquence d'une recommandation émise par le Conseil des universités en 1982 dans un avis au ministre de l'éducation portant sur les études en sciences comptables³⁴. Selon cette recommandation, les établissements universitaires devaient être invités à « élaborer des baccalauréats en sciences comptables [...] permettant l'accès aux professions comptables »³⁵. Seule l'UQ s'est conformée à la lettre de cette recommandation en créant ses programmes de B.A.A. en sciences comptables.

Il s'agit là de la différence la plus importante, non seulement entre les établissements du réseau de l'UQ et les autres, mais quels que soient les établissements comparés. Ce qui ressort nettement du tableau 1.2, c'est l'uniformité de la structure de base des différents programmes.

³⁴ Conseil des universités, *Avis du Conseil des universités au ministre de l'Éducation sur le développement des études en sciences comptables dans les universités québécoises* (Avis n° 82.6), Sainte-Foy, 1982.

³⁵ Conseil des universités, *Avis no 82.6*, p.20. La recommandation concernée se lit comme suit: « En conséquence, le Conseil recommande au ministre de l'Éducation d'inviter tous les établissements universitaires présentement engagés dans la formation en comptabilité à faire une révision en vue d'élaborer des baccalauréats en sciences comptables selon l'article 184a) du Code des professions, et à soumettre ces nouveaux programmes au Conseil pour avis ».

On constate que, exception faite du champ de la comptabilité, huit concentrations correspondant à six champs d'études sont présentes dans la grande majorité des programmes. Il s'agit de la finance, de la gestion des opérations et de la production, de la gestion des ressources humaines, du commerce international (ou « gestion internationale »), de la gestion des systèmes d'information, du management, du marketing et de l'entrepreneuriat (ou entrepreneurship). En ce qui concerne la gestion des ressources humaines, notons que l'École des sciences de la gestion de l'UQAM offre non seulement une concentration à l'intérieur du B.A.A., mais aussi un B.A.A. spécialisé dans ce champ d'études. Au total, l'École de l'UQAM offre six programmes de baccalauréats distincts dans le domaine de l'administration: B.A.A., B.A.A. en sciences comptables, B.A.A. en comptabilité de management, B.A.A. en gestion des ressources humaines, B.A.A. en gestion du tourisme et de l'hôtellerie et B.A. en design et gestion de la mode. Voilà qui tranche nettement sur les autres établissements, aucun n'offrant plus de trois programmes de baccalauréat distincts. Le B.A.A. en gestion du tourisme et de l'hôtellerie est offert en collaboration avec l'Institut québécois de tourisme et d'hôtellerie (IQTH) alors que le B.A. en design et gestion de la mode est offert en partenariat avec le Collège Lasalle. L'UQAM exceptée, seule l'UQTR offre plus de deux B.A.A.: le B.A.A., le B.A.A. en sciences comptables et le B.A.A. en recherche opérationnelle.

Au chapitre des spécificités institutionnelles relatives aux concentrations offertes dans les différents programmes, on retrouve la situation suivante, soit:

- deux concentrations offertes dans trois établissements:
l'économique, offerte par les universités Concordia, McGill et l'UQAC;
la concentration Recherche opérationnelle et sciences de la décision, offerte à Concordia (*major* et *minor*), à l'UQAR et à l'UQTR;
- cinq concentrations offertes dans deux établissements:
l'économie appliquée, offerte à l'École des HEC et à l'Université Laval;
la concentration Méthodes quantitatives, offerte à l'Université Laval et à la Téléq;
la concentration Gestion des organisations, offerte à l'UQAM et à la Téléq;
le Cheminement mixte, offert aux HEC et à l'Université Concordia (*major/minor*);
le Cheminement individuel, offert à l'École des HEC et à l'UQAT;
- onze concentrations qui ne sont offertes que dans un seul établissement:
quatre concentrations offertes à l'Université McGill: Gestion des relations de travail, Management stratégique, Mathématiques et Psychologie;
deux concentrations offertes à l'Université Laval: Gestion des risques et assurances et Gestion urbaine et immobilière;
la concentration Sécurité et gestion de crise, offerte à l'Université de Sherbrooke;
la concentration Droit et gestion des entreprises, offerte à l'UQAC;
la concentration Économie locale et gestion des ressources naturelles, offerte à l'UQAR;
la concentration Planification fiscale financière et successorale, offerte à la Téléq;
la concentration Logistique, offerte à l'UQTR.

On constate aisément qu'une grande proportion des concentrations qui ne sont offertes que dans un seul établissement se définissent essentiellement comme des spécialisations de la gestion constituées par des objets d'études: Gestion des relations de travail, Gestion des risques et assurances, Gestion urbaine et immobilière, Sécurité et gestion de crise, Droit et gestion des entreprises, Économie locale et gestion des ressources naturelles. Il en va de même d'une autre concentration, offerte celle-là dans deux établissements, la Gestion des organisations.

D'autres concentrations, offertes dans un ou plusieurs établissements, puisent à des disciplines connexes au domaine de l'administration: l'économique, l'économie appliquée, les mathématiques et la psychologie. Deux autres concentrations peuvent être considérées comme

des spécialisations associées à l'un ou l'autre des huit champs d'études du domaine de l'administration: le management stratégique, une spécialité de la gestion; et la planification fiscale financière et successorale. Le statut des trois dernières concentrations (entreprise et décision, méthodes quantitatives, logistique) est plus problématique dans la mesure où elles sont difficilement identifiables à l'un ou l'autre des champs d'études. Pour éviter d'aborder des questions épistémologiques qui n'ont pas leur place dans le présent rapport, il suffira de les considérer comme des champs d'études secondaires.

1.2.2 Programmes de certificat³⁶

La majorité des établissements — tous les établissements du réseau de l'UQ, de même que l'École des HEC — offrent la possibilité d'obtenir un baccalauréat par cumul de certificats. À l'École des HEC, tous les certificats offerts appartiennent bien sûr au domaine de l'administration et mènent au grade de B.Sc. ou de B. Gest., et non pas au B.A.A. Dans le réseau de l'UQ, les certificats du domaine de l'administration sont tous classés, « pour les fins d'émission d'un grade de bachelier par cumul de certificats », dans « le secteur de rattachement *administration des affaires* » et mènent au grade de B.A.A. Par ailleurs, la très grande majorité des certificats offerts dans les universités anglophones relèvent non pas des facultés du domaine mais bien des centres d'éducation permanente, ce qui tranche sur la situation qui prévaut ailleurs, particulièrement dans le réseau de l'UQ, à l'École des HEC et à l'Université de Sherbrooke, où la distinction entre formation initiale et éducation permanente ne se traduit pas aussi nettement sur le plan des structures administratives responsables des programmes. À l'Université Laval, quatre des six programmes de certificats sont offerts par la Direction de la formation continue de la Faculté des sciences de l'administration³⁷. À l'Université McGill, tous les certificats de premier cycle sont offerts par l'Éducation permanente, alors que les universités Bishop's et Concordia offrent chacune un certificat, respectivement *in Business Administration* et *in Business Studies*, qui ne relèvent pas de l'Éducation permanente et s'adressent aux étudiants qui ne sont pas inscrits au B.A.A.

1.2.2.1 Administration des affaires et gestion des entreprises et de la production

C'est dans le champ d'études de l'administration des affaires et de la gestion des entreprises et de la production que l'on retrouve le plus grand nombre de certificats. En tenant compte des précisions apportées dans le paragraphe précédent, on constate que tous les établissements offrent un certificat général en administration (appelé *in Management* à l'Éducation permanente de l'Université McGill). Deux établissements n'offrent d'ailleurs que le Certificat en administration, l'UQAT et l'UQTR.

Dans un établissement comme l'Université de Sherbrooke par exemple, où le B.A.A. par cumul de certificats n'est pas possible, la majorité des différents certificats sont conçus de manière à servir de passerelle vers le B.A.A. Le Certificat en administration des affaires permet « d'acquérir des connaissances de base dans les divers champs de l'administration permettant la poursuite d'études spécialisées au premier cycle » et offre « une formation de base en gestion, équivalente de façon substantielle à la première année du BAA »³⁸. Le Certificat de management du même

³⁶ L'Université de Montréal, par l'entremise de sa Faculté de l'éducation permanente, n'offre qu'un seul certificat, en gestion appliquée à la police et à la sécurité. L'ENAP, étant une école d'études supérieures, n'offre aucun certificat de premier cycle. Les certificats offerts par le Centre d'éducation permanente de l'Université Concordia ne sont pas considérés dans ce rapport comme des programmes à part entière (voir section 1.1.1 ci-dessus).

³⁷ À l'Université Laval, on retrouve aussi une Direction générale de la formation continue.

³⁸ Source: Faculté d'administration, Université de Sherbrooke.

établissement permet « d’acquérir une formation spécialisée en management[,] de satisfaire partiellement aux exigences du programme de baccalauréat en administrations des affaires [et] de passer au B.A.A. option management »³⁹. Par contre, un petit nombre de programmes de certificat s’inscrivent plutôt dans le cadre de la formation continue et ne peuvent servir de passerelle vers le B.A.A. C’est le cas du Certificat en gestion des coopératives, offert depuis septembre 1999 au Centre de Longueuil de l’Université de Sherbrooke et de l’UQAM.

Le Centre de l’éducation permanente de l’Université McGill offre quatre certificats dans le champ de l’administration des affaires et de la gestion des entreprises et de la production. En plus du certificat *in Management*, l’Université McGill en offre trois autres: *in Public Relations Management*, *in Risk Management* et *in Transportation*. Quant à l’Éducation permanente de l’Université Bishop’s, elle n’offre que deux programmes: *in Arts Management* et *in Management (CIM)*⁴⁰. Avec le Certificat *in Business Administration* mentionné plus haut, ce sont là les trois seuls certificats offerts par l’Université Bishop’s dans le grand domaine de l’administration.

Du côté francophone on retrouve une complémentarité certaine entre l’École des HEC et l’UQAM; seul le Certificat en administration est offert par les deux établissements. L’UQAM offre aussi le Certificat en administration de services, qui compte un grand nombre de cheminements sur mesure, particulièrement pour les employés de la Banque Nationale (16 cheminements selon les divers postes), mais aussi un cheminement pour l’Association des Directeurs de crédit de Montréal Inc., un pour les Courtiers en alimentation de l’Association Canadienne des courtiers en alimentation (ACCA) et un pour la Gestion coopérative.

Les autres certificats offerts dans les établissements francophones sont à peu près tous uniques. Mentionnons, à titre d’exemples, le Certificat en gestion des opérations (HEC), le Certificat en gestion du développement touristique (Laval), le Certificat en leadership du changement (Laval), le Certificat en gestion du travail de bureau (Téluq), le Certificat en droit des affaires (UQAC)⁴¹, le Certificat en immobilier (UQAM) et, enfin, le Certificat en entrepreneurship et développement économique (UQAR). Tous ces programmes ne sont offerts que par un seul établissement.

1.2.2.2 Sciences comptables

Les 15 certificats en sciences comptables sont offerts dans dix établissements. Cinq établissements n’en offrent qu’un seul. Ce sont l’Université Laval, l’Université de Sherbrooke, l’UQAC, l’UQAR et l’UQAT. À l’Université Laval, il s’agit du Certificat en comptabilité et dans les trois établissements du réseau de l’UQ, du Certificat en sciences comptables. Le Certificat en comptabilité offert par l’Université Laval est un programme dont tous les cours appartiennent au B.A.A., cheminement sciences comptables. Avec le Certificat en administration, nous avons là les deux programmes de certificat qui ne relèvent pas de la Direction de la formation continue de la Faculté⁴². À l’Université de Sherbrooke, le Certificat de comptabilité peut aussi servir de passerelle vers le B.A.A. avec option en comptabilité. Ce certificat remplace depuis l’hiver 1997 deux certificats abolis au même moment.

³⁹ Source: Faculté d’administration, Université de Sherbrooke.

⁴⁰ Le programme de certificat *in Management* de l’Université Bishop’s est celui du Canadian Institute of Management (CIM).

⁴¹ Recensé par la sous-commission sur le droit, l’éthique et la philosophie (rapport à paraître).

⁴² Cette distinction sera reprise à la section 1.4 ci-dessous.

Trois autres établissements du réseau de l'UQ offrent aussi le Certificat en sciences comptables, en plus d'offrir un certificat en comptabilité générale: l'UQAH, l'UQAM et l'UQTR. Le Certificat en sciences comptables est un programme « élaboré à partir d'un cadre établi par le Conseil des études de l'Université [du Québec] »⁴³. L'objectif de ce programme est de:

permettre aux étudiants d'acquérir une connaissance approfondie de la gestion comptable de l'entreprise [et ...], par des cours de niveau avancé en comptabilité et des cours en vérification, finance et fiscalité, contribue[r] à développer chez l'étudiant une expertise en sciences comptables⁴⁴.

Quant au Certificat en comptabilité générale, il constitue un préalable à l'inscription au Certificat en sciences comptables; son objectif est « d'offrir les connaissances de base en comptabilité générale »⁴⁵. L'École des HEC et l'Université McGill offrent aussi deux certificats en comptabilité. Les deux certificats de l'Université McGill ne relèvent pas de la Faculté de Management mais du Centre de l'éducation permanente; ce sont le Certificat *in Accounting* et le Certificat *in Internal Audit*. À l'École des HEC comme dans les établissements du réseau de l'UQ, les deux certificats offerts forment une séquence: le Certificat en gestion comptable des organisations « initie l'étudiant aux concepts et aux techniques nécessaires à l'accomplissement des travaux généraux en comptabilité ainsi qu'à quelques disciplines de base en gestion »⁴⁶. Ce programme comporte une filière «comptabilité professionnelle» qui permet l'accès au deuxième certificat, le Certificat en comptabilité professionnelle, destiné aux étudiants qui s'orientent vers une profession comptable.

1.2.2.3 Finance et opérations bancaires

Cinq établissements offrent plus d'un certificat dans ce champs d'études. Il s'agit de l'École des HEC (2 programmes), de la Téléq (3), de l'UQAC (2), de l'UQAM (2) et de l'UQAR (2). De ces 11 programmes, il faut noter que 2 programmes sont en suspension d'admission: le Certificat en gestion d'entreprise du secteur financier de l'École des HEC et le Certificat en assurance de personnes de l'UQAC. De plus, le Certificat en assurance et intervention financière, offert dans les quatre établissements du réseau de l'UQ mentionnés ci-dessus, est un programme offert en extension par l'UQAM, non seulement dans ces quatre établissements, mais aussi à l'UQAH, à l'UQAT et à l'UQTR; ces trois derniers établissements n'offrent d'ailleurs que ce seul certificat dans le champ de la finance et des opérations bancaires. Ce certificat est donc offert en extension par l'UQAM dans tous les autres établissements du réseau de l'UQ et offre la particularité, par rapport à la plupart des autres certificats, de comporter une majorité (55%) de cours qui lui sont propres, c'est-à-dire qui n'apparaissent pas dans la banque de cours d'autres programmes. Dans les autres établissements, la proportion de cours exclusifs atteint jusqu'à 90% (à l'UQAH) et même 100% (à l'UQAC). Tous les cheminements — ou programmes de formation — offerts à l'UQAM ne sont pas offerts en extension dans les autres établissements. Par exemple, seul le cheminement en planification financière est extensionné à l'UQAH et à l'UQAR et à l'UQAT⁴⁷.

⁴³ Source: Module des sciences comptables, UQAR.

⁴⁴ Source: École des sciences de la gestion, UQAM.

⁴⁵ Source: École des sciences de la gestion, UQAM.

⁴⁶ Source: HEC.

⁴⁷ On notera que le Certificat en assurance et intervention financière offert en extension par l'UQAM a été remplacé, à l'automne 1999 par deux nouveaux programmes: Certificat en planification financière et Certificat en assurance et produits financiers. L'UQTR offrira les deux nouveaux programmes alors que l'UQAC et l'UQAH n'offriront que le Certificat en planification financière. Comme seul le cheminement en planification de l'ancien programme était extensionné à l'UQAR et l'UQAT, on peut s'attendre à ce que ces deux établissements n'offrent aussi que le Certificat en planification financière.

L'UQAM offre un autre certificat: le Certificat en analyse financière. Deux autres établissements du réseau de l'UQ, la Télug et l'UQAR, offrent d'autres certificats en plus du Certificat en assurance et intervention financière. La Télug en offre deux: le Certificat en assurance de personnes et le Certificat en crédit commercial, ce dernier offrant une formation sur mesure aux employés des institutions membres de la Confédération des caisses d'économie Desjardins. Quant à l'UQAR, elle offre aussi un certificat en gestion de services financiers et commerciaux.

En dehors du réseau de l'UQ, on trouve trois autres certificats actifs. L'École des HEC offre le Certificat en gestion financière, dont 70% des cours lui sont exclusivement réservés. La Direction de la formation continue de la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval offre, depuis l'automne 1996, le Certificat en planification financière personnelle, en collaboration avec l'Institut québécois de planification financière (IQPF). Enfin, l'Université de Sherbrooke offre le Certificat en gestion de finance, dont tous les cours proviennent d'autres programmes et qui sert de passerelle vers le B.A.A. option finance.

1.2.2.4 Systèmes d'information et recherche opérationnelle, marketing, gestion internationale

Dans le champ des systèmes d'information et de la recherche opérationnelle, seuls cinq certificats sont offerts, par cinq établissements différents. L'École des HEC offre un certificat en informatique pour gestionnaires, programme qui est décrit comme suit:

Ce programme vise l'acquisition des connaissances nécessaires à l'utilisation efficace de la technologie informatique dans le travail quotidien en gestion [et] s'adresse à celui qui doit utiliser un micro-ordinateur dans le cadre de son travail et aussi à celui qui veut travailler comme analyste en micro-informatique⁴⁸.

Une majorité des cours du programme lui sont exclusivement réservés.

Le Centre de l'éducation permanente de l'Université McGill offre un certificat *in Systems Analysis and Design*, programme dont les objectifs sont définis comme suit:

[permettre] à l'étudiant d'apprendre à fond les concepts et les principes de l'informatique telle qu'elle s'applique au milieu des affaires [et] d'entreprendre une carrière d'informaticien dans le milieu des affaires, soit comme usager, ou comme analyste fonctionnel⁴⁹.

L'Université de Sherbrooke offre un certificat de gestion de l'information et des systèmes qui, comme dans les autres certificats de la Faculté d'administration, sert de passerelle au B.A.A. option Gestion de l'information et des systèmes. Le Certificat en administration des affaires est un préalable à l'admission au Certificat de gestion de l'information et des systèmes, tout comme il l'est pour les autres certificats « spécialisés » (comptabilité, gestion en finance, etc.), ce qui n'est pas le cas à l'École des HEC, ni à l'UQAM et à l'UQAR, les deux autres établissements à offrir un certificat dans le champ des systèmes d'information et de la recherche opérationnelle.

Le Certificat en gestion informatisée de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM a comme objectif principal

de permettre aux étudiants d'acquérir les connaissances et les attitudes indispensables à la compréhension et à l'implantation de systèmes mécanisés et informatisés de gestion, nécessaires à une meilleure utilisation des progiciels requis pour définir auprès des responsables techniques de l'informatique, la nature de leurs besoins d'analyses informatisées, ou de nouveaux systèmes et en comprendre les contraintes⁵⁰.

⁴⁸ Source: HEC.

⁴⁹ Source: *McGill Calendar 1998/99*, Continuing Education, p. CMS-9.

⁵⁰ Source: École des sciences de la gestion, UQAM.

Le Certificat en systèmes d'information organisationnels de l'UQAR

s'adresse surtout aux gestionnaires désireux d'intégrer les outils informatiques à leur gestion et aux étudiantes et étudiants ayant déjà complété un diplôme en administration [et] vise à développer chez la gestionnaire ou le gestionnaire les habiletés à intégrer des outils technologiques à l'intérieur de l'organisation. L'objectif général se traduit par des objectifs spécifiques regroupés en trois volets: volet gestion, volet technologie et volet culture⁵¹.

Le marketing est l'un des champs d'études que l'on retrouve sous forme de concentration dans tous les programmes de B.A.A. Aussi la plupart des établissements offrent-ils aussi un certificat en marketing. Le seul établissement à offrir plus d'un programme est l'École des HEC, qui en offre deux. Le certificat de l'Université McGill est sous la responsabilité de son Centre de l'éducation permanente. L'École des HEC offre le Certificat en gestion du marketing et le Certificat en commerce de détail et distribution. L'Université de Sherbrooke offre le Certificat de gestion en marketing. Trois établissements du réseau de l'UQ offrent chacun un certificat en marketing: l'UQAC, l'UQAM et l'UQTR.

Dans le champ de la gestion internationale, on ne retrouve que deux certificats dans tout le réseau québécois: deux certificats en commerce international sont offerts par l'École des HEC et par l'UQAM, deux établissements qui offrent également une concentration dans ce champ d'études dans le cadre de leur B.A.A. respectif. Le programme de certificat de l'UQAM comporte un certain nombre de traits distinctifs qu'il est intéressant de souligner ici:

Parmi les cours au choix, des projets d'études internationales incluant un séjour d'au moins trois semaines à l'étranger et des écoles d'été à l'étranger sont offerts à chaque année. Au moins un groupe d'étudiants quitte, à chaque année, pour chacune de ces activités⁵².

1.2.2.5 Gestion des ressources humaines et administration publique

Tous les établissements, sauf l'Université Bishop's, offrent au moins un certificat en gestion des ressources humaines, qui est l'un des champs d'études que l'on retrouve sous forme de concentration dans tous les B.A.A. À l'Université McGill, encore une fois, le programme, *in Human Resources Management*, est offert par l'Éducation permanente. Quant au Certificat en gestion des ressources humaines offert à l'Université Laval, il est sous la responsabilité du Département des relations industrielles; il sera donc traité comme un programme du domaine des relations industrielles, dans la troisième partie du présent rapport.

En plus du programme de l'Éducation permanente mentionné ci-dessus, 9 certificats sont offerts par 8 établissements différents. L'École des HEC offre deux programmes: le Certificat en supervision et le Certificat en gestion des ressources humaines. Le Certificat en supervision se distingue des autres programmes de gestion des ressources humaines en ce qu'il est conçu pour « donner à l'étudiant les connaissances de base en gestion ainsi que les habiletés et savoir faire pour mieux animer, coordonner et diriger une équipe de travail »⁵³.

L'UQAM offrait également, jusqu'en 1999, deux programmes de certificat conçus pour former une séquence: le Certificat I s'intitulait « Fondements » de la gestion des ressources humaines et le Certificat II, « Perspectives stratégiques et approfondissement des connaissances ». Notons toutefois que les admissions au Certificat II ont été suspendues à l'automne 1998 et que le

⁵¹ Source: Module d'économie et de gestion, UQAR.

⁵² Source: École des sciences de la gestion, UQAM.

⁵³ Source: HEC.

programme a été aboli l'année suivante; le Certificat restant a été renommé Certificat en gestion des ressources humaines. La proportion des cours de ce programme qui ne lui sont pas exclusifs est de 100%, puisque l'UQAM offre aussi, rappelons-le, un B.A.A. spécialisé en gestion des ressources humaines. Un bon exemple des règles d'attribution du B.A.A. par cumul de certificats nous est fourni par les règles qui s'appliquaient à ces deux programmes:

L'étudiant ayant complété les programmes de certificat en gestion des ressources humaines I et de certificat en administration bénéficie de deux options pour l'obtention éventuelle d'un grade de bachelier en administration des affaires (BAA) à savoir:

- 1) soit l'admission en 3^e année au baccalauréat en gestion des ressources humaines.
- 2) soit l'admission dans un autre certificat pour approfondir ses connaissances en ressources humaines (Perspectives stratégiques) ou pour se spécialiser dans une autre fonction organisationnelle (marketing, analyse financière, etc.)

On peut donc constater que l'obtention d'un B.A.A. par cumul de certificats n'est en rien compromise par le fait qu'un programme comme le Certificat II a été aboli.

Les 6 autres certificats sont offerts par l'Université de Sherbrooke, la Téléq, l'UQAC, l'UQAR, l'UQAT et l'UQTR. À l'Université de Sherbrooke, le Certificat de gestion des ressources humaines, comme les autres certificats offerts par la Faculté d'administration, peut servir de passerelle vers le B.A.A. (option gestion des ressources humaines). Dans les constituantes du réseau de l'UQ, le Certificat en gestion des ressources humaines peut servir à l'obtention du B.A.A. par cumul.

Dans le champ de l'administration publique, seuls 4 certificats sont recensés dans le présent rapport. Rappelons que les programmes d'administration scolaire et de gestion des services de santé ont été recensés dans deux autres rapports de la Commission, les neuvième et dixième rapports respectivement. Un seul de ces quatre certificats est offert par l'Éducation permanente; il s'agit du Certificat en gestion appliquée à la police et à la sécurité de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal. Les trois autres programmes couvrent aussi le domaine de la sécurité publique et s'adressent à des clientèles très ciblées; par exemple, tout candidat à l'inscription au Certificat en gestion des organisations policières de l'UQTR doit être recommandé par l'Institut de police du Québec. L'Université de Sherbrooke offre depuis l'automne 1996 un certificat d'administration de la sécurité, dispensé uniquement hors campus, à Saint-Jean-sur-le-Richelieu. C'est un programme contingenté de formation sur mesure à contenu de cours complètement exclusif. Le troisième programme, Certificat en sécurité publique, est offert par l'UQAC. Ce programme existe depuis l'automne 1997 et n'est offert que par cohorte.

1.3 Structure de l'offre aux cycles supérieurs

1.3.1 Programmes de maîtrise

Les premiers programmes de M.B.A. ont été développés spécialement pour des ingénieurs diplômés qui arrivaient au stade de leur carrière où ils avaient à assumer des responsabilités de gestion. Aujourd'hui la diversification de la clientèle fait que plusieurs modèles sophistiqués sont nécessaires pour répondre aux demandes de marchés de formation en évolution ultra-rapide, des marchés très volatiles. Ainsi, pour ne citer que trois domaines d'études, les sciences comptables, la finance et le marketing sont devenus des domaines très pointus, bifurquant sensiblement d'un tronc commun en management, stratégie et gestion des ressources humaines. L'évolution future est difficile à prévoir: dans vingt ans, quel sera le profil de formation des gestionnaires des entreprises québécoises? Voilà néanmoins le genre de questions auxquelles les facultés, écoles et départements de gestion doivent essayer de répondre aujourd'hui. En l'espace de deux décennies,

les écoles de gestion ont vu les études de deuxième cycle littéralement exploser et la clientèle se diversifier au point de toucher pratiquement les diplômés de tous les secteurs universitaires: autrefois en majorité composée d'ingénieurs, la clientèle se recrute maintenant parmi les avocats, les sociologues, les dentistes, les biochimistes et autres scientifiques, etc.

Le nombre total de programmes de maîtrise offerts dans le grand domaine de l'administration est de 25 (tableau 1.1 ci-dessus). Dans chacun des établissements, l'offre varie entre 1 et 6 programmes comprenant un nombre très variable de concentrations. Seule l'Université Bishop's n'offre aucun programme de deuxième cycle, conformément à sa vocation de *liberal arts college* de premier cycle. Sur les 25 programmes recensés, 19 sont offerts dans le champ de l'administration des affaires et de la gestion des entreprises et de la production, 2 dans le champ des sciences comptables, 1 en finance et opérations bancaires, 1 en gestion des ressources humaines et 2 en administration publique. Cependant, comme l'indique le tableau 1.1, la plupart des programmes (M.B.A. ou M.Sc.) comportent des choix de concentrations dans certains des huit champs d'études du domaine.

Le tableau 1.3 ci-dessous reprend la forme du tableau 1.2 (Structure de l'offre de programmes de baccalauréat) et présente en détail la structure de l'offre de programmes de maîtrise pour l'ensemble du domaine de l'administration. Outre que les programmes de maîtrise (25) sont aussi nombreux que les programmes de baccalauréat (25), on remarque que seuls six établissements offrent la maîtrise en administration (des affaires) sous la forme d'une M.B.A. et/ou d'une M.Sc., avec ou sans concentrations: l'Université Concordia, l'École des HEC, l'Université Laval, l'Université McGill, l'Université de Sherbrooke, et l'UQAM, cette dernière offrant aussi son programme à l'UQAT en extension de type commandite et le profil M.B.A. pour cadres en extension à l'UQAC. Seuls deux établissements offrent la M.B.A. et la M.Sc. avec concentrations dans les deux cas; il s'agit de l'École des HEC et de l'Université Laval. Les quatre autres établissements à offrir un programme avec concentrations sont l'Université Concordia (M.Sc.), l'Université McGill (M.B.A.), l'Université de Sherbrooke (M.Sc.) et l'UQAM (M.B.A.). Tout comme l'UQAM offre le plus grand nombre de programmes de baccalauréat (6), elle offre aussi le plus grand nombre de programmes de maîtrise distincts (6).

Le nombre des concentrations offertes dans les six différents programmes qui en comptent varie de 4 à l'Université Concordia (M.Sc.) à 17 dans les divers profils de la M.B.A. de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. Aussi seules 2 concentrations sont-elles communes aux 8 programmes: Finance et Marketing. Les deux autres concentrations de la M.Sc. de l'Université Concordia sont Systèmes d'information et Management; elles ne sont pas offertes dans le programme de M.B.A. de l'Université McGill, mais la concentration Systèmes d'information est offerte dans tous les autres programmes sauf la M.B.A. de l'UQAM, alors que la concentration Management est offerte dans tous les autres programmes sauf la M.Sc. de l'Université de Sherbrooke. Une seule concentration est présente dans tous les programmes sauf celui de l'Université Concordia, la Gestion (ou commerce) internationale. Parmi les autres concentrations, 2 sont communes à 5 programmes: Comptabilité et Opérations, production et logistique.

Tableau 1.3 Structure de l'offre de programmes de maîtrise en administration (M.B.A. et M.Sc. et autres grades)

	□ concentration, option		Δ programme distinct											
	Conc. (1)	HEC (3)	HEC (5)	Laval (8)	Laval (13)	McGill (16)	UdeS (17)	UQAC	UQAH	UQAM (22)	UQAR	UQAT	UQTR	ENAP
Administration des affaires	Δ						Δ	Δ (19)		Δ		Δ(20)		
Gestion de projet								Δ (21)	Δ (21)	Δ (21)	Δ(21)	Δ(21)	Δ(21)	
Administration publique														Δ
Comptabilité		□		□	□		□			□ Δ				
Économie appliquée		□	□											
Finance	□	□	□(6)	□	Δ □(14)	□	□			□ Δ (18)				
Opérations, prod. et logistique		□	□	□ (12)	□ (15)	□								
Ressources humaines		□	□							□	Δ (24)			
Gest. ou comm. international		□	□	□	□	□	□			□				
Systèmes d'information	□ (2)	□ (4)	□	□ (9)	□		□							
Management (gestion)	□	□	□	□ □ (10)	□					□				
Marketing	□	□	□	□	□	□	□			□				
Méthodes quantitatives		□												
Contrôle de gestion			□											
Gestion agro-alimentaire				□										
Fiscalité			□				Δ							
Gestion et planif. du tourisme										Δ				
Entrepreneuriat (et PME)						□							Δ(23)	
Management et développement						□								
Analyse et gestion urbaines										□ Δ (25)				Δ(25)
Intervention et changement ou dévelop. organisationnel							□			□				
Qualité et réingénierie										□				
Gest. des relations du travail										□				
Immobilier, affaires immob.										□ □				
Management stratégique						□				□				

Suite du tableau et des notes à la page suivante

- (1) Les concentrations sont celles de la M.Sc.
- (2) Intitulé: *Decision Sciences and Management Information Systems* (Sciences de la décision et gestion des systèmes d'information).
- (3) Les concentrations sont celles de la MBA.
- (4) Intitulé: Informatique de gestion.
- (5) Les concentrations sont celles de la M.Sc. sauf pour l'option Fiscalité de la Maîtrise en droit, offerte conjointement avec l'UdeM.
- (6) Deux concentrations distinctes: Finance et Ingénierie financière.
- (7) Intitulé: Modélisation et décision.

Tableau 1.3 Structure de l'offre de programmes de maîtrise en administration (suite)

□ concentration, option	Δ programme distinct													
	Conc. (1)	HEC (3)	HEC (5)	Laval (8)	Laval (13)	McGill (16)	UdeS (17)	UQAC	UQAH	UQAM (22)	UQAR	UQAT	UQTR	ENAP
Gestion pharmaceutique	□													
Gestion des organisations	Δ Δ(26)													
Gestion des ress. maritimes	Δ													
Recherche opérationnelle et sc. de la décision	□(2)		□(7)	□ (11)						□(27)				
Gestion et développement des coopératives	Δ													
Cheminement mixte	□													
Cheminement individuel	□													

Suite des notes

(8) Concentrations de la MBA.

(9) Concentration Gestion des technologies de l'information.

(10) Deux concentrations: Gestion des entreprises et Management.

(11) Concentration Modélisation et décision organisationnelle.

(12) Concentration Gestion manufacturière et logistique.

(13) Les concentrations sont celles de la M.Sc.

(14) Un programme distinct (M.Sc. en ingénierie financière) et une concentration (Finance et assurance).

(15) Intitulé: Opérations et systèmes de décision.

(16) Les concentrations sont celles de la MBA.

(17) Les concentrations sont celles de la maîtrise en administration (M.Sc.).

(18) M.Sc. en finance appliquée; à partir de janvier 2000. Par ailleurs, le profil en services financiers offre 4 concentrations: Planification financière personnelle/Fiducie personnelle, Études sur la PME, Gestion des risques de trésorerie et Gestion des investissements de portefeuilles.

(19) MBA pour cadres offert en extension par l'UQAM.

(20) Programme de l'UQAM offert en extension *de type commandite*.

(21) Programme réseau de l'UQ dont la direction est assurée par l'UQAT.

(22) Les concentrations sont celles de la MBA.

(23) Intitulé: Gestion des PME et de leur environnement.

(24) Intitulé: Gestion des personnes en milieu de travail.

(25) Programme conjoint ENAP-INRS-Urbanisation-UQAM. La concentration de la MBA s'intitule Affaires municipales.

(26) Programme de l'UQAC offert en extension *de type commandite*

(27) Intitulé: Technologies de la décision.

Les établissements du réseau de l'UQ offrent un certain nombre de programmes de maîtrise spécialisés plutôt que des concentrations, une situation qui rappelle la structure de l'offre de programmes de B.A.A. L'un de ces programmes, la Maîtrise en gestion de projets (M.G.P.), est un programme réseau offert dans 6 établissements. La Maîtrise en gestion des organisations (M.G.O.) est offerte dans 2 universités: l'UQAC et l'UQAT. Deux établissements offrent conjointement la Maîtrise en analyse et gestion urbaines, l'UQAM et l'ENAP⁵⁴. Sept programmes sont offerts par un seul établissement du réseau, dont 4 par l'UQAM: la Maîtrise (M.Sc.) en finance appliquée (UQAM), la Maîtrise en administration publique (ENAP), la Maîtrise en sciences comptables (UQAM), la Maîtrise en gestion des personnes en milieu de travail (UQAR), la Maîtrise en gestion et planification du tourisme (UQAM), la Maîtrise en gestion des PME et de leur environnement (UQTR) et la Maîtrise en gestion des ressources maritimes (UQAR). Seuls 3 des 10 programmes offerts dans le réseau de l'UQ ont des équivalents sous forme de concentrations dans les autres établissements: la Maîtrise en sciences comptables (UQAM), la Maîtrise en gestion des PME et de leur environnement (UQTR) et la Maîtrise en gestion des personnes en milieu de travail (UQAR).

1.3.2 Diplômes de deuxième cycle

L'offre de programmes de diplôme de deuxième cycle ne couvre que 5 des 8 champs d'études du domaine de l'administration. On ne retrouve en effet aucun diplôme dans les 3 champs suivants: Systèmes d'information et recherche opérationnelle, Marketing et Gestion des ressources humaines (tableau 1.1). Des 33 programmes offerts, 13 le sont dans le champ de l'administration des affaires et de la gestion des entreprises et de la production, 13 dans le champ des sciences comptables, 3 en finance et opérations bancaires, 1 en gestion internationale et 3 en administration publique.

La répartition des programmes par établissement est très inégale: l'École des HEC en compte le plus grand nombre avec 8 programmes, dont 1 programme conjoint avec l'Université de Montréal et l'École Polytechnique, et 1 autre avec la Téléq; l'Université Laval et l'Université de Sherbrooke en offrent chacune 5, l'Université McGill et l'UQAM en offrent chacune 4, et l'ENAP en offre 3, dont 1 programme conjoint avec l'UQAR. Quatre établissements offrent chacun 2 programmes: l'Université Concordia, l'UQAH, l'UQAR et l'UQTR. Enfin, 4 établissements offrent chacun 1 programme: l'Université de Montréal (conjointement avec l'École des HEC et l'École Polytechnique), l'UQAC, l'UQAT et la Téléq.

Comme dans le cas de certains programmes de certificat ou de maîtrise, les établissements de l'UQ offrent également en réseau un diplôme de deuxième cycle, à savoir le D.E.S.S. en sciences comptables, offert dans six établissements (UQAC, UQAH, UQAM, UQAR, UQAT, UQTR). Ce programme réseau est d'ailleurs le seul diplôme de deuxième cycle offert par l'UQAC et l'UQAT. L'UQAH offre aussi un D.E.S.S. en comptabilité de management et la Téléq, la seule autre constituante de l'UQ à ne dispenser qu'un seul programme, offre un D.E.S.S. en finance d'entreprise, programme conjoint avec l'École des HEC. L'UQAR et l'UQTR, en plus d'offrir le programme réseau, offrent respectivement un D.E.S.S. en administration publique régionale (conjointement avec l'ENAP) et un D.E.S.S. en finance. Enfin, les 4 programmes offerts par l'UQAM sont, outre le programme réseau, le D.E.S.S. en conseil de management, le D.E.S.S. en comptabilité de management et D.E.S.S. en finance.

⁵⁴ De fait le programme est offert conjointement par trois établissements: l'ENAP, l'UQAM et l'INRS-Urbanisation. Ce dernier établissement ne figure pas en tant qu'unité académique dans le présent rapport.

L'École des HEC offre 5 de ses 8 programmes dans le champ de l'administration des affaires et de la gestion des entreprises et de la production. Ces 5 programmes sont le Diplôme d'études supérieures en gestion, le D.E.S.S. en gestion des entreprises du secteur de l'énergie, le D.E.S.S. en montage et gestion de projets d'aménagement (offert conjointement avec l'Université de Montréal) et le Diplôme en gestion d'organismes culturels. L'École offre de plus trois D.E.S.S.: en comptabilité publique, en fiscalité et en finance d'entreprise. Encore une fois, comme dans le cas de l'offre de certificats de premier cycle, on ne peut que constater la complémentarité des deux établissements francophones de Montréal sur le plan de l'offre de diplômes de deuxième cycle.

Les deux établissements anglophones, les universités Concordia et McGill, offrent respectivement 2 et 4 programmes. À l'Université Concordia, les deux diplômes sont offerts par la Faculté de commerce et d'administration, à savoir un diplôme *in Accountancy* et un autre *in Administration*, qui remplace depuis l'automne 1998 l'ancien diplôme *in Institutional Administration*. Le nouveau diplôme *in Administration*, comme l'ancien, couvre le champ de l'administration publique. Des 4 programmes offerts par l'Université McGill, 3 sont offerts par l'Éducation permanente. Il s'agit des diplômes de deuxième cycle *in Accounting*, *in Management* et *in Taxation*. Le diplôme *in Management* comporte 7 concentrations: *Health Care Management*, *International Business*, *Leadership*, *Marketing*, *Operations Management*, *Tourism*, et *Treasury/Finance*.

Cinq programmes sont offerts à l'Université Laval, 3 dans le champ de l'administration des affaires et de la gestion des opérations et de la production et 2 dans le champ des sciences comptables. Les 3 premiers programmes sont les diplômes en administration des affaires, en entrepreneurship technologique et en gestion et développement des organisations. Les programmes en sciences comptables, offerts respectivement depuis l'hiver et l'été 1998, sont le diplôme en sciences comptables et le diplôme en expertise comptable. Le premier de ces deux diplômes couvre le champ de la comptabilité de management.

À l'automne 1998, l'Université de Sherbrooke n'offraient que 2 diplômes de deuxième cycle: l'un en gestion et l'autre en fiscalité. Depuis l'automne 1999, trois programmes ont été ouverts: Diplôme de deuxième cycle de comptabilité financière (préparatoire à l'Examen uniforme de l'Ordre des comptables agréés), Diplôme de deuxième cycle de gestion du développement local et Diplôme de deuxième cycle de gestion et développement des coopératives, ce dernier champ ou objet d'études étant une des spécialités de l'établissement. Rappelons qu'on ne trouve que deux diplômes en fiscalité dans les établissements francophones, l'autre étant offert par l'École des HEC.

1.3.3 Programmes de troisième cycle

Dans tout le réseau universitaire québécois, on ne compte que 5 programmes de troisième cycle en administration; 2 de ces programmes sont offerts conjointement par plus d'un établissement, ce qui fait que le nombre des établissements qui les offrent s'élève à 9. Un programme conjoint de Ph.D. en administration est offert par les quatre établissements montréalais à vocation générale: les universités Concordia et McGill, l'École des HEC et l'UQAM.

À l'Université Concordia, le nombre de concentrations — appelées *areas of specialization* — que comporte le programme est de 8, à savoir: *Accountancy and Control*, *Business Policy and Strategy*, *Decision Sciences and Management Information Systems*, *Finance*, *Human Resources Management*, *International Business*, *Marketing* et *Organizational Behaviour*. À l'Université McGill, toutes ces concentrations sont aussi offertes, à l'exception de la gestion des ressources

humaines (*Human Resources Management*). À ces 7 concentrations s'en ajoutent 2 autres: *Management Science* et *Operations Management*.

L'École des HEC, tout comme l'Université McGill, offrent aussi 9 concentrations: comptabilité et contrôle, économique, finance, gestion des opérations, marketing, méthodes quantitatives de gestion, politique générale d'administration (incluant management), sciences du comportement (incluant théorie de l'organisation et gestion des ressources humaines) et technologies de l'information.

Le quatrième établissement à offrir le programme conjoint — l'UQAM — découpe le programme en domaines d'études, au lieu des concentrations offertes ailleurs en nombre plus restreint. Certains de ces domaines d'études correspondent aux concentrations énumérées ci-dessus: comportement organisationnel, économie, finance, gestion internationale, marketing, méthodes quantitatives appliquées à la gestion, sciences comptables, stratégie, systèmes d'information, théorie de l'organisation et management. D'autres domaines peuvent être considérés comme des aspects particuliers ou des spécialisations de certaines concentrations offertes dans les trois autres établissements: analyse des données, économie industrielle, management de la technologie, gestion de l'environnement, gestion de projet et organisation industrielle. Enfin, certains domaines correspondent à quelques-unes des spécialités dont il a été question plus haut en rapport avec les programmes de premier et deuxième cycles: entrepreneurship, gestion publique et politiques et administration publiques.

Le programme de Ph.D. de la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval comporte deux domaines de recherche établis: Finance et Aide à l'évaluation et à la décision dans les organisations. Un troisième domaine de recherche établi sera bientôt approuvé par les autorités compétentes: Gestion internationale. Par ailleurs, toute personne candidate ou inscrite au programme peut demander la reconnaissance d'un domaine de recherche particulier.

L'ENAP offre, depuis l'automne 1996, le seul doctorat de troisième cycle (Ph.D.) en administration publique. Ce programme comporte 2 concentrations: Théorie des organisations et management public, Analyse et management des politiques publiques. Les objectifs du programme sont notamment de former des candidats

qui connaissent, dans une perspective multidisciplinaire, les approches, les théories et les méthodes de recherche utilisées pour l'étude des phénomènes de l'administration publique; qui sont familiers avec les débats relatifs au rôle de l'administration publique, son fonctionnement et les problèmes qui la confrontent, et qui ont une opinion éclairée sur le sujet; qui ont acquis une formation théorique et méthodologique faisant d'eux des chercheurs aptes à faire avancer la recherche dans leur domaine; qui sont à la fine pointe des connaissances dans leur champ d'études et qui les ont intégrées⁵⁵.

Depuis l'automne 1998, l'Université de Sherbrooke et l'UQTR offrent conjointement un doctorat en administration des affaires (D.B.A.). Ce programme de doctorat général en administration comporte la rédaction d'une thèse qui « s'adresse à des problématiques organisationnelles diverses que l'on retrouve en management ainsi que dans toutes les autres fonctions de l'entreprise ou sur des thématiques telles les PME, le développement local, etc. »⁵⁶. C'est un programme professionnel qui comporte un séjour en entreprise et dont la thèse doit porter sur une problématique organisationnelle existante.

⁵⁵ Source: ENAP.

⁵⁶ Source: Faculté d'administration, Université de Sherbrooke.

Enfin, l'UQAC offre en extension une partie du programme doctoral — c.-à-d. une partie des cours du tronc commun du Diplôme d'études approfondies — de l'Institut d'administration des entreprises de l'Université d'Aix-en-Provence. Ce programme, un doctorat en sciences de gestion, comprend cinq concentrations: finance, gestion des ressources humaines, marketing, stratégie et management, et systèmes d'information et de décision⁵⁷.

1.4 Lien des programmes avec les ordres professionnels et autres organismes

1.4.1 Les ordres professionnels⁵⁸

Dans le domaine de l'administration et des relations industrielles, le Québec comptait, en novembre 1999, six ordres professionnels reconnus par l'Office des professions du Québec. Le membership total de ces six ordres était, en 1997-1998, de près de 33 000 personnes. Pour donner une idée de l'importance relative de ces ordres, mentionnons simplement que l'Ordre des infirmières comptait plus de 67 500 membres; celui des ingénieurs, plus 41 000; celui des avocats, près de 19 000 et celui des médecins, près de 17 300. Avec ses 16 000 membres, l'Ordre des comptables agréés se classe au sixième rang pour la taille de son membership, suivi, loin derrière au septième rang, par l'Ordre des comptables généraux licenciés (plus de 6500 membres).

1.4.1.1 Ordre des comptables agréés du Québec (OCAQ)

Tous les programmes de baccalauréat en administration des affaires — et en sciences comptables (UQ) — avec concentration, cheminement ou majeure (le *major* des universités Concordia et McGill) en comptabilité (professionnelle), expertise comptable, sciences comptables, *accounting* ou *accountancy*, sont reconnus par l'OCAQ. À la suite de cette formation de premier cycle, les étudiants doivent s'inscrire au nouveau Programme de formation professionnelle (PFP) créé suite à une recommandation d'un groupe de travail composé de membres de la CREPUQ et de représentants de l'Ordre. Depuis janvier 1998, ce programme de 30 crédits prend la forme d'un diplôme de deuxième cycle (D.E.S.S.) offert dans tous les établissements universitaires actifs dans le domaine, à l'exception de l'Université Bishop's et de l'ENAP. À l'Université de Sherbrooke, le D.E.S.S. en comptabilité financière est offert depuis 1999 aux étudiants qui ne souhaitent pas compléter le programme de Maîtrise en administration (M.Sc., option sciences comptables).

Suite à la réussite du PFP, le candidat devra réussir l'Examen final uniforme (EFU) de l'Ordre et effectuer un stage de formation en cabinet d'une durée minimale de 24 mois. Dans le domaine de l'administration, l'OCAQ est l'ordre professionnel dont le membership est le plus nombreux (près de 16 000 en 1997-1998).

⁵⁷ Rappelons que le DEA (Diplôme d'Études Approfondies) « sanctionne une formation de troisième cycle qui constitue la première étape du doctorat » (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises, France; <http://www.fnege.org>).

⁵⁸ La plupart des renseignements ci-dessous sont extraits des sites WEB des ordres concernés. Les chiffres relatifs au membership proviennent de l'Office des professions du Québec (*Rapport annuel 1997-1998*, Annexe 3).

1.4.1.2 Ordre des comptables généraux licenciés

La formation universitaire exigée et reconnue par l'Ordre des comptables généraux licenciés (CGA) est la suivante: 1) Baccalauréat en sciences comptables ou baccalauréat en administration des affaires, concentration comptabilité; OU 2) Baccalauréat autre qu'en sciences comptables ou cumul de 3 certificats incluant le programme de formation CGA; OU 3) Diplôme de maîtrise en sciences comptables, en finance ou en fiscalité, un MBA ou un M.Sc. en administration ou en sciences administratives et réussir 4 séminaires CGA. À compter du 1^{er} janvier 2000, les candidats devront de plus suivre le Programme d'agrément professionnel en performance financière, dispensé par l'Ordre. L'Ordre des comptables généraux licenciés comptait en 1997-1998 plus de 6500 membres.

1.4.1.3 Ordre des comptables en management accrédités

Pour obtenir le permis CMA, par le truchement d'études universitaires, il faut d'abord de compléter un programme d'études préprofessionnel et d'obtenir l'un des treize diplômes de premier cycle en sciences comptables (ou en administration avec spécialisation en comptabilité). Les étudiants qui choisissent d'obtenir l'un de ces diplômes doivent s'assurer de compléter le cheminement CMA. Tous les diplômes de baccalauréat en gestion décernés par les universités québécoises mènent au permis CMA, à l'exception de celui de l'Université Bishop's. Néanmoins, les candidats diplômés de cette université peuvent se prévaloir d'une équivalence de formation et avoir ainsi accès à l'Examen d'admission CMA.

Il existe aussi des diplômes de deuxième cycle qui mènent au permis CMA. Mentionnons à titre d'exemple le Diplôme de deuxième cycle en sciences comptables offert par la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval, qui est un programme exécutif CMA, et le D.E.S.S. en comptabilité de management offert par l'UQAH et l'UQAM. Ce dernier établissement est aussi le seul à offrir un B.A.A. spécialisé en comptabilité de management. L'Ordre des comptables en management accrédités comptait quelque 4200 membres en 1997-1998.

1.4.1.4 Ordre des administrateurs agréés

Les nouveaux diplômés du baccalauréat en administration peuvent bénéficier d'un processus d'admission particulier, le programme Jeunes administrateurs, en franchissant les étapes suivantes:

1. Adhérer à l'Ordre dans les 12 mois suivant la fin des études de baccalauréat en administration.
2. Réussir l'Examen sur les habiletés de gestion. Le candidat doit s'inscrire à l'Examen dans les 12 mois suivant la fin de ses études de baccalauréat en administration. L'Examen est un exercice fait par correspondance qui a été élaboré par une firme de psychologues industriels. Les résultats de l'Examen prennent la forme d'un rapport faisant état des forces et faiblesses du candidat au plan de ses habiletés de gestion.
3. Réussir l'Examen sur le système professionnel québécois et le Code de déontologie. Cet examen est transmis par la poste au candidat suite à la réussite de l'Examen sur les habiletés de gestion. Il doit être complété à l'aide de matériel professionnel fourni par l'Ordre et retourné à l'intérieur d'un délai prescrit.

En 1997-1998, l'Ordre des administrateurs comptait près de 3500 membres. Le titre réservé aux membre de l'Ordre est celui d'administrateur agréé (Adm.A.).

1.4.1.5 Ordre des conseillers en relations industrielles

L'Ordre des conseillers en relations industrielles est l'un des vingt ordres à titre réservé (en l'occurrence, c.r.i.) présents au Québec. L'Ordre comptait en 1997-1998 près de 1700 membres. Les personnes détentrices d'un diplôme de premier, deuxième ou troisième cycle en relations industrielles sont admissibles au titre de conseiller en relations industrielles. De plus, deux autres types de diplômes donnent accès au titre: un diplôme de premier cycle avec spécialisation en relations industrielles (comme le major *in Industrial Relations* de l'Université McGill) et un diplôme de baccalauréat en administration avec spécialisation en gestion des ressources humaines. Il est aussi possible de faire valoir une ou plusieurs années d'expérience de travail pertinente en lieu et place de la formation universitaire décrite précédemment.

1.4.1.6 Ordre des évaluateurs agréés

Deux diplômes québécois donnent accès au permis délivré par l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec: 1) le Baccalauréat en administration des affaires (concentration Gestion urbaine et immobilière) de l'Université Laval; et 2) le Baccalauréat en administration des affaires (concentration Affaires immobilières (évaluation)) de l'UQAM. Cependant, il est aussi possible pour un individu d'obtenir une équivalence de diplôme en vertu du *Règlement sur les normes d'équivalence de diplômes et de formation aux fins de la délivrance d'un permis*. Il effectue ensuite un stage d'au moins un an sous la supervision d'un évaluateur agréé. Enfin, le candidat doit réussir l'examen écrit d'admission à l'Ordre. Seule la personne ayant franchi toutes ces étapes peut afficher le titre d'évaluateur agréé identifiable par les lettres É.A. En 1997-1998, l'Ordre des évaluateurs agréés comptait près de 1050 membres.

1.4.2 Autres organismes⁵⁹

1.4.2.1 American Association of Collegiate Schools of Business (AACSB)

Fondée en 1916, l'AACSB est une organisation à but non lucratif constituée d'universités, de firmes privées et de divers autres organismes intéressés à la promotion de l'éducation supérieure dans le domaine de l'administration. En novembre 1999, l'association comptait 374 établissements universitaires membres, principalement aux États-Unis mais aussi en Europe et en Asie. Depuis 1997, la Faculté de commerce et d'administration de l'Université Concordia est l'une des sept facultés ou écoles d'administration canadiennes agréées par l'AACSB. Au Québec, la Faculté des sciences de l'administration (FSA) de l'Université Laval est aussi agréée par cet organisme. La FSA de l'Université Laval est, depuis 1995, la seule unité académique canadienne de langue française à bénéficier de cet agrément. Cependant, les programmes relevant du Centre de l'éducation permanente de l'Université Concordia, de même que ceux relevant de la Direction de la formation continue de la Faculté de l'Université Laval, ne sont pas agréés par l'AACSB.

1.4.2.2 European Foundation for Management Education (EFMD)

Depuis décembre 1999, l'École des HEC est agréée par cet organisme européen dont le siège est à Bruxelles. L'École est le premier établissement universitaire non européen à obtenir l'agrément EQUIS, sigle qui signifie European Quality Improvement System (EQUIS) et que seuls 26 établissements universitaires avait reçu à ce moment. Le processus d'agrément de l'EFMD vise à

⁵⁹ Cette section ne présente pas une liste exhaustive des divers organismes concernés, mais se limite à quelques exemples importants. La plupart des renseignements ci-dessous sont extraits des sites WEB des organismes concernés.

évaluer et à améliorer la qualité des établissements d'enseignement et des programmes de gestion dans un contexte d'amélioration continue. Parmi les critères évalués par l'EFMD, notons la qualité de l'enseignement, de la recherche et du développement, le calibre des étudiants et des professeurs, de même que le rayonnement sur les plans national et international, la contribution à la communauté et les ressources financières et matérielles. La Fondation regroupe quelque 390 organisations membres de 40 pays. Entreprises, grandes écoles et universités, services publics et consultants font partie de ce forum d'information, de recherche et de dialogue sur l'innovation et les pratiques exemplaires en management.

1.4.2.3 Project Management Institute (PMI)

Le Project Management Institute (PMI) est un organisme d'agrément international qui a son siège social au États-Unis. Le seul programme universitaire québécois agréé par le PMI est la Maîtrise en gestion de projet, un programme réseau de l'Université du Québec offert dans les établissements suivants: UQAC, UQAH, UQAM, UQAR, UQAT et UQTR. Le PMI regroupe un ensemble de chapitres locaux disséminés à travers le monde, dont un à Montréal (PMI-Montréal).

1.4.2.4 Canadian Institute of Management (CIM)

En collaboration avec l'Université de Toronto, le Canadian Institute of Management lançait en 1980 un programme de formation du type certificat de premier cycle. Le Certificat *in Management* offert par l'Éducation permanente de l'Université Bishop's est un programme reconnu par le CIM. Sur son site WEB, le CIM affirme que les quatre établissements montréalais en sont membres. On verra dans la section 1.4.5 (ci-dessous) que l'un des nombreux certificats offerts par l'École des HEC est aussi reconnu par le CIM.

1.4.3 Exemples tirés d'un champ d'études: la finance et les opérations bancaires

Le Certificat en assurance et intervention financière offert par l'UQAM et extensionné à tous les autres établissements du réseau de l'UQ, compte un grand nombre de cheminements de formation agréés par autant d'organismes:

- Association des courtiers d'assurances de la province de Québec
- Association des experts en sinistres indépendants du Québec
- Association des gestionnaires de risques et d'assurance du Québec
- Association des intermédiaires en assurances de personnes du Québec
- Institut d'assurance de dommages du Québec
- Institut d'assurance du Canada
- Institut de gestion de risques
- Institut québécois de planification financière.

Le Certificat en planification financière personnelle offert par la Direction de la formation continue de la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval est offert en partenariat avec l'Institut québécois de planification financière (IQPF).

Le Certificat en administration des services offert par l'UQAM est agréé par les organismes suivants:

- Association Canadienne des courtiers en alimentation (ACCA)
- Association des courtiers en assurance de dommage de la province de Québec
- Association des Directeurs de crédit de Montréal Inc.
- Association des Services de garde en milieu scolaire du Québec
- Association du camionnage du Québec
- Fédération des caisses populaires de Montréal et de l'Ouest du Québec (FMOQ)

Le Certificat en assurance de personnes de la Télug est offert en collaboration avec l'Association des intermédiaires en assurance de personne du Québec (AIAPQ) et conduit au titre d'assureur vie agréé (a.v.a.).

1.4.4 Un exemple institutionnel: l'École des HEC

Outre le récent agrément de l'École des HEC par l'European Foundation for Management Education (1.4.2.2 ci-dessus), mentionnons que depuis nombre d'années, l'École travaille en collaboration avec plusieurs associations en vue de permettre à leurs candidats d'acquérir, par un programme de cours adapté, la formation requise à l'obtention du diplôme de chacune des professions. Dans la plupart des cas, les candidats qui répondent à la fois aux exigences de l'École et à celles d'une association peuvent, au terme de leurs études, obtenir deux diplômes, celui de l'Université et celui de l'association.

Voici une liste d'associations et autres organismes qui reconnaissent l'un ou l'autre des certificats de premier cycle offerts par l'École de HEC:

- Association de formation professionnelle en gestion des ressources (A.P.I.C.S.)
- Corporation des approvisionneurs du Québec
- Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec
- Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec
- Institut canadien de gestion (Canadian Institute of Management, CIM)
- Institut canadien du crédit (ICC)
- Institut canadien du trafic et du transport (CITT)
- Institut d'assurance de dommages du Québec
- Institut des banquiers canadiens
- Institut des conseillers en organisation et méthodes (ICOM)
- Institut des vérificateurs internes (IVI)
- Société canadienne des courtiers en douane (SCCD)

2. Les effectifs étudiants

2.1 Sélection des étudiants

Le tableau 2.1 présente les statistiques relatives aux demandes d'admission, aux offres d'admission, aux nouvelles inscriptions et au contingentement, et ce pour les 26 programmes de baccalauréat du grand domaine de l'administration⁶⁰. Comme dans la plupart des autres grands domaines ou secteurs d'études, le contingentement des programmes en administration est décidé par les établissements universitaires eux-mêmes, en fonction de leur capacité d'accueil sur le plan des ressources professorales et matérielles. Parmi les programmes qui nous intéressent ici, 8 sont l'objet d'un contingentement, de la part de 3 établissements seulement: l'École des HEC (B.A.A.), l'Université de Sherbrooke (B.A.A.) et l'UQAM (ses 6 programmes). Deux de ces trois établissements, l'École des HEC et l'Université de Sherbrooke, acceptent plus de nouvelles inscriptions que le contingent officiel. À l'École des HEC, le ratio des nouvelles inscriptions sur le contingent est de 106% et à l'Université de Sherbrooke, ce même ratio est de 119%⁶¹. À l'UQAM, par contre, le ratio global, pour les 6 programmes, est de 71%; il est plus élevé pour le B.A.A. en administration, soit 88%.

En comparant les chiffres de la troisième colonne (% O/D), on peut toutefois constater que ce n'est pas nécessairement dans les établissements qui pratiquent officiellement le contingentement que les candidats ont le moins de chances d'être admis. À l'École des HEC, le pourcentage des offres sur les demandes s'établit à 75,8% et à l'Université de Sherbrooke, il est de 79,2%. À l'UQAM, le pourcentage global pour les 6 programmes est de 84,2% et de 74,4% pour le B.A.A. en administration. Par contre, dans deux des établissements qui n'affichent aucun contingentement officiel, les universités Concordia et McGill, le pourcentage des offres sur les demandes est sensiblement plus bas qu'ailleurs; il est de 63,7% pour le B.Com. de l'Université Concordia et de 32,9% pour celui de l'Université McGill. Ce sont d'ailleurs ces deux programmes qui reçoivent le plus grand nombre de demandes d'admission, respectivement 2295 et 2821, le nombre de demandes à Concordia n'étant cependant que légèrement supérieur à celui s'appliquant au programme de B.A.A. de l'École des HEC, qui s'élève à 2216. Ces chiffres varient évidemment d'une année à l'autre et rien ne nous permet d'affirmer qu'il s'agit là d'une situation typique d'une décennie, par exemple.

⁶⁰ Le chiffre de 26 inclut le cheminement intensif du B.A.A. en sciences comptables de l'UQTR.

⁶¹ À l'Université de Sherbrooke, les 358 inscriptions au B.A.A. incluent une cohorte de 40 étudiants inscrits à l'option Gestion des dangers et de la sécurité offerte à Saint-Jean-sur-le-Richelieu. Le ration réel est donc de 105% (358/340) ou 106% (318/300).

Tableau 2.1

Sélection des candidats et contingentement dans les baccalauréats en administration, automne 1997¹

	Sélection des candidats				% I/O	Contingement
	Demandes d'admis. (D)	Offres (O)	% O/D	Nouvelles inscript. (I)		
Bishop's : bacc. en administration des affaires	452	366	81,0%	187	51,1%	n.a.
Concordia : bacc. en commerce	2 295	1 463	63,7%	985	67,3%	n.a.
Concordia : bacc. en administration	131	64	48,9%	38	59,4%	n.a.
HEC : bacc. en administration des affaires	2 216	1 679	75,8%	889	52,9%	840
Laval : bacc. en administration des affaires	978	883	90,3%	442	50,1%	n.a.
McGill : bacc. en commerce	2 821	929	32,9%	490	52,7%	n.a.
UdeS : bacc. en administration des affaires	1 028	814	79,2%	358	44,0%	300
UQAC : bacc. en administration des affaires ²	96	n.d.	n.d.	70	72,9%	n.a.
UQAC : bacc. en sciences comptables	63	63	100,0%	53	84,1%	n.a.
UQAH : bacc. en administration	206	190	92,2%	87	45,8%	n.a.
UQAH : bacc. en sciences comptables	105	95	90,5%	58	61,1%	n.a.
UQAM : bacc. en administration	1 288	1 061	82,4%	308	29,0%	350
UQAM : bacc. en gestion des ress. humaines	207	154	74,4%	43	27,9%	50
UQAM : bacc. en sciences comptables	469	449	95,7%	95	21,2%	250
UQAM : bacc. en comptabilité de management	384	362	94,3%	61	16,9%	100
UQAM : bacc. en gestion du tourisme et de l'hôtellerie	458	360	78,6%	144	40,0%	160
UQAM : bacc. en gestion et design de la mode	194	124	63,9%	60	48,4%	90
UQAR : bacc. en administration	146	137	93,8%	67	48,9%	n.a.
UQAR : bacc. en sciences comptables	82	72	87,8%	46	63,9%	n.a.
UQAT : bacc. en administration des affaires	48	35	72,9%	28	80,0%	n.a.
UQAT : bacc. en sciences comptables	40	34	85,0%	23	67,6%	n.a.
UQTR : bacc. en administration	226	214	94,7%	95	44,4%	n.a.
UQTR : bacc. en sciences comptables (pr. régulier)	130	125	96,2%	72	57,6%	n.a.
UQTR : bacc. en sciences comptables (pr. intensif, 2 ans)	35	35	100,0%	30	85,7%	n.a.
UQTR : bacc. en recherche opérationnelle	15	14	93,3%	10	71,4%	n.a.
TELUQ : bacc. en administration	n.d. ³	55	n.d.	48	87,3%	n.a.
Total	14 113	9 722	68,9%	4 739	48,7%	

Source : établissements universitaires.

1 Les données intègrent toutes les concentrations ou options.

2 Le chiffre de la colonne I/O est en fait I/D, O n'étant pas disponible.

3 Les examens des demandes d'admissions se font de façon continue sur toute l'année.

Le pourcentage moyen pour l'ensemble des 26 programmes s'établit à 68,9%. Toutefois, comme on a déjà pu le constater au paragraphe précédent, les écarts par rapport à cette moyenne sont très prononcés: de 32,9% au B.Com. de l'Université McGill aux 100% des B.A.A. en sciences comptables de l'UQAC et de l'UQTR (programme intensif). Par ailleurs, la dispersion des pourcentages est assez grande, quelques programmes seulement affichant des pourcentages proches de la moyenne (68,9%): le B.Com. de l'Université Concordia (63,7%), le B.A.A. de l'École des HEC (75,8%), le B.A.A. en gestion des ressources humaines et le B.A. en gestion et design de la mode de l'UQAM (respectivement 74,4% et 63,9%) et le B.A.A. de l'UQAT (72,9%).

Avant de commenter les chiffres de la cinquième colonne, où figurent les pourcentages des inscriptions sur les offres, on notera que seulement 6 programmes rassemblent à eux seuls 73% des nouvelles inscriptions. Le décompte par établissement donne un chiffre encore plus élevé, puisque l'Université Concordia et l'UQAM, qui offrent 2 de ces 6 programmes, offrent plus d'un programme de baccalauréat. Ainsi donc, 6 établissements — Concordia, les HEC, Laval, McGill, l'Université de Sherbrooke et l'UQAM — comptent pour près de 82% de toutes les inscriptions aux programmes de baccalauréat dans le grand domaine de l'administration.

Le pourcentage moyen des inscriptions sur les offres est de 48,7%. D'un programme à l'autre, les écarts sont encore plus prononcés que dans le cas des pourcentages des offres sur les demandes, quoique la dispersion soit moins forte. Les pourcentages les plus faibles sont enregistrés dans les programmes de l'UQAM: ils varient entre 16,9% et 40%, mais le pourcentage du programme d'administration des affaires est de 29%. Cependant, les données de l'UQAM sont difficilement comparables avec celles des autres établissements en raison du fait que l'École des sciences de la gestion offre aux candidats la possibilité de 3 choix d'admission dans 3 programmes de baccalauréat différents, sur les sept qu'elle offre au total (en comptant le baccalauréat en économique, qui relève de l'École)⁶². Une inscription effective entraîne donc 2 désistements et fait chuter le taux d'inscription (I/O).

On notera que les pourcentages supérieurs à 70% concernent tous des programmes offerts dans le réseau de l'UQ: 72,9% (sous-estimé) et 84,1% à l'UQAC, 80% à l'UQAT, 85,7% au B.A.A. en sciences comptables (intensif) et 71,4% au B.A.A. en recherche opérationnelle de l'UQTR et, enfin, 87,3% à la Téléq. Parmi les 6 établissements qui regroupent plus de 82% des effectifs, c'est à l'Université Concordia que le pourcentage est le plus élevé, soit 67,3% au B.Com.

Quant aux exigences d'admission, elles ont été substantiellement modifiées dans certains établissements, notamment en raison de la popularité croissante des programmes professionnels de l'ordre collégial. Il est maintenant possible pour des diplômés de ces programmes d'être admis à l'université sans avoir bénéficié d'une formation générale en mathématiques et géographie, par exemple. Les membres conviennent que des connaissances spécialisées dans certains champs d'expertise propres à la gestion sont essentielles, mais les professionnels de l'administration doivent aussi faire montre d'aptitudes nécessaires à tout professionnel de niveau universitaire: la capacité d'analyse, de communiquer efficacement oralement et par écrit, l'aptitude au travail d'équipe, etc. Voilà le genre d'habiletés que recherchent de plus en plus les employeurs, ce qui se traduit notamment par un intérêt accru de leur part pour des diplômés issus des filières recherche (M.Sc. et Ph.D.) plutôt que celle, plus traditionnelle, des M.B.A.

⁶² Rappelons que la création du B.A.A. en sciences comptables fait suite à une recommandation du Conseil des universités, que le B.A.A. en gestion du tourisme et de l'hôtellerie est offert conjointement avec l'Institut québécois du tourisme et de l'hôtellerie (IQTH) et que le B.A. en design et gestion de la mode est offert en partenariat avec le Collège Lasalle.

La question de la reconnaissance par les universités des crédits obtenus pour des cours des programmes du DEC en techniques administratives mérite quelques observations d'ordre général. À titre d'illustration de ce qui se fait dans un établissement, on citera l'exemple de l'UQTR, où l'examen des dossiers d'admission se fait toujours au cas par cas. Cependant, certains cours sont habituellement reconnus pour fins d'équivalence par le Département des sciences de la gestion et de l'économie. Mentionnons, par exemple, les cours collégiaux suivants:

Introduction au marketing
Économie (un seul cours, variable)
Gestion des opérations

À la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval, les conclusions d'une étude ont mené à l'implantation, pour le programme de B.A.A. et dans le but de réduire les chevauchements entre la formation collégiale et la formation universitaire, d'une politique de reconnaissance des acquis au programme de DEC en techniques administratives.

Par ailleurs, un sous-comité du Comité de liaison de l'enseignement supérieur (CLES) se penche actuellement sur la question de la reconnaissance par les universités, pour fins d'équivalence, des cours du DEC technique. Le présent rapport prend acte de l'importance de ces travaux et de la diversité des approches actuellement en vigueur dans les divers établissements universitaires. L'avenir est néanmoins rempli d'incertitudes, y compris pour les directions des études relevant des Cégeps eux-mêmes. Le rythme de progression actuelle des travaux du sous-comité du CLES laisse croire à certains qu'on est encore loin d'un consensus. En ce qui concerne les travaux de la Commission, on peut souligner le fait que les vice-recteurs aux affaires académiques ont déjà été saisis, lors du dépôt du dernier rapport d'étape de la Commission, de certaines recommandations portant sur l'arrimage entre les deux ordres d'enseignement supérieur. La question de cet arrimage est l'un des quatre grands problèmes d'ordre systémique auxquels la Commission doit porter une attention particulière⁶³. Certains membres de la sous-commission sont d'avis que les universités n'ont d'autre choix que de s'adapter aux deux profils — général et technique — desquels proviennent les étudiants du domaine de l'administration. En outre, il est possible de croire que le MEQ lui-même semble vouloir laisser aux universités la responsabilité de résoudre le problème de l'arrimage (ou des passerelles).

En juin 1998, le CLES en arrivait déjà à un constat global qui mérite d'être souligné ici: l'offre de programmes universitaires semble se diriger de plus en plus vers une différenciation fondée sur l'existence de plusieurs profils de candidatures à l'admission. De plus, la conception même de ce qu'est un DEC technique est en train de changer. À l'UQAR, par exemple, il est possible de s'engager dans un programme d'études qui intègre en quatre ans (trois trimestres/année) le DEC en techniques administratives et le baccalauréat en administration. C'est ce qu'on appelle le cheminement intégré collège-université. Une entente intervenue à l'automne 1999 entre l'UQTR et le Cégep de Sainte-Foy permettra l'ouverture, à l'automne 2000, d'un tel cheminement intégrant le DEC en techniques administratives (option Finance) et le B.A.A. en sciences comptables⁶⁴.

Le contenu des nouveaux programmes d'études collégiales est principalement défini par le MEQ et le mandat du CLES évolue en fonction des modifications apportées aux programmes collégiaux et universitaires. La situation est tellement complexe que la sous-commission pouvait difficilement faire le point sur les questions de l'arrimage, des passerelles et de la reconnaissance

⁶³ Voir le *Document de référence*, CUP, avril 1997; disponible à l'adresse Internet de la CUP: www.cup.qc.ca.

⁶⁴ Rachel Lemelin, « DEC et baccalauréat en 4 ans: Nouveau en sciences comptables », *En Tête*, 12 octobre 1999.

d'équivalences, même en leur consacrant plusieurs réunions. Rappelons aussi qu'un sous-comité du CLES étudie déjà ces questions.

Cela dit, il faut réaffirmer clairement que le principe de la filière unique d'admission est chose du passé et que l'évolution de la situation doit être suivie de près. Dans la mesure où la sous-commission ne comptait aucun représentant issu de l'ordre collégial, on voit mal comment un examen exhaustif de la question aurait pu se faire dans le cadre de ses travaux.

De plus, comme on l'a déjà mentionné, la question de l'arrimage entre les ordres collégial et universitaire se pose par rapport à plusieurs secteurs de l'activité universitaire et constitue l'un des grands problèmes d'ordre systémique que la Commission, en vertu de son mandat, doit examiner dans une perspective globale et transsectorielle. Le rapport final de la Commission devrait faire le point sur cette question délicate et complexe.

On peut néanmoins poser la question suivante: faut-il absolument standardiser à l'entrée pour assurer la standardisation à la sortie? Les clients en aval des universités, c.-à-d. les employeurs, sont satisfaits des diplômés et l'appréciation qu'ils en font ne semble pas avoir souffert de détérioration au cours des dernières années. Les qualités recherchées chez un détenteur du B.A.A. sont toujours les mêmes: aptitudes à communiquer (compétences langagières et interpersonnelles) et compétences de base en gestion, y compris ses aspects mathématiques plus formels.

2.2 Répartition des effectifs étudiants

Le tableau 2.2 présente les données d'inscriptions totales selon le niveau d'études (type de diplômes) et l'établissement d'enseignement. À l'automne 1998, ce sont les programmes de premier cycle qui comptaient la très grande majorité des inscriptions, soit quelque 39 000 étudiants sur un total de 47 045 (82,9%). Les mineures et certificats regroupaient environ la moitié (46,2%) de toutes les inscriptions, soit près de 21 760, alors que les programmes menant au grade de bachelier comptaient quelque 17 250 inscriptions. Comme dans la plupart des secteurs de l'enseignement universitaire, les étudiants inscrits dans les programmes ne menant pas à l'obtention d'un grade (mineures et certificats) poursuivent essentiellement leurs études à temps partiel, dans une proportion moyenne de près de 89%. Dans les programmes de baccalauréat, en revanche, la proportion des étudiants à temps partiel n'est que d'environ 21%⁶⁵.

Au deuxième cycle, on retrouve près de 7 700 inscriptions — soit 16,3% du total — dont les deux tiers se répartissent dans les programmes de maîtrise et le tiers restant dans les programmes de diplômes; 88% des étudiants des programmes de diplômes poursuivent leurs études à temps partiel, alors qu'à la maîtrise, la proportion est de 48%⁶⁶. Les quatre programmes de doctorat

⁶⁵ Tableaux D.1 et D.4 de l'annexe D.

⁶⁶ Tableaux D.13 et D.19 de l'annexe D.

Tableau 2.2

Inscriptions totales en administration selon le niveau d'études et l'établissement universitaire, automne 1998

	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	ENAP	TELUQ	TOTAL	%
Certificat	45	96	3 987	3 746	994	273	273	652	599	6 226	909	454	1 305		2 194	21 753	46,2
<i>Distribution (%)</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>18,3</i>	<i>17,2</i>	<i>4,6</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>3,0</i>	<i>2,8</i>	<i>28,6</i>	<i>4,2</i>	<i>2,1</i>	<i>6,0</i>		<i>10,1</i>	<i>100,0</i>	
Baccalauréat ¹	496	3 650	3 207	1 440	1 787 ³		907	454	432	3 272	416	206	805		174	17 246	36,7
<i>Distribution (%)</i>	<i>2,9</i>	<i>21,2</i>	<i>18,6</i>	<i>8,3</i>	<i>10,4</i>		<i>5,3</i>	<i>2,6</i>	<i>2,5</i>	<i>19,0</i>	<i>2,4</i>	<i>1,2</i>	<i>4,7</i>		<i>1,0</i>	<i>100,0</i>	
Diplôme (2e cycle)		234	863	203	335		380	10	65	182	20	3	45	209	²	2 549	5,4
<i>Distribution (%)</i>		<i>9,2</i>	<i>33,9</i>	<i>8,0</i>	<i>13,1</i>		<i>14,9</i>	<i>0,4</i>	<i>2,6</i>	<i>7,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>1,8</i>	<i>8,2</i>	<i>0,0</i>	<i>100,0</i>	
Maîtrise		506	1 080	571	602		529	121	119	842	113	63	122	469		5 138	10,9
<i>Distribution (%)</i>		<i>9,8</i>	<i>21,0</i>	<i>11,1</i>	<i>11,7</i>		<i>10,3</i>	<i>2,4</i>	<i>2,3</i>	<i>16,4</i>	<i>2,2</i>	<i>1,2</i>	<i>2,4</i>	<i>9,1</i>		<i>100,0</i>	
Doctorat		36	111	66	42		9			66			8	21		359	0,8
<i>Distribution (%)</i>		<i>10,0</i>	<i>30,9</i>	<i>18,4</i>	<i>11,7</i>		<i>2,5</i>			<i>18,4</i>			<i>2,2</i>	<i>5,8</i>		<i>100,0</i>	
Total	541	4 522	9 248	6 026	3 760	273	2 098	1 237	1 215	10 588	1 458	726	2 285	699	2 368	47 045	100,0
<i>Distribution (%)</i>	<i>1,1</i>	<i>9,6</i>	<i>19,7</i>	<i>12,8</i>	<i>8,0</i>	<i>0,6</i>	<i>4,5</i>	<i>2,6</i>	<i>2,6</i>	<i>22,5</i>	<i>3,1</i>	<i>1,5</i>	<i>4,9</i>	<i>1,5</i>	<i>5,0</i>	<i>100,0</i>	

Source : RECU (MEQ) et Université McGill.

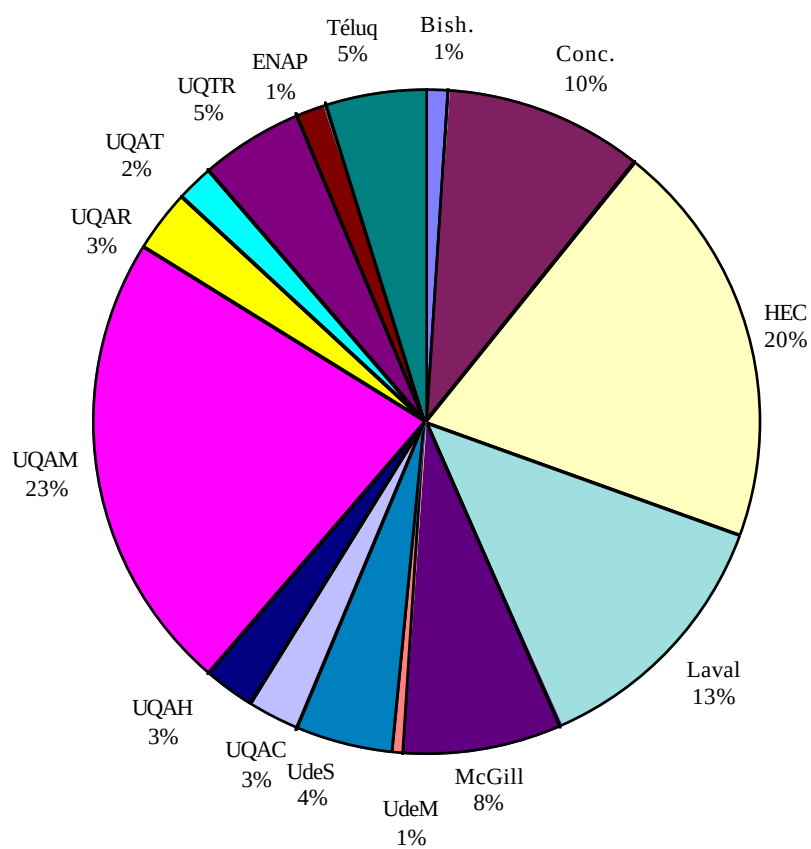
¹ Incluant les programmes de majeure et les programmes de mineure (options du baccalauréat B. Com.) de l'Université Concordia.

² Les inscriptions au programme conjoint Téluq-HEC (DESS en finance d'entreprise) sont toutes comptabilisées à l'École des HEC pour des raisons techniques.

À l'automne 1997, la Téluq comptait 32 étudiants dans ce programme, tous à temps partiel.

³ Chiffre transmis par l'établissement à la demande de la CUP.

Figure 2.1. Distribution de l'effectif étudiant pour l'ensemble des programmes en administration selon les établissements, automne 1998 (n=47 045)



Source : RECU (MEQ) et Université McGill

actifs à l'automne 1998 — dont le programme conjoint des quatre établissements montréalais — comptaient alors quelque 360 inscriptions, soit moins de un pour cent du total⁶⁷. Nous verrons plus loin que ce nombre, bien que modeste en comparaison de ce que l'on retrouve dans d'autres secteurs, est néanmoins le résultat d'une croissance pratiquement ininterrompue depuis 1986.

En ce qui concerne la répartition des effectifs étudiants par établissement à l'automne 1998, on constate que c'est l'UQAM, globalement, qui compte l'effectif le plus important, avec près de 22,5% de tous les étudiants inscrits; viennent ensuite les établissements suivants, avec chacun plus de 10% des inscriptions: l'École des HEC (19,7%), l'Université Laval (12,8%), et l'Université Concordia (9,6%). La figure 2.1 présente sous forme graphique la répartition globale des effectifs entre établissements, tous programmes confondus.

Un examen de la distribution des inscriptions totales par type de programme permet cependant de nuancer sensiblement le portrait global. En effet, le poids de l'UQAM vient largement du fait qu'elle compte près de 29% des inscriptions dans les programmes de certificats et de mineures, une proportion comparable à celles de l'École des HEC (18,3%) et de l'Université Laval (17,2%) réunies, ces deux établissements comptant le plus grand nombre d'inscriptions dans ce type de programmes après l'UQAM⁶⁸. Dans les programmes de baccalauréat, par contre, le poids relatif de trois établissements est à peu près le même: l'Université Concordia compte la plus grande proportion des inscrits (21,2%), alors que l'UQAM et l'École des HEC comptent respectivement 19,0% et 18,6% des inscriptions. De tous les autres établissements, seulement trois comptent plus de 5% des inscrits au baccalauréat: l'Université McGill compte 10,4% de l'effectif des étudiants et l'Université Laval suit avec 8,3%; l'Université de Sherbrooke compte quant à elle 5,3%. En additionnant les parts des autres constituantes du réseau de l'Université du Québec, on arrive à un total de près de 14% des inscriptions dans les programmes de baccalauréat et de 29,5% dans les programmes de certificats et de mineures. En ajoutant les parts de l'UQAM, on obtient un total de plus de 58% des inscriptions dans les programmes de certificat — dont 10% pour la Télé-université — et de 32,7% dans les programmes de baccalauréat, pour l'ensemble du réseau de l'Université du Québec (UQ). C'est donc dire que près du tiers des étudiants au baccalauréat et près de six étudiants sur dix inscrits à un programme de certificat ou de mineure fréquentent un établissement du réseau de l'Université du Québec.

Au niveau du deuxième cycle, ce sont les programmes de l'École des HEC qui comptent le plus grand nombre d'inscriptions: 34% dans les programmes de diplôme et 21% à la maîtrise, pour un total pondéré de plus de 38%. L'UQAM compte pour sa part 16,4% des inscriptions à la maîtrise, mais seulement 7% des étudiants inscrits aux programmes de diplôme. L'École des HEC offraient à l'automne 1998 huit (8) diplômes comparativement à quatre (4) pour l'UQAM. Trois établissements comptaient plus de 10% des inscriptions à la maîtrise: les universités Laval et McGill ainsi que l'Université de Sherbrooke. L'ENAP regroupe près de 8,8% de la clientèle étudiante du deuxième cycle, diplômes et maîtrises confondus; dans le champ de l'administration publique, sa place est toutefois prépondérante, avec plus de 81% des inscriptions au deuxième cycle⁶⁹. Enfin, toujours sur le plan des inscriptions au deuxième cycle, la part des autres constituantes de l'UQ à vocation générale s'établissait globalement à près de 6,5% de l'ensemble;

⁶⁷ Annexe D, tableau D.28. Rappelons que les données relatives au doctorat français offert en extension par l'UQAC ne sont pas disponibles.

⁶⁸ L'Université Laval n'offre que sept (7) certificats en administration — contre 14 aux HEC et 12 à l'UQAM — mais l'un d'eux, le Certificat en planification financière personnelle, comptait 2966 inscriptions à l'automne 1998, soit près de 80% de toutes les inscriptions à l'ensemble des certificats offerts par l'établissement et plus de cinq fois plus que le certificat qui vient au deuxième rang pour le nombre d'inscriptions (Certificat en administration, n= 465).

⁶⁹ Annexe D, tableaux D.18 et D.25.

près de 80% des étudiants du deuxième cycle fréquentant ces constituantes de l'UQ étaient inscrits dans les programmes de maîtrise.

Au troisième cycle, c'est le doctorat conjoint des quatre universités montréalaises qui comptait bien entendu la très grande majorité des inscriptions, soit 71%. La répartition des inscriptions entre ces quatre établissements figure au tableau 2.2, de même que la part de l'Université Laval (18,4%) et de l'ENAP (5,8%). Le nouveau D.B.A. conjoint de l'Université de Sherbrooke et de l'UQTR comptait en tout 17 inscriptions à l'automne 1998 (première cohorte), 9 à l'Université de Sherbrooke et 8 à l'UQTR, soit près de 5% des inscriptions totales.

Quant au programme de troisième cycle qui ne figure pas au tableau 2.2, le doctorat de l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) de l'Université d'Aix-en-Provence partiellement offert en extension par l'UQAC, il comptait 7 inscriptions à l'hiver 1999⁷⁰. Les données d'inscriptions relatives à ce programme n'étant pas disponibles auprès du MEQ, c'est là le seul chiffre dont nous disposons actuellement.

2.3 Évolution des inscriptions

La figure 2.2 présente les courbes de l'évolution des inscriptions totales pour l'ensemble des certificats et des mineures d'une part, et l'ensemble des programmes de baccalauréat d'autre part, entre l'automne 1986 et l'automne 1998. Ces deux courbes sont construites à partir des tableaux de l'annexe D⁷¹. Comme nous l'avons vu précédemment, les inscriptions sont plus nombreuses dans les programmes de certificats que dans ceux de baccalauréat; cette situation date de l'automne 1987. La croissance des inscriptions aux certificats a été continue entre 1986 et 1991, quoique plus marquée entre 1986 et 1988, pour connaître ensuite une décroissance spectaculaire jusqu'en 1995 (-20% entre 1992 et 1995). À partir de 1996, le nombre des inscriptions remonte jusqu'à un niveau se situant entre celui de 1992 et 1993 (augmentation de 16,6% entre 1995 et 1998). Cependant cette augmentation est entièrement attribuable, au strict sens statistique, à l'ouverture d'un seul nouveau programme de certificat, le Certificat en planification financière personnelle offert depuis l'automne 1996 par la Direction de la formation continue de la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval⁷². En effet, si l'on retranche du total de l'ensemble des programmes à l'automne 1997 les inscriptions de ce programme (2966), on obtient un nouveau total (18 787) légèrement supérieur à celui de 1995 (18 651), pour une hausse hypothétique de 1,0% entre 1995 et 1998. Cela dit, on remarque une hausse générale très prononcée des inscriptions dans les programmes de certificats en finance et opérations bancaires (tableau D.7), compensée, évidemment, par une baisse dans d'autres champs d'études.

⁷⁰ Source: UQAC.

⁷¹ Tableau D.1 pour les baccalauréats et D.4 pour les certificats et mineures.

⁷² Les données d'inscription dans ce programme figurent au tableau D.7 de l'annexe D: 824 inscription à l'automne 1996, 2084 en 1997 et 2966 en 1998. Ces 2966 inscriptions représentent 13,6% des 21 753 inscriptions totales dans tous les programmes de certificats et mineures (tableau D.4).

**Figure 2.2. Évolution des inscriptions totales
pour l'ensemble des certificats et des bacc. en
administration, aut. 86 - aut. 98**

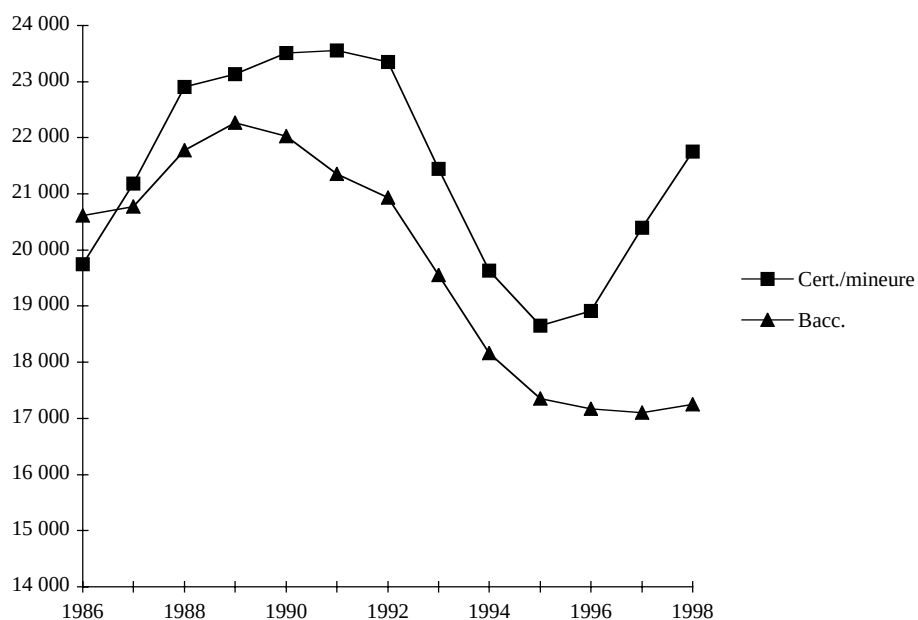
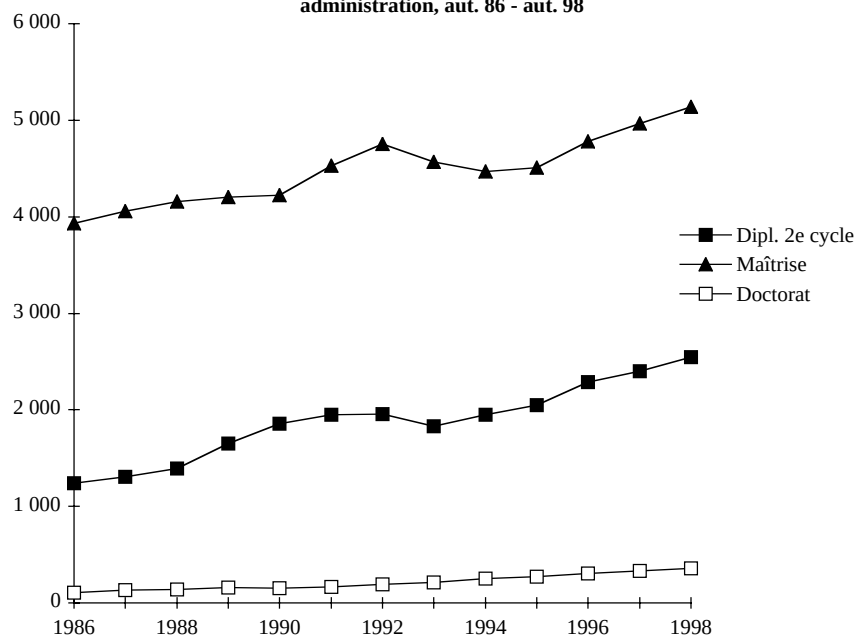


**Figure 2.3. Évolution des inscriptions totales
pour l'ensemble des programmes d'études supérieures en
administration, aut. 86 - aut. 98**



Source : RECU (MEQ). Les tableaux de l'annexe D présentent les chiffres de façon détaillée et fournissent les données sur l'évolution des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés.

Les courbes de l'évolution des effectifs des certificats et mineures dans chacun des champs d'études ne figurent pas dans le présent rapport, mais un coup d'oeil rapide aux tableaux D.5 à D.12 suffit pour révéler les grandes tendances. En prenant comme période de référence les années comprises entre 1992 et 1998, on constate que l'évolution des inscriptions varie considérablement d'un champ à l'autre. Dans le champ de l'administration et de la gestion des opérations et de la production, champ qui regroupait près de 34% de toutes les inscriptions dans les programmes de certificats et mineures à l'automne 1998, la baisse des inscriptions a été continue et atteint 41%. Dans le champ des sciences comptables (10% des inscriptions), la baisse est de 39%; dans le champ de la finance et des opérations bancaires (33% des inscriptions), on constate une hausse spectaculaire de 757%, 9 programmes ayant été créés entre l'automne 1993 et l'automne 1998.

Dans le champ du marketing (5,2% des inscriptions), la baisse n'est que de 12,4%; en gestion des ressources humaines (12,3% des inscriptions), la baisse est de 28,3%. Les inscriptions aux certificats en systèmes d'information (3,5% des inscriptions) sont en baisse de 22,2%, alors que dans le champ de la gestion internationale (à peine 1,8% des inscriptions), les deux programmes de certificat, ouverts en 1994 et 1995, connaissaient une hausse de 73,4% entre 1994 et 1997. Enfin, le champ de l'administration publique, avec seulement deux programmes (seulement 1,6% des inscriptions), connaissait aussi une hausse de l'ordre de 439,3%.

Dans le domaine de l'administration, une bonne part de la clientèle des programmes de certificat bénéficie du soutien financier des entreprises dans le cadre de programmes de formation continue de la main-d'oeuvre. En supposant que le budget des entreprises consacré à ces programmes soit demeuré à peu près stable — se chiffrant souvent à 1% de la masse salariale — au cours de la dernière décennie, il devient évident que l'augmentation des droits de scolarité a pu avoir pour effet de réduire le nombre d'activités de formation payées par les entreprises à leurs employés. Au Québec, les droits de scolarité ont augmenté de 205% entre 1989-1990 et 1994-1995, passant de 547 \$ à 1668 \$ par année pour un programme d'études à temps complet. Les augmentations les plus fortes ont eu lieu durant les deux premières années de cette période⁷³.

Les baisses d'inscriptions dans certains programmes de certificat peuvent aussi s'expliquer en partie par le fait que les étudiants y poursuivent en très grande majorité (près de 89% en 1998) leurs études à temps partiel. Or la baisse des inscriptions à temps partiel est un phénomène qui a frappé l'ensemble des universités canadiennes, tous domaines d'études confondus, depuis 1992. Par contre, les inscriptions à temps plein n'ont pas diminué à l'échelle canadienne (contrairement à ce qu'on observe au Québec). Une étude récente publiée par l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) aborde en effet cette question et avance quelques éléments d'explication⁷⁴. La baisse des inscriptions à temps partiel enregistrée entre 1992 et 1998 dans l'ensemble des universités canadiennes est de l'ordre de 22,5%. Durant la période précédente, c'est-à-dire de 1979 à 1992, « plus de 70 p. 100 [des inscriptions] sont à mettre au compte du « baby boom » du groupe des 25 à 59 ans »⁷⁵. De plus les auteurs de l'étude ont constaté que la période de diminution des effectifs entre 1992 et 1997 est caractérisée par d'importantes réductions de la participation de tous les groupes d'âge [et que] les changements démographiques auraient dû continuer de faire augmenter les effectifs mais toutefois pas dans une même proportion qu'au cours de la période précédente⁷⁶.

⁷³ CREPUQ, *Quelques données et indicateurs significatifs*, p. 20.

⁷⁴ Torben Drewes et Herb O'Heron, *Effectifs à temps partiel: Mais où sont donc passés les étudiants?* AUCC, Dossier de recherche, Vol. 2, No. 3, mai 1999; disponible à l'adresse Internet de l'Association: <http://www.aucc.ca/>.

⁷⁵ Drewes et O'Heron, p. 4.

⁷⁶ Drewes et O'Heron, p. 4.

C'est donc dire que l'évolution démographique n'explique pas la baisse des inscriptions chez les étudiants de 25 à 59 ans, mais que c'est plutôt la diminution des taux de participation qui demande à être expliquée. C'est ce que tentent de faire les auteurs à l'aide de la « théorie du capital humain », selon laquelle « tout changement ayant des répercussions au [sic] taux de rendement de l'enseignement modifiera la demande »⁷⁷. Pour les étudiants à temps partiel, ce sont les droits de scolarité qui constituent l'élément le plus important des frais liés aux études:

cette augmentation des droits de scolarité a un impact plus grand sur le taux de rendement des étudiants à temps partiel que sur leurs homologues à plein temps et, par conséquent, un plus grand impact sur leurs effectifs⁷⁸.

À la suite de calculs de « l'élasticité de la demande de l'enseignement à temps partiel par rapport au niveau des droits de scolarité » pour la période de 1992 à 1996, les auteurs en arrivent à la conclusion suivante:

si les droits de scolarité étaient restés constants au niveau de 1992, dans toutes les provinces, la diminution totale des effectifs à temps partiel prévue par le modèle aurait été inférieure à la moitié de la diminution réelle. Autrement dit, les droits de scolarité représentent environ 60 p. 100 de la diminution observée au niveau des effectifs à temps partiel⁷⁹.

La fréquentation des programmes universitaires au Québec présente évidemment des spécificités par rapport à la situation des programmes des autres universités canadiennes. En outre, il est bien connu que l'augmentation des droits de scolarité a été plus forte dans certaines provinces et qu'elle n'a pas été freinée en 1995, comme c'est le cas au Québec. Une autre explication des diminutions de clientèle dans les programmes de certificat tient à l'ouverture récente de nombreux programmes courts — ou microprogrammes — de moins de 30 crédits. Ces programmes s'accaparent en effet une partie de la clientèle traditionnelle des programmes de certificat. On trouvera à l'annexe C une liste de ces microprogrammes. Au niveau du premier cycle, il existait à l'automne 1999 une trentaine de programmes répartis dans 6 établissements, y compris la Télé-université, dont les programmes de formation à distance sont accessibles à toute la population québécoise.

La courbe des inscriptions totales dans les programmes de baccalauréat ressemble beaucoup à celle des certificats et mineures, à ceci près qu'elle atteint son sommet plus tôt, en 1989, et ne cesse de baisser depuis, jusqu'en 1997 (-23,2%). La période de décroissance la plus prononcée se situe entre 1992 et 1995 (-17,1%). Bien qu'il soit périlleux d'extrapoler pour les années à venir, on peut au moins risquer l'hypothèse d'une certaine stabilisation des inscriptions autour du niveau de 1998.

Comparée à l'évolution des inscriptions au premier cycle (tous programmes confondus) dans l'ensemble du système universitaire québécois entre 1992 et 1998, années pour lesquelles les données sont disponibles auprès du MEQ, la baisse des inscriptions dans le domaine de l'administration est légèrement plus faible. En effet, pour l'ensemble des secteurs, la baisse se chiffre à 14,6%, alors qu'elle n'atteint que 11,9% pour les programmes de premier cycle en administration: 17,6% pour les programmes de baccalauréat et 6,8% pour les programmes certificat et mineures. On verra plus loin que l'évolution des inscriptions dans les divers programmes de premier cycle varie considérablement d'un établissement à l'autre.

⁷⁷ Drewes et O'Heron, p. 6.

⁷⁸ Drewes et O'Heron, p. 7.

⁷⁹ Drewes et O'Heron, p. 11.

Une première piste d'explication de la baisse des inscriptions au premier cycle, particulièrement dans les programmes de B.A.A., serait que la période de rattrapage des années 1980 est terminée et que les inscriptions reviennent à des niveaux plus « normaux ». Deuxièmement, le développement du champ de l'informatique de gestion a certainement drainé une partie des étudiants qui se seraient autrement dirigé vers les programmes de gestion et d'administration (exemple: systèmes d'information et recherche opérationnelle, gestion informatisée).

Certains facteurs conjoncturels pourraient aussi expliquer une partie de la baisse: la restructuration des grandes organisations privées et publiques a entraîné la disparition d'un très grand nombre de postes de cadres, ce qui a pu avoir un impact négatif sur le recrutement de nouveaux étudiants. Il faut aussi reconnaître que la « valeur marchande » des diplômes en administration a sensiblement diminué avec l'augmentation du nombre de diplômés. Il y a dix ans, par exemple, le détenteur d'un M.B.A. était pratiquement assuré d'un poste de cadre à la fin de ses études; aujourd'hui, bien qu'il soit pratiquement assuré d'un poste, il doit faire ses preuves avant d'atteindre le rang des cadres. Cela étant dit, on constate tout de même une hausse des inscriptions dans les programmes de M.B.A. depuis l'automne 1996. À l'automne 1998, les inscriptions atteignent un niveau record.

Par ailleurs, la baisse des inscriptions au premier cycle aurait pu avoir de plus graves conséquences pour les unités académiques du domaine de l'administration si celles-ci n'avaient pas bénéficié d'une « structure de production variable » largement attribuable à l'importance de la contribution des chargés de cours.

L'évolution des inscriptions aux cycles supérieurs, présentée dans la figure 2.3, est très différente de celle décrite pour le premier cycle. L'augmentation globale des inscriptions à la maîtrise entre 1986 et 1998 est de 30%. La croissance a été continue jusqu'en 1992 et les inscriptions ont légèrement fléchi jusqu'en 1994, mais la croissance a repris l'année suivante. Entre 1992 et 1998, la hausse des inscriptions s'élève à 7,5%. Quant à la croissance des inscriptions dans les programmes de diplôme, pratiquement ininterrompue depuis 1986, elle se chiffre à 110%. Entre 1992 et 1998, la hausse des inscriptions s'élève à 33%. Pour l'ensemble des programmes de deuxième cycle, la hausse des inscriptions en administration entre 1992 et 1998, s'élève à 14,9%, comparativement à une hausse de 3,2% pour l'ensemble des programmes de deuxième cycle dans les universités québécoises.

L'évolution des inscriptions au troisième cycle montre, elle aussi, une croissance pratiquement ininterrompue depuis 1986. Entre 1986 et 1998, les inscriptions ont crû de 242%, ayant donc plus que triplé. Entre 1992 et 1998, la croissance atteint 86%, comparativement à 8,3% pour les programmes de troisième cycle dans l'ensemble des secteurs universitaires au Québec.

Pour conclure à propos des grandes tendances de l'évolution des inscriptions dans le domaine de l'administration, nous nous contenterons d'un indicateur agrégé: pour l'ensemble des programmes du domaine, aux trois cycles d'études, la baisse des inscriptions entre 1992 et 1998 se chiffre à 8,1%, comparativement à 11,6% pour l'ensemble des programmes universitaires du réseau québécois.

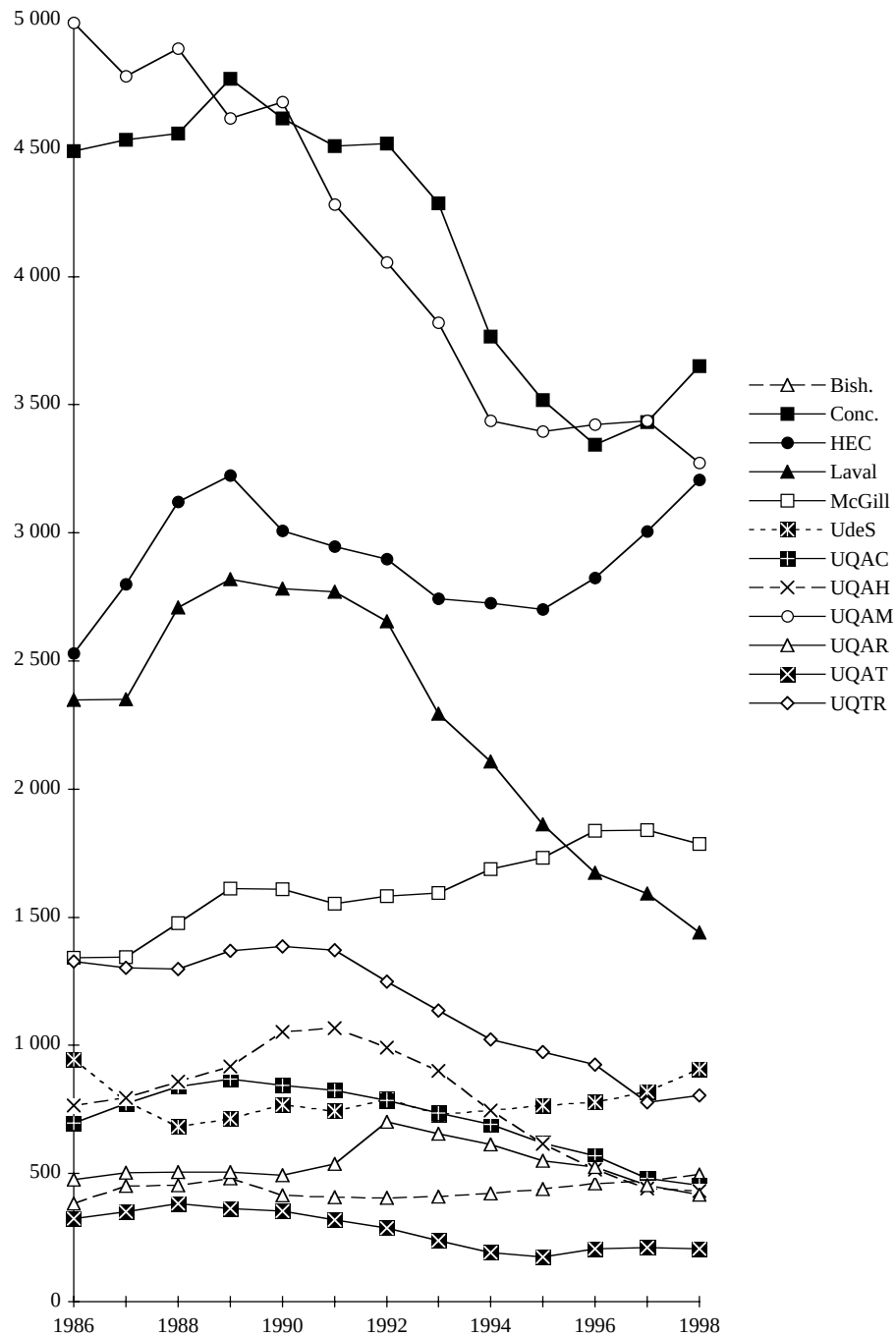
L'évolution des effectifs étudiants par établissement (et niveau d'études) est représentée graphiquement par les figures 2.4 à 2.8. On constatera aisément que toutes les courbes ne sont pas conformes aux grandes tendances du domaine décrites dans les pages précédentes. Dans la figure 2.4, par exemple, on peut voir que les inscriptions aux programmes de baccalauréat de l'École des HEC, de l'Université McGill, de l'Université de Sherbrooke, de l'Université Bishop's et de la Téléq sont en hausse, respectivement depuis 1996, 1992, 1993, 1993 et 1995, ce qui se démarque des tendances générales.

De même, dans le tableau 2.5, les programmes de certificat de trois établissements ont connu d'importantes augmentations de leur clientèle au cours des quelques dernières années: l'Université Laval (à partir de 1995, mais particulièrement depuis 1996, première année du Certificat en planification financière personnelle dont il a déjà été question ci-dessus), l'UQAM (en 1996 et 1997), l'UQAT et l'UQTR (depuis 1997), et à la Téléq, le seul établissement où les inscriptions aux programmes de certificat ont augmenté de manière ininterrompue depuis 1986. À l'automne 1998, on note des hausses d'inscriptions dans deux autres établissements: l'École des HEC et l'UQAR.

La figure 2.6, qui montre l'évolution des inscriptions à la maîtrise dans chacun des établissements, fait aussi apparaître certaines situations qui tranchent nettement sur les tendances générales. On notera la baisse des inscriptions à l'Université Concordia depuis le sommet de 1991 et à l'Université McGill depuis 1988; l'augmentation très prononcée des inscriptions à l'UQAM depuis 1996 — malgré une baisse de 8% en 1998 — essentiellement dans son programme de M.B.A.; et, enfin, la courbe en dents de scie des inscriptions à l'ENAP, dans les programmes d'administration publique.

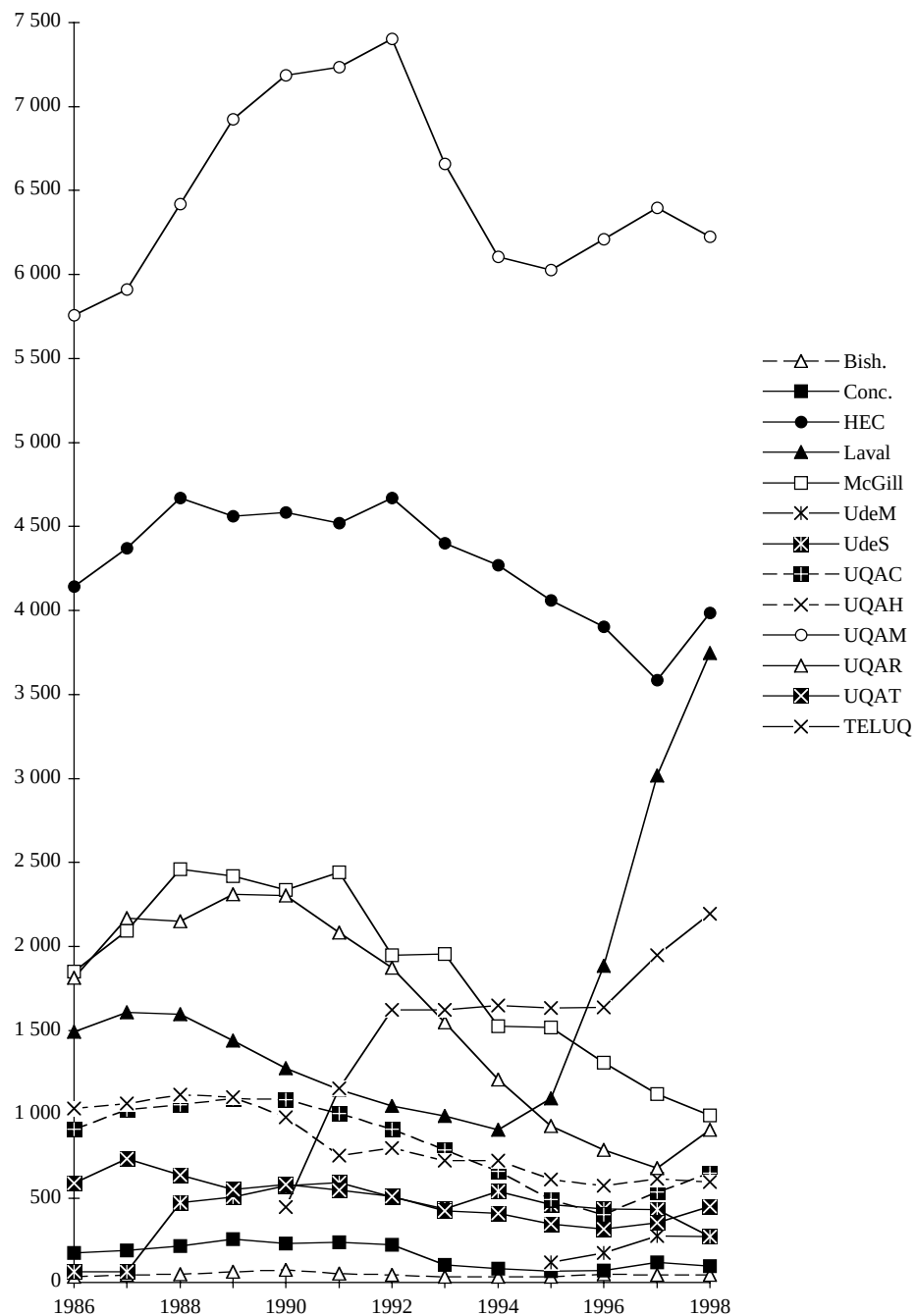
La figure 2.7 appelle aussi quelques commentaires, trois établissements se démarquant clairement des tendances générales de l'évolution des inscriptions aux programmes de diplôme. L'École des HEC connaît, entre 1993 et 1998, une progression spectaculaire de ses effectifs étudiants, qui ont plus que quadruplé et qui étaient deux fois plus nombreux en 1998 que dans n'importe quel autre établissement. On notera par contre que l'évolution des inscriptions dans les programmes de l'Université McGill suit pratiquement une courbe inverse à la tendance générale esquissée plus haut. La même remarque s'applique aux programmes de diplôme de l'ENAP: après avoir augmenté en flèche entre 1988 et 1991, les inscriptions se sont mises à chuter depuis; elles dépassaient légèrement en 1998 le niveau de 1989. Quant aux courbes de la figure 2.8 présentant l'évolution des inscriptions dans les programmes de doctorat, tout ce que l'on peut en dire c'est qu'elles sont toutes remarquablement conformes à la tendance générale.

**Figure 2.4. Évolution des inscriptions totales
au bacc., en administration,
aut. 86 - aut. 98**



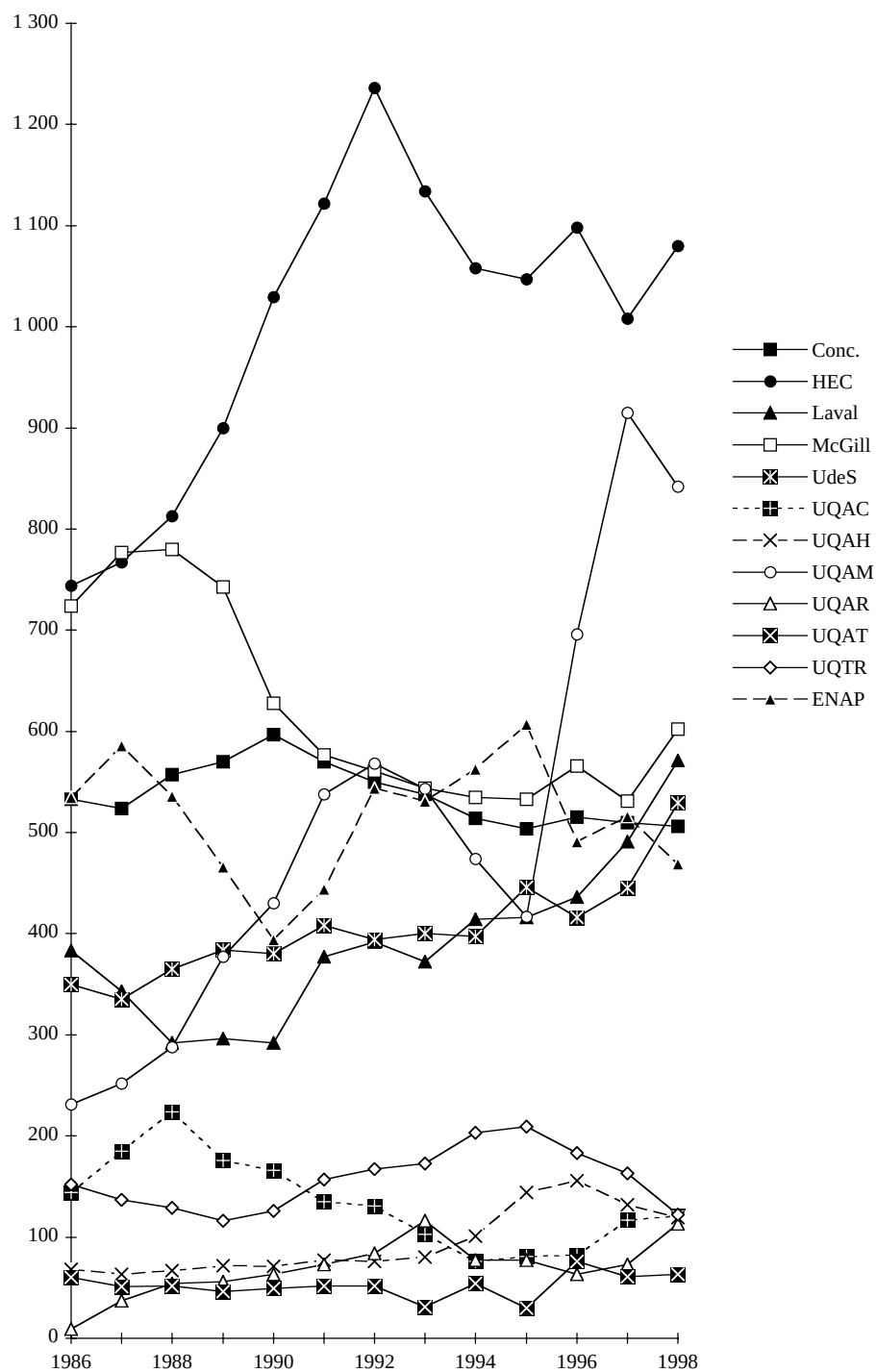
Source : RECU (MEQ). Les données intègrent l'ensemble des options, y compris les programmes de majeures et les programmes en sciences comptables. Les tableaux D.1 à D.3 de l'annexe D présentent les chiffres de façon détaillée et fournissent les données sur l'évolution des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés.

**Figure 2.5. Évolution des inscriptions totales
au certificat (1er cycle) en administration,
aut. 86 - aut. 98**



Source : RECU (MEQ). Les tableaux D.4 à D.12 de l'annexe D présentent les chiffres de façon détaillée et fournissent les données sur l'évolution des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés.

**Figure 2.6. Évolution des inscriptions totales
à la maîtrise en administration,
aut. 86 - aut. 98**



Source : RECU (MEQ). Les tableaux D.19 à D.25 de l'annexe D présentent les chiffres de façon détaillée et fournissent les données sur l'évolution des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés.

**Figure 2.7. Évolution des inscriptions totales
au diplôme de 2^e cycle en administration
aut. 86 - aut. 98**

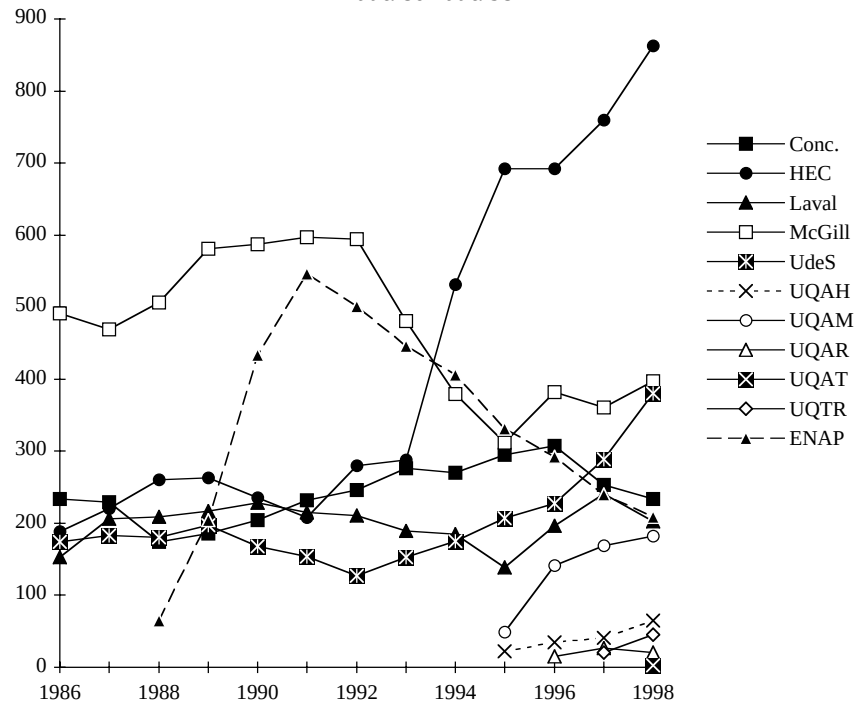
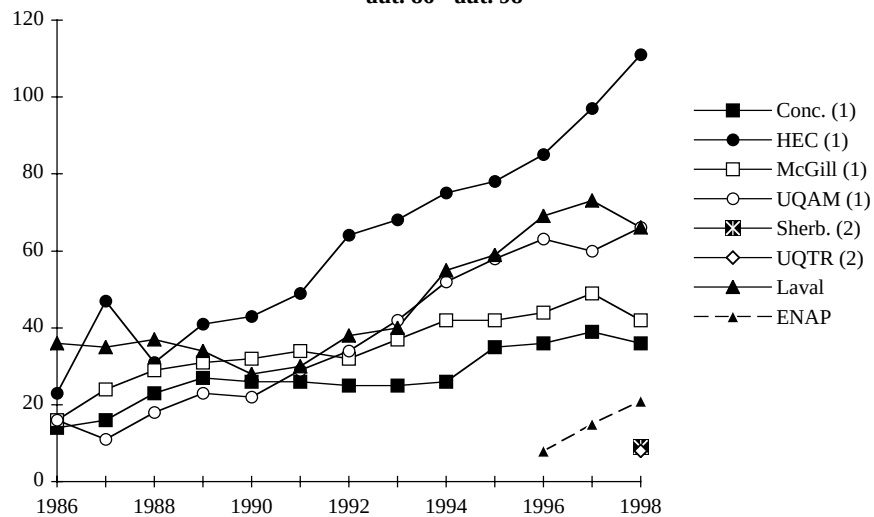


**Figure 2.8. Évolution des inscriptions totales
au doctorat en administration,
aut. 86 - aut. 98**



(1) Programme conjoint des établissements montréalais : Concordia, HEC, McGill, UQAM.
Source : RECU (MEQ). Les tableaux D.13 à D.18 (dip. de 2^e cycle) et D.26 (doctorat) de l'annexe D présentent les chiffres de façon détaillée et fournissent les données sur l'évolution des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés.
(2) Programme conjoint entre Sherbrooke et l'UQTR.

2.4 Diplomation

Les données sur les taux de diplomation sont tirées des analyses longitudinales produites par la Direction générale des affaires universitaires et scientifiques du ministère de l'Éducation. Le modèle du Ministère, basé sur le système de RECU, exploite les données relatives aux programmes d'études conduisant à l'obtention d'un baccalauréat.

Dans le cas présent, il s'agit de cohortes de personnes nouvellement inscrites dans l'un des programmes de baccalauréat en administration aux trimestres d'automne 1988 et 1989. La période d'observation se termine, pour chacune des cohortes, au trimestre d'automne 1994. Les analyses du Ministère ont donc permis de suivre deux cohortes étudiantes tout au long de leur cheminement universitaire et jusqu'à l'obtention du diplôme, pendant une période respective de six et cinq ans⁸⁰. Bien que ces données commencent à dater — elles portent sur les étudiants qui ont obtenu ou auraient pu obtenir leur diplôme entre mai 1991 et l'automne 1994 — elles demeurent, en raison de leur caractère longitudinal, les plus fiables dont nous disposons.

Les données, présentées dans le tableau 2.3, permettent de distinguer les étudiants qui ont obtenu leur baccalauréat dans la discipline de départ et ceux l'ayant obtenu dans une « autre discipline ». Dans cette catégorie, les taux peuvent s'appliquer aux étudiants ayant opté pour une autre spécialisation que celle choisie initialement — ce qui est particulièrement vrai des universités anglophones, comme le précise la note 3 du tableau 2.3 — mais aussi aux étudiants qui ont abandonné les sciences de l'administration pour un autre domaine d'études. Le taux global est simplement la somme des deux premiers (discipline de départ + autre discipline).

Le taux de diplomation moyen dans la discipline de départ est de 57,5%. Cependant, comme l'explique la note 3 du tableau, il serait plus élevé si les déclarations des universités anglophones et francophones au MEQ obéissaient à des critères comparables. Pour les universités anglophones, « une autre discipline » signifie habituellement une autre concentration du programme (marketing, gestion des ressources humaines, etc.), alors que dans les établissements francophones, « une autre discipline » signifie habituellement un autre programme d'études. C'est ce qui explique les très faibles taux de diplomation dans une autre discipline à l'École des HEC (où il n'existe qu'un seul programme de grade de premier cycle) et à l'Université de Sherbrooke (même situation). À l'autre extrême, on retrouve aux universités Bishop's et McGill des taux plus élevés dans une autre discipline (c.-à-d. une autre concentration) que dans la discipline (c.-à-d. la concentration) de départ.

Le taux de diplomation global pour l'ensemble des programmes de baccalauréat en administration est de 72,8%, ce qui est supérieur au taux moyen pour l'ensemble des programmes de baccalauréat, tous secteurs confondus, qui étaient de 63,6% à la même période. À titre illustratif, notons que le taux applicable aux baccalauréats en administration se compare à celui d'une discipline comme la psychologie (73,2%), mais reste inférieur à la plupart des taux des différentes spécialités du génie, qui se situent entre 73,2% (génie électrique) et 83,0% (génie industriel)⁸¹.

⁸⁰ Il faut noter que l'examen de cohortes avec le modèle du Ministère n'est possible qu'à l'intérieur d'un même établissement. En effet, dans le système RECU, le numéro matricule émis par l'établissement figure comme variable permettant de désigner chaque étudiant. Or, lorsqu'une personne change d'établissement pour poursuivre ses études, elle reçoit un nouveau matricule. On ne peut donc suivre son cheminement d'un établissement à l'autre. Ce problème de suivi de cohortes sera toutefois réglé sous peu. En effet, le Ministère utilisera désormais le code permanent attribué aux étudiants dès leur entrée dans le système scolaire.

⁸¹ Rapports de la Commission n° 13, p. 34, pour la psychologie; et n° 3, p. 36, pour le génie.

Tableau 2.3

Taux de diplomation au baccalauréat en administration, cohortes d'étudiants de 1988-1989 et 1989-1990 inscrits à temps plein¹

	Dans la discipline de départ	Dans une autre discipline	Global	Échantillon ² (effectifs)
Bishop's ³	15,5	63,3	78,8	297
Concordia ³	51,6	22,8	74,4	1 446
HEC	70,8	0,3	71,1	1 421
Laval	65,8	10,0	75,8	1 346
McGill ³	35,9	56,0	91,9	554
Sherbrooke	78,4	3,2	81,6	597
UQAC	48,6	17,8	66,4	370
UQAH	54,5	11,5	66,0	358
UQAM	59,5	10,2	69,7	2 095
UQAR	45,7	21,0	66,7	162
UQAT	49,1	8,6	57,7	163
UQTR	48,8	14,4	63,2	736
Total	57,5	15,3	72,8	9 545

Source : Direction des affaires universitaires et scientifiques, MEQ, 1996.

¹ Les données intègrent l'ensemble des options, y compris les programmes en sciences comptables.

² L'échantillon correspond aux nouveaux inscrits des trimestres d'automne 1988 et 1989 qui ont été suivis jusqu'en 1994.

³ Dans les universités anglophones, les spécialisations du programme en administration sont considérées comme des disciplines distinctes dans la base de données du MEQ. Le taux de diplomation « dans une autre discipline » peut donc se référer aux étudiants qui ont finalement choisi une autre spécialisation du programme. Les taux relativement élevés de diplomation « dans une autre discipline » de ces établissements s'expliquent en partie par cette situation.

2.5 Intégration des diplômés au marché du travail

Le ministère de l'Éducation du Québec effectue périodiquement une enquête de relance des diplômés universitaires afin de connaître l'évolution de l'intégration au marché du travail des titulaires d'un baccalauréat ou d'une maîtrise au cours des deux années qui suivent l'obtention de leur diplôme (Audet 1998). Cette enquête permet notamment de mesurer le taux de placement des diplômés dans un emploi lié au domaine d'études.

Le tableau 2.4 (page suivante) présente les taux de placement en janvier 1997 de la promotion de diplômés universitaires québécois de 1995. Les taux correspondent à la proportion des personnes en emploi par rapport aux personnes disponibles pour l'emploi au moment de l'enquête, en janvier 1997. La catégorie des personnes disponibles exclut toutes celles qui n'étaient pas en recherche active d'emploi, de même que les étudiants n'ayant pas d'emploi à temps plein (30 heures par semaine et plus). Les personnes qui poursuivaient des études tout en occupant un emploi à temps plein sont toutefois considérées comme des individus en emploi.

Les taux globaux figurant au tableau 2.4 s'appliquent au placement sans égard au lien avec la formation reçue, alors que les taux liés au domaine d'études principal (temps partiel ou temps plein) s'appliquent aux diplômés occupant un emploi perçu par eux comme tel.

Pour l'ensemble des champs d'études du domaine de l'administration, les taux de placement globaux, aux niveaux du baccalauréat (93%) et de la maîtrise (95,5%), sont légèrement plus élevés que pour l'ensemble des disciplines universitaires, dont les taux sont de 90,9% au baccalauréat et de 91,9% à la maîtrise. Dans certains champs d'études, particulièrement en marketing, gestion des ressources humaines et gestion et intervention touristiques, les taux sont plus faibles (autour de 60% au baccalauréat, emploi lié au domaine d'études). Cependant la différence en faveur du domaine de l'administration s'accroît fortement dans la catégorie Temps plein lié au domaine d'études, où les taux sont de 71,1% au baccalauréat et de 79,3%, comparé à 55,9% au baccalauréat et 66,7% à la maîtrise pour l'ensemble des disciplines universitaires.

Tableau 2.4
Taux de placement en janvier 1997 des diplômés en administration, promotion de 1995

	Baccalauréat			Maîtrise		
	Taux global	Lié au domaine d'études principal	Temps plein lié au domaine d'études principal	Taux global	Lié au domaine d'études principal	Temps plein lié au domaine d'études principal
- Administration des affaires (pluridisciplinaire)	92,6	73,6	69,8	95,1	81,7	80,1
- Gestion des entreprises	95,7	76,6	75,2	95,2	85,0	81,2
- Sciences comptables	94,5	83,1	80,8	n.d.	n.d.	n.d.
- Finance et opérations bancaires	90,6	69,0	67,8	100,0	89,8	89,8
- Marketing	86,8	60,8	60,8	76,2	71,4	71,4
- Gestion internationale	95,8	66,9	60,1	100,0	100,0	62,5
- Gestion des ressources humaine	100,0	61,1	61,1	n.d.	n.d.	n.d.
- Gestion de projets	n.a.	n.a.	n.a.	96,9	79,2	79,2
- Gestion et interv. touristiques	86,0	58,9	58,9	n.d.	n.d.	n.d.
- Administration publique	n.a.	n.a.	n.a.	95,9	76,2	74,9
- Ensemble des secteurs en administration	93,0	73,7	71,1	95,5	81,1	79,3
- Ensemble des disciplines au Québec	90,9	68,6	55,9	91,9	76,7	66,7

Source : Marc Audet, *Qu'advient-il des diplômés des universités ? La promotion de 1995*, Service des analyses, Direction de l'enseignement et de la recherche universitaires, ministère de l'Éducation, Québec, 1998.

3. Les unités académiques et la recherche

3.1 Le corps professoral

À l'automne 1998, on dénombrait quelque 800 professeurs réguliers dans l'ensemble des facultés, écoles et départements du domaine de l'administration (tableau 3.1). Se situant généralement entre 45 et 50 ans, l'âge moyen de ces professeurs se compare à celui de l'ensemble des professeurs du réseau universitaire. Selon l'enquête sur le personnel enseignant (EPE) réalisée par la CREPUQ, l'âge moyen de l'ensemble des professeurs d'université au Québec, en 1997-1998, était effectivement de 48,5 ans⁸². Sur le plan de la formation, environ sept professeurs sur dix en administration détiennent un doctorat. En comparaison, toujours selon les données de l'EPE, 79,8 % des professeurs au Québec, toutes disciplines confondues, détiennent un tel diplôme.

Comme l'indiquent les données du tableau 3.1, la période 1992-1997 est marquée globalement par l'érosion du corps professoral. Cette période, comme on le sait, s'inscrit dans un contexte où les universités ont dû faire face à des compressions budgétaires sans précédent. Entre 1992 et 1997, le nombre total de professeurs réguliers en administration est passé de 879 à 806, soit une baisse de 8,3 %. Cette diminution est cependant équivalente à celle observée dans l'ensemble du système universitaire: pour la même période, la baisse y fut de 8 %. Les prévisions pour 2001 indiquent que le nombre de professeurs en administration devrait augmenter légèrement.

Au chapitre du ratio étudiants en équivalence temps complet (EETC) par professeur régulier, le domaine de l'administration se distingue nettement de l'ensemble des domaines universitaires (tableau 3.2). En 1998, comparativement à l'ensemble des secteurs, la charge professorale en administration est plus élevée de 45 % (ratio de 36,1 contre 24,8). Même s'il est élevé, le ratio EETC par professeur est resté, globalement, plutôt stable entre 1992 et 1998. Cette stabilité n'est évidemment pas sans lien avec le fait, comme on l'a vu au chapitre deux, que les clientèles au premier cycle ont connu une diminution relativement importante. Un certain « équilibre » s'est donc créé entre la baisse des effectifs professoraux et celle des clientèles étudiantes.

Au-delà des tendances globales, on remarque que l'évolution des ratios connaît des variations parfois marquées selon les établissements. Par exemple, à l'Université Bishop's, l'École des HEC, l'Université McGill, l'Université de Sherbrooke et la Télé-université le ratio en administration a augmenté d'au moins cinq points entre 1992 et 1998. En revanche, on observe la tendance inverse dans toutes les constituantes en région de l'Université du Québec. Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que le nombre d'EETC n'est, pour rendre compte de la tâche professorale, qu'une mesure partielle. Nous verrons dans la section 3.3 que la recherche y occupe également une place importante.

⁸² CREPUQ, *Caractéristiques et rémunération des professeurs de carrière des universités québécoises, Rapport de l'enquête sur le personnel enseignant, Année 1997-1998, 1999.*

Tableau 3.1
Corps professoral dans les unités académiques en administration

	1992	1997	1998	Δ 92-98	2001 ¹	Prof. en 1998	
						% doctorat	Age moyen
Bishop's - Dep. of Business Administration							
Postes autorisés	18	15	15	-3			
Professeurs réguliers	18	15	15	-3	17	40,0%	51,0
Cours donnés par chargés de cours ²	4	7	7	3			
Concordia - Faculté de commerce et d'adm.							
Postes autorisés	139	109	108	-31			
Professeurs réguliers	100	79	77	-23	85	87,0%	47,7
Cours donnés par chargés de cours	110	78	80	-30			
HEC							
Postes autorisés	179	179	179	0			
Professeurs réguliers	159	157	165	6	167	73,3%	47,0
Cours donnés par chargés de cours	n.d.	273	n.d.	n.d.			
Laval - Faculté des sc. de l'administration							
Postes autorisés	130	115	101	-29			
Professeurs réguliers	104	91	94	-10	94	92,6%	47,7
Cours donnés par chargés de cours	208	73	57	-151			
McGill - Faculty of Management							
Postes autorisés	66	60	71	5			
Professeurs réguliers	59	52	51	-8	50	80,4%	50,0
Cours donnés par chargés de cours	n.d.	53	51	n.d.			
UdeS - Faculté d'administration							
Postes autorisés	64	56	56	-8			
Professeurs réguliers	56	55	53	-3	59	56,6%	51,5
Cours donnés par chargés de cours	93	106	132	39			
UQAC - Dép. des sc. économiques et adm.							
Postes autorisés	36	40	40	4			
Professeurs réguliers	38	32	32	-6	33	31,3%	47,5
Cours donnés par chargés de cours	51	32	40	-11			
UQAH - Dép. des sc. adm. et Dép. des sc. compt.							
Postes autorisés	44	35	35	-9			
Professeurs réguliers	37	30	34	-3	33	29,4%	51 et 45 ³
Cours donnés par chargés de cours	28	39	40	12			
UQAM - Dép. des sc. adm. ⁴ et Dép. des sc. compt.							
Postes autorisés	168	173	173	5			
Professeurs réguliers	139	130	130	-9	129	75,4%	49,3
Cours donnés par chargés de cours ⁵	326	237	219	-107			
UQAR - Dép. d'économie et de gestion							
Postes autorisés	45	44	42	-3			
Professeurs réguliers	41	43	42	1	42	52,4%	47,2
Cours donnés par chargés de cours	71	23	33	-38			
UQAT - Unité d'enseignement et de recherche en sciences de la gestion							
Postes autorisés	22	17	17	-5			
Professeurs réguliers	18	16	17	-1	18	35,3%	44,5
Cours donnés par chargés de cours	35	30	32	-3			
UQTR - Dép. des sc. de la gestion et de l'éco. et Dép. des sc. comptables							
Postes autorisés	55	53	53	-2			
Professeurs réguliers	51	49	49	-2	51	65,3%	46 et 43 ⁶
Cours donnés par chargés de cours	95	65	69	-26			
ENAP - Direction de la recherche et de l'ens.							
Postes autorisés	51	41	39	-12			
Professeurs réguliers	50	38	38	-12	40	68,4%	51,0
Cours donnés par chargés de cours	40	37	26	-14			
TELUQ - Unité d'enseignement et de recherche travail, économie et gestion							
Postes autorisés	9	9	11	2			
Professeurs réguliers	9	9	11	2	12	81,8%	42
Cours donnés par chargés de cours	0	0	0	0			
ENSEMBLE							
Postes autorisés	1 026	946	940	-86			
Professeurs réguliers	879	796	808	-71	830	69,9%	
Cours donnés par chargés de cours ⁷	1061	727	735	-326			

Sources : établissements universitaires.

¹ Prévision en tenant compte des embauches prévues et des retraites confirmées.

² Nombre de cours de trois crédits donnés par les chargés de cours.

³ 51 ans pour le Dép. des sciences administratives et 45 ans pour le Dép. des sciences comptables.

⁴ Depuis l'automne 1998, le Département des sciences administratives a été scindé en 3 départements : Stratégie des affaires; Management et technologie; Organisation et ressources humaines.

⁵ Au Département des sc. adm., seuls les cours de premier cycle ont été recensés (n=270, 181, 150).

⁶ 46 ans pour le Dép. des sciences de la gestion et de l'économie et 43 ans pour le Dép. des sciences comptables.

⁷ Le total concernant les chargés de cours exclut l'Université McGill et l'École des HEC; leurs données ne sont pas disponibles.

Tableau 3.2

Ratio étudiants en équivalence temps complet (EETC)¹ par professeur régulier, secteur de l'administration et ensemble des secteurs universitaires, 1992 et 1998

	Secteur de l'administration ²		Ensemble des secteurs universitaires	
	1992	1998	1992	1998
Bishop's	14,8	23,1	21,1	24,5
Concordia	35,8	34,9	22,6	29,6
HEC	38,7	43,8	38,7	43,8
Laval	35,1	34,8	23,3	21,5
McGill ³	36,3	52,6	20,3	22,8
UdeS	38,5	44,5	27,0	26,9
UQAC	29,6	22,7	21,1	21,6
UQAH	34,9	26,4	26,0	24,5
UQAM	41,2	39,0	26,8	26,0
UQAR	28,2	16,3	21,1	17,4
UQAT	26,3	21,5	20,2	18,2
UQTR ⁴	31,4	22,4	22,0	25,1
ENAP	21,9	23,5	21,9	23,5
TELUQ	58,7	84,3	63,5	65,9
Total des 14 établissements⁵	35,3	36,1	23,7	24,8

Source : calculs effectués par la CUP à partir des données fournies par les établissements.

¹ Les EETC ont été pondérés selon le poids attribué par le MEQ aux études supérieures. Les EETC du deuxième cycle ont donc été multipliés par 2,1 et ceux du troisième cycle par 2,8.

² Incluant les sciences comptables.

³ Les données pour l'ensemble de l'établissement portent sur les années académiques 1991-92 et 1997-98.

⁴ Les données portent sur 1997 et non sur 1998. De plus, le nombre de professeurs pour l'ensemble de l'établissement porte sur l'année 1991.

⁵ Étant donné le très petit nombre d'EETC inscrits dans les programmes de la Téluc, le ratio moyen des 14 établissements n'est que très peu affecté par le ratio élevé à la Téluc.

3.1.1 Contribution des chargés de cours et des professeurs à contrat: quelques exemples

Le tableau 3.1 ci-dessus fournit quelques données permettant d'apprécier l'importance de la contribution des chargés de cours à l'enseignement en administration. Les chiffres figurant au tableau 3.1 portent sur le nombre de cours de trois crédits donnés par des chargés de cours en 1992, 1997 et 1998⁸³. En termes absolus, la contribution des chargés de cours a diminué de près de 31% entre 1992 et 1998, et ce, pour l'ensemble des établissements⁸⁴. Compte tenu de la diminution du nombre de professeurs, la diminution de la contribution des chargés de cours se chiffre, en termes relatifs, à 24%.

Or on sait que certains établissements ont recours à une autre catégorie d'enseignants qui ne sont ni des professeurs réguliers ni des chargés de cours. Ces enseignants sont, tout compte fait, des chargés d'enseignement à contrat. On notera que ce type d'enseignants se retrouve aussi dans d'autres domaines que l'administration, notamment en éducation⁸⁵. Le titre qui leur est réservé de même que leurs conditions d'embauche et de travail varient d'un établissement à l'autre. À l'Université Concordia, par exemple, ces chargés d'enseignement sont engagés soit pour deux ans (*Limited Term Appointment*, c.-à-d. Engagement à durée limitée) ou pour trois ans (*Extended Term Appointment*, c.-à-d. Engagement à durée prolongée). Dans d'autres établissements, ils sont

⁸³ Les données concernant l'École des HEC et l'Université McGill ne sont pas disponibles pour ces trois années.

⁸⁴ Tableau 3.1, deux dernières lignes; excluant l'École des HEC et l'Université McGill.

⁸⁵ Voir le dixième rapport de la CUP: *Les programmes en éducation dans les universités québécoises*, avril 1999, pp. 117 et 121.

appelés « chargés de cours à temps complet », « professeurs suppléants » ou « professeurs invités ». Le tableau 3.3 ci-dessous présente, en nombre absolu de cours de 3 crédits, la contribution des chargés de cours « traditionnels » et de ces chargés d'enseignement. Seuls les établissements où cette distinction est effective, ou les établissements qui ont pu fournir les données pertinentes, figurent au tableau 3.3. Mentionnons en passant que 273 charges de cours étaient données à l'École des HEC en 1997; c'est malheureusement la seule donnée disponible pour cet établissement.

Tableau 3.3 ¹

Nombre de cours de 3 crédits donnés par des chargés de cours ou des enseignants à contrat dans quelques unités académiques du domaine de l'administration, automne 1992 et 1998

	Chargés de cours		Enseign. à contrat		Total	
	1992	1998	1992	1998	1992	1998
Concordia, Fac. de commerce et d'administration	110	80	133	96	243	176
Laval, Fac. des sciences de l'administration	208	57	237	91	445	148
McGill, Fac. de management	n.d.	51	10	80	n.d.	131
Sherbrooke, Fac. d'administration	93	132	5	4	98	136
UQAR, Dép. d'économie et de gestion	71	33	3	0	74	33
UQTR, Dép. des sciences comptables	10	16	3	0	13	16
MOYENNE ²	98	62	65	45	175	107

Source : établissements universitaires.

¹ Seuls figurent au tableau les établissements où la distinction entre les deux types d'enseignants s'appliquent ou ceux qui ont pu fournir les données pertinentes.

² Excluant la contribution des chargés de cours de McGill en 1992.

Entre 1992 et 1998, le nombre de cours de 3 crédits donnés par des *chargés de cours* a diminué partout sauf à l'Université de Sherbrooke et à l'UQTR (Département des sciences comptables), le cas de l'Université McGill restant indéterminé. À l'Université Laval, la diminution a été particulièrement importante, passant de 208 à 57 cours.

En ce qui concerne la contribution des *enseignants à contrat* en 1992, on constate qu'elle se limitait pratiquement à deux établissements, où elle était particulièrement significative: les universités Concordia et Laval. Dans ces deux établissements, la contribution des enseignants à contrat était même plus importante, en nombre de cours de 3 crédits, que celle des chargés de cours. Cette situation persiste en 1998, malgré une diminution globale de la contribution des deux groupes. Cette diminution étant beaucoup plus marquée à l'Université Laval — et le niveau de 1992 étant presque le double de celui de l'Université Concordia — on peut croire qu'elle n'est pas sans lien avec le fait que la Faculté des sciences de l'administration de l'établissement a reçu l'agrément de l'American Association of Collegiate Schools of Business (AACSB) en 1995. L'Université Concordia, pour sa part, a reçu l'agrément de l'AACSB en 1997. L'un des critères d'agrément de cette association concerne en effet la proportion de cours donnés par des professeurs réguliers.

Quant à l'Université McGill, elle était en 1998 le troisième établissement où la contribution des enseignants à contrat était plus importante que celle des chargés de cours (80 contre 51). Entre 1992 et 1998, le nombre de cours de 3 crédits donnés par des enseignants à contrat est passé, toujours à la Faculté de management de l'Université McGill, de 10 à 80, de loin la plus forte augmentation de la période, toutes catégories confondues.

Le tableau 3.4 présente, en termes relatifs au corps professoral régulier, la contribution de ces mêmes chargés de cours et enseignants à contrat. La mesure retenue pour exprimer cette contribution relative est un indice comparatif, calculé de la façon suivante: pour chaque établissement, on divise 1) le nombre de cours donnés par des chargés de cours ou des enseignants à contrat par 2) le nombre de professeurs réguliers en poste. Un indice dont la valeur est l'unité (1,00) signifie que le nombre de cours donnés par un groupe d'enseignants précis est égal au nombre de professeurs réguliers. Plus l'indice est élevé, plus la contribution des chargés de cours ou des enseignants à contrat dans un établissement donné est importante relativement aux autres établissements.

Tableau 3.4 ¹

Indice comparatif ² de la contribution des chargés de cours et des enseignants à contrat dans quelques unités académiques du domaine de l'administration, automne 1992 et 1998

	Chargés de cours		Enseign. à contrat		Total	
	1992	1998	1992	1998	1992	1998
Concordia, Fac. de commerce et d'administration	1,10	1,04	1,33	1,23	2,43	2,27
Laval, Fac. des sciences de l'administration	2,00	0,61	2,28	0,97	4,28	1,57
McGill, Fac. de management	n.d.	1,00	0,17	1,57	n.d.	2,57
Sherbrooke, Fac. d'administration	1,66	2,49	0,09	0,08	1,75	2,57
UQAR, Dép. d'économie et de gestion	1,73	0,79	0,07	0,00	1,80	0,79
UQTR, Dép. des sciences comptables	0,91	1,33	0,27	0,00	1,18	1,33
MOYENNE PONDÉRÉE ³	1,58	1,12	1,05	0,82	2,80	1,83

Source : établissements universitaires; calcul effectué à partir des données des tableaux 3.1 et 3.3.

¹ Seuls figurent au tableau les établissements où la distinction entre les deux types d'enseignants s'appliquent ou ceux qui ont pu fournir les données pertinentes.

² L'indice comparatif est calculé de la façon suivante: nombre de cours de trois crédits donnés par des chargés de cours ou des enseignants à contrat divisé par le nombre de professeurs réguliers. Plus l'indice est élevé, plus la contribution des chargés de cours ou des enseignants à contrat dans un établissement donné est importante relativement aux autres établissements.

³ Excluant la contribution des chargés de cours de McGill en 1992.

L'indice comparatif tient compte de la diminution du nombre de professeurs ayant affecté, de manière variable, la très grande majorité des unités académiques du domaine de l'administration entre 1992 et 1998. On constatera, par exemple, qu'à l'Université Concordia l'indice total est demeuré stable — passant de 2,43 à 2,27 — durant cette période malgré une diminution de près de 28% du nombre de cours de 3 crédits donnés par les chargés de cours et enseignants à contrat (tableau 3.3, diminution de 243 à 176). Cela s'explique par le fait que le nombre de professeurs réguliers de la Faculté de commerce et d'administration a diminué de 23% durant cette même période. Enfin, c'est à l'Université Laval que s'est produit le changement le plus important:

l'indice a chuté de 4,28 à 1,57 entre 1992 et 1998. Exception faite de l'Université McGill en 1992, année pour laquelle toutes les données n'étaient pas disponibles, l'indice relatif à la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval était de loin le plus élevé en 1992; en 1998, il est le plus bas des quatre universités les plus fréquentées figurant aux tableaux 3.3 et 3.4. Mentionnons que l'indice s'appliquant à l'École des HEC en 1997 était de 1,74 (c.-à-d. 273 charges de cours pour 157 professeurs réguliers en poste).

3.2 Exemples de rationalisation sur le plan des activités académiques

On a vu que des efforts importants de rationalisation ont été consentis par les universités à l'égard de leurs ressources professorales. Les activités académiques des unités et, dans certains cas, leur organisation ont également fait l'objet de mesures de rationalisation. En voici quelques exemples.

À l'**Université Concordia**, la révision complète des programmes de premier cycle entreprise au cours des dernières années a entraîné la disparition de nombreux programmes. Les programmes qui ne comptaient que très peu d'inscriptions ont été éliminés afin de concentrer les ressources humaines et financières dans les secteurs les plus importants de la Faculté de commerce et d'administration. Le programme de baccalauréat en commerce avec majeure en statistique, en recherche opérationnelle, en production, en relations industrielles, de même que les mineures en gestion de personnel, en droit des affaires, en transport, en statistique, en recherche opérationnelle et en production, ainsi que le certificat et la mineure en recherche de marketing ont été complètement éliminés en 1997. La Faculté a également examiné les différents services offerts afin d'identifier les duplications possibles. Les dédoublements ont été éliminés et une réallocation stratégique du personnel de soutien et des enseignants a suivi. Pendant plusieurs années, la faculté de commerce et d'administration a opéré sur deux campus; Loyola (dans l'ouest de la ville) et Sir George Williams (centre-ville). Afin de rationaliser les ressources et d'éviter les duplications, les professeurs ont tous été regroupés sur le même campus, ce qui a eu pour effet de supprimer plusieurs postes de soutien. D'autre part, quelques groupes-cours ont vu leur taille passer de 50 à 100 étudiants par section. Il faut noter que la faculté a décidé de ne pas augmenter la taille de tous ces groupes mais bien de conserver des groupes de 30 étudiants pour certains cours et des groupes de plus grandes tailles ne dépassant jamais 100 étudiants.

À l'**École des HEC**, une position de principe a eu pour effet que, dans plusieurs champs, une politique de complémentarité des programmes a été établie. Par exemple, depuis déjà plus de 20 ans, l'École coopère avec les universités McGill, Concordia et l'UQAM afin d'offrir un Ph.D. conjoint. Bien que l'École soit l'établissement qui compte le plus grand nombre d'étudiants inscrits à ce programme, son appartenance à ce dernier n'a jamais été remise en question. Elle estime, au contraire, qu'au niveau du doctorat, la formule conjointe est la plus bénéfique aux étudiants. Aussi, l'École offre-t-elle, de concert avec la Faculté de droit de l'Université de Montréal, une maîtrise dans le domaine de la fiscalité. Bien que l'École des HEC eût pu offrir une telle maîtrise sans le concours de la Faculté de droit, elle croit qu'une formation et une diplomation conjointes est un actif important pour les étudiants qui s'y inscrivent. Autre exemple: depuis déjà dix ans, l'École travaille de concert avec l'Université McGill afin que les étudiants inscrits au B.A.A. ou au baccalauréat en commerce de ce dernier établissement puissent, s'ils le désirent, recevoir une partie de leur formation dans une autre langue. Finalement, l'École des HEC a, à plusieurs reprises, décidé de ne pas ou de ne plus offrir de formation dans un domaine

dans lequel elle n'avait pas d'expertise distincte. Tel est le cas de l'administration publique ou de la gestion de projets⁸⁶.

La Faculté des sciences de l'administration de l'**Université Laval** a procédé à l'introduction massive des technologies de l'information dans le programme de Baccalauréat en administration des affaires (BAA) en 1999, appelé le programme Ulysse, permettant d'améliorer de façon significative la communication entre les étudiants et avec l'équipe pédagogique et d'offrir ainsi un meilleur encadrement aux étudiants, sans augmenter la taille des équipes de formateurs. Dans le cadre d'Ulysse, une transformation de la pédagogie et une modulation de la taille des groupes en fonction de la pédagogie employée ont été réalisées. Un étudiant peut donc se retrouver, pour un même cours, dans une classe aménagée pour accueillir 100 ou 200 personnes à certaines périodes de la semaine et dans un groupe de 25 personnes à d'autres moments. Cela permet une meilleure utilisation des ressources de formation des départements (professeurs, chargés de cours, responsables de formation pratique et auxiliaires d'enseignement). Une politique rigoureuse de rationalisation a été mise en place. Tous les groupes-cours de premier cycle comptant moins de 10 étudiants sont fermés à moins d'un avis contraire justifié de la direction de la Faculté. Les charges de travail des professeurs indiquent systématiquement que si un cours ne se donne pas, un autre cours sera substitué à sa place, laissant ainsi au directeur de département une plus grande marge de manœuvre dans l'allocation des ressources.

La Faculté a procédé à une révision en profondeur de ses programmes de deuxième cycle, regroupant sous un seul programme, une seule direction et un seul comité de programme, 11 cheminements sectoriels et disciplinaires du MBA. Deux de ces cheminements sont offerts de concert avec d'autres facultés, soit le MBA en gestion de l'agro-alimentaire avec la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, et le MBA en gestion pharmaceutique, avec la Faculté de pharmacie, rendant ainsi possible le partage des compétences entre facultés. Une réforme du programme de doctorat a permis d'assouplir les structures et les règles de fonctionnement pour faciliter une collaboration accrue et une participation plus active de professeurs provenant d'autres institutions. Ceci permet d'élargir le bassin de compétences à la Faculté. Les cours offerts au deuxième cycle sont également offerts aux étudiants de troisième cycle, avec des aménagements propres à ces étudiants, afin d'élargir l'offre de cours dont ils peuvent bénéficier, sans encourir le coût de l'ajout de cours pour de petits effectifs.

À la Faculté d'administration de l'**Université de Sherbrooke**, l'offre de cours des certificats et du baccalauréat a fait l'objet d'une rationalisation. Un meilleur agencement de l'offre de cours a permis une combinaison des deux types de programmes et a généré des économies appréciables. De plus, dans le cadre de la formation à distance, la chute des clientèles au certificat en administration a entraîné la fermeture du programme. Au deuxième cycle, plusieurs mesures ont contribué à rencontrer les budgets prévus, dont la consolidation des programmes, la présence d'un nombre minimum d'étudiants par groupe-cours et le jumelage de certains cours. Par ailleurs, l'Université étudie présentement la possibilité de regrouper, sous un même toit, le Département d'économie et la Faculté d'administration.

⁸⁶ Exception faite du D.E.S.S. en montage et gestion de projets d'aménagement, offert conjointement par l'École des HEC, l'École Polytechnique et la Faculté d'aménagement de l'Université de Montréal.

À l'École des sciences de la gestion de l'**UQAM**, il y a eu généralisation et systématisation de l'offre de cours communs à plusieurs programmes, les certificats spécialisés reprenant souvent les cours de concentration des programmes de baccalauréat. L'École a procédé à une harmonisation serrée de l'offre de cours de manière à respecter une moyenne-cible plus élevée et à continuer d'offrir un choix de cours relativement diversifié. Elle a également travaillé à donner plus de souplesse aux programmes et à créer des ponts interdisciplinaires entre ceux-ci. Par exemple, le baccalauréat en économie a procédé à l'ouverture de nouvelles concentrations en « économie et finance » ou en « économie internationale », reprenant ainsi des cours offerts tant dans les concentrations du baccalauréat en administration que dans les certificats en analyse financière ou en commerce international. Aussi, en plus de travailler actuellement à une rationalisation de la banque de cours, l'École a ouvert plusieurs cours aux étudiants des autres facultés ou secteurs et aux étudiants libres. Ce décloisonnement a permis de combler des cours de base dont la survie était problématique et a satisfait aux besoins de nouvelles clientèles tout en respectant les exigences en terme de préalables.

Au Département d'économie et de gestion de l'**UQAR**, des efforts de rationalisation sont consentis depuis quelques années afin de réduire le nombre d'activités d'enseignement, ce qui a pour effet d'augmenter la taille des groupes. Au premier cycle pour la période de 1994-95 à 1998-99, la moyenne globale d'étudiants/cours sur le campus de Rimouski est passée de 33,0 à 35,1. En ce qui concerne l'offre des activités d'enseignement, de nouvelles formules pédagogiques sont utilisées, telle la vidéoconférence et le multi-site, ce qui permet de réunir des groupes pour créer une seule activité et ainsi réduire les frais de déplacement et de séjour.

Une des premières actions de rationalisation effectuée par l'Unité d'enseignement et de recherche (UER) en sciences de la gestion de l'**UQAT** fut la révision du baccalauréat en administration. Cet exercice donna pour résultat la refonte complète du programme et une harmonisation de celui-ci avec le baccalauréat en sciences comptables. Ainsi, la première année de formation de ces deux baccalauréats est désormais identique. Cette opération assure un nombre suffisant d'étudiants en première année pour soutenir les groupes distincts et de taille réduite en troisième année de formation. L'augmentation de la taille des groupes d'étudiants à temps complet fait également partie des nouveaux modes de gestion que l'UER s'impose. Le certificat en sciences de l'administration a connu le même type d'harmonisation et devient à son tour porteur des formations de premier cycle. D'autre part, pour assurer la formation aux clientèles dispersées sur son territoire, l'UER se tourne de plus en plus vers le télé-enseignement. Ces modifications dans la gestion de la formation ont entraîné des changements structurels substantiels. Deux entités distinctes veillaient au bon fonctionnement des programmes: le module en sciences comptables et le module en sciences de l'administration. Chacune bénéficiait d'une direction selon le champ disciplinaire. En 1996, ces deux instances ont été fusionnées. Une seule direction assume maintenant l'organisation de l'ensemble des activités modulaires.

À l'**UQTR**, le Département des sciences de la gestion et de l'économie et le Département des sciences comptables ont procédé à une rationalisation de l'offre des cours optionnels pour leurs programmes de baccalauréat. Il y a eu une réduction de la banque de cours et certains cours obligatoires sont offerts une seule fois par année. Les départements ont également procédé à une augmentation du nombre d'étudiants par groupe. Une réforme majeure du programme de B.A.A. sera implanté à l'automne 2000. La vidéoconférence et l'Internet sont d'ores et déjà utilisés pour le télé-enseignement dans les programmes de Maîtrise en gestion de projet et de Doctorat en administration, et on prévoit étendre cette expérience à d'autres programmes. Des mesures similaires ont également été prises à la Faculté de management de l'Université McGill et au Département des sciences économiques et administratives de l'UQAC.

En 1996, l'**ENAP** a entrepris une révision en profondeur de ses programmes d'études. L'objectif de cette refonte était double: il s'agissait, d'une part, d'assurer un arrimage étroit entre les divers types de programmes (programme court, diplôme, maîtrise) afin de faciliter la progression constante des étudiants d'un programme à l'autre, et d'autre part, de ramener le programme de maîtrise de 60 à 45 crédits et les programmes de diplôme de 45 à 24 crédits. Cette opération a permis d'établir une très grande flexibilité sur le plan de la gestion des programmes et d'éliminer les dédoublements de plusieurs activités et, dans plusieurs cas, de rehausser la moyenne étudiants/cours. L'École compte également utiliser les possibilités qu'offrent les nouvelles technologies de l'information afin de rationaliser son offre de cours. À cet égard, elle s'est dotée de salles de vidéoconférence à Québec et à Montréal. À l'heure actuelle, tous les cours de doctorat se donnent en partie sous cette forme. À compter de l'an prochain, cette grille de cours à distance sera élargie aux activités des programmes de maîtrise et de diplôme qui comportent des moyennes faibles d'étudiants par cours. L'ENAP a de plus commencé à utiliser le potentiel d'enseignement à distance qu'offre l'Internet. Sur le plan de la concertation, l'ENAP collabore de près avec plusieurs établissements du réseau de l'Université du Québec. Par exemple, depuis plus de quinze ans, elle participe, de concert avec l'UQAM et l'INRS, au programme de maîtrise en analyse et gestion urbaines. Au-delà de la mise au point de programmes conjoints avec d'autres établissements universitaires, l'École a rationalisé son offre d'activités en concluant des accords de partenariat avec des organismes publics pour la formation de leurs employés.

En raison de l'importance de l'investissement financier et économique que représente le développement d'un cours à distance et, à plus forte raison, l'ouverture d'un programme, la **Télé-université** consacre beaucoup d'énergie à évaluer la pertinence des projets de programmes et à estimer la taille de la clientèle. L'horizon d'amortissement des investissements est une variable prise en compte dans la décision de développer un programme. Dans les programmes en administration, le délai moyen de rentabilité d'un cours est d'environ trois ans. L'UER « travail, économie et gestion » de la Télé-université procède régulièrement à l'évaluation de la pertinence et de la qualité de ses activités d'enseignement ainsi qu'à leur adaptation et mise à jour. Outre ses effets sur la qualité de la formation, ce type d'intervention a pour conséquence d'allonger la durée de vie d'un cours. Les programmes de certificat et de baccalauréat en administration puisent à une banque de cours unique. Il n'y a pas de différence, par exemple, entre les cours de base en économique et en comptabilité du programme de baccalauréat et ceux du programme de certificat. Tous les cours des programmes de certificat ont été développés en vue de faire partie du programme de baccalauréat en administration ou de pouvoir y être reconnus. Cependant, des cours peuvent être adaptés lorsqu'ils sont intégrés à des certificats spécialisés (exemple: planification financière).

3.3 La recherche

3.3.1 Financement et mesures de la production

Les tableaux 3.5 et 3.6 présentent des données portant respectivement sur le financement de la recherche et sur le volume des publications des professeurs affiliés aux différentes unités du domaine de l'administration

Pour l'ensemble du domaine, le financement annuel moyen par professeur régulier s'élève à près de 19 000 dollars (tableau 3.5). À titre de comparaison, notons que dans les secteurs de l'éducation et des études littéraires, le montant s'élève à un peu plus de 15 000 dollars alors qu'en sciences sociales il se situe aux alentours de 25 000 dollars⁸⁷. On constate donc que la situation globale du financement de la recherche en administration est similaire à celles des secteurs des sciences sociales, de l'éducation et des études littéraires. Cela dit, on doit aussi remarquer que les écarts d'un établissement à l'autre sont considérables, et sur le plan des sommes totales et sur celui de leur provenance (subventions d'organismes reconnus ou autres, contrats).

Concernant le volume des publications (tableau 3.6), on notera que les écarts d'un établissement à l'autre sont tout aussi importants qu'en ce qui concerne le financement de la recherche. Ces écarts s'appliquent aussi bien au volume des publications qu'à leur type (articles dans les revues avec ou sans comité de lecture, communications publiées, rapports de recherche et rapports techniques, etc.). Au total, pour l'ensemble des unités en administration, on doit retenir que, malgré la lourdeur de la tâche d'enseignement et d'encadrement, et du peu de moyens financiers dont dispose la majorité des professeurs, environ 400 livres et 1300 articles dans des revues avec comité de lecture (RAC) ont été publiés de 1995 à 1998.

⁸⁷ Commission des universités sur les programmes, Rapport n° 8, chapitre 4 et Rapport n° 10, chapitre 5.

Tableau 3.5
Financement de la recherche et montant annuel moyen par professeur régulier, unités académiques en administration

	Subventions (en k\$)				Contrats (en K\$)				Montant annuel moyen par prof. régulier (1998)				Nb prof. 1998
	Organismes reconnus ¹		Autres organismes						Organismes reconnus	Autres organismes	Contrats	Total par prof.	
	Σ95-98	Moy./an	Σ95-98	Moy./an	Σ95-98	Moy./an	Σ95-98	Moy./an					
Bishop's - Dep. of Business Administration	4	1	32	11	104	35	140	47	84 \$	711 \$	2 316 \$	3 111 \$	15
Répartition	2,7%		22,9%		74,4%		100,0%						
Concordia - Fac. de commerce et d'administration	1 468	489	425	142	27	9	1 921	640	6 356 \$	1 842 \$	118 \$	8 316 \$	77
Répartition	76,4%		22,1%		1,4%		100,0%						
HEC	4 080	1 360	7 217	2 406	1 201	400	12 497	4 166	8 242 \$	14 579 \$	2 426 \$	25 247 \$	165
Répartition	32,6%		57,7%		9,6%		100,0%						
Laval - Fac. des sc. de l'administration	2 430	810	197	66	960	320	3 587	1 196	8 618 \$	699 \$	3 405 \$	12 721 \$	94
Répartition	67,7%		5,5%		26,8%		100,0%						
McGill - Fac. of Management	2 527	842	346	115	375	125	3 248	1 083	16 516 \$	2 258 \$	2 451 \$	21 225 \$	51
Répartition	77,8%		10,6%		11,5%		100,0%						
UdeS - Fac. d'administration	185	62	2 316	772	91	30	2 592	864	1 160 \$	14 569 \$	575 \$	16 304 \$	53
Répartition	7,1%		89,4%		3,5%		100,0%						
UQAC - Dép. des sc. économiques et adm.	31	10	5 506	1 835	57	19	5 594	1 865	321 \$	57 356 \$	598 \$	58 276 \$ ³	32
Répartition	0,6%		98,4%		1,0%		100,0%						
UQAH - Dép. des sc. adm. et Dép. des sc. compt.	65	22	86	29	96	32	247	82	641 \$	845 \$	938 \$	2 424 \$	34
Répartition	26,5%		34,9%		38,7%		100,0%						
UQAM - Dép. des sc. adm.2 et Dép. des sc. compt.	3 228	1 076	4 688	1 563	85	28	8 001	2 667	8 278 \$	12 019 \$	217 \$	20 515 \$	130
Répartition	40,4%		58,6%		1,1%		100,0%						
UQAR - Dép. d'économie et gestion	120	40	8	3	612	204	740	247	955 \$	63 \$	4 854 \$	5 873 \$	42
Répartition	16,3%		1,1%		82,7%		100,0%						
UQAT - Unité d'enseignement et de recherche en sciences de la gestion	10	3	39	13	49	16	98	33	195 \$	764 \$	959 \$	1 918 \$	17
Répartition	10,2%		39,8%		50,0%		100,0%						
UQTR - Dép. des sc. de la gestion et de l'économie et Dép. des sciences comptables	1 184	395	905	302	371	124	2 461	820	8 054 \$	6 160 \$	2 527 \$	16 741 \$	49
Répartition	48,1%		36,8%		15,1%		100,0%						
ENAP - Direction de la recherche et de l'ens.	2 075	692	115	38	1 711	570	3 901	1 300	18 204 \$	1 005 \$	15 007 \$	34 217 \$	38
Répartition	53,2%		2,9%		43,9%		100,0%						
TELUQ - Unité d'enseignement et de recherche travail, économie et gestion	549	183					549	183	16 622 \$	0 \$	0 \$	16 622 \$	11
Répartition	100,0%		0,0%		0,0%		100,0%						
Ensemble	17 956	5 985	21 880	7 293	5 739	1 913	45 575	15 192	7 408 \$	9 026 \$	2 368 \$	18 802 \$	808
Répartition	39,4%		48,0%		12,6%		100,0%						

Sources : établissements universitaires.

¹ Organismes reconnus selon le Système d'information sur la recherche universitaire (SIRU).

² Depuis l'automne 1998, le Dép. des sc. administratives a été scindé en 3 départements : Stratégie des affaires; Management et technologie; Organisation et ressources humaines. Il est important de noter que les données sur les contrats se limitent au Départements des sciences comptables. Ces données pour le Département des sciences administratives ne sont pas disponibles.

³ La somme de 58 276 \$ inclut une subvention de fonctionnement versée au Centre québécois de recherche sur l'aluminium.

Tableau
Publications dans les unités académiques dispensant des enseignements en ¹

	Article dans « Rac » ²	Article hors « Rac »	Chapitres de	Livres	Comm. publiées	Confé- rences sur invit.	Rapport de rech. ou rech.	Nb de prof. en 1998
Bishop's - <i>Dep. of Business Administration</i>	16	1	7	1	1	13	2	15
Concordia - Faculté de commerce et d'adm. ³	246	8	32	49	168	38	20	77
HEC	309	80	117	83	132	831	435	165
Laval - Faculté des sciences de l'administration ⁴	170	38	76	19	187	237	58	94
McGill - <i>Faculty of Management</i> ⁵	160	9	65	22	56	n.d.	33	51
UdeS - Faculté d'administration	40	9	15	47	127	57	57	53
UQAC - Dép. des sc. économiques et adm.	12	11	24	8	6	43	12	32
UQAH - Dép. des sc. adm. et Dép. des sc. compt.	23	22	8	8	24	27	12	34
UQAM - Dép. des sc. adm. ⁶ et Dép. des sc. compt.	146	35 ⁷	111	44	179	16 ⁷	40	130
UQAR - Dép. d'économie et de gestion	7	30	1	7	26	55	74	42
UQAT - Unité d'enseignement et de recherche en sciences de la gestion	10	8	3	3	9	20	8	17
UQTR - Dép. des sc. de la gestion et de l'économie et dép. des sc. comptables	117	60	54	64	176	122	154	49
ENAP - Direction de la recherche et de l'ens.	61	187	93	27	51 ⁸		58	38
TELUQ - Unité d'enseignement et de recherche travail, économie et gestion	16	6	12	11	17	24	6	11
ENSEMBLE	1 333	504	618	393	1 159	1 483	969	808

Source : établissements universitaires.

¹ L'inventaire couvre les années académiques suivantes : 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998.

² Revue avec comité de lecture.

³ L'inventaire couvre les années académiques suivantes : 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997.

⁴ L'inventaire couvre seulement les années académiques 1995-1996 et 1996-1997.

⁵ L'inventaire couvre les années civiles suivantes : 1995, 1996, 1997.

⁶ Depuis l'automne 1998, le Dép. des sc. administratives a été scindé en 3 départements: Stratégie des affaires, Management et technologie, Organisation et ressources humaines.

⁷ Les données concernant exclusivement le Département des sc. comptables. Les données pour le Département des sc. administratives ne sont pas disponibles.

⁸ Incluant les conférences sur invitation.

3.3.2 Particularités institutionnelles

Cette section dessine un bref portrait qualitatif de l'ensemble du domaine de l'administration et illustre certaines particularités des établissements sur le plan de la recherche. Comme on peut le constater au tableau 3.7, ce secteur compte un nombre important de chaires, centres ou groupes de recherche.

Université Bishop's

Sur le plan de la recherche, le Département *of Business Administration* de l'Université Bishop's entretient et développe sans cesse des liens avec d'autres départements et établissements. Plusieurs raisons expliquent cette situation: l'offre de programmes, limitée au niveau du baccalauréat; la taille réduite du corps professoral; la diversité des intérêts académiques et/ou professionnels; la charge d'enseignement par professeur (3 cours par session). Par ailleurs, le Département a adopté une politique d'embauche visant à favoriser tout candidat ayant un profil académique plutôt que professionnel. Les principaux champs de recherche du Département sont les suivants: attribution des ressources; microstructures des marchés des actions; réseaux de transport; système intelligent d'enseignement; comportement des réseau d'entreprises et capital social; attitudes au travail; représentations culturelles; minorités visibles et groupes ethniques dans la publicité canadienne.

Université Concordia

La Faculté de commerce et d'administration de l'Université Concordia est très active dans différents champs de recherche: comptabilité; sciences de la décision et systèmes intégrés de gestion; marketing; finance; gestion des affaires. La recherche en comptabilité se concentre sur le rôle de l'information comptable dans la prise de décision. Plusieurs aspects sont abordés par les chercheurs, dont le développement de normes comptables et d'information qui peuvent satisfaire à la fois les besoins des gestionnaires et des investisseurs. En sciences de la décision et des systèmes intégrés de gestion, les chercheurs sont engagés à fond dans la recherche sur la gestion de la qualité totale. Parmi les sujets abordés, mentionnons: le développement de modèles pratiques pour des systèmes de gestion des stocks et de réapprovisionnement; la planification de la production; l'interface entre la commercialisation et la production. En marketing, les activités de recherche sont également multiples. Le comportement du consommateur, la modélisation informatique, le marketing des produits, des services et des nouveaux produits, le marketing international, le macromarketing et l'éthique du marketing sont les principaux thèmes de recherche.

En finance, de nombreux professeurs font de la consultation auprès de banques, de grandes sociétés et d'associations, de même qu'auprès des administrations fédérale et provinciales. Les projets réalisés par les professeurs portent notamment sur la vérification des modèles d'établissement du prix des actifs, la microstructure des marchés de valeurs mobilières, la solvabilité des banques canadiennes et des sociétés d'assurance, la couverture des risques immobiliers et le financement des nouvelles technologies. Enfin, en gestion des ressources humaines, plusieurs questions sont abordées, dont la socialisation des employés, le recrutement, la sélection, la formation et le développement, la conception des tâches et l'évaluation de la performance.

Tableau 3.7
Chaires, centres ou groupes de recherche en administration

Université Bishop's	- Centre de recherche sur les transports (CRT), avec UdeM
Université Concordia	- Centre de recherche sur les transports (CRT), avec UdeM - Groupe de recherche: <i>Asset Pricing Models: Theory, Empirical Tests and Applications</i>, avec HEC - Groupe de recherche: La compétitivité globale des PME face à la mondialisation des marchés, avec UQTR - Groupe de recherche: L'impact de la variable sexe dans l'évolution des entreprises familiales, avec HEC et UQAM - Groupe de recherche: <i>Financial Stakeholders, Corporate Governance and Global Competitiveness</i>, avec UQAM - Groupe de recherche: <i>Influences on transfer of training in field settings. The role of organizational and training activities</i>, avec UdeM
HEC	- Chaire d'entrepreneurship Maclean Hunter - Chaire de commerce Omer DeSerres - Chaire de gestion des arts - Chaire de gestion des risques - Chaire de développement et de relèvement de la PME - Centre de recherche sur les transports (CRT), avec UdeM - Centre d'études des processus d'affaires - Centre d'études en administration internationale (CETAI) - Centre d'études en transformation des organisations - Centre d'études sur les nouvelles technologies et les organisations (CENTOR) - Centre de gestion des coopératives - Groupe d'études et de recherche en analyse des décisions (GERAD), avec Polytechnique, McGill et UQAM - Groupe d'études et de recherche sur le management et l'écologie (GERME) - Groupe d'études sur le stress, avec l'UdeM - Groupe de développement de la méthode des cas - Groupe de recherche en finance (GRÉFI), avec UQAM - Groupe de recherche en systèmes d'information (GReSI) - Groupe de recherche en gestion des ressources humaines - Groupe de recherche sur l'intégration et l'environnement de la chaîne d'approvisionnement - Groupe de recherche sur la performance et l'innovation des organisations (PIVOT), avec ENAP, UQAM et Polytechnique - Groupe de recherche sur les entreprises familiales (GREF) - Groupe de recherche sur les pratiques de leadership en gestion - Groupe Femmes, Gestion et Entreprises - Groupe humanisme et gestion
Université Laval	- Chaire Industrielle-Alliance en assurance et en gestion des risques - Chaire Famille Louis-Boivin en gestion pharmaceutique - Chaire Investors en planification financière personnelle - Centre de recherche sur les technologies de l'organisation réseau (CENTOR) - Centre de recherche en économie et finance appliquée (CREFA) - Centre de recherche sur l'aide à l'évaluation et à la décision dans les organisations - Laboratoire de recherche et développement en administration des affaires - Groupe de recherche sur la PME et l'entrepreneuriat

Suite du tableau à la page suivante.

Tableau 3.7 (suite)

Université McGill	- Bank of Montreal Chair in Banking and Finance - Bronfman Chairs in Management - John E. Cleghorn Chair in Management Studies - REPAP Chair in Economics - IMASCO Chair in Management Information Systems in Honour of Paul Paré - Paul Desmarais Chair in Investments - Finance Research Centre - Management Science Research Centre - Centre for Knowledge and Research in Marketing (KARMA) - Centre for Strategy Studies in Organizations - Business and Management Research Centre - The Dobson Centre for Entrepreneurial Studies - Groupe d'études et de recherche en analyse des décisions (GERAD), avec HEC, UQAM et Polytechnique
Université de Sherbrooke	- Chaire McConnell en développement local - Institut d'entrepreneuriat - Institut de recherche et d'enseignement en fiscalité - Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives - Institut pour la prévention et la gestion des sinistres et des crises (IPGSC) - Groupe de recherche et d'enseignement en gestion bancaire (GREGB) - Groupe de recherche sur l'influence commerciale (GRIC) - Groupe de recherche sur les médias
UQAC	- Groupe de recherche en informatique - Observatoire socio-économique des territoires du Québec - Équipe de recherche sur l'entrepreneuriat, l'entreprise et l'essaimage
UQAH	- Regroupements en management public, gestion de projet et gestion internationale
UQAM	- Chaire Bombardier en stratégie - Chaire Philippe-Pariseau en agroalimentaire - Chaire UQAM-SITIQ en immobilier - Chaire John Labatt en marketing - Chaire Hydro-Québec en gestion de la technologie - Chaire d'études socio-économiques - Chaire en tourisme - Centre de recherche en gestion - Centre international de formation et de recherche en tourisme (CIFORT) - Centre de recherche sur les transports (CRT), avec UdeM - Groupe de recherche en finance (GRÉFI), avec HEC - Groupe de recherche sur la performance et l'innovation des organisations (PIVOT), avec ENAP, HEC et Polytechnique - Groupe de recherche sur les conditions de vie au travail - Groupe de rech. sur l'analyse différenciée selon le sexe de la pratique de la négociation collective - Groupe interdisciplinaire de recherche sur l'autoformation au travail (GIRAT) - Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats - Groupe de recherche interdisciplinaire en santé (GRIS)
UQAR	- Collaborations internationales diverses: Laboratoire halieutique de l'École Nationale Supérieure d'Agronomie de Rennes; Centre de Droit et d'Économie Maritime de l'Université de Bretagne Occidentale; Groupe Littermer de l'Université de Nantes
UQAT	- Chaire Desjardins en développement des petites collectivités

Suite du tableau à la page suivante.

Tableau 3.7 (suite)

UQTR	- Chaire Bombardier Produits Récréatifs en gestion du changement techn. dans les PME - Institut de recherche sur les PME - Laboratoire de recherche sur la performance des entreprises (LaRePe) - Centre de veille des équipements en transport terrestre - Équipe de recherche en gestion de projet (ERGEP) - Groupe de recherche en économie et gestion des PME (GREPME) - Équipe de recherche en gestion logistique (ERGEL)
ENAP	- Projet d'une chaire en administration publique - Regroupement et noyaux d'expertise en évaluation de programmes, gestion des ressources humaines, et analyse et développement des organisations

Source: établissements universitaires.

École des Hautes Études Commerciales

La recherche effectuée à l'École et dans les différents centres, chaires et groupes de recherche auxquels collaborent les professeurs de l'École couvre tous les domaines de la gestion: comptabilité, économie appliquée, finance, gestion des opérations et de la production, gestion des ressources humaines, gestion des technologies de l'information, management, marketing, méthodes quantitatives en gestion, stratégie d'entreprise et administration internationale. Les grands axes de recherche de l'École sont multiples: gestion des risques; gestion des portefeuilles; entrepreneurship; changement organisationnel; gestion des crises; gestion des relations de travail et de la rémunération; ingénierie financière; gestion des technologies de l'information; sciences du transport; modélisation et recherche opérationnelle.

Au total, l'École compte cinq chaires et près d'une vingtaine de centres et groupes de recherche (tableau 3.7). Parmi ceux-ci, mentionnons que la Chaire Omer DeSerres est une institution majeure dans le domaine du commerce de détail au Canada. Le mandat de la Chaire est d'augmenter la qualité de la recherche et du rayonnement universitaire et de promouvoir un échange avec le milieu des affaires dans les secteurs du commerce de détail et de gros, du commerce international, de la distribution physique et du transport et, enfin, des réseaux de distribution. La Chaire d'entrepreneurship Maclean Hunter a, pour sa part, mission de faire avancer les connaissances en entrepreneurship et de soutenir le développement de l'entrepreneurship. Ses activités de recherche portent notamment sur les thématiques suivantes: création d'entreprises chez les jeunes, chez les diplômés, chez les immigrants et parmi d'autres groupes; systèmes d'activités entrepreneuriaux; vision entrepreneuriale et stratégique; travail autonome. La Chaire de gestion des arts réalise, quant à elle, diverses recherches en administration des entreprises artistiques et culturelles (marketing, management, gestion financière, etc.) ainsi que des travaux comportant des aspects économiques, sociologiques et muséologique. Elle contribue ainsi à faire reconnaître la spécificité des problèmes que pose la gestion des entreprises culturelles et des industries culturelles.

Université Laval

En termes de structure, l'activité de recherche de la Faculté des sciences de l'administration (FSA) s'articule autour de deux centres de recherche reconnus par la Commission de la recherche de l'Université Laval: le Centre de recherche sur les technologies de l'organisation réseau (CENTOR) et le Centre de recherche en économie et finance appliquée (CRÉFA). La FSA compte aussi un Laboratoire de recherche et développement en administration des affaires

(LRDA) pour encadrer et soutenir la recherche multidisciplinaire. Plusieurs chaires et fonds d'enseignement et de recherche sont également à signaler: la Chaire Industrielle-Alliance en assurance et en gestion des risques; la Chaire Famille Louis-Boivin en gestion pharmaceutique; la Chaire Investors en planification financière personnelle; les Fonds de la Banque Royale et Téléglobe en finance, le Fonds Scotia en gestion de l'agro-alimentaire, le Fonds Conrad-Leblanc en assurance et réassurance de dommages.

Au cours des prochaines années, sans négliger son activité de recherche et développement dans les disciplines fondamentales à la base du domaine de l'administration des affaires, la stratégie mise de l'avant par la FSA s'appuiera principalement sur ses centres de recherche reconnus, sur ses chaires et fonds et sur Entrepreneuriat Laval. C'est ainsi que la Faculté mettra tout en œuvre pour accroître sa compétitivité dans les domaines de l'ingénierie d'entreprises, la gestion manufacturière et logistique, l'évaluation et le financement d'entreprises, la gestion et l'évaluation du risque, la finance appliquée et l'entrepreneuriat. La FSA veut, pour ce faire, mettre en place de nouveaux instruments: chaires, fonds et centres de recherche, qui lui permettront de s'insérer dans une palette choisie de nouveaux domaines de recherche à l'avant-plan des connaissances et de la pratique: la gestion internationale; la gestion des technologies de l'information et de la communication; la gestion de la santé et sécurité du travail; l'évaluation et le financement d'entreprises technologiques; la planification financière personnelle; les mathématiques appliquées; l'optimisation et l'aide à la décision. Dans ce contexte, et compte tenu de l'évolution du financement de la recherche, ces instruments prendront toute leur valeur dans la mesure où ils seront mis en place en collaboration avec les partenaires naturels de la FSA que sont les autres facultés et le Centre de valorisation des applications de la recherche de l'Université Laval, et les entreprises et organismes du milieu.

Université McGill

Six chaires de recherche et plusieurs centres de recherche sont associés à la Faculté de gestion de l'Université McGill (tableau 3.7). Les domaines de recherche les plus importants de la Faculté sont les suivants:

- Comptabilité: divulgation de renseignements par les sociétés, rémunération des cadres, contrôle de gestion;
- Finances: établissement du prix des éléments d'actif, gestion des fonds de placement, évaluation des options;
- Gestion générale: rémunération des travailleurs, dispositifs de coopération internationale, mondialisation de l'entrepreneuriat;
- Systèmes d'information: adoption des systèmes d'information, notamment dans la gestion des soins de santé;
- Sciences de la gestion: théorie de la décision, analyse du risque, gestion des risques, modèles de systèmes de fabrication automatisée;
- Marketing: choix des marques par les consommateurs et modification des comportements, coupons et promotions, qualité des services;
- Comportement organisationnel: leadership, structures organisationnelles, négociations internationales, régimes de travail non conventionnels;
- Stratégie et organisation: définition de stratégies, design des organismes/sociétés et son impact, leadership stratégique, collaborations inter-organisationnelles.

Université de Sherbrooke

La Faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke compte quatre instituts de recherche: l'Institut d'entrepreneuriat, l'Institut de recherche et d'enseignement en fiscalité, l'Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives et l'Institut pour la prévention et la gestion des sinistres et des crises. Au cours des prochaines années, ces instituts seront amenés à jouer un rôle plus important tant au niveau de la recherche que de l'enseignement. La création de chaires de recherche constitue un autre axe de développement prioritaire pour la Faculté d'administration. La Faculté s'est fixée comme objectif de créer de trois à quatre chaires au cours des prochaines années. Actuellement, seule la Chaire McConnell en développement local a démarré ses activités. Les champs d'études de la chaire touchent des sujets aussi variés que les coopératives, les PME et les organismes intermédiaires ainsi que l'ensemble des relations qu'ils entretiennent entre eux. La Faculté compte aussi trois groupes de recherche; l'un associé au Département de finance (Groupe de recherche et d'enseignement en gestion bancaire); les deux autres, au Département de marketing (Groupe de recherche sur l'influence commerciale et le Groupe de recherche sur les médias).

Par ailleurs, l'implantation du doctorat conjoint en administration (DBA) à l'automne 1998 par l'Université de Sherbrooke et l'UQTR représente un événement majeur pour le développement de la Faculté d'administration. Comparativement à un doctorat traditionnel (Ph.D.), le DBA met davantage l'accent sur le développement des connaissances orientées sur les besoins de l'entreprise et sur leur intégration avec les pratiques de gestion. Ceci devrait favoriser une plus grande diffusion et utilisation de la recherche au sein des entreprises.

Université du Québec à Chicoutimi

Dans le cadre de leurs travaux de recherche, les professeurs du Département des sciences économiques et administratives (DSEA) de l'UQAC se sont fixés comme objectif de mieux comprendre la réalité de la petite et moyenne organisation et de développer un savoir appuyé sur une validation empirique. Dans un premier temps, les travaux du Département se sont articulés autour de trois types d'organisations, soit la PME, les coopératives, les petites et moyennes organisations publiques et parapubliques et le rôle de ces agents dans le développement régional. De nouveaux créneaux se sont par la suite ouverts et une actualisation du programme de maîtrise en gestion des petites et moyennes organisations (PMO), maintenant la maîtrise en gestion des organisations (MGO), confirmait l'ouverture de nouvelles voies de recherche en entrepreneurship, en innovation, en gestion et en échanges internationaux. Ces thèmes permettent d'intégrer les étudiants et les intérêts de recherche et d'intervention des professeurs de façon à créer une synergie entre la connaissance et l'action.

Aussi, plusieurs structures reliées de près à l'UQAC se sont développées dans un souci de rapprocher la recherche et la connaissance des organisations du milieu où elles s'incarnent: la corporation Amisk, la Société en commandite de création d'entreprise (SOCCRENT) et le Centre d'entrepreneuriat et d'essaimage (CEE) sont des exemples d'organismes d'importance majeure pour la région oeuvrant dans la création et le financement d'entreprises. Des programmes de formation en développement des compétences en « coaching » et en gestion de l'entretien viennent en grande partie de résultats d'études réalisées en entreprise.

On doit cependant constater que ces activités de recherche ne donnaient lieu, entre 1995 et 1998, qu'à un nombre relativement modeste de publications scientifiques.

Université du Québec à Hull

Au Département des sciences administratives de l'UQAH, plusieurs professeurs, en lien avec leur expertise en gestion de projet, ont développé des intérêts de recherche qui touchent la gestion, la faisabilité et l'évaluation des projets, et les études de marché en contexte de projets. D'autres s'intéressent à la gestion du risque et de la qualité, au changement organisationnel et aux stratégies d'entreprises. Enfin, d'autres étudient les systèmes d'aide à la décision tandis que certains explorent les réformes de la gestion dans le secteur public.

Les activités de recherche menées au Département des sciences administratives de l'UQAH ne sont appuyées que par de faibles sommes d'argent provenant principalement d'organismes « non reconnus » ou de contrats de recherche. On peut espérer que l'importance des subventions provenant d'organismes reconnus (FCAR, CRSH, etc.) augmentera au cours des prochaines années.

Université du Québec à Montréal

La recherche dans les départements « stratégie des affaires », « management et technologie » et « organisation et ressources humaines »⁸⁸ de l'UQAM est essentiellement organisée autour du Centre de recherche en gestion (CRG). Le CRG est le principal lieu de concertation et d'organisation des activités de développement et de rayonnement de la recherche. En adéquation avec les axes de développement des trois départements, le CRG se consacre à stimuler, soutenir et faciliter la création d'équipes de chercheurs dans divers domaines. Mentionnons, à titre d'exemples, la gestion des services financiers, l'organisation du travail et la mobilisation des ressources humaines, la santé et sécurité du travail, la négociation collective, la gestion intégrée de la chaîne de valeur, la gestion de projets, la gestion des systèmes et de la technologie de l'information, la gestion des nouvelles technologies, la gestion des risques, la logistique et la gestion des transports. Parallèlement à ce travail d'animation, le CRG assure une grande vigilance en ce qui concerne le démarrage des nouveaux professeurs-chercheurs, tant sur le plan de leurs stratégies de financement que celui de la diffusion de leurs recherches: soutien professionnel et mentorat professoral dans leurs demandes de subvention, leur accès aux outils de recherche, leur intégration dans des équipes de recherche existantes et leur stratégie de publication, etc.

Au Département des sciences comptables, les principaux axes de recherche touchent à l'information financière utilisée à titre d'instrument d'allocation de ressources et de prise de décisions financières, à des fins contractuelles ou dans la gestion des entreprises et dans l'évaluation du risque de non-continuité. Aussi, la Chaire d'études socio-économiques, dont le titulaire est un professeur du Département, entreprend notamment des travaux de recherche pour les syndicats et groupes apparentés permettant d'élargir le débat public sur les orientations économiques et politiques.

⁸⁸ Rappelons que, depuis l'automne 1998, le Département des sciences administratives de l'UQAM a été scindé en trois départements.

Au Département d'études urbaines et touristiques (DEUT), la recherche en tourisme porte principalement sur les deux thèmes suivants: stratégies de développement et d'intervention en tourisme; prévisions et prospective en tourisme⁸⁹. Une partie de la recherche en tourisme s'effectue au sein de la Chaire de tourisme qui est dirigée par un professeur du DEUT. Cette chaire effectue notamment des recherches appliquées en réponse aux besoins de l'industrie touristique. Le Centre international de formation et de recherche en tourisme (CIFORT), quant à lui, est une structure de concertation, au plan international, des diverses instances de l'UQAM engagées dans la formation et la recherche en tourisme.

Université du Québec à Rimouski

Les champs de recherche qui se sont développés au sein du Département d'économie et de gestion de l'UQAR s'articulent principalement autour des orientations des deux programmes d'études avancées, soit la maîtrise en gestion des ressources maritimes et la maîtrise en gestion de projet. La recherche en gestion des ressources maritimes se divise en trois volets: la gestion des ressources halieutiques; la gestion de l'environnement marin; le transport maritime et la gestion portuaire. La recherche en gestion des ressources maritimes de l'UQAR bénéficie de la collaboration de plusieurs centres ou groupes de recherche de l'extérieur du pays (tableau 3.7). La recherche en gestion de projet s'organise autour de trois axes: la gestion de projet et son évolution; les réseaux et le management par projet (en collaboration avec des chercheurs québécois et français); les nouvelles technologies d'information et de communication (en collaboration avec la France et le Maroc). Enfin, d'autres professeurs s'intéressent à des projets de recherche portant sur la gestion des ressources renouvelables, par exemple l'énergie éolienne et les centres d'innovation technologique.

La situation qui prévaut au Département d'économie et de gestion de l'UQAR est comparable, sur le plan du financement de la recherche et de la publication de ses résultats, aux situations de ses homologues de Chicoutimi et de Hull. Là aussi, la diffusion des résultats de la recherche, financée à près de 85% par des contrats, prend surtout la forme de rapports, de conférences et de communications diverses.

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Les professeurs de l'Unité d'enseignement et de recherche (UER) en sciences de la gestion de l'UQAT réalisent plusieurs études dans divers champs d'intervention. Les grands axes de recherche de l'Unité sont l'organisation du travail, la communication organisationnelle, l'analyse multicritère, l'entrepreneuriat, le marketing et la gestion de projet. Par ailleurs, la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, mise sur pied en 1993, joue un rôle important dans le développement de la recherche à l'UQAT. Parmi les recherches réalisées par cette chaire, mentionnons l'étude sur l'organisation des services publics au Témiscamingue et le profil socio-économique et socio-démographique des petites collectivités au Québec.

L'UER dispose de ressources financières modestes, provenant principalement de contrats et d'organismes « non reconnus ». Cependant, ses 17 professeurs publiaient, entre 1995 et 1998, un

⁸⁹ L'information concernant la recherche en études urbaines à l'UQAM est présentée dans le rapport de la sous-commission sur l'architecture, le design, l'aménagement et l'urbanisme (Rapport n° 15, novembre 1999). On y retrouve également l'ensemble des données du DEUT concernant le corps professoral, les sources de financement et le nombre de publications.

plus grand nombre d'articles (10) dans les revues avec comité de lecture (RAC) que les 42 professeurs du Département d'économie et de gestion de l'UQAR, qui n'en publiaient que sept durant la même période triennale.

Université du Québec à Trois-Rivières

Au Département des sciences de la gestion et de l'économie, l'axe principal de recherche est la PME et l'entrepreneuriat. Cette recherche est structurée autour de l'Institut de recherche sur les PME, qui regroupe une vingtaine de professeurs. L'Institut fut créé en 1998 en tant qu'élément intégrateur des différentes composantes préexistantes de recherche et de transfert dans le domaine des PME (<http://www.uqtr.quebec.ca/inrpme>). Ces composantes sont principalement: le Groupe de recherche en économie et gestion des PME; la Chaire Bombardier Produits récréatifs en gestion du changement technologique dans les PME; le Laboratoire de recherche sur la performance des entreprises; le Centre de veille des équipements en transport terrestre; l'Équipe de recherche en gestion logistique. Il est à noter que l'UQTR occupe le premier rang de toutes les universités canadiennes en ce qui a trait au nombre de publications sur la PME et l'entrepreneuriat dans les revues avec comité de lecture (RAC) au cours des dix dernières années. Par ailleurs, la *Revue Internationale P.M.E.*, est la seule revue scientifique en langue française spécialisée en PME et entrepreneuriat. Elle est dirigée par des chercheurs de l'UQTR en collaboration avec les universités de Montpellier et de Louvain.

Le second axe de recherche du Département est la gestion de projet. Cette recherche est structurée autour de l'Équipe de recherche en gestion qui regroupe une dizaine de professeurs depuis 1991. Cette équipe a pour but de mieux connaître et d'améliorer les pratiques dans le domaine du management en contexte de projet. Il est à noter que, comme l'axe précédent, cette recherche est fondamentalement de nature transdisciplinaire et implique des collaborations interuniversitaires. Ces structures de recherche fonctionnent en symbiose avec les programmes de deuxième et troisième cycle du Département.

École nationale d'administration publique

Les orientations que l'ENAP donne à ses activités de recherche découlent des quatre grandes lignes de force suivantes: 1) la nécessité de développer une programmation de recherche qui appuie son programme de doctorat; 2) l'obligation qu'a l'École, en vertu de sa mission, de développer des préoccupations de recherche qui correspondent aux problématiques auxquelles font face actuellement les administrateurs publics; 3) l'impératif qui est sien, en raison de son caractère professionnel et de la nature particulière de ses clientèles, de contribuer au développement d'outils et d'habiletés de gestion; 4) enfin, du fait qu'elle soit une école supérieure d'enseignement, la préoccupation qu'elle doit avoir de fonder ses enseignements sur les approches didactiques et pédagogiques les plus efficaces et les plus adaptées aux besoins de formation et de perfectionnement de ses clientèles. Compte tenu de ces quatre éléments de base, l'École oriente ses efforts de recherche autour des quatre grands axes suivants: organisations publiques, pratiques de gestion et réformes administratives; analyse et management des politiques publiques; outils et habiletés de gestion; didactique du management public.

L'ENAP compte bien poursuivre les efforts qu'elle a entrepris depuis quelques temps pour créer un environnement favorable au développement de la recherche en administration. Parmi les mesures de renforcement de la recherche, on retrouve la création éventuelle d'une Chaire en

administration publique et la constitution d'équipes ou de « cellules d'échange et de production scientifique » regroupant des professeurs partageant le même champ d'intérêt.

Télé-université

Les professeurs de l'Unité d'enseignement et de recherche (UER) « travail, économie et gestion » de la Télé-université ont consacré, au cours des dernières années, beaucoup d'énergie à la mise sur pied de nouveaux cours et programmes. Cet engagement intensif ne leur a pas permis de consacrer des efforts équivalents à la recherche: les prochaines années devraient permettre de rétablir l'équilibre souhaité entre ces deux grandes activités universitaires. Actuellement, les principaux axes de recherche de l'UER sont les suivants: la formation professionnelle et l'équité en emploi pour les femmes; la gestion des réseaux de transport; la distribution des produits pétroliers au Québec; l'entrepreneursip au Québec; l'organisation des services de santé et la gestion du système de santé québécois; les comparaisons internationales des politiques publiques de santé; la conciliation emploi-famille, l'organisation du travail et du temps de travail; la participation en entreprise et le travail en équipe. La grande majorité des activités de recherche sont menées conjointement avec des professeurs d'autres établissements ou intègrent des étudiants gradués d'autres universités.

II. LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIQUE

Introduction

Dans l'introduction à la première partie du présent rapport, portant sur le domaine de l'administration, on a vu que les universités québécoises décernaient en 1996 quelque 23% de l'ensemble des diplômes de baccalauréat émis par les universités canadiennes et plus de 33% de ceux du domaine de l'administration. Dans le domaine de l'économie, la situation est bien différente. En effet, les huit universités québécoises offrant au moins un programme de baccalauréat ne décernaient, toujours en 1996, que 16% de tous les diplômes de baccalauréat en économie décernés par les universités canadiennes. Cependant, il s'agit là d'une tendance propre à l'ensemble des sciences sociales que l'on peut qualifier de fondamentales (géographie, science politique, psychologie et sociologie) par opposition aux disciplines où la formation professionnelle prédomine dès le premier cycle (administration, droit et travail social). Dans les quatre disciplines fondamentales mentionnées, la part des diplômes émis par les universités québécoises dans l'ensemble des diplômes de baccalauréat décernés par les universités canadiennes varie entre 8% (sociologie) et 18% (science politique)⁹⁰.

En quoi l'économie peut-elle être considérée comme une science sociale fondamentale? À en croire un professeur de gestion que l'on a cité dans les pages précédentes, et dont la réflexion a, à tout le moins, le mérite de rapprocher deux des domaines dont il est question dans le présent rapport, la science économique engloberait, sur le plan conceptuel, l'administration:

le management n'est, à tout prendre, qu'une sorte de dérivé de la science économique (il s'enseigne, dans beaucoup de pays, en faculté d'économie), ou une application de la science économique à un aspect particulier, qui est le fonctionnement d'un agent économique particulier : l'entreprise⁹¹.

Parmi les pays où le management — ou l'administration — s'enseigne en faculté d'économie, vient au premier plan l'Allemagne, dont on sait l'influence dans les pays du nord de l'Europe (les Pays-Bas et les pays scandinaves), en Europe de l'Est et au Japon. Le modèle allemand de formation à la gestion, ou plus exactement à « l'économie d'entreprise »

constitue en Europe l'exemple de l'intégration de cette discipline dans une tradition universitaire, qui marie déjà les arts, les sciences et les techniques. Ce modèle peut être qualifié de "scientifique" car c'est par l'acquisition des connaissances et des raisonnements propres à la démarche scientifique que le futur manager apprendra à maîtriser d'abord les techniques, puis l'art du management. Ce modèle est aussi caractérisé par le fait que les connaissances applicables à l'entreprise sont articulées dans un concept intégrateur dont les fondements sont économiques (*Betriebswirtschaftlehre*)⁹².

Il ne s'agit pas ici de privilégier un modèle taxinomique au détriment d'un autre, mais simplement de montrer différentes manières d'envisager les relations entre disciplines ou champs d'études universitaires connexes. Dans cette perspective, il est intéressant d'apprendre que d'autres universitaires associés au domaine de l'administration se sont intéressés au statut de leur

⁹⁰ Statistique Canada, *L'Éducation au Canada*, 81-229, 1998, p. 146.

⁹¹ Omar Aktouf, *Le management entre tradition et renouvellement*, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur, 1989 (éd. révisée), p. 271.

⁹² Jean-Pierre Nioche, « L'éducation au management en France et en Europe: entre traditions nationales et compétition internationale », in Collectif des professeurs du Groupe HEC, *L'École des Managers de Demain*, Paris, Economica, 1994, p. 483. Le substantif allemand *Betriebswirtschaftlehre* signifie, à peu près littéralement, « étude de l'économie appliquée ».

discipline et à sa place à l'université en questionnant ses fondements épistémologiques⁹³. L'objectif ultime de leur démarche est de démontrer que le type de savoir enseigné dans les écoles de gestion — savoir qu'ils qualifient de type *Delta* — diffère considérablement des trois autres types de savoir traditionnellement transmis par l'enseignement universitaire. Ces trois types traditionnels sont: 1) le savoir *Alpha*, c'est-à-dire le savoir humaniste; 2) le savoir *Bêta*, savoir scientifique au sens strict, portant sur les phénomènes naturels; et 3) le savoir *Gamma*, le savoir des sciences sociales, qui combine savoir humaniste et méthodes scientifiques⁹⁴. Quant au type *Delta*, qui constituerait une quatrième catégorie; c'est le savoir qui relève « du monde de la philosophie pratique, du monde de la réflexion en action⁹⁵ ».

Si l'on avait à classer la science économique dans l'une des quatre catégories de savoir décrites ci-dessus, on n'hésiterait à peine avant de la ranger dans la troisième, celle du savoir *Gamma*, résultant de la combinaison de considérations humanistes — le domaine par excellence de l'économie politique — et de considérations méthodologiques empruntant abondamment aux mathématiques pour établir les assises de la science économique moderne, l'économétrie. L'économétrie s'intéresse d'abord et avant tout à ce que l'auteur du passage ci-dessous appelle « les lois objectives et scientifiques qui régissent la production des biens et services » — dans la mesure où il s'agit bien de lois, au sens naturel — alors que l'économie politique s'intéressera davantage à l'usage social des biens et services économiques produits à l'intérieur d'un cadre social donné:

S'il y a des *lois objectives et scientifiques* qui régissent la production des biens et des services, il ne s'en trouve aucune qui décide de la façon dont nous distribuons les richesses produites. Ce que nous faisons des profits et le taux de profits lui-même, nous dit [John Stuart] Mill, relèvent d'une décision d'ordre social ou socio-politique, car les lois de l'économie n'ont strictement rien à voir avec la répartition des fruits de l'activité économique⁹⁶.

Les départements de science économique des universités québécoises affichent clairement les deux aspects fondamentaux de leur discipline. À l'Université de Montréal, par exemple, trois programmes de baccalauréat spécialisés bidisciplinaires sont offerts en plus du programme spécialisé (B.Sc.) en économie: économie et informatique, économie et politique, économie et mathématiques. L'Université Concordia offre quant à elle, en plus d'un programme de grade par cycle, un diplôme de deuxième cycle *in Economic Policy*. Dans chaque département, et l'on pourrait même dire dans chaque programme de grade, on retrouve un dosage particulier entre l'économie politique et l'économétrie. Le chapitre quatre ci-dessous fournit une description sommaire des programmes de grade offerts dans le réseau universitaire et une section du chapitre cinq brosse un portrait succinct de la recherche dans le domaine de l'économie. Le sixième et dernier chapitre de la deuxième partie du rapport examine de près l'évolution des effectifs étudiants au cours des douze dernières années et décrit en détail la situation des inscriptions à l'automne 1998.

⁹³ Willem Gilles et Gilles Paquet, « On Delta Knowledge », in Gilles Paquet et Max von Zur-Muehlen (sous la dir. de), *Edging Toward the Year 2000: Management Research and Education in Canada*, pp. 15-30, Canadian Federation of Deans of Management and Administrative Studies, 1989.

⁹⁴ Gilles et Paquet, « On Delta Knowledge », pp. 17-18.

⁹⁵ Gilles et Paquet, « On Delta Knowledge », p. 20: « The *delta* territory is the world of practical philosophy, the world of reflection in action ».

⁹⁶ Omar Aktouf, *Le management entre tradition et renouvellement*, p. 272.

4. L'offre de programmes

L'offre de programmes en sciences économiques se compose de 38 programmes répartis entre 10 établissements du réseau universitaire québécois. Trois établissements n'offrent qu'un seul programme: l'UQTR offre un B.Sc. en économie de gestion (*business economics*), un programme qu'elle est le seul établissement francophone à offrir. Les deux autres établissements qui n'offrent qu'un seul programme sont l'UQAC, avec une mineure en économie et société offerte depuis l'automne 1999; et l'UQAH, qui offre un certificat en économie dont le statut est actuellement en révision et qui n'a jamais accueilli qu'un très petit nombre d'étudiants depuis 1986.

Les 7 autres établissements offrent tous au moins un programme de baccalauréat en économie et, à l'exception de l'Université Bishop's, un programme de maîtrise. Cinq programmes de doctorat sont offerts dans cinq établissements différents. Les cinq établissements qui offrent au moins un programme de grade aux trois cycles d'études sont: les universités Concordia, Laval, McGill, l'Université de Montréal et l'UQAM.

Le tableau 4.1 ci-dessous présente le détail de la répartition des programmes par niveau d'études et par établissement. Outre les particularités déjà évoquées, on notera que deux établissements seulement offrent plus d'un programme de baccalauréat, l'Université Laval et l'Université de Montréal.

Tableau 4.1
Nombre de programmes en sciences économiques selon le niveau d'études et l'établissement universitaire, automne 1998¹

	Bish.	Conc.	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQTR	TOTAL
Certificat			1				1 ³	1	1		4
Mineure	1	1		1	2	1					6
Majeure		1	1		1	1					4
Baccalauréat	1	1	2	1	4 ²	1			1	1	12
Diplôme (2e cycle)		1									1
Maîtrise		1	1	1	1	1			1		6
Doctorat		1	1	1	1				1		5
Total	2	6	6	4	9	4	1	1	4	1	38

Source : établissements universitaires.

¹ Seuls les programmes qui acceptent de nouvelles inscriptions à l'automne 1998 (ou après) ont été retenus dans le tableau. Les options, concentrations ou spécialisations ne sont pas comptabilisées dans le total des programmes. De plus, les divers degrés de concentrations des programmes de baccalauréat des universités anglophones (Specialization; Honours; Major) ne sont pas comptés comme des programmes distincts. On peut se référer à la liste des programmes recensés à l'annexe C afin d'identifier le nom des programmes.

² Incluant les nouveaux baccalauréats bidisciplinaires.

³ Nouveau programme depuis l'automne 1999.

4.1 Programmes de premier cycle

L'Université Laval offre, en plus du B.A. spécialisé en économie, un B.A. spécialisé en économie mathématique qui vise à offrir à l'étudiant une formation d'économiste basée sur des fondements mathématiques et statistiques plus solides. L'Université de Montréal offre pour sa part le B.Sc. spécialisé en économie et trois B.Sc. spécialisés bidisciplinaires: mathématiques et économie, économie et politique (depuis l'automne 1996) et économie et informatique (depuis l'automne 1999). Ces programmes bidisciplinaires se composent de crédits de cours répartis à peu près également entre les deux disciplines concernées et exigent un nombre élevé de cours obligatoires dans chacune des disciplines. L'étudiant qui choisit ce type de programme peut ainsi

maintenir plus d'une option ouverte tout au long de son programme et peut, éventuellement, accéder à la maîtrise dans l'une ou l'autre des disciplines. Au programme en économie et mathématiques (conjoint avec le Département de mathématiques et de statistique) est venu s'ajouter le programme en économie et politique (conjoint avec le Département de sciences politiques). Le succès qu'a obtenu ce dernier programme a incité le Département de sciences économiques à créer, conjointement avec le Département d'informatique et de recherche opérationnelle, le nouveau programme en économie et informatique.

La structure des 7 programmes de baccalauréat spécialisé (*Honours*) varie considérablement d'un établissement à l'autre. Seulement deux programmes sont construits de manière à offrir à l'étudiant un choix entre plusieurs concentrations, ce qui rappelle la structure des programmes de baccalauréat en administration des affaires. Ces programmes sont ceux de l'Université de Montréal et de l'UQAM, où cette structure a été mise en place en 1998. À l'Université de Montréal, le programme compte 5 domaines d'études: Économie du travail et des organisations, Économie internationale et développement, Économie financière, Méthodes quantitatives, et Politiques économiques. On notera que les programmes de mineure et de majeure offerts par le même établissement comportent aussi des domaines d'études: 3 pour les mineures en études des institutions économiques et en sciences économiques (Économie et sociétés, Institutions économiques, Connaissances historiques) et 4 pour la majeure en sciences économiques (les mêmes 3 domaines, auxquels s'ajoute le domaine Analyse et politique). À l'UQAM, le programme de B.Sc. en économie comporte 5 concentrations: Économie et finance, Économie internationale, Économie et gestion, Économie et politiques publiques et Économie appliquée.

Le programme de B.A. *Honours* de l'Université Bishop's ne comporte aucun choix de concentrations. Par contre, le B.A. avec majeure en économie offre trois possibilités: la majeure en économie, la majeure *in Business and Economics* et la majeure *in Political Economy*, cette dernière se composant d'une moitié de cours en sciences politiques et d'une autre en économique.

Les deux établissements anglophones de Montréal, les universités Concordia et McGill, offrent chacun une version *Honours* du B.A. en économie qui comporte une seule possibilité de spécialisation: Théorie économique et économétrie à l'Université Concordia, et majeure ad hoc en Économie et développement international à l'Université McGill. Dans ces deux établissements comme ailleurs, à l'exception de l'UQAM, les programmes de maîtrise comportent tous au moins 5 domaines d'études (ou concentrations), comme on le verra ci-dessous.

Au Département d'économie de l'Université Laval, le B.A. spécialisé comporte une concentration Économie qui peut être remplacée par autant de crédits dans un ou plusieurs champs d'études du domaine de l'administration: Comptabilité, Finance, Management, et/ou Systèmes d'information.

Enfin, le programme de B.A. spécialisé de l'Université de Sherbrooke est un programme général dont le régime est obligatoirement coopératif. Ce programme comporte un nombre plus élevé que la moyenne de cours obligatoires dans la discipline. On y retrouve, entre autres, un cours obligatoire en comptabilité, un autre en finance et un cours de sciences politiques. Plusieurs cours y sont aussi offerts en option, mais ils ne sont pas regroupés par concentration. Le cheminement avec majeure en économie et mineure dans une autre discipline permet à l'étudiant d'acquérir, dans une perspective d'éducation continue, des méthodes d'apprentissage lui permettant de mettre constamment à jour sa formation d'économiste. Formation plus générale, ce cheminement comporte des exigences théoriques et quantitatives limitées par rapport au baccalauréat spécialisé.

Outre les 12 programmes de baccalauréat et les 4 programmes de certificat ou de mineure dont il a déjà été question (un nouveau programme à l'UQAC, un programme en révision à l'UQAH, deux mineures à l'université de Montréal), l'offre de programmes au premier cycle se compose de 2 autres certificats, offerts à l'Université Laval et à l'UQAM, de 4 autres mineures et de 4 majeures. Le nombre total des programmes de premier cycle s'élève donc à 26. Notons que tous les établissements qui offrent la majeure en économie offrent aussi le baccalauréat — avec majeure et/ou spécialisé (*Honours*) — dont elle est issue.

4.2 Programmes de deuxième et troisième cycles

Six programmes de maîtrise en économie sont offerts dans six établissements: les universités Concordia, Laval, McGill, les universités de Montréal et de Sherbrooke et l'UQAM. Tous les programmes sauf celui de l'UQAM offrent aux étudiants un choix d'au moins 5 concentrations ou domaines d'études spécialisés. Le tableau 4.2 ci-dessous présente l'ensemble de ces concentrations pour les 5 établissements concernés.

Tableau 4.2 Structure de l'offre de programmes de maîtrise en économie

□ concentration, option, domaine de spécialisation					
	Concordia	Laval	McGill	UdeM	UdeS
Développement économique	□	□	□	□	
Économétrie	□	□	□	□	□
Économie du travail	□	□	□	□	
Économie et organisation industrielle	□	□	□		
Économie internationale	□	□	□	□	□ □
Économie et finance publique	□	□	□	□	□
Économie monétaire et financière			□	□	
Fluctuations et croissance		□			
Économie appliquée					□
Économie appliquée à la finance	□				
Économie des ress. nat. et de l'énergie		□			
Macro-économie	□				
Micro-économie	□				

Notons que le programme de l'Université McGill exige de l'étudiant qu'il se spécialise dans deux domaines différents et que le programme de l'Université de Montréal comporte aussi un cheminement général qui permet à l'étudiant de ne pas se spécialiser. Quant au programme de l'UQAM, il comporte depuis peu un domaine de spécialisation: l'économie financière. Quant aux deux concentrations du programme de l'Université de Sherbrooke offerte dans le champ de l'économie internationale, elles sont appelées Économie des finances internationales et Commerce international⁹⁷.

⁹⁷ On trouvera en notes de bas de page de l'annexe C les différentes appellations de toutes ces concentrations.

Outre les programmes de maîtrise décrits ci-dessus, il existe aussi un diplôme de deuxième cycle *in Economic Policy*, offert par l'Université Concordia, qui sert à la fois de programme préparatoire à la maîtrise et de programme terminal pour les étudiants dont la formation au baccalauréat n'est pas en économique. Les étudiants en propédeutique passent à la maîtrise une fois les cours préparatoires complétés. Cette clientèle constitue la majorité des effectifs étudiants de ce programme.

Au troisième cycle, on retrouve 5 programmes de doctorat offerts par 5 établissements: les universités Concordia, Laval, McGill, l'Université de Montréal et l'UQAM. Quatre de ces 5 programmes ont plus de 14 ans d'existence; le programme de l'UQAM, pour sa part, n'est offert que depuis 1996 et ne comporte que deux champs de spécialisation: Macro-économie et Économie des ressources naturelles et de l'environnement. Ces deux domaines « reflète fidèlement l'avantage comparatif [du] corps professoral [de l'UQAM] sur les scènes québécoise et canadienne »⁹⁸.

La structure des programmes de doctorat des 4 autres établissements ressemble à s'y méprendre à celle de leurs programmes de maîtrise représentée au tableau 4.2 ci-dessus. À l'Université Concordia, on retrouve exactement les mêmes domaines d'études à la maîtrise et au doctorat, la seule différence structurelle entre les 2 programmes étant que les doctorants doivent se spécialiser dans 2 des 9 orientations plutôt qu'une seule à la maîtrise. À l'Université McGill, le programme de Ph.D. comporte 3 domaines d'études de plus que le programme de M.A.; à savoir Économie mathématique, Théorie économique, et Histoire économique. Le programme de l'Université de Montréal compte un domaine d'études de plus au doctorat qu'à la maîtrise, Organisation industrielle. Quant au programme de Ph.D. de l'Université Laval, il comporte un domaine d'études de plus, en économique, que son programme de M.A., à savoir Économie financière et monétaire. De plus, deux concentrations en économie agro-alimentaire sont offertes dans le cadre de ce même programme. On notera que ces concentrations n'ont aucun équivalent au troisième cycle dans tout le réseau universitaire québécois. Par contre, il existe, aux universités Laval et McGill, des programmes de grade de premier et deuxième cycle en économie rurale ou agro-alimentaire. Ces programmes ne relèvent pas de leur département d'économie respectif et sont recensés par la Sous-commission sur les sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition.

⁹⁸ Source: École des sciences de la gestion, UQAM.

5. Les effectifs étudiants

5.1 Sélection des étudiants

Le tableau 5.1 présente les statistiques relatives aux demandes d'admission, aux offres d'admission, aux nouvelles inscriptions et au contingentement, et ce pour les programmes de baccalauréat du domaine des sciences économiques. Comme dans la plupart des autres domaines ou secteurs d'études, le contingentement des programmes en sciences économiques est décidé par les établissements universitaires eux-mêmes, en fonction de leur capacité d'accueil sur le plan des ressources matérielles et professorales. Parmi les programmes de baccalauréat en économie, seul celui de l'Université Concordia est contingenté. Ici comme dans le domaine de l'administration, ce contingentement doit être mis en parallèle avec le nombre des demandes d'admission. On constate en effet que les pourcentages d'offres sur les demandes d'admission (O/D, troisième colonne) les plus faibles se retrouvent à l'Université McGill (43%) et à l'Université de Montréal (54,8%), comparé à 85,4% à l'Université Concordia. Cependant, il semble que depuis quelques années, l'Université de Montréal ait adopté un système de traitement des demandes d'admission qui fait en sorte que les pourcentages d'offres sur les demandes (O/D) soient grandement sous-estimés. En effet, dès qu'une offre (sur un total possible de 4) est émise, les offres relatives au choix de rang inférieur ne sont ni émises ni déclarées. Ce problème s'est aussi posé lors des travaux de la Sous-commission chargée d'examiner les programmes de science politique; il affecte de manière particulièrement aiguë les programmes qui ne sont pas contingentés faisant l'objet d'un premier ou d'un deuxième choix de la part du candidat à l'admission.

Tableau 5.1

Sélection des candidats et contingentement dans les baccalauréats en sciences économiques, automne 1997¹

	Sélection des candidats				Contingement
	Demandes d'admis. (D)	Offres (O)	% O/D	Nouvelles inscript. (I)	% I/O
Université Bishop's	32	27	84,4%	11	40,7%
Université Concordia	419	358	85,4%	237	66,2%
Université Laval : bacc. en économique	131	100	76,3%	19	19,0%
Université Laval : bacc. en économie math.	28	27	96,4%	8	29,6%
Université McGill : bacc. en économique ²	444	191	43,0%	81	42,4%
Université de Montréal	445	244	54,8%	70	28,7%
Université de Sherbrooke	154	142	92,2%	16	11,3%
UQAM	452	419	92,7%	31	7,4%
UQTR	45	39	86,7%	11	28,2%
Total	2150	1547	72,0 %	484	31,3 %

Source : établissements universitaires.

¹ Incluant les programmes de majeure.

² À la Faculté des Arts de l'Université McGill, le processus d'admission est centralisé au niveau facultaire.

Les données proviennent donc de la Faculté et non du Département d'économique.

On notera, en conclusion, que pour un nombre de demandes d'admission comparable — 419 à l'université Concordia et 445 à l'Université de Montréal — le nombre des nouvelles inscriptions à l'Université Concordia (237) est de plus du triple de celui de l'Université de Montréal (70). Ces deux établissements accueillent à l'automne 1998, plus de 63% des nouvelles inscriptions au baccalauréat en économie, l'Université McGill accueillant pour sa part près de 17% des

étudiants⁹⁹. Le pourcentage moyen des offres sur les demandes est de 72%, ce qui signifie un nombre d'inscriptions potentielles totales de près de 1550 (O).

L'avant-dernière colonne du tableau fournit les pourcentages des inscriptions sur les offres d'admission. On constate que pour l'ensemble des programmes, le pourcentage global est de 29,7%, comparé à 48,7% dans le domaine de l'administration (chapitre 2, tableau 2.1). La différence est considérable: moins du tiers des candidats admis aux programmes en économie s'inscrivent effectivement. Alors que le pourcentage à l'Université Concordia est de 66,2%, il est aussi bas que 7,4% à l'UQAM. Cependant, les données de l'UQAM sont difficilement comparables avec celles des autres établissements en raison du fait que l'École des sciences de la gestion, de laquelle relève le baccalauréat en économie, offre aux candidats la possibilité de 3 choix d'admission dans 3 programmes de baccalauréat différents, sur les sept qu'elle offre au total (en comptant les 6 programmes du domaine de l'administration). Une inscription effective peut donc entraîner 2 désistements et faire chuter le taux d'inscription (I/O).

Néanmoins, on peut croire que les efforts de recrutement de la clientèle devrait peut-être viser, entre autres choses, à hausser le pourcentage global des inscriptions sur les offres d'admission, parmi une clientèle potentielle démontrant déjà un intérêt pour la discipline.

Le type d'emploi occupé par les économistes a changé au cours des dernières années; ils travaillent de moins en moins dans la fonction publique et de plus en plus dans l'entreprise privée. D'après un récent sondage Léger & Léger, la perception qu'ont les cégépiens de l'économie est qu'elle est trop liée au domaine de la finance et de la politique et qu'elle est une science difficile. Sur le plan de l'organisation du curriculum collégial, on peut déplorer que les étudiants des concentrations scientifiques n'aient pas la possibilité de s'initier à l'économie, alors que bon nombre d'entre eux seraient de bons candidats. Le bassin de recrutement actuel est surtout constitué de finissants du DEC en sciences humaines et de l'option administration.

5.2 Répartition des effectifs étudiants

Le tableau 5.2 présente les données d'inscriptions totales selon le niveau d'études (type de diplômes) et l'établissement d'enseignement. À l'automne 1998, ce sont les programmes de premier cycle qui comptaient la très grande majorité des inscriptions, soit 2030 étudiants sur un total de 2375 (85,5%). Les mineures et certificats regroupaient près de 9% de toutes les inscriptions, soit 207 étudiants, alors que les programmes menant au grade de bachelier comptaient près de 18251 inscriptions (76,8%). Contrairement à la plupart des secteurs de l'enseignement universitaire, les étudiants inscrits dans les programmes ne menant pas à l'obtention d'un grade (mineures et certificats) poursuivaient essentiellement leurs études à temps plein, dans une proportion moyenne de 74,4%. Dans les programmes de baccalauréat, la proportion des étudiants à temps plein était de 81,7%¹⁰⁰.

Au deuxième cycle, on retrouve quelque 240 inscriptions — soit un peu plus de 10% du total — dont 98% se répartissent dans les programmes de maîtrise et le restant (5 étudiants) dans le seul programme de diplôme offert, par l'Université Concordia. À la maîtrise, la proportion des étudiants à temps partiel est de 20%, avec un écart considérable entre le pourcentage le plus faible (McGill, 0%) et le plus élevé (Concordia, 90,5%). Les cinq programmes de doctorat actifs

⁹⁹ On consultera le tableau E.1 pour connaître les statistiques des nouvelles inscriptions par année civile (incluant donc les inscriptions au trimestre d'hiver 98).

¹⁰⁰ Annexe E, tableaux E.1 et E.2

à l'automne 1998 comptaient alors 104 inscriptions, soit 4,4% du total des inscriptions en économique. En comparaison de ce que l'on retrouve dans d'autres secteurs, la répartition des effectifs étudiants en économique, aux trois cycles d'études, montre que le pourcentage des étudiants au deuxième cycle (essentiellement à la maîtrise) en économique (10,1%) est plus faible que le pourcentage s'appliquant à l'ensemble des secteurs universitaires (15,2%). Le pourcentage des étudiants inscrits au doctorat en économique est similaire à celui de l'ensemble des secteurs (3,9%), et c'est donc au premier cycle qu'il est supérieur à la moyenne de tous les autres secteurs (85,2% en économique et 80,8% dans l'ensemble des secteurs).

Tableau 5.2
Inscriptions totales en sciences économiques selon le niveau d'études et l'établissement universitaire, automne 1998

	Bish.	Conc.	Laval	McGill	UdeM ¹	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQTR	TOTAL
Certificat			21				²	0 ³	34		55
Mineure	74	28		⁴	50	⁴					152
Baccalauréat ⁵	43	824	93	339	249	106			135	34	1823
Diplôme (2e cycle)		5									5
Maîtrise		21	38	17	65	30			65		236
Doctorat		14	16	25	30				19		104
Total	117	892	168	381	394	136	0	0	253	34	2 375
<i>Distribution (%)</i>	<i>4,9</i>	<i>37,6</i>	<i>7,1</i>	<i>16,0</i>	<i>16,6</i>	<i>5,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>10,7</i>	<i>1,4</i>	<i>100,0</i>

Source : RECU (MEQ).

¹ Les données relatives aux programmes de l'Université de Montréal proviennent de son Département de sciences économiques.

² Nouveau programme à compter de l'automne 1999.

³ Programme en cours de révision.

⁴ Données non disponibles dans RECU.

⁵ Incluant les programmes de majeure.

En ce qui concerne la répartition des effectifs étudiants par établissement à l'automne 1998, on constate que c'est l'Université Concordia, globalement, qui compte de loin l'effectif le plus important, avec 37,6% de tous les étudiants inscrits; viennent ensuite l'Université de Montréal, avec 16,6% des effectifs, l'Université McGill avec 16,0% et l'UQAM avec 10,7%. Fait remarquable, les trois établissements anglophones regroupent la majorité des effectifs totaux, avec 58,5% des inscriptions. Leur prépondérance est particulièrement nette au niveau du baccalauréat, avec 66,2% des inscriptions. Aux études supérieures, la situation est assez différente, puisque c'est l'Université de Montréal qui compte le plus grand nombre d'étudiants, avec 95 inscriptions à la maîtrise et au doctorat sur un total de 340, soit 27,5%. Viennent ensuite l'UQAM avec 24,3%, l'Université Laval avec 15,7%, l'Université McGill avec 12,2% et l'Université Concordia avec 11,6%. On peut donc constater que la répartition des étudiants aux cycles supérieurs est moins concentrée qu'au niveau du baccalauréat.

La situation des inscriptions dans les programmes de baccalauréat pourrait s'expliquer en partie par le fait qu'au cours des deux dernières décennies, la discipline — surtout dans les universités francophones — a pris un virage formaliste et mathématisant (c.-à-d. économétrique) qui a sans doute contribué à éloigner un grand nombre d'étudiants. Dans les universités anglophones, il semblerait qu'on ait mieux réussi à maintenir un équilibre entre l'enseignement de l'économie politique considérée comme discipline fondamentale du type *liberal arts* (humaniste) d'une part, et la science économique « pure et dure » d'autre part. Le Département de sciences économiques de l'Université de Montréal développe depuis deux ou trois ans des baccalauréats spécialisés bidisciplinaires (dont Économie et Politique) qui visent à répondre à un besoin d'éviter la sur-

spécialisation au premier cycle. La tendance des inscriptions (diminution au baccalauréat spécialisé en économie seulement, augmentation dans les bidisciplinaires) semble confirmer la justesse du choix départemental.

5.3 Évolution des inscriptions

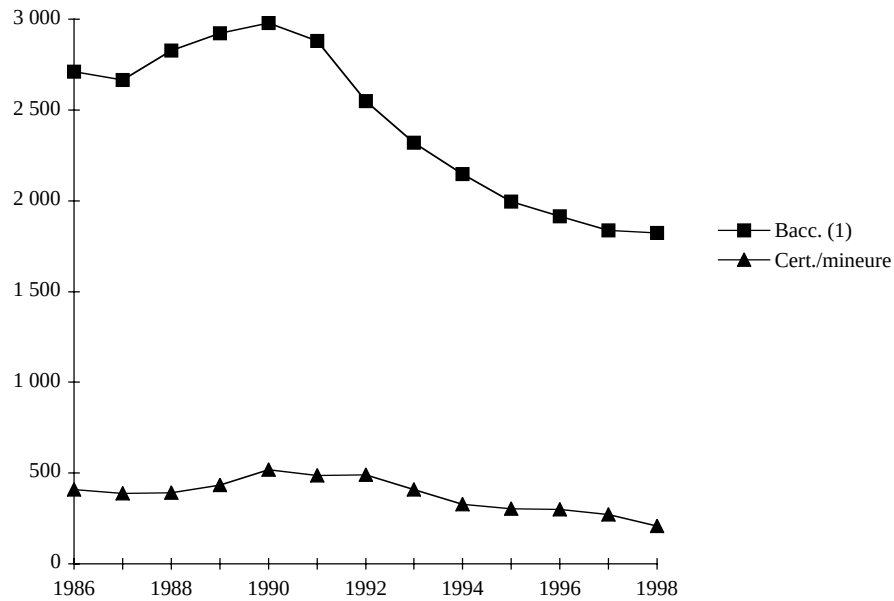
La figure 5.1 présente les courbes de l'évolution des inscriptions totales dans les programmes de baccalauréat d'une part et dans les programmes de certificats d'autre part. En ce qui concerne les programmes de baccalauréat, on remarque que la baisse des inscriptions a été ininterrompue depuis 1990, après une légère croissance entre 1986 et 1990. Pour la période de 1992 à 1998, la baisse s'établit à 28,5%. Combinée à la baisse ayant affecté les inscriptions aux programmes de certificat et de mineure, la baisse totale au premier cycle se chiffre à 33,2%. Pour la même période, la baisse des inscriptions dans l'ensemble des programmes universitaires de premier cycle se chiffrait à 14,7%.

La figure 5.2 présente l'évolution des inscriptions totales dans les programmes de maîtrise et de doctorat. Dans les programmes de maîtrise, la baisse des inscriptions est pratiquement continue depuis 1992 — mais nettement moins prononcée depuis 1996 — et s'établit à 35,3%, comparé à une *augmentation* de 3,2% pour l'ensemble des programmes universitaires de deuxième cycle (incluant les diplômes) durant la même période. Les inscriptions aux programmes de doctorat en économie ont connu, pour leur part, une baisse des inscriptions de 11,1% entre 1992 et 1998, alors que dans l'ensemble des programmes universitaires, les inscriptions *augmentaient* de 13,2%. Le nombre des inscriptions totales au doctorat est néanmoins plus élevé en 1998 qu'en 1986 — ayant crû de 8,3% — ce qui n'est le cas ni pour les programmes de premier cycle ni pour les programmes de maîtrise.

Les figures 5.3 à 5.6 présentent l'évolution des inscriptions totales par niveau d'études et par établissement. À la figure 5.3, qui présente l'évolution des inscriptions aux programmes de baccalauréat, on notera que la courbe s'appliquant à l'Université McGill se démarque des autres en ceci que les inscriptions sont en progression continue depuis 1993. De plus le niveau des inscriptions au programme de B.Sc. en économie de gestion offert à l'UQTR a peu varié depuis 1986; on comptait 43 inscriptions en 1986 et 39 en 1997. Entre ces deux années, les inscriptions ont fluctué entre 28 et 43, autour d'une moyenne de 37 inscriptions par année.

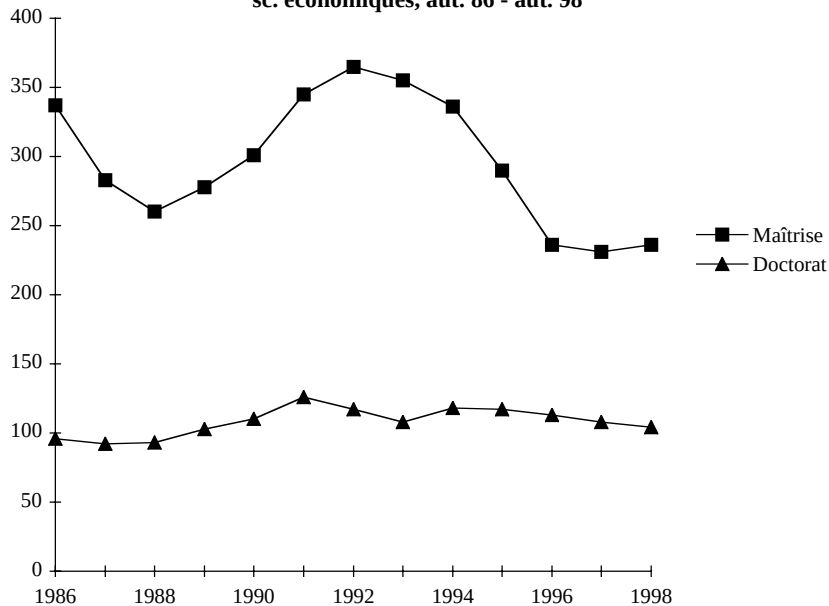
La figure 5.4 montre l'évolution des inscriptions aux programmes de certificat et de mineure. Dans tous les établissements, la tendance est à la baisse, plus ou moins prononcée, sauf à l'Université Bishop's, où les inscriptions sont en hausse pratiquement constante depuis 1988. Cela dit, on constatera aussi que les courbes sont très différentes les unes des autres. À l'Université Laval, la baisse des inscriptions est continue depuis 1986; à l'UQAM, la croissance a été très marquée entre 1986 et 1990; depuis 1992, les inscriptions ont fortement décliné. À l'Université de Montréal, les inscriptions ont crû de manière constante jusqu'en 1992 pour ensuite décroître de façon marquée jusqu'en 1997 et enregistré une légère hausse en 1998.

Figure 5.1. Évolution des inscriptions totales pour l'ensemble des programmes au premier cycle en sc. économiques, aut. 86 - aut. 98



¹ Incluant les programmes de majeure.

Figure 5.2. Évolution des inscriptions totales pour l'ensemble des programmes d'études supérieures en sc. économiques, aut. 86 - aut. 98



Source : RECU (MEQ). Les tableaux de l'annexe E présentent les chiffres de façon détaillée et fournissent les données sur l'évolution des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés.

**Figure 5.3. Évolution des inscriptions totales
au bacc. en sc. économiques,
aut. 86 - aut. 98**

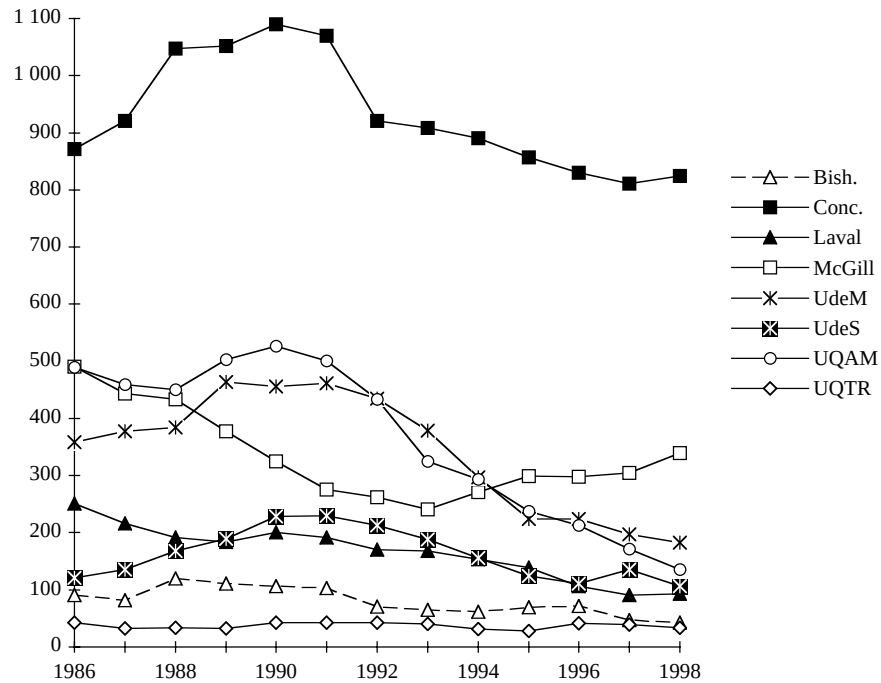
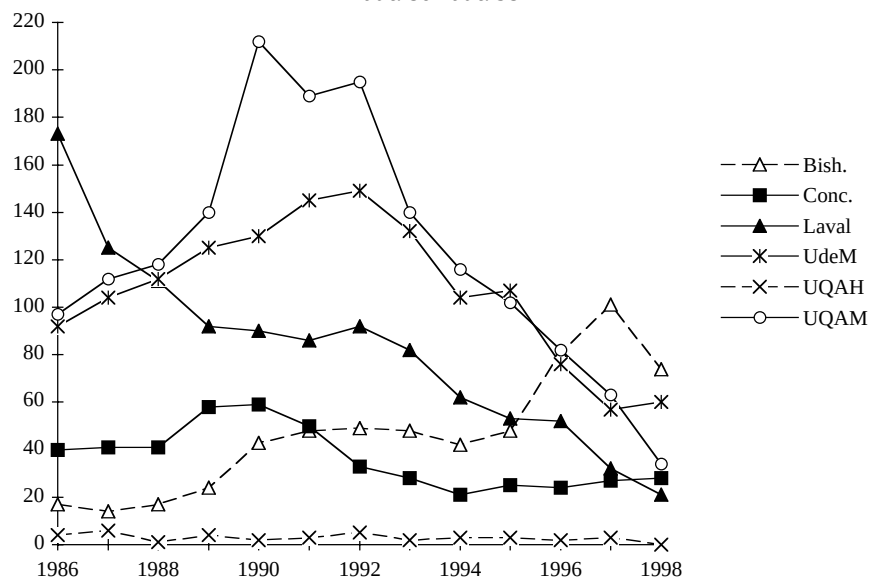


**Figure 5.4. Évolution des inscriptions totales
au certificat et au mineure en sc. économiques,
aut. 86 - aut. 98**



Source : RECU (MEQ). Les tableaux E.1 et E.2 de l'annexe E présentent les chiffres de façon détaillée et fournissent les données sur l'évolution des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés.

**Figure 5.5. Évolution des inscriptions totales
à la maîtrise en sc. économiques
aut. 86 - aut. 98**

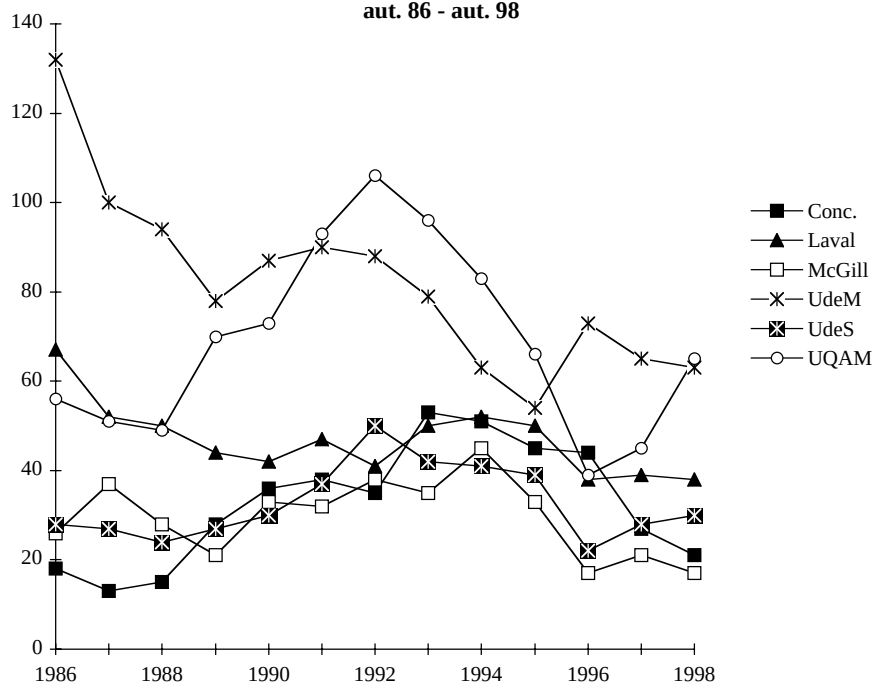
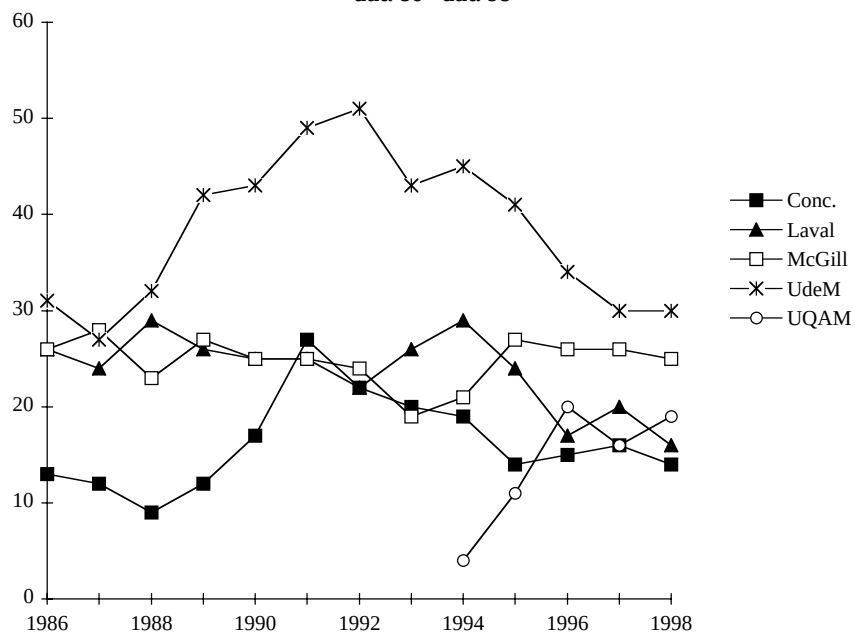


**Figure 5.6. Évolution des inscriptions totales
au doctorat en sc. économiques,
aut. 86 - aut. 98**



Source : RECU (MEQ). Les tableaux E.4 et E.5 de l'annexe E présentent les chiffres de façon détaillée et fournissent les données sur l'évolution des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés.

Enfin, les figures 5.5 et 5.6 présentent l'évolution des inscriptions à la maîtrise et au doctorat. Là encore, les tendances propres à certains établissements sont très différentes de la tendance générale dont il a été brièvement question ci-dessus. À l'Université de Montréal, par exemple, les inscriptions à la maîtrise (figure 5.5) ont chuté de 1986 à 1989, crû légèrement de 1986 à 1991, chuté de nouveau entre 1991 et 1995, augmenté entre 1995 et 1996 pour finalement connaître une légère baisse entre 1996 et 1998. Par ailleurs, on remarque que les inscriptions augmentent constamment à l'UQAM depuis 1996 et qu'elles sont à peu près stables à l'Université Laval, à l'Université McGill et à l'Université de Sherbrooke. Les inscriptions totales à l'Université Concordia sont en baisse depuis 1993, mais les nouvelles inscriptions¹⁰¹ y ont beaucoup augmenté en 1998.

La figure 5.6, enfin, présente l'évolution des inscriptions totales aux programmes de doctorat. On remarquera que l'évolution des inscriptions aux programmes de l'Université McGill et de l'UQAM se démarque de la tendance générale. À l'Université McGill, les inscriptions au doctorat ont augmenté de 1993 à 1995 et se sont stabilisées par la suite. Le programme de l'UQAM n'existe que depuis 1994; les inscriptions y ont augmenté jusqu'à l'automne 1996 pour ensuite fléchir à l'automne 1997. Par ailleurs, on notera aussi que les inscriptions au programme de l'Université Concordia sont stables depuis 1995.

Certains éléments d'explication de la baisse des inscriptions peuvent être avancés ici. À l'UQAM, on a noté que les effectifs au baccalauréat en économie étaient autrefois considérablement gonflés du fait que nombre d'étudiants s'y inscrivaient faute d'être admis dans les programmes d'administration. La baisse de la demande d'inscriptions aux programmes d'administration, dont il a été question au chapitre 2, a eu un effet direct sur les demandes d'admission en économie. Cette hypothèse est d'ailleurs avancée pour expliquer la baisse du nombre de diplômés en économie dans les universités américaines à partir du début des années 1990¹⁰². De plus, la concurrence à l'admission en administration s'étant amoindrie, on peut croire que de nombreux étudiants pour qui l'économie était un second choix ont pu être admis directement dans les programmes d'administration. Cela dit, il semble que les inscriptions en Amérique du Nord aient récemment augmenté partout sauf au Québec, à quelques exceptions près: McGill (B.A. avec majeure en économie), Sherbrooke et, dans une moindre mesure, Concordia et l'UQTR.

En outre, on doit mentionner que les facultés, écoles et départements d'administration qui ont développé des cours du type « économie des affaires » (*business economics*) font, dans une certaine mesure, concurrence à l'économie proprement dite. À titre d'exemple, mentionnons que l'École des HEC, tout comme la Faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke, ont leurs propres économistes (ou engagent leurs propres chargés de cours), responsables des cours donnés aux étudiants des programmes d'administration. À l'École des HEC, il s'agit d'un phénomène ancien, puisque l'Institut d'économie appliquée existe depuis la fondation des HEC, il y a plus de 90 ans. À l'Université Laval, par contre, l'ancien département d'économie appliquée, qui relevait de la Faculté des sciences de l'administration, a récemment été intégré au Département d'économie de la Faculté des sciences sociales.

Il n'est pas rare non plus de trouver dans d'autres départements, facultés ou écoles, des économistes responsables de donner des cours d'économie ciblés sur les divers domaines

¹⁰¹ Annexe E, tableau E.4.

¹⁰² Voir l'article suivant: Michael K. Salemi et Carlie Eubanks, « Accounting for the Rise and Fall in the Number of Economics Majors with the Discouraged-Business-Major Hypothesis », *Journal of Economic Education*, Automne 1996, pp. 350-361.

d'études qu'on y retrouve. Par exemple, le baccalauréat en relations industrielles de l'École de l'Université de Montréal existe depuis trente ans; pendant les vingt premières années, les cours d'économie suivis par ses étudiants étaient donnés par des professeurs du Département des sciences économiques. Depuis dix ans, ce sont des économistes rattachés à l'École, qui ont une double formation en économie et en relations industrielles, qui assurent l'enseignement de l'économie à l'École. Malgré le fait que le Département des sciences économiques déléguait ses meilleurs professeurs à l'École des relations industrielles, les professeurs rattachés à celle-ci semblent mieux réussir à transmettre aux étudiants de l'École les contenus de cours adaptés au domaine des relations industrielles.

À la Williams School of Business and Economics de l'Université Bishop's, l'intégration entre les sciences économiques et les sciences de l'administration semble s'être faite de manière assez harmonieuse. Ces considérations ne font que rendre plus concrète la triple nature de l'offre de cours en sciences économiques: elle comporte des cours spécialisés (et avancés) de formation professionnelle, des cours de formation de base et des cours de service en formation générale.

5.4 Diplomation

Les données sur les taux de diplomation sont tirées des analyses longitudinales produites par la Direction générale des affaires universitaires et scientifiques du ministère de l'Éducation. Le modèle du Ministère, basé sur le système de RECU, exploite les données relatives aux programmes d'études conduisant à l'obtention d'un baccalauréat. Dans le cas présent, il s'agit de cohortes de personnes nouvellement inscrites dans l'un des programmes de baccalauréat en économie aux trimestres d'automne 1988 et 1989. La période d'observation se termine, pour chacune des cohortes, au trimestre d'automne 1994. Les analyses du Ministère ont donc permis de suivre deux cohortes étudiantes tout au long de leur cheminement universitaire et jusqu'à l'obtention du diplôme, pendant une période respective de six et cinq ans¹⁰³. Bien que ces données commencent à dater — elles portent sur les étudiants qui ont obtenu ou auraient pu obtenir leur diplôme entre mai 1991 et l'automne 1994 — elles demeurent, en raison de leur caractère longitudinal, les plus fiables dont nous disposons.

Les données, présentées dans le tableau 5.3, permettent de distinguer les étudiants qui ont obtenu leur baccalauréat dans la discipline de départ et ceux l'ayant obtenu dans une « autre discipline ». Le taux global est simplement la somme des deux premiers (discipline de départ + autre discipline).

Le taux de diplomation global pour l'ensemble des programmes de baccalauréat en économie est de 59,7%, ce qui est inférieur au taux moyen pour l'ensemble des programmes de baccalauréat, tous secteurs confondus, qui étaient de 63,6% à la même période. La faiblesse du taux de diplomation des étudiants de l'Université de Montréal s'expliquerait en partie par le fait qu'un certain nombre d'étudiants s'inscrivent en économie en y voyant une porte d'entrée pour des études en administration dans un autre établissement. Les données présentées ici ne tiennent pas compte des étudiants qui changent d'établissement d'enseignement.

¹⁰³ Il faut noter que l'examen de cohortes avec le modèle du Ministère n'est possible qu'à l'intérieur d'un même établissement. En effet, dans le système RECU, le numéro matricule émis par l'établissement figure comme variable permettant de désigner chaque étudiant. Or, lorsqu'une personne change d'établissement pour poursuivre ses études, elle reçoit un nouveau matricule. On ne peut donc suivre son cheminement d'un établissement à l'autre. Ce problème de suivi de cohortes sera toutefois réglé sous peu. En effet, le Ministère utilisera désormais le code permanent attribué aux étudiants dès leur entrée dans le système scolaire.

À l'Université Laval, où les taux de diplomation sont très supérieurs à ceux de l'Université de Montréal, les professeurs ont constaté au cours des dernières années une très forte corrélation inverse entre la taille de l'effectif étudiant et le taux de diplomation, ce qui pourrait aussi laisser croire que les inscriptions reviennent progressivement à un niveau optimal. Quant aux taux de diplomation dans la discipline de départ, ils sont particulièrement faibles à l'Université de Montréal et à l'UQAM, les deux établissements où les taux globaux sont aussi les plus faibles.

Tableau 5.3

Taux de diplomation au baccalauréat en sciences économiques, cohortes d'étudiants de 1988-1989 et 1989-1990 inscrits à temps plein

	Dans la discipline de départ	Dans une autre discipline	Global	Échantillon ¹ (effectifs)
Bishop's	36,9	31,1	68,0	103
Concordia	44,6	18,9	63,5	540
Laval	53,1	19,4	72,5	175
McGill	60,2	19,4	79,6	309
UdeM	22,5	6,7	29,2	284
Sherbrooke	59,6	10,1	69,7	178
UQAM	19,5	24,1	43,6	261
UQTR	40,7	7,4	48,1	27
Total	42,1	17,6	59,7	1 877

Source : Direction des affaires universitaires et scientifiques, MEQ, 1996.

¹ L'échantillon correspond aux nouveaux inscrits des trimestres d'automne 1988 et 1989 qui ont été suivis jusqu'en 1994.

5.5 Intégration des diplômés au marché du travail

Le ministère de l'Éducation du Québec effectue périodiquement une enquête de relance des diplômés universitaires afin de connaître l'évolution de l'intégration au marché du travail des titulaires d'un baccalauréat ou d'une maîtrise au cours des deux années qui suivent l'obtention de leur diplôme (Audet 1998). Cette enquête permet notamment de mesurer le taux de placement des diplômés dans un emploi lié au domaine d'études.

Le tableau 5.4 présente les taux de placement en janvier 1997 de la promotion de diplômés universitaires québécois de 1995. Les taux correspondent à la proportion des personnes en emploi par rapport aux personnes disponibles pour l'emploi au moment de l'enquête, en janvier 1997. La catégorie des personnes disponibles exclut toutes celles qui n'étaient pas en recherche active d'emploi, de même que les étudiants n'ayant pas d'emploi à temps plein (30 heures par semaine et plus). Les personnes qui poursuivaient des études tout en occupant un emploi à temps plein sont toutefois considérées comme des individus en emploi.

Les taux globaux figurant au tableau 5.4 s'appliquent au placement sans égard au lien avec la formation reçue, alors que les taux liés au domaine d'études principal (temps partiel ou temps plein) s'appliquent aux diplômés occupant un emploi perçu par eux comme tel.

Tableau 5.4

**Taux de placement en janvier 1997 des diplômés en sciences économiques,
promotion de 1995**

	Baccalauréat			Maîtrise		
	Taux global	Lié au domaine d'études principal	Temps plein lié au domaine d'études principal	Taux global	Lié au domaine d'études principal	Temps plein lié au domaine d'études principal
- Sciences économiques	89,2	45,5	41,9	77,9	62,7	62,7
- Ensemble des disciplines au Québec	90,9	68,6	55,9	91,9	76,7	66,7

Source : Marc Audet, *Qu'advient-il des diplômés des universités ? La promotion de 1995*, Service des analyses, Direction de l'enseignement et de la recherche universitaires, ministère de l'Éducation, Québec, 1998.

Pour l'ensemble du domaine des sciences économiques, le taux de placement global au niveau du baccalauréat (89,2%) est comparable au taux pour l'ensemble des disciplines universitaires (90,9%), mais les taux liés au domaine d'études principal (l'économique) sont inférieurs aux taux s'appliquant à l'ensemble des disciplines. Au niveau de la maîtrise, le taux global pour les diplômés du domaine de l'économique (77,9%) est très inférieur au taux global pour l'ensemble des disciplines (91,9%), sauf pour le taux d'emploi à temps plein lié au domaine d'étude, où l'écart n'est que de 4%, en faveur de l'ensemble des disciplines.

6. Les unités académiques et la recherche

6.1 Le corps professoral

À l'automne 1998, on dénombrait un peu plus de 150 professeurs réguliers dans l'ensemble des départements en sciences économiques (tableau 6.1). L'âge moyen de ces professeurs se situe aux alentours de celui de l'ensemble du réseau universitaire du Québec, soit 48,5 ans¹⁰⁴. En sciences économiques, la proportion de professeurs détenteurs d'un doctorat (92,5 %) demeure plus élevée comparativement à l'ensemble du système universitaire (79,8 %).

À l'exception de l'Université Laval, tous les départements en sciences économiques ont connu une baisse de leurs effectifs professoraux réguliers entre 1992 et 1998. La hausse à l'Université Laval (22 à 35) est attribuable essentiellement à la venue, en 1994, des professeurs du Département d'économie appliquée, rattachée à la Faculté des sciences de l'administration, au sein du Département d'économie. Les départements d'économie des autres universités ont perdu au total près de 12 % de leurs effectifs professoraux réguliers entre 1992 et 1997. À titre indicatif, pour la même période, la diminution dans l'ensemble du système universitaire fut de 8 %. Les prévisions pour 2001 indiquent que, dans la plupart des départements, le nombre de professeurs demeurera relativement stable.

Le tableau 6.2 sur les ratios étudiants en équivalence temps complet (EETC) montre que, globalement, en 1998, la charge professorale en économie est plus faible que dans l'ensemble des secteurs universitaires. Ces données sur les ratios doivent toutefois être interprétées avec prudence, puisqu'elles ne rendent pas compte de la contribution des professeurs dans les cours de services. Or, cette contribution est fort importante en sciences économiques. À titre d'exemple, le Département d'économie de l'Université Laval assure un très large éventail de cours de services, principalement dans le cadre des programmes de la Faculté des sciences de l'administration, mais également dans le cadre des maîtrises en relations internationales et en analyse des politiques. En tout, le département dispense, bon an mal an, plus de 120 cours à travers le campus. De plus, il ne faut pas perdre de vue que le nombre d'EETC n'est qu'une mesure partielle de la tâche professorale. Comme nous le verrons dans la prochaine section, les professeurs en économie sont particulièrement actifs en recherche.

6.2 La recherche

6.2.1 Financement et mesure de production

Les tableaux 6.3 et 6.4 présentent des données portant respectivement sur le financement de la recherche et sur le volume des publications des professeurs affiliés aux différents départements en sciences économiques.

Pour l'ensemble des départements, le financement annuel moyen par professeur régulier s'élève à environ 26 500 dollars (tableau 6.3). Ce montant est plus élevé que celui des professeurs en administration (19 000 dollars) et en relations industrielles (12 500 dollars).

¹⁰⁴ CREPUQ, *Caractéristiques et rémunération des professeurs de carrière des universités québécoises, Rapport de l'enquête sur le personnel enseignant, Année 1997-1998, 1999.*

Tableau 6.1
Corps professoral dans les unités académiques en sciences économiques ¹

	1992	1997	1998	Δ 92-98	2001 ²	Profs. en 1998	
						% doctorat	Âge moyen
Bishop's - Dép. d'économie							
Postes autorisées	6,5	5,5	4,5	-2			
Professeurs réguliers	6,5	5,5	4,5	-2	4,5	66,7%	47,0
Cours donnés par chargés de cours ³	5	14	3	-2			
Concordia - Dép. d'économie							
Postes autorisées	26	24	23	-3			
Professeurs réguliers	26	22	23	-3	22	95,7%	51,1
Cours donnés par chargés de cours	27	23	18	-9			
UdeM - Dép. de sciences économiques							
Postes autorisées	37	29	29	-8			
Professeurs réguliers	34	30	28	-6	28	96,4%	49,0
Cours donnés par chargés de cours	7	2,5	3,3	-3,7			
Laval - Dép. d'économie							
Postes autorisées	25	40 ⁴	35	10			
Professeurs réguliers	22	35 ⁴	35	13	33	91,4%	45,6
Cours donnés par chargés de cours	n.d.	4	3	n.d.			
McGill - Dép. d'économie							
Postes autorisées	29	26	25	-4			
Professeurs réguliers	29	25	24	-5	24	100,0%	49,0
Cours donnés par chargés de cours	6	8	5	-1			
UdeS - Dép. d'économie							
Postes autorisées	14	13	11	-3			
Professeurs réguliers	11	10	10	-1	10	80,0%	46,6
Cours donnés par chargés de cours	18	2	5	-13			
UQAM - Dép. des sciences économiques							
Postes autorisés	32	34	34	2			
Professeurs réguliers	31	29	29	-2	30	89,7%	45,0
Cours donnés par chargés de cours	43	24	23	-20			
ENSEMBLE							
Postes autorisés	169,5	171,5	161,5	-8			
Professeurs réguliers	159,5	156,5	153,5	-6	151,5	92,5%	
Cours donnés par chargés de cours ⁵	106	73,5	57,3	-48,7			

Sources : établissements universitaires.

¹ Le bacc. en économie de gestion de l'UQTR relève du Dép. des sciences de la gestion et de l'économie.

Les informations sur ce département ont été présentées plus tôt.

² Prévision en tenant compte des embauches prévues et des retraites confirmées.

³ Nombre de cours de trois crédits donnés par les chargés de cours.

⁴ Incluant les professeurs d'Économie appliquée à la gestion résultant de la fusion de mars 1994.

⁵ Le total concernant les chargés de cours exclut l'Université Laval, les données n'étant pas disponibles.

Tableau 6.2

Ratio étudiants en équivalence temps complet (EETC)¹ par professeur régulier, secteur de l'économie et ensemble des secteurs universitaires, 1992 et 1998

	Secteur de l'économie		Ensemble des secteurs universitaires	
	1992	1998	1992	1998
Bishop's	30,2	22,0	21,1	24,5
Concordia	29,9	28,2	22,6	29,6
Laval	37,1	15,8	23,3	21,5
McGill ²	17,1	26,6	20,3	22,8
UdeM	20,8	15,1	21,7	23,1
UdeS	24,4	13,6	27,0	26,9
UQAM	30,8	19,9	26,8	26,0
Total des 7 établissements	26,6	20,2	23,0	24,1

Source : calculs effectués par la CUP à partir des données fournies par les établissements.

¹ Les EETC ont été pondérés selon le poids attribué par le MEQ aux études supérieures. Les EETC du deuxième cycle ont donc été multipliés par 2,1 et ceux du troisième cycle par 2,8.

² Les données pour l'ensemble de l'établissement portent sur les années académiques 1991-92 et 1997-98.

Cela dit, les écarts entre les établissements sont parfois considérables. Par exemple, avec une moyenne par professeur de l'ordre de 62 000 dollars, le département des sciences économiques de l'Université de Montréal se démarque nettement des autres unités académiques du domaine de l'économie.

Quant au volume de publication (tableau 6.4), on notera que le nombre d'articles publiés dans des revues avec comité de lecture (RAC) est important compte tenu des ressources professorales qui y sont affectées. Ainsi, les quelque 150 professeurs réguliers en sciences économiques ont publié près de 500 articles (RAC) entre 1995 et 1998. À titre de comparaison, les quelque 800 professeurs en sciences administratives ont publié, pendant la même période, un peu plus de 1300 articles dans des revues avec comité de lecture. Par ailleurs, à l'instar du niveau de financement, le volume de publications du département des sciences économiques de l'Université de Montréal se distingue des autres unités académiques en économie.

6.2.2 Particularités institutionnelles

Cette section présente un bref portrait qualitatif des unités académiques en économie sur le plan de la recherche.

Université Bishop's

Comparativement aux autres départements, la contribution du département d'économie de l'Université Bishop's sur le plan de la recherche est relativement modeste. Il faut rappeler à cet égard que, parmi les sept départements d'économie présentés ici, seul Bishop's n'offre pas de programmes d'études supérieures. La plupart des projets de recherche du département se font en collaboration avec d'autres établissements, dont l'Université du Manitoba, l'Université de la Saskatchewan et l'UQAM.

Tableau 6.3
Financement de la recherche et montant annuel moyen par professeur régulier, unités académiques en sciences économiques, 1995-19981

		Subventions (en k\$)				Contrats (en K\$)		Total (en K\$)		Montant annuel moyen par prof. régulier (1998)				Nb prof. 1998
		Organismes reconnus ²		Autres organismes						Organismes reconnus	Autres organismes	Contrats	Total par prof.	
		Σ95-98	Moy./an	Σ95-98	Moy./an	Σ95-98	Moy./an	Σ95-98	Moy./an					
Bishop's - Dép. d'économie	Répartition	0,0%		4	1	10	3	14	5	0 \$	259 \$	741 \$	1 000 \$	4,5
				25,9%		74,1%		100,0%						
Concordia - Dép. d'économie ³	Répartition	281	94	184	61			465	155	4 070 \$	2 664 \$	0 \$	6 735 \$	23
		60,4%		39,6%		0,0%		100,0%						
UdeM - Dép. de sc. économiques	Répartition	2 172	724	2 115	705	956	319	5 243	1 748	25 858 \$	25 183 \$	11 381 \$	62 422 \$	28
		41,4%		40,3%		18,2%		100,0%						
Laval - Dép. d'économie ³	Répartition	1 355	452	395	132	1 021	340	2 772	924	12 908 \$	3 760 \$	9 728 \$	26 397 \$	35
		48,9%		14,2%		36,9%		100,0%						
McGill - Dép. d'économie	Répartition	415	138	126	42			541	180	5 767 \$	1 749 \$	0 \$	7 516 \$	24
		76,7%		23,3%		0,0%		100,0%						
UdeS - Dép. d'économique	Répartition	38	13	841	280			879	293	1 267 \$	28 034 \$	0 \$	29 300 \$	10
		4,3%		95,7%		0,0%		100,0%						
UQAM - Dép. des sc. économiques	Répartition	1 641	547	324	108	343	114	2 307	769	18 857 \$	3 718 \$	3 939 \$	26 515 \$	29
		71,1%		14,0%		14,9%		100,0%						
Ensemble	Répartition	5 902	1 967	3 988	1 329	2 330	777	12 220	4 073	12 817 \$	8 660 \$	5 060 \$	26 537 \$	153,5
		48,3%		32,6%		19,1%		100,0%						

Sources : établissements universitaires.

¹ Les montants couvrent les années académiques suivantes : 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998

² Organismes reconnus selon le Système d'information sur la recherche universitaire (SIRU).

³ Les montants couvrent les 3 années académiques suivantes : 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997.

Tableau 6.4
Publications dans les unités académiques en sciences économiques, 1995-1998¹

	Articles dans « Rac » ²	Articles hors « Rac »	Chapitres de livres	Livres	Comm. publiées	Confé- rences sur invit.	Rapport de rech. ou tech.	Nb de prof. rég. en 1998
Bishop's - Dép. d'économie	8	0	0	0	0	12	2	4,5
Concordia - Dép. d'économie ³	58	0	3	0	2	24	5	23
UdeM - Dép. de sciences économiques	166	35	52	11	9	572	205	28
Laval - Dép. d'économie ³	111	13	24	8	161	67	7	35
McGill - Dép. d'économie	51	7	35	4	9	0	0	24
UdeS - Dép. d'économique	19	10	12	6	24	42	30	10
UQAM - Dép. des sciences économiques	86	20	11	16	11	144	58	29
ENSEMBLE	499	85	137	45	216	861	307	153,5

Source : établissements universitaires.

¹ L'inventaire couvre les années académiques suivantes : 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998.

² Revue avec comité de lecture.

³ L'inventaire couvre les 3 années académiques suivantes : 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997.

Université Concordia

Les axes de recherche privilégiés par le Département d'économie de l'Université Concordia sont nombreux et diversifiés. Le premier axe de recherche regroupe des activités se concentrant sur les aspects empiriques de l'économie du travail, l'économie de l'éducation, les facteurs économiques de la fécondité, et les écarts de revenus liés à l'ethnicité. À titre d'exemple, des études portant sur les impacts de la refonte du programme d'Assurance-Emploi ont été commandées par le Bureau canadien de développement des ressources humaines. Dans le cadre de ces travaux, des liens ont été établis avec l'Institut de recherche sur l'emploi de l'Université de Bonn. Le second axe d'activités porte sur l'analyse des marchés financiers et traite particulièrement des questions liées à la productivité et aux économies d'échelle réalisées par les institutions financières canadiennes, les fiducies, les banques à charte et les institutions engagées dans le commerce des produits d'assurance. Ces travaux contribuent au développement de la recherche en économétrie qualitative et non paramétrique. Le troisième axe de recherche du département aborde, par l'angle de la théorie micro-économique appliquée, des questions touchant l'économie publique comme celles portant sur l'évaluation de la taxation sur le niveau de bien-être, le maintien de revenus optimaux, et les services publics régionaux.

Dans le cadre de ces divers travaux, les professeurs du département maintiennent des liens avec d'autres chercheurs du réseau universitaire québécois, et ils collaborent plus particulièrement avec le Centre de recherche en économie et finance appliquées (CREFA) de l'Université Laval, le Centre de recherche et développement en économique (CRDE) et le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO).

Université Laval

Le Département d'économie de l'Université Laval s'inscrit résolument dans une approche nord-américaine des questions et problèmes économiques. La très grande majorité des membres du département consacrent leurs recherches à des travaux de nature appliquée et empirique, comme en témoignent les orientations des deux centres de recherche présents au sein du Département, soit le Centre de recherche en économie et finance appliquées (CREFA) et le Groupe de recherche en économie de l'énergie et des ressources naturelles (GREEN).

L'objectif premier du CREFA est d'effectuer des recherches appliquées sur les interactions entre les secteurs réel et financier des économies nationale et étrangère, dans un contexte international. Les activités s'organisent autour de quatre axes de recherche interdépendants: économie du travail et économie publique, développement économique et économies en transition, macro-économie et marchés financiers, gestion financière et gestion des risques. Quant au GREEN, il est le seul centre de recherche au Québec qui se consacre à l'étude des aspects économiques du secteur de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles. Dans chacun de ces secteurs, le GREEN contribue à la recherche théorique et méthodologique, et effectue des analyses économiques appliquées et des analyses de politiques,

Université McGill

Les membres du Département de sciences économiques travaillent dans plusieurs domaines de recherche, avec une emphase particulière en théorie économique, en économétrie et en commerce et développement. Les programmes de recherche, ainsi que les plus récentes publications qui en

découlent, portent sur la théorie des jeux et ses applications, sur l'analyse des séries chronologiques des données économiques, sur la théorie du commerce international et sur l'étude empirique des ménages des pays en voie de développement.

Les projets de collaboration entre les membres du Département, ainsi qu'avec des membres d'autres départements de sciences économiques à Montréal, sont fréquents; ces efforts communs ont donné suite à une série de publications s'étalant sur plusieurs années. Certains membres du Département travaillent également avec des organisations de recherche externes telles que le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) et le Centre de recherche et développement en économie (CRDE). D'autres membres participent également aux projets interdisciplinaires concernant l'économie, par exemple à la McGill School of Environment.

Université de Montréal

Le Département de sciences économiques de l'Université de Montréal maintient des liens privilégiés avec trois centres de recherche québécois importants, soit le Centre de recherche et développement en économie (CRDE), le Centre de recherche sur les transports (CRT) et le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO). Ces centres apportent un soutien complémentaire très appréciable aux chercheurs du Département. Entre autres, ils permettent de maintenir, conjointement avec le Département, un programme bien structuré de séminaires et de conférences données par des visiteurs, dont bénéficient tant les étudiants aux études supérieures que leurs professeurs. Les axes de recherche auxquels les professeurs contribuent plus directement sont les suivants: design organisationnel et incitations; économie des transports; économie financière; économie internationale et développement; méthodes économétriques; politiques économiques; ressources humaines.

Sur la base des critères de citations, de publications et de budgets de recherche, le Département se classe systématiquement parmi les quatre ou cinq meilleurs départements de sciences économiques au Canada, et parfois au premier rang. À titre d'exemple, un classement basé sur les citations dans les revues scientifiques de la discipline, publié par la revue *Science Watch*¹⁰⁵, place l'Université de Montréal au premier rang des universités canadiennes dans le domaine des sciences économiques.

Université de Sherbrooke

À quelques exceptions près, la recherche et la formation au deuxième cycle en économie au Département d'économie de l'Université de Sherbrooke privilégient l'économie appliquée et les méthodes quantitatives plutôt qu'une approche purement théorique. Ceci se reflète dans les activités de recherche des professeurs ainsi que dans le programme de deuxième cycle et dans les recherches des étudiants. Les créneaux de recherche qui se dégagent en fonction des travaux récents et en cours et des projets à court et moyen terme sont les suivants: économétrie appliquée;

¹⁰⁵ Voir *Science Watch*, vol. 6, no 10, November/December 1995. *Science Watch* est une revue publiée par le Institute for Scientific Research Information de Philadelphie, qui vise à documenter les tendances et performances en recherche en Amérique du Nord. Le numéro en question était consacré en partie à un classement des universités canadiennes dans vingt champs de recherche, sur la base des citations pour la période 1990-1994. Il s'agit du plus récent classement du genre disponible.

économie internationale et régionale, développement économique; économie et finances publiques; économie du changement technologique, réglementation et politiques industrielles et technologiques; économie du travail.

Étant donné le nombre restreint de professeurs dans chaque champ, les membres du Département n'ont d'autres choix que de développer des collaborations de recherche avec les collègues d'autres départements et institutions. Par exemple, plusieurs sont impliqués activement dans des centres de recherche interuniversitaire comme le Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST) ou le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO).

Université du Québec à Montréal

La macro-économie constitue l'axe principal de recherche au Département des sciences économiques de l'UQAM. Une dizaine de professeurs du Département oeuvrent dans ce large secteur de la science économique. Leurs recherches s'intéressent autant aux développements théoriques qu'aux applications et couvrent les domaines de la théorie du cycle économique, de la macro-économie internationale, de la finance internationale, de la macro-économie monétaire et financière et de l'analyse des politiques publiques. Le Département est reconnu comme étant le principal lieu de recherche en théories et politiques macro-économiques au Québec et au Canada. L'équipe de chercheurs en macro-économie maintient par ailleurs des liens étroits avec le milieu de la politique publique (Banque du Canada, ministères des Finances, SCHL, Développement et Ressources humaines Canada, etc.). L'économie des ressources humaines (dont l'économie démographique) et l'économie des ressources naturelles et de l'environnement sont deux autres axes de recherche privilégiés par le Département qui, d'autre part, compte aussi des équipes de chercheurs dans les domaines de l'économie publique et de l'histoire de la pensée économique.

Le Centre de recherche sur l'emploi et les fluctuations économiques (CREFÉ) est le principal port d'attache des chercheurs du Département et d'une grande partie des étudiants de doctorat. Fondé en 1992, sa mission est d'explorer l'effet du dynamisme du marché du travail sur les fluctuations économiques et la performance économique à l'échelle nationale et internationale. Ce centre regroupe une douzaine de professeurs du Département et fait partie du consortium de centres de recherche en macro-économie T2M (Théories et méthodes en macro-économie). Des chercheurs du Département participent également aux activités du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) et du Centre de recherche interuniversitaire sur les transformations et les régulations économiques et sociales (CRITERES).

III. LE DOMAINE DES RELATIONS INDUSTRIELLES

Introduction

Les relations industrielles étudient les questions liées au travail et cherchent à apporter des solutions aux divers problèmes humains et socio-économiques qu'il pose. Les principaux acteurs sociaux confrontés à ces problèmes sont notamment les travailleurs eux-mêmes, les syndicats qui les représentent et les employeurs. Les relations qui s'établissent entre ces acteurs autour des questions du travail constituent le cœur des relations industrielles en tant que domaine d'études. Ces relations peuvent prendre deux formes complémentaires: d'une part, les relations collectives de travail entre l'employeur et les travailleurs regroupés en syndicat et, d'autre part, la gestion des ressources humaines, qui s'inscrit davantage mais non exclusivement dans une logique de relations individuelles de travail. Finalement, ces relations s'établissent et évoluent dans un contexte social plus large, caractérisé notamment par un cadre juridique et institutionnel régissant le domaine du travail, par des politiques gouvernementales et par les réalités économiques du marché du travail. Le domaine des relations industrielles est donc généralement défini comme la somme de trois champs d'études: la gestion des ressources humaines, les relations de travail et les politiques publiques en matière de travail¹⁰⁶.

À l'origine, les relations industrielles étaient particulièrement orientées vers le champ des relations du travail au sens strict. Au cours des années 1980, le domaine d'études s'est considérablement élargi, compte tenu du développement marqué de la gestion des ressources humaines ainsi que des politiques gouvernementales qui affectent le travail sous différents aspects, comme la santé et la sécurité au travail, l'équité, ou la protection des droits individuels dans l'entreprise ou l'organisation. Le finissant du baccalauréat est un généraliste en relations industrielles, apte à intervenir tant en relations du travail qu'en gestion des ressources humaines ou dans l'administration des politiques gouvernementales.

La formation générale se fonde sur les contributions de plusieurs disciplines dont le droit, l'économique, l'histoire, la psychologie et la sociologie, etc. Ces disciplines contribuent à favoriser chez l'étudiant une meilleure appréhension du travail et de ses contextes organisationnel et sociétal. Cette formation générale vise aussi à développer chez lui une plus grande capacité d'analyse et de communication ainsi que l'esprit critique, des qualités qui serviront autant le citoyen que le professionnel qu'il deviendra. Ce sont d'ailleurs des universitaires spécialisés dans l'économique et le droit qui ont constitué, au Québec du moins, le domaine des relations industrielles et fondé le Département de l'Université Laval et l'École de l'Université de Montréal en 1944-1945¹⁰⁷.

La formation pratique ou professionnelle vise, quant à elle, à fournir à l'étudiant les moyens, les techniques et les habiletés qui lui permettront d'intervenir plus efficacement dans les différentes activités associées à la gestion des ressources humaines, à la négociation et à l'application de conventions collectives, à la conception et à l'application de politiques publiques du travail, notamment en santé et en sécurité au travail.

¹⁰⁶ Jean Boivin, « Les relations industrielles: une pratique et une discipline », in Rodrigue Blouin, Jean Boivin, Esther Déom et Jean Sexton (sous la dir. de), *Les relations industrielles au Québec: 50 ans d'évolution*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, p. 59.

¹⁰⁷ Émile Gosselin, « Perspectives nouvelles en relations industrielles », in Rodrigue Blouin, Jean Boivin, Esther Déom et Jean Sexton (sous la dir. de), *Les relations industrielles au Québec: 50 ans d'évolution*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, pp. 16-17.

Dans les universités québécoises, on compte trois unités académiques entièrement dédiées aux relations industrielles: le Département des relations industrielles de l'Université Laval, l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal et le Département de relations industrielles de l'Université du Québec à Hull (UQAH).

Fondé en 1943, le Département des relations industrielles de l'Université Laval, par exemple, est aujourd'hui l'un des départements les plus importants de la Faculté des sciences sociales à laquelle il est rattaché. À l'automne 1998, plus de 700 personnes étaient inscrites à l'un ou l'autre de ses programmes. La grande majorité de ces inscriptions étaient enregistrées au premier cycle, ce qui en faisait le premier cycle le plus important de la Faculté. Tel que défini dans cette unité, le domaine d'études regroupe neuf concentrations: gestion des ressources humaines; gestion du travail dans le contexte mondial; ergonomie; santé et sécurité du travail; innovation en entreprise et organisation du travail; syndicalisme, représentation et démocratie au travail; négociation et convention collective; travail, emploi et institutions.

L'École de relations industrielles de l'Université de Montréal a été fondée en 1945 pour offrir un enseignement menant à un diplôme de maîtrise en relations industrielles. Depuis 1969, elle offre aussi un baccalauréat spécialisé en relations industrielles de même qu'un doctorat dans la même discipline. L'École favorise dorénavant une approche intégrée qui consiste à analyser chaque phénomène de relations industrielles à la lumière des trois composantes que sont la gestion des ressources humaines, les relations du travail et les politiques gouvernementales.

L'approche multidisciplinaire retenue au Département de l'UQAH, à la fois générale et pratique, reflète l'importance primordiale de la dimension « gestion des ressources humaines »; une approche souvent moins développée dans les programmes d'études de relations industrielles que ne le sont celles des relations de travail ou des politiques du travail. Dans le cadre de l'approche privilégiée, les étudiants sont amenés à se sensibiliser non seulement aux préoccupations et contraintes des entreprises (perspective des sciences de la gestion), mais aussi à celles des salariés, de leurs organisations syndicales et de l'ensemble de la société (perspectives des autres disciplines)¹⁰⁸.

¹⁰⁸ On notera que tous les programmes du champ de la santé et sécurité au travail, dont le certificat qui relève du Département des relations industrielles de l'UQAH, ont été recensés dans le neuvième rapport de la CUP (mars 1999): Commission des universités sur les programmes, *Les programmes de sciences infirmières, santé communautaire, épidémiologie, hygiène du milieu, travail social, animation sociale et culturelle, gérontologie et gestion des services de santé dans les universités du Québec*, Rapport n° 9, mars 1999.

7. L'offre de programmes

L'offre de programmes en relations industrielles se compose de 17 programmes répartis entre 6 établissements du réseau universitaire québécois. Cependant, seuls trois établissements offrent un programme de baccalauréat dans le domaine: l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'UQAH. Ces trois mêmes établissements offrent aussi un programme de maîtrise, alors que seules l'Université Laval et l'Université de Montréal offrent un programme de doctorat. Le tableau 7.1 ci-dessous présente le détail de la répartition des programmes par niveau d'études et par établissement. On notera d'emblée que le nombre d'unités académiques du domaine des relations industrielles se limite à trois: le Département des relations industrielles de l'Université de Laval, l'École des relations industrielles de l'Université de Montréal et le Département des relations industrielles de l'UQAH. Ces trois unités dispensent à elles seules 14 des 17 programmes offerts, dont les 8 programmes de grade.

Tableau 7.1
Nombre de programmes en relations industrielles selon le niveau d'études et l'établissement universitaire, automne 1998¹

	Laval	McGill	UdeM	UQAH	UQTR	TELUQ	TOTAL
Certificat	2		1	2		1	6
Majeure	1	1					2
Baccalauréat	1		1	1			3
Diplôme (2e cycle)					1		1
Maîtrise	1		1	1			3
Doctorat	1		1				2
Total	6	1	4	4	1	1	17

Source : établissements universitaires.

¹ Seuls les programmes qui acceptent de nouvelles inscriptions à l'automne 1998 (ou après) ont été retenus dans le tableau. Les options, concentrations ou spécialisations ne sont pas comptabilisées dans le total des programmes.

Trois établissements n'offrent aucun programme de grade: l'Université McGill, qui offre une majeure multifacultaire *in Industrial Relations*; l'Unité d'enseignement et de recherche Travail, économie et gestion de la Téléq, qui offre un certificat en relations industrielles; et le Département des sciences de la gestion et de l'économie de l'UQTR, qui offre un D.E.S.S. en relations de travail depuis l'automne 1997.

7.1 Programmes de premier cycle

On compte au premier cycle 3 programmes de grade offerts par l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'UQAH. Le programme de B.A. en relations industrielles de l'Université Laval comporte 3 blocs de cours de spécialisation: Relations du travail et institutions; Travail, gestion des ressources humaines et organisations; et Marché du travail. Cependant, ces 3 blocs de cours optionnels couvrent 8 champs d'études: Ergonomie, Gestion du travail dans le contexte mondial, Gestion des ressources humaines, Innovation en entreprise et organisation du travail, Négociation et convention collective; Syndicalisme, représentation et démocratie au travail; Santé et sécurité au travail, et Travail, emploi et institutions. De plus, le programme permet un stage optionnel (9 crédits) en relations de travail.

Le programme de B.Sc. en relations industrielles de l'Université de Montréal vise à former des agents de relations industrielles, aptes à œuvrer sur le marché du travail de façon polyvalente. Pour ce faire, le programme doit rencontrer les trois objectifs suivants: 1) assurer la formation fondamentale des étudiants, notamment le développement de leur capacité analytique et l'apprentissage des différentes formes de langage; 2) transmettre les informations de base nécessaires dans chacune des grandes composantes des relations industrielles, à savoir la gestion des ressources humaines, les relations du travail et les politiques gouvernementales dans le domaine du travail et de la main-d'œuvre; et 3) assurer une certaine formation générale des étudiants, c'est-à-dire favoriser chez l'étudiant le développement d'une culture générale lui permettant de mieux comprendre les phénomènes étudiés dans le cadre de ses études spécialisées en relations industrielles. De plus, le programme comporte 4 orientations de spécialisation: Gestion des ressources humaines, Méthodes de recherche, Politiques gouvernementales, et Relations du travail.

Le B.Sc. en relations industrielles de l'Université de Montréal est aussi caractérisé par un stage professionnel obligatoire de 9 crédits effectué à la fin du programme d'études. Le stage est une période de formation pratique permettant à l'étudiant de compléter sa formation théorique au moyen d'une expérience de travail supervisée et encadrée. Il se déroule dans un champ de pratique professionnelle donnant à l'étudiant l'occasion d'intégrer les connaissances acquises dans les cours traitant de relations du travail, de gestion des ressources humaines, des programmes de main-d'œuvre et de recherche en relations industrielles.

Le programme de baccalauréat de l'UQAH veut fournir à l'étudiant une compréhension globale du domaine d'études des relations industrielles et la capacité d'utiliser les connaissances scientifiques et les techniques professionnelles des principales disciplines qui se préoccupent de la dynamique du travail. La formation proposée doit permettre à l'étudiant d'intervenir efficacement dans chacune des trois grandes sphères d'activités des relations industrielles: la gestion des ressources humaines, les relations de travail et les politiques publiques du travail. Le programme comporte trois orientations de spécialisation dérivées des trois sphères d'activités: Gestion des ressources humaines, Marché du travail et politiques publiques du travail, Relations de travail et syndicalisme. L'étudiant peut également choisir un cheminement coopératif où il trouvera la possibilité de faire trois stages.

Quant au programme de majeure offert par l'Université McGill, c'est un programme multidisciplinaire engageant la participation de deux facultés et de trois départements. Le programme repose sur des bases doubles: formation en sciences sociales et connaissance du cadre institutionnel de la gestion des relations de travail. C'est le seul programme de relations industrielles offert en anglais au Québec.

Chacun des 3 établissements qui offrent le baccalauréat offre aussi un certificat en relations industrielles. Le Département de relations industrielles de l'Université Laval offre également un certificat en gestion de ressources humaines — autrefois appelé Certificat en gestion de la main-d'œuvre. En outre, l'Université Laval offre la possibilité de ne compléter qu'une majeure en relations industrielles. Le certificat offert par l'Université de Montréal ne relève pas de l'École des relations industrielles mais bien de la Faculté de l'éducation permanente (FEP). Cependant, il existe une entente entre l'École de relations industrielles et la FEP sur la gestion du Certificat en relations industrielles et sur l'accès au Baccalauréat spécialisé offert par l'École. Les cours de sigle REI du certificat sont équivalents, en termes d'objectifs et de contenus, aux cours offerts dans le cadre du Baccalauréat spécialisé de l'École. L'étudiant désireux de poursuivre des études en relations industrielles après l'obtention du Certificat peut être admis en deuxième année du Baccalauréat spécialisé.

Quant au Département des relations industrielles de l'UQAH, il offre 2 programmes de certificat: le Certificat en relations industrielles et le Certificat en psychologie du travail. Ce dernier propose une approche multidisciplinaire initiant l'étudiant aux aspects fondamentaux de la psychologie du travail, du fonctionnement des organisations et plus spécifiquement de la gestion des personnes.

Il existe au Québec un ordre professionnel à titre réservé auquel ont accès les diplômés en relations industrielles: l'Ordre des conseillers en relations industrielles¹⁰⁹. L'Ordre comptait en 1997-1998 près de 1700 membres. Les personnes détentrices d'un diplôme de premier, deuxième ou troisième cycle en relations industrielles sont admissibles au titre de conseiller en relations industrielles. De plus, deux autres types de diplômes donnent accès au titre: un diplôme de premier cycle avec spécialisation en relations industrielles (comme le major *in Industrial Relations* de l'Université McGill) et un diplôme de baccalauréat en administration avec spécialisation en gestion des ressources humaines. Il est aussi possible de faire valoir une ou plusieurs années d'expérience de travail pertinente en lieu et place de la formation universitaire décrite précédemment.

7.2 Programmes de deuxième et troisième cycles

Le domaine des relations industrielles ne compte que 6 programmes d'études supérieures: le D.E.S.S. de l'UQTR, 3 programmes de maîtrise offerts par l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'UQAH, et deux doctorats de troisième cycle offerts par l'Université Laval et l'Université de Montréal.

Le D.E.S.S. en relations de travail permet à l'étudiant d'acquérir une formation professionnelle et spécialisée en lui présentant une vision systémique des relations de travail par l'étude de théories fondamentales mais surtout par l'acquisition de connaissances opérationnelles. Ces connaissances portent notamment sur des concepts liés aux conditions de travail et leur évaluation financière, à la gestion des conflits, à la négociation collective et à la législation du travail. Le programme s'insère résolument dans un cadre d'analyse qui se situe au niveau organisationnel.

À l'instar des programmes de baccalauréat, les 3 programmes de maîtrise et les 2 programmes de doctorat sont aussi structurés de manière à permettre à l'étudiant de se spécialiser dans un des champs d'études des relations industrielles. Et le programme de M.A. et le programme de doctorat de l'Université Laval comportent les mêmes 8 domaines d'études que son programme de baccalauréat: Ergonomie, Gestion du travail dans le contexte mondial, Gestion des ressources humaines, Innovation en entreprise et organisation du travail, Négociation et convention collective; Syndicalisme, représentation et démocratie au travail; Santé et sécurité au travail, et Travail, emploi et institutions. Le programme de maîtrise offre trois types de cheminement: avec mémoire, avec essai ou avec intervention professionnelle, ce dernier cheminement n'étant offert que depuis quelques années. Quant au programme de doctorat, bien qu'il soit de type recherche, la formation qu'il offre intègre des séminaires de pratique professionnelle donnés par des praticiens du milieu des relations industrielles qui acceptent de partager leur expérience et d'échanger avec les étudiants.

Les programmes de M.Sc. et de Ph.D. de l'Université de Montréal comportent pour leur part 4 orientations de spécialisation: Gestion administrative et des ressources humaines, Politiques gouvernementales et marché du travail, Relations du travail et syndicalisme, Théories et

¹⁰⁹ Voir aussi la section 1.4.1.5 du chapitre premier, première partie.

méthodologie en relations industrielles. L'objectif du programme de maîtrise en relations industrielles est de permettre à l'étudiant de développer une capacité d'analyse de situations et problèmes en relations industrielles et ce d'une manière multidimensionnelle, c'est-à-dire qui intègre la diversité des aspects juridico-institutionnel, économique, sociologique, psychologique, administratif et autres. Quant au programme de doctorat, il a pour objectif de permettre à l'étudiant d'acquérir un niveau de connaissances remarquable et une compréhension approfondie du domaine des relations industrielles ainsi que d'établir sans équivoque ses aptitudes à la recherche avancée. Même s'il peut ouvrir d'autres voies, le programme de doctorat prépare normalement le candidat à l'enseignement supérieur et à une carrière en recherche.

Le programme de maîtrise offert par l'UQAH accorde une attention particulière aux diverses implications de la transformation des milieux de travail et de la main-d'œuvre sur la pratique de la gestion des ressources humaines et des relations de travail, et sur le rôle des politiques publiques du travail. De plus, le cheminement *avec mémoire* permet à l'étudiant de développer des habiletés en recherche et des connaissances approfondies, de même qu'à accroître l'autonomie nécessaire à l'analyse des problèmes. Le programme comporte 3 champs de spécialisation similaires à ceux du baccalauréat: Gestion des ressources humaines et dynamique des organisations, Main-d'œuvre et politiques publiques du travail et Relations de travail.

8. Les effectifs étudiants

8.1 Sélection des étudiants

Le tableau 8.1 ci-dessous présente les résultats de la sélection des candidats et le contingentement des programmes de baccalauréat en relations industrielles dans les trois établissements qui les offrent, de même qu'à l'Université McGill, qui offre une majeure dans le domaine. Des 4 programmes figurant au tableau, seul celui de l'Université de Montréal fait l'objet d'un contingentement, lequel limite le nombre de nouvelles inscriptions à 125 par année.

Globalement, 71% des demandes d'admission sont acceptées (troisième colonne, O/D). Cela dit, on constate que le pourcentage des offres sur les admissions varie du simple au double d'un établissement à l'autre. L'écart entre les pourcentages respectifs des deux établissements accueillant la majorité des demandes d'admission (896 sur 1081), l'Université Laval (95,1%) et l'Université de Montréal (56,0%), est de près de 40 points. Cependant, il semble que depuis quelques années, l'Université de Montréal ait adopté un système de traitement des demandes d'admission qui fait en sorte que les pourcentages d'offres sur les demandes (O/D) soient grandement sous-estimés. En effet, dès qu'une offre (sur un total possible de 4) est émise, les offres relatives au choix de rang inférieur ne sont ni émises ni déclarées. Ce problème s'est aussi posé lors des travaux de la Sous-commission chargée d'examiner les programmes de science politique; il affecte de manière particulièrement aiguë les programmes qui ne sont pas contingentés faisant l'objet d'un premier ou d'un deuxième choix de la part du candidat à l'admission.

L'avant-dernière colonne du tableau fournit les pourcentages des inscriptions sur les offres d'admission (I/O). On constate que pour l'ensemble des programmes, le pourcentage global est de 42,5%, comparé à 48,7% dans le domaine de l'administration (chapitre 2, tableau 2.1) et à 29,7% en économie (chapitre 5, tableau 5.1). La variation d'un établissement à l'autre est beaucoup moins prononcée dans ce cas-ci (I/O) que dans le cas des pourcentages d'offres sur les demandes (O/D).

Tableau 8.1

Sélection des candidats et contingentement dans les baccalauréats en relations industrielles, automne 1997

	Sélection des candidats				Contingement
	Demandes d'admis. (D)	Offres (O)	% O/D	Nouvelles inscript. (I)	% I/O
Université Laval	366	348	95,1%	152	43,7%
Université McGill	91	43	47,3%	15	34,9%
Université de Montréal	530	297	56,0%	120	40,4%
UQAH	94	79	84,0%	39	49,4%
Total	1 081	7 67	71,0 %	3 2 6	42,5 %

Source : établissements universitaires.

8.2 Répartition des effectifs étudiants

Le tableau 8.2 présente les données d'inscriptions totales selon le niveau d'études (type de diplômes) et l'établissement d'enseignement. À l'automne 1998, près de 2100 étudiants étaient inscrits dans les 17 programmes du domaine. La majorité des inscriptions (53,2%) se retrouvent dans les trois programmes de baccalauréat et la majeure de l'Université McGill. Les programmes de mineure et de certificat accueillent pour leur part 35,4% des étudiants. On compte donc au premier cycle 88,6% de toutes les inscriptions. Quant aux données sur le régime d'études (temps partiel versus temps complet), elles révèlent une situation comparable à celle de bon nombres de domaines d'études¹¹⁰. C'est en effet dans une proportion moyenne de 84,5% que les étudiants au baccalauréat poursuivaient des études à temps complet, alors qu'on retrouve un pourcentage inverse s'appliquant aux étudiants des programmes de mineure et certificat, 86,7% d'entre eux poursuivant leurs études à temps partiel.

On retrouve au deuxième cycle 10,3% des inscriptions, dont 9,3% dans les 3 programmes de maîtrise et 1,0% au D.E.S.S., le seul du domaine, offert par l'UQTR. Enfin, les 2 programmes de doctorat accueillent 1,2% des inscriptions. Les pourcentages s'appliquant aux inscriptions aux deuxième et troisième cycles sont inférieurs dans le domaine des relations industrielles à ce qu'ils étaient dans l'ensemble des secteurs d'activité universitaires au même moment (automne 1998): 15,2% au deuxième cycle et 3,9% au troisième cycle.

La répartition des inscription par établissement montre que l'Université Laval et l'Université de Montréal compte chacune un peu plus de 30% de toutes les inscriptions, avec respectivement 38,3% et 30,8% des étudiants, tous programmes confondus. L'UQAH compte quant à elle 16,3% des inscriptions. Avec un programme chacune, l'Université McGill (5,3%), la Téléq (8,3%) et l'UQTR (1,0%) regroupent 14,6% des inscriptions.

Tableau 8.2

Inscriptions totales en relations industrielles selon le niveau d'études et l'établissement universitaire, automne 1998

	Laval	McGill	UdeM	UQAH	UQTR	TELUQ	TOTAL	%
Certificat	172		219	178		173	742	35,4
Baccalauréat ¹	530	112	356	115			1113	53,2
Diplôme (2e cycle)					20		20	1,0
Maîtrise	85		60	49			194	9,3
Doctorat	15		10				25	1,2
Total	802	112	645	342	20	173	2 094	100,0
<i>Distribution (%)</i>	<i>38,3</i>	<i>5,3</i>	<i>30,8</i>	<i>16,3</i>	<i>1,0</i>	<i>8,3</i>	<i>100,0</i>	

Source : RECU (MEQ).

¹ Incluant les programmes de majeure.

La répartition par établissement et par cycle d'études donne les résultats suivants pour les programmes de mineure et de certificat: l'Université de Montréal compte 29,5% des inscriptions, l'UQAH 24%, la Téléq 23,3%, et l'Université Laval 23,2%. Dans les programmes de baccalauréat et de majeure, l'Université Laval regroupe 47,6% des inscriptions, l'Université de Montréal 32%, l'UQAH 10,3% et l'Université McGill 10,8%. À la maîtrise, trois établissements se partagent les inscriptions de la manière suivante: 43,8% à l'Université Laval, 30,9% à l'Université de Montréal et 25,3% à l'UQAH. Les 25 inscriptions au doctorat sont réparties entre

¹¹⁰ Les statistiques portant sur le régime d'études figurent à l'annexe F, tableaux F.1 à F.5.

l'Université Laval (60%) et l'Université de Montréal (40%). Si l'on ne retient que les programmes de grade, on constate que l'Université Laval regroupe près de la moitié des inscriptions (47,7%), l'Université de Montréal un peu moins du tiers (32,2%) et l'UQAH un peu plus du dixième (12,4%).

La petite taille de l'effectif étudiant au troisième cycle — 25 inscriptions totales et 4 nouvelles inscriptions en 1998, en baisse par rapport à l'année précédente¹¹¹ — pose évidemment le problème du maintien d'une offre de cours (ou de séminaires) dispensés à de très petits groupes. Dans ces conditions, on ne peut que maintenir une approche pluridisciplinaire (et « puiser » à même la banque de séminaires d'autres départements). Une autre avenue possible consiste à ouvrir davantage certains cours à des étudiants provenant d'autres programmes (génie, médecine sociale et préventive, etc.) et à envisager une collaboration plus étroite avec les unités académiques du domaine de l'administration, qui offre un certain nombre de cours (3 ou 4) comparables à ceux qui sont offerts par les unités du domaine des relations industrielles. À cet égard, il est intéressant de noter qu'à l'UQAH, qui compte un département de sciences administratives et un département de relations industrielles, tous les cours de premier cycle en gestion des ressources humaines sont donnés aux étudiants des deux départements par le Département de relations industrielles, alors que tous les cours portant sur la structure et la gestion des entreprises sont donnés par le Département des sciences administratives.

Le Département de l'Université Laval a récemment procédé à une réforme importante de tous ses programmes d'études. Un poste de directeur des études de troisième cycle vient d'être créé et l'un des grands défis que devra relever le titulaire du poste est celui du recrutement des étudiants. En effet, la situation des nouvelles inscriptions dans cet établissement pour l'année 1999-2000 est plutôt inquiétante, puisqu'on n'en compte pratiquement aucune. D'autre part, il serait souhaitable que le nombre de doctorants étrangers, actuellement très inférieur à la capacité d'accueil du département, augmente sensiblement au cours des prochaines années.

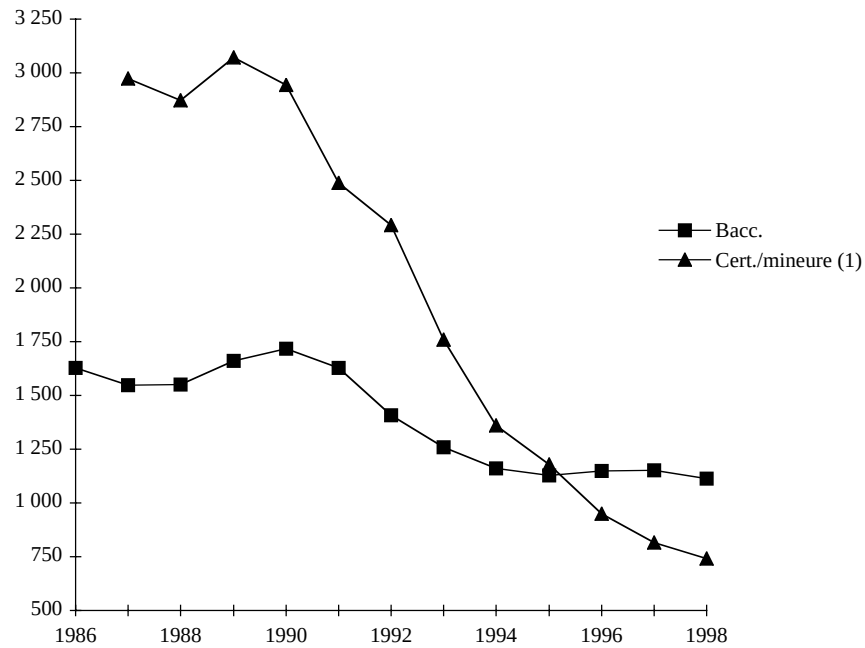
8.3 Évolution des inscriptions

L'évolution des inscriptions aux programmes de relations industrielles est représentée graphiquement par les figures 8.1 à 8.6. La figure 8.1 présente deux courbes, l'une s'appliquant à l'ensemble des programmes de certificat et mineure et l'autre à l'ensemble des programmes de baccalauréat et majeure. Comme dans bien d'autres secteurs de l'enseignement universitaire, la courbe des certificats et mineures montre que les inscriptions sont en chute libre, dans ce cas-ci depuis 1989. Pour la période de l'automne 1992 à l'automne 1998, pour laquelle nous disposons des chiffres portant sur l'ensemble des programmes universitaires, tous secteurs confondus, la baisse des inscriptions dans les programmes de certificats et mineures en relations industrielles s'établit à 67,6%, comparée à des baisses de 37,2% et 41,2% dans certains champs de l'administration (chapitre 2, section 2.3) et à une baisse de 32,3% dans le domaine de l'économie¹¹². De plus, la décroissance des inscriptions dans ces programmes de relations industrielles date d'avant 1992, plus précisément de 1989. Quant aux inscriptions aux programmes de baccalauréat, elles sont à peu près stables depuis 1994, après avoir diminué entre 1990 et 1994. Pour la période de référence (1992-1998), la baisse s'établit à 20,9%, comparée à 21,4% pour les baccalauréats en administration des affaires et en sciences comptables (chapitre 2,

¹¹¹ Détail des données statistiques au tableau F.5, annexe F.

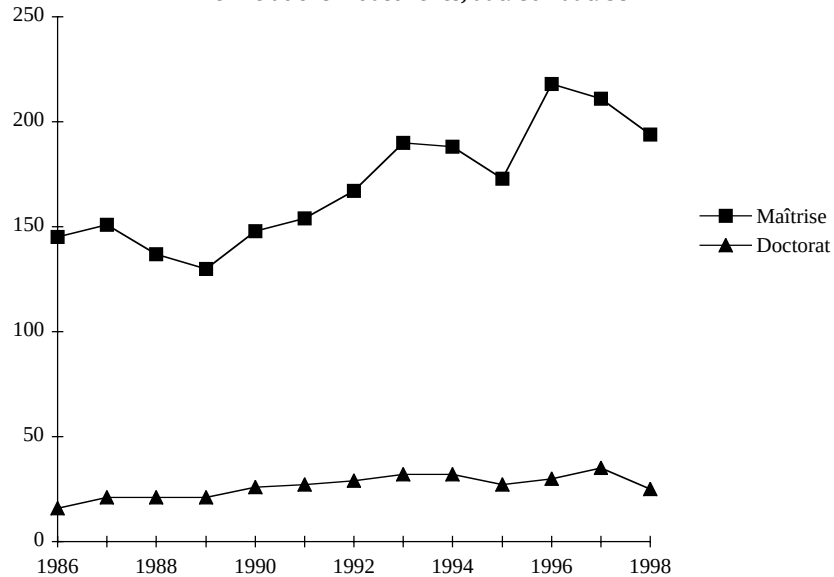
¹¹² Les données servant aux calculs sont tirées des tableaux F.1 à F.5, annexe 5.

**Figure 8.1. Évolution des inscriptions totales
pour l'ensemble des programmes au premier cycle en relations
industrielles, aut. 86 - aut. 98**



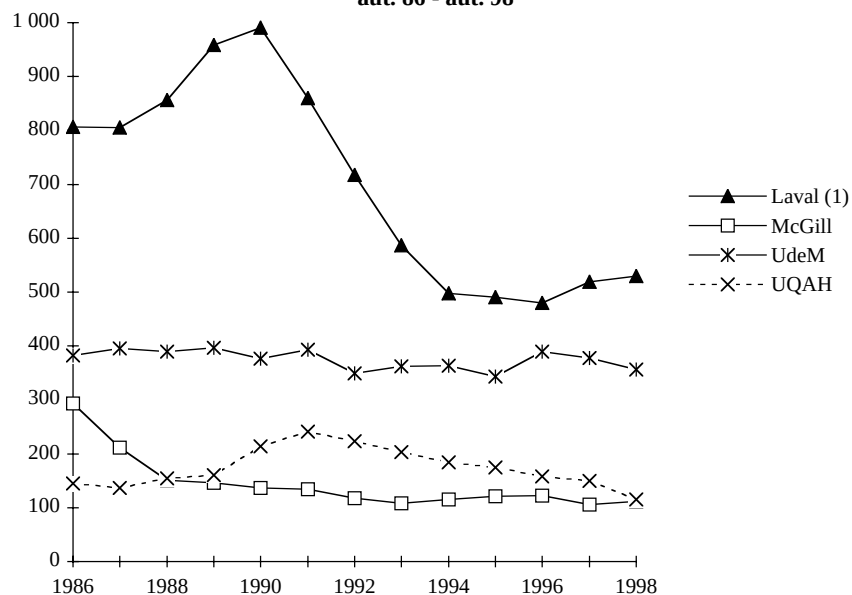
(1) Les données pour 1986 ne sont pas disponibles.

**Figure 8.2. Évolution des inscriptions totales
pour l'ensemble des programmes d'études supérieures
en relations industrielles, aut. 86 - aut. 98**



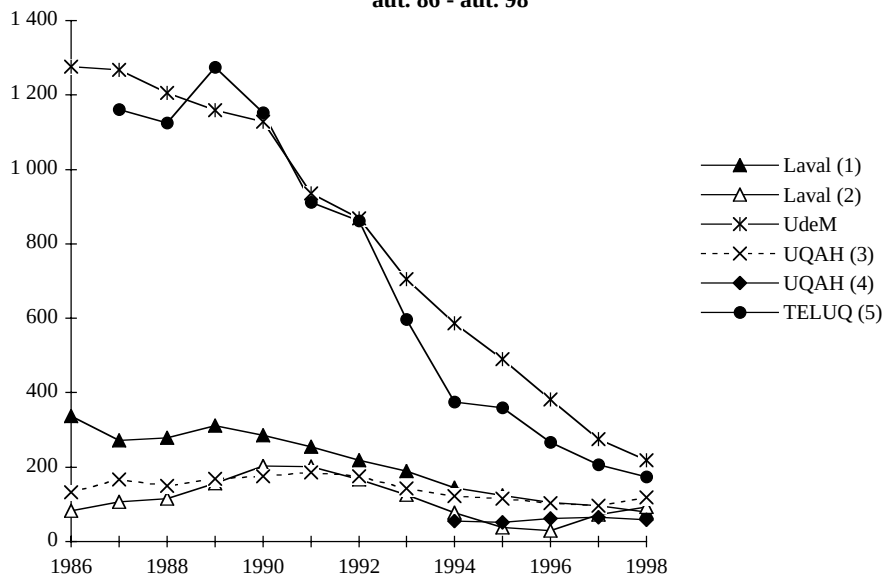
Source : RECU (MEQ). Les tableaux de l'annexe F présentent les chiffres de façon détaillée et fournissent les données sur l'évolution des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés.

**Figure 8.3. Évolution des inscriptions totales
au bacc. en relations industrielles,
aut. 86 - aut. 98**



(1) Incluant le programme de majeure.

**Figure 8.4. Évolution des inscriptions totales
au certificat et au mineure en relations industrielles,
aut. 86 - aut. 98**



(1) Mineure/certificat en relations industrielles.

(2) Certificat en gestion des ressources humaines.

(3) Certificat en relations industrielles.

(4) Certificat en psychologie du travail.

(5) Les données pour 1986 ne sont pas disponibles.

Source : RECU (MEQ). Les tableaux F.1 et F.2 de l'annexe F présentent les chiffres de façon détaillée et fournissent les données sur l'évolution des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés.

**Figure 8.5. Évolution des inscriptions totales
à la maîtrise en relations industrielles,
aut. 86 - aut. 98**

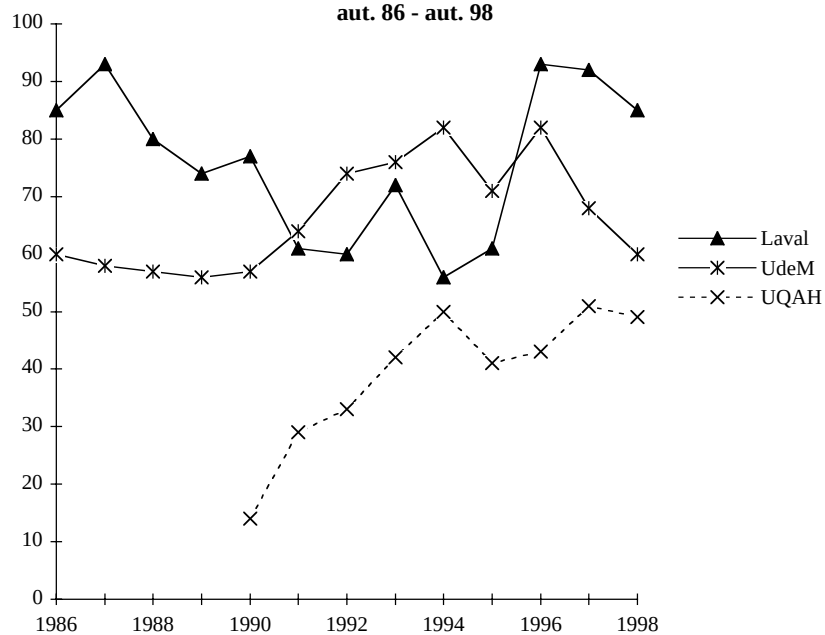
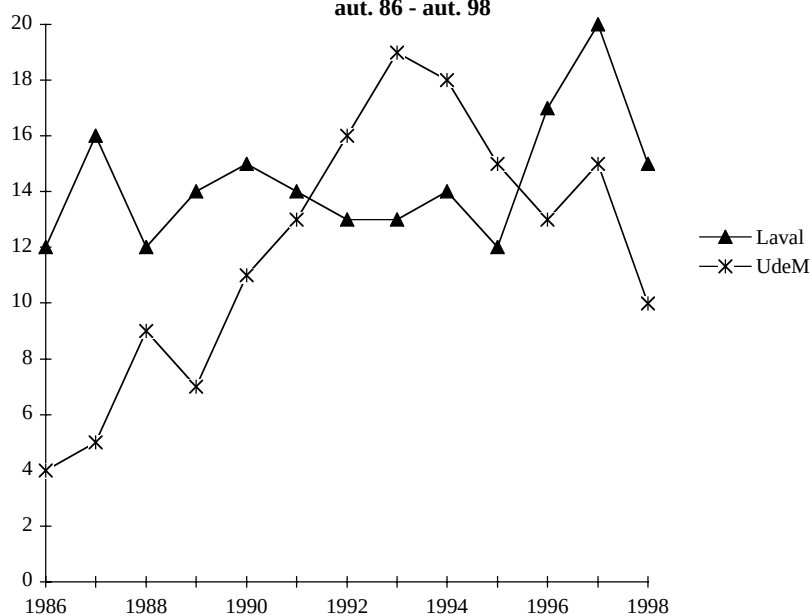


**Figure 8.6. Évolution des inscriptions totales
au doctorat en relations industrielles,
aut. 86 - aut. 98**



Source : RECU (MEQ). Les tableaux F.4 et F.5 de l'annexe F présentent les chiffres de façon détaillée et fournissent les données sur l'évolution des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés.

section 2.3) et à 29,5% pour les baccalauréats en économique. Pour l'ensemble des programmes de premier cycle en relations industrielles, la baisse entre 1992 et 1998 est de 49,9%, comparativement à 14,7% pour l'ensemble des programmes universitaires de premier cycle offerts au Québec.

Parmi les programmes de certificat, les baisses sont particulièrement marquées dans les deux programmes offerts par la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal et par la Télé-université, ceux-là même qui regroupent la très grande majorité de toutes les inscriptions dans les programmes de certificat et mineure (76% en 1992 et 52,8% en 1998). Une grande partie de cette baisse, peut-être jusqu'à 60% entre 1992 et 1998, s'expliquerait comme les baisses constatées dans certains programmes de certificat en administration, par une diminution, à l'échelle canadienne, des taux de participation de la population adulte étudiant à temps partiel¹¹³.

La figure 8.2 présente l'évolution des inscriptions aux programmes de maîtrise et de doctorat entre 1986 et 1998. Dans les programmes de maîtrise, la progression des inscriptions entre 1992 et 1998 atteint 16,2%. En ajoutant les données relatives au programme de D.E.S.S. en relations de travail récemment ouvert à l'UQTR, la progression pour l'ensemble des programmes de deuxième cycle se chiffre à 24,0%, comparativement à 10,6% dans le domaine de l'administration, à une baisse de 37,2% dans celui de l'économique et, enfin, à une hausse de 3,2% pour l'ensemble des programmes de deuxième cycle, tous domaines confondus¹¹⁴.

La courbe s'appliquant aux programmes de doctorat constituant l'offre de programme au troisième cycle montre une régression des inscriptions entre 1992 et 1998, se chiffrant à 13,8%. Cela dit, on doit noter que la petite taille des effectifs en cause — 29 inscriptions totales en 1992 et 25 en 1998 — signifie que des variations aléatoires peuvent jouer d'une année à l'autre. Quant à la diplomation au troisième cycle, on note que le nombre des diplômes décernés se maintient autour de chiffres assez faibles. Cette situation s'explique en grande partie par le fait qu'il est difficile d'attirer et de retenir les candidats lorsqu'ils n'ont qu'un mince espoir de trouver des postes dans les universités, ce qui est le cas depuis déjà plusieurs années. Les meilleurs étudiants de maîtrise n'éprouve aucune difficulté à se trouver du travail et sont très réticents à poursuivre leurs études au niveau du doctorat. À moyen terme, c'est le renouvellement du corps professoral qui s'en trouve menacé.

La figure 8.3 montre clairement que la baisse des inscriptions aux programmes de baccalauréat est imputable à la baisse des inscriptions à l'Université Laval et à l'UQAH, qui se chiffre respectivement à 26,1% et 48,4% pour la période de 1992 à 1998, alors qu'elles sont stables dans les 2 autres programmes offerts (dont le B.Sc. contingenté de l'Université de Montréal). La figure 8.4 montre par contre, comme on l'a vu ci-dessus, que parmi les programmes de certificat et mineure, ce sont les deux certificats de la Télé-université et de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal qui pèsent le plus dans la balance. On notera toutefois que malgré des baisses de 80% à la Téluc et de près de 75% à l'Université de Montréal, les inscriptions totales dans ces deux programmes demeurent encore à des niveaux assez élevés: 173 inscriptions à la Téluc et 219 à l'Université de Montréal.

¹¹³ Voir chapitre 2, section 2.3, et l'article de Drewes et O'Heron, *Effectifs à temps partiel: Mais où sont donc passés les étudiants?* AUCC, Dossier de recherche, Vol. 2, No. 3, mai 1999. Au certificat offert par la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal, 90,5% des étudiants poursuivaient leurs études à temps partiel à l'automne 97 alors qu'à la Téluc, ce pourcentage atteignait 96,1%.

¹¹⁴ Voir chapitre 2, section 2.3 et chapitre 5, section 5.3 ci-dessus pour l'évolution des inscriptions en administration et en économique.

Les deux derniers graphiques (figures 8.5 et 8.6) présentent l'évolution des inscriptions dans les 3 programmes de maîtrise et les deux programmes de doctorat. On remarquera, en parallèle avec les tendances générales décrites ci-dessus, que les inscriptions au programme de l'UQAH ont connu une croissance soutenue depuis son ouverture en 1990: en effet, depuis 1993, les inscriptions se maintiennent à un niveau moyen de 46 inscriptions totales par année.

8.4 Diplomation

Les données sur les taux de diplomation sont tirées des analyses longitudinales produites par la Direction générale des affaires universitaires et scientifiques du ministère de l'Éducation. Le modèle du Ministère, basé sur le système de RECU, exploite les données relatives aux programmes d'études conduisant à l'obtention d'un baccalauréat. Dans le cas présent, il s'agit de cohortes de personnes nouvellement inscrites dans l'un des programmes de baccalauréat en relations industrielles aux trimestres d'automne 1988 et 1989. La période d'observation se termine, pour chacune des cohortes, au trimestre d'automne 1994. Les analyses du Ministère ont donc permis de suivre deux cohortes étudiantes tout au long de leur cheminement universitaire et jusqu'à l'obtention du diplôme, pendant une période respective de six et cinq ans¹¹⁵. Bien que ces données commencent à dater — elles portent sur les étudiants qui ont obtenu ou auraient pu obtenir leur diplôme entre mai 1991 et l'automne 1994 — elles demeurent, en raison de leur caractère longitudinal, les plus fiables dont nous disposons.

Les données, présentées dans le tableau 8.3, permettent de distinguer les étudiants qui ont obtenu leur baccalauréat dans la discipline de départ et ceux l'ayant obtenu dans une « autre discipline ». Le taux global est simplement la somme des deux premiers (discipline de départ + autre discipline).

Tableau 8.3

Taux de diplomation au baccalauréat en relations industrielles, cohortes d'étudiants de 1988-1989 et 1989-1990 inscrits à temps plein

	Dans la discipline de départ	Dans une autre discipline	Global	Échantillon ¹ (effectifs)
Laval	63,1	6,1	69,2	618
McGill	60,9	20,0	80,9	110
UdeM	70,0	1,8	71,8	227
UQAH	50,0	7,7	57,7	78
Total	63,4	6,8	70,2	1 033

Source : Direction des affaires universitaires et scientifiques, MEQ, 1996.

¹ L'échantillon correspond aux nouveaux inscrits des trimestres d'automne 1988 et 1989 qui ont été suivis jusqu'en 1994.

Le taux de diplomation global pour l'ensemble des programmes de baccalauréat et majeure en relations industrielles est de 70,2%, ce qui est supérieur au taux moyen pour l'ensemble des programmes de baccalauréat, tous secteurs confondus, qui étaient de 63,6% à la même période.

¹¹⁵ Il faut noter que l'examen de cohortes avec le modèle du Ministère n'est possible qu'à l'intérieur d'un même établissement. En effet, dans le système RECU, le numéro matricule émis par l'établissement figure comme variable permettant de désigner chaque étudiant. Or, lorsqu'une personne change d'établissement pour poursuivre ses études, elle reçoit un nouveau matricule. On ne peut donc suivre son cheminement d'un établissement à l'autre. Ce problème de suivi de cohortes sera toutefois réglé sous peu. En effet, le Ministère utilisera désormais le code permanent attribué aux étudiants dès leur entrée dans le système scolaire.

Rappelons que les taux globaux applicables aux baccalauréats en administration et en économique sont respectivement de 72,8% et de 59,7%. Quant au taux de diplomation dans la discipline de départ (relations industrielles, 63,4%), il est supérieur à celui des programmes des domaines de l'administration (57,5%) et de l'économique (42,1%)¹¹⁶. Ici encore, les écarts entre établissements sont assez prononcés: 20 points pour le taux dans la discipline de départ et plus de 23 pour le taux global.

8.5 Intégration des diplômés au marché du travail

Le ministère de l'Éducation du Québec effectue périodiquement une enquête de relance des diplômés universitaires afin de connaître l'évolution de l'intégration au marché du travail des titulaires d'un baccalauréat ou d'une maîtrise au cours des deux années qui suivent l'obtention de leur diplôme (Audet 1998). Cette enquête permet notamment de mesurer le taux de placement des diplômés dans un emploi lié au domaine d'études.

Le tableau 8.4 présente les taux de placement en janvier 1997 de la promotion de diplômés universitaires québécois de 1995. Les taux correspondent à la proportion des personnes en emploi par rapport aux personnes disponibles pour l'emploi au moment de l'enquête, en janvier 1997. La catégorie des personnes disponibles exclut toutes celles qui n'étaient pas en recherche active d'emploi, de même que les étudiants n'ayant pas d'emploi à temps plein (30 heures par semaine et plus). Les personnes qui poursuivaient des études tout en occupant un emploi à temps plein sont toutefois considérées comme des individus en emploi.

Les taux globaux figurant au tableau 8.4 s'appliquent au placement sans égard au lien avec la formation reçue, alors que les taux liés au domaine d'études principal (temps partiel ou temps plein) s'appliquent aux diplômés occupant un emploi perçu par eux comme tel.

Tableau 8.4
Taux de placement en janvier 1997 des diplômés en relations industrielles,
promotion de 1995

	Baccalauréat			Maîtrise		
	Taux global	Lié au domaine d'études principal	Temps plein lié au domaine d'études principal	Taux global	Lié au domaine d'études principal	Temps plein lié au domaine d'études principal
- Relations industrielles	90,0	54,3	52,9	100,0	77,8	77,7
- Ensemble des disciplines au Québec	90,9	68,6	55,9	91,9	76,7	66,7

Source : Marc Audet, *Qu'advient-il des diplômés des universités ? La promotion de 1995*, Service des analyses, Direction de l'enseignement et de la recherche universitaires, ministère de l'Éducation, Québec, 1998.

Le taux de placement global pour les détenteurs d'un diplôme de baccalauréat en relations industrielles (90,0%) correspond au taux pour l'ensemble des disciplines universitaires (90,9%). Cependant, le taux d'emploi lié au domaine d'études est sensiblement plus faibles chez les

¹¹⁶ Voir chapitre 2, section 2.4, et 5, section 5.4.

diplômés du domaine relations industrielles (54,3%) que chez l'ensemble des diplômés (68,6%); l'écart se réduit considérablement en ce qui concerne les taux d'emploi à temps plein lié au domaine d'études (52,% en relations industrielles, 55,9% dans l'ensemble des secteurs).

Chez les détenteurs d'un diplôme de maîtrise en relations industrielles, le taux de placement global est de 100%, contre 91,9% pour l'ensemble des disciplines. L'écart est légèrement plus marqué en ce qui concerne le taux de placement en emploi à temps plein lié au domaine principal d'études: 77,7% en relations industrielles, comparé à 66,7% pour l'ensemble des disciplines. Dans le domaine de l'administration, ce même taux s'établit à 79,3%, et en économique, à 62,7%.

9. Les unités académiques et la recherche

9.1 Le corps professoral

Le tableau 9.1 ci-dessous présente quelques-unes des principales caractéristiques du corps professoral des trois unités académiques du domaine des relations industrielles: le Département de l'Université Laval, l'École de l'Université de Montréal et le Département de l'UQAH.

Ces trois unités académiques regroupaient 62 professeurs réguliers à l'automne 1998. L'âge moyen de ces professeurs étaient de 49,2 ans, à peine plus élevé que celui de l'ensemble des professeurs réguliers (48,5 ans), toutes disciplines confondues¹¹⁷. Le pourcentage de détenteurs de doctorat (96,8%) rattachés à ces unités étaient en revanche beaucoup plus élevé que celui de l'ensemble des professeurs (79,8%), et plus élevé qu'en administration (69,9%) et qu'en économique (92,5%).

L'évolution globale du corps professoral entre 1992 et 1998 montre une stabilité certaine qui tranche sur la baisse de 8% enregistrée dans l'ensemble du corps professoral des universités québécoises. Cela dit, on notera que le Département de l'Université Laval a perdu deux postes, que l'École de l'Université de Montréal en a gagné deux et que l'UQAH en a perdu un. Les prévisions pour l'an 2001 montrent une perte globale de 4 postes, deux à l'Université Laval et deux à l'Université de Montréal. Quant au nombre de postes à l'UQAH, il devrait demeurer au niveau de 1998 dans le meilleur des scénarios, mais il n'est pas exclu qu'il enregistre aussi une perte, pour se situer à 11 (son niveau de 1999).

Tableau 9.1
Corps professoral dans les unités académiques dispensant des enseignements en relations industrielles¹

	1992	1997	1998	Δ 92-98	2001 ²	Profs. en 1998	
						% doctorat	Âge moyen
Laval - Dép. des relations industrielles							
Postes autorisés	33	30	31	-2	29	100,0%	51,0
Professeurs réguliers	33	30	31	-2			
Cours donnés par chargés de cours ³	21	8	12	-9			
UdeM - École de relations industrielles							
Postes autorisés	n.d.	18	18	n.d.	17	94,7%	49,0
Professeurs réguliers	17	20	19	2			
Cours donnés par chargés de cours	12	4,5	n.d.	n.d.			
UQAH - Dép. de relations industrielles							
Postes autorisés	13	12	12	-1	15	91,7%	44,8
Professeurs réguliers	13	12	12	-1			
Cours donnés par chargés de cours	16	14	15,5	-0,5			
ENSEMBLE							
Postes autorisés	n.d.	60	61	n.d.	61	96,8%	
Professeurs réguliers	63	62	62	-1			
Cours donnés par chargés de cours	49	26,5	n.d.	n.d.			

Sources : établissements universitaires.

¹ Le certificat en relations industrielles de la TELUQ et le DESS en relations de travail de l'UQTR relèvent respectivement de l'Unité d'enseignement et de recherche « travail, économie et gestion » et du Département des sciences de la gestion et de l'économie. Les informations sur ces départements ont été présentées plus tôt. La majeure in *Industrial Relations* de l'Université McGill est un programme interdisciplinaire : deux facultés et trois départements y contribuent.

² Prévision en tenant compte des embauches prévues et des retraites confirmées.

³ Nombre de cours de trois crédits donnés par les chargés de cours.

¹¹⁷ CREPUQ, *Caractéristiques et rémunération des professeurs de carrière des universités québécoises, Rapport de l'enquête sur le personnel enseignant, Année 1997-1998, 1999.*

Le taille du corps professoral ayant peu changé alors que les effectifs étudiants diminuaient considérablement, on ne sera pas surpris que les ratios des étudiants en équivalence temps complet (EETC) par professeur régulier, présentés au tableau 9.2, aient diminué dans les mêmes proportions. Le ratio moyen de 25,4 EETC/professeur est passé de 25,4 en 1992 à 19,8 en 1998. Alors qu'il était plus élevé en 1992 dans le domaine des relations industrielles que dans l'ensemble des disciplines (22,4), il était sensiblement plus faible en 1998. Ces données doivent toutefois être interprétées avec prudence, car ce ratio n'est qu'une mesure partielle de la charge de travail professorale. Elle ne tiennent en effet aucun compte des cours de services dispensés dans d'autres unités académiques.

Tableau 9.2

Ratio étudiants en équivalence temps complet (EETC)¹ par professeur régulier, secteur des relations industrielles et ensemble des secteurs universitaires, 1992 et 1998

	Secteur des relations industrielles		Ensemble des secteurs universitaires	
	1992	1998	1992	1998
Laval	23,4	20,2	23,3	21,5
UdeM	30,0	21,6	21,7	23,1
UQAH	24,5	16,2	26,0	24,5
Total des 3 établissements	25,4	19,8	22,7	22,4

Source : calculs effectués par la CUP à partir des données fournies par les établissements.

¹ Les EETC ont été pondérés selon le poids attribué par le MEQ aux études supérieures. Les EETC du deuxième cycle ont donc été multipliés par 2,1 et ceux du troisième cycle par 2,8.

9.2 La recherche

9.2.1 Financement et mesure de la production

Les tableaux 9.3 et 9.4 présentent des données portant respectivement sur le financement de la recherche et sur le volume des publications des professeurs affiliés aux trois unités académiques du domaine des relations industrielles.

Le financement annuel moyen par professeur régulier pour les années académiques 1995-1996 à 1997-1998 est de près de 12 500 dollars (tableau 9.3), ce qui est inférieur au montant moyen dans le domaine de l'administration (près de 19 000 dollars) et dans celui de l'économie (plus de 26 500 dollars). En relations industrielles, l'écart entre les unités académiques est relativement faible entre l'Université Laval et l'Université de Montréal, mais est assez prononcé entre ces deux établissements et l'UQAH. Cette dernière est, faut-il le rappeler, une jeune université.

Le tableau 9.4 fournit les statistiques de publication des professeurs du domaine des relations industrielles pour les mêmes années académiques (1995-1996 à 1997-1998). On notera cependant que les données relatives au Département de l'Université Laval ne portent que sur deux années (1994-1995 et 1997-1998). On constate néanmoins que le nombre d'articles publiés dans des revues avec comité de lecture (RAC) est de 121 pour un corps professoral de 62 personnes, ce qui donnerait une moyenne de près de deux articles par professeur, moyenne qui serait vraisemblablement légèrement plus élevée si les données de l'Université Laval portaient sur 3 ans. Cette production se compare avantageusement à celle des professeurs du domaine de l'administration (environ 1300 articles pour environ 800 professeurs), mais demeure moins abondante que celle des professeurs d'économie (plus de 3 articles « RAC » par professeur).

Tableau 9.3

Financement de la recherche et montant annuel moyen par professeur régulier, unités académiques dispensant des enseignements en relations industrielles, 1995-1998¹

		Subventions (en k\$)								Montant annuel moyen par prof. régulier (1998)				Nb prof. 1998
		Organismes reconnus ²		Autres organismes		Contrats (en K\$)		Total (en K\$)		Organismes reconnus	Autres organismes	Contrats	Total par prof.	
		Σ95-98	Moy./an	Σ95-98	Moy./an	Σ95-98	Moy./an	Σ95-98	Moy./an					
Laval - Dép. des relations industrielles ³	Répartition	998 83,1%	333	35 2,9%	12	168 14,0%	56	1 201 100,0%	400	10 729 \$	375 \$	1 806 \$	12 910 \$	31
UdeM - École de relations industrielles	Répartition	526 60,7%	175	335 38,7%	112	6 0,6%	2	867 100,0%	289	9 237 \$	5 883 \$	96 \$	15 216 \$	19
UQAH - Dép. de relations industrielles	Répartition	184 73,0%	61	68 27,0%	23			252 100,0%	84	5 100 \$	1 888 \$	0 \$	6 988 \$	12
Ensemble		1 708	569	438	146	173	58	2 319	773	9 182 \$	2 356 \$	932 \$	12 470 \$	62
	Répartition	73,6%		18,9%		7,5%		100,0%						

Sources : établissements universitaires.

¹ Les montants couvrent les années académiques suivantes : 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998

² Organismes reconnus selon le Système d'information sur la recherche universitaire (SIRU).

³ Les montants couvrent les 3 années académiques suivantes : 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997.

Tableau 9.4

Publications dans les unités académiques dispensant des enseignements en relations industrielles, 1995-1998¹

	Articles dans « Rac » ²	Articles hors « Rac »	Chapitres de livres	Livres	Comm. publiées	Conférences sur invit.	Rapport de rech. ou tech.	Nb de prof. rég. en 1998
Laval - Dép. des relations industrielles ³	26	33	28	10	32	6	11	31
UdeM - École de relations industrielles	73	7	40	23	70	139	42	19
UQAH - Dép. de relations industrielles	22	5	11	0	15	36	21	12
Ensemble	121	45	79	33	117	181	74	62

Source : établissements universitaires.

¹ L'inventaire couvre les années académiques suivantes : 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998.

² Revue avec comité de lecture.

³ L'inventaire couvre les années académiques 1994-1995 et 1996-1997. Les données pour l'année académique 1995-1996 ne sont pas disponibles.

9.2.2 Particularités institutionnelles

Cette section présente un bref portrait qualitatif des trois unités académiques en relations industrielles sur le plan de la recherche.

Université Laval

Depuis sa fondation, le Département des relations industrielles de l'Université Laval porte une attention soutenue à la recherche. Les principaux axes de recherche du département sont les suivants: gestion des ressources humaines; gestion du travail en contexte mondial; ergonomie; innovation dans les entreprises et dans l'organisation du travail; syndicalisme, représentation et démocratie du travail; négociation et convention collective; travail, emploi et institutions.

Les chercheurs du Département entretiennent des relations avec ceux des autres établissements universitaires par le biais de réseaux de recherche. Par exemple, le groupe de recherche sur les transformations et la régulation du travail (GRT) est constitué de chercheurs du Département des relations industrielles de l'Université Laval, de l'École des industrielles de l'Université de Montréal et de l'École des HEC. Le Groupe CRISES (Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats - économie sociale) est composé de chercheurs de sept universités québécoises, dont l'Université Laval, par le biais du Département des relations industrielles. Des professeurs du Département participent aussi aux rencontres organisées par le Réseau canadien de recherche sur les milieux de travail. De plus, le Département assume la permanence du secrétariat de l'Association canadienne des relations industrielles. Notons, en dernier lieu, que le Département organise, depuis 1946, un congrès annuel sur un sujet d'actualité dans le monde du travail et de l'emploi. Cet événement est l'occasion d'échanges entre les différents acteurs impliqués aux niveaux universitaires, patronal, syndical et gouvernemental.

Université de Montréal

La recherche constitue une activité majeure au sein de l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal. On peut y identifier trois grands axes de recherche: la gestion des ressources humaines, les relations du travail et les politiques gouvernementales liées au travail et à l'emploi. La recherche porte tant sur des questions comme les nouveaux modes de rémunération, la planification des carrières ou la gestion des ressources humaines sur le plan international que sur l'évolution de la négociation collective, les nouveaux rapports entre employeurs et syndicats, les problèmes lombaires associés au travail ou l'encadrement juridique des nouveaux statuts d'emploi.

Il n'y a pas au sein de l'École d'organisation institutionnelle de la recherche sous forme d'un centre ou encore d'une chaire de recherche. Plusieurs professeurs collaborent ensemble au gré de leurs intérêts ou de projets de recherche ponctuels. De plus, plusieurs professeurs de l'École sont associés à des structures fort actives à l'Université de Montréal telles que le Groupe de recherche sur les aspects sociaux de la prévention (GRASP), le Centre de recherche en droit public (CRDP) et le Centre de recherche et de développement en économie (CRDE). Par ailleurs, plusieurs chercheurs de l'École ont créé des liens très étroits avec des professeurs d'autres unités associées aux relations industrielles. De tels liens existent autant avec d'autres chercheurs appartenant à des universités québécoises et canadiennes qu'avec des chercheurs étrangers. À cet égard, il est important de souligner les liens très étroits de recherche établis par des membres de l'École avec des chercheurs français, américains, espagnols et belges particulièrement.

Plusieurs projets de recherche impliquent des interventions dans les entreprises ou les organisations patronales, syndicales ou gouvernementales. Les objets de recherche sont souvent très concrets et s'inscrivent directement dans les lieux de travail. Les liens avec les acteurs sociaux et la collectivité sont donc très étroits. Les professeurs de l'École collaborent, dans le cadre de leurs activités de recherche et de publication, avec plusieurs organismes reliés au monde du travail, dont l'Ordre professionnel des conseillers en relations industrielles. L'École organise aussi régulièrement des séminaires de formation à l'intention des professionnels sur les sujets les plus d'actualité.

Université du Québec à Hull

Les activités de recherche des professeurs du Département de relations industrielles de l'UQAH s'inscrivent dans les trois grands champs d'activité des relations industrielles. À titre d'illustrations, mentionnons les thèmes de recherche récents suivants:

- *Relations de travail et syndicalisme*: la négociation raisonnée; la négociation concessive; les nouveaux acteurs dans le système de relations industrielles; les rapports de travail dans les entreprises de l'économie sociale; l'organisation du travail et la participation des travailleurs; le travail d'équipe et la gestion de la qualité; la confiance dans les relations de travail; la participation à la vie syndicale; l'évolution du syndicalisme dans l'Outaouais; le travail et la citoyenneté, de la modernité à la postmodernité;
- *Gestion des ressources humaines*: la mobilisation des employés; l'efficacité des pratiques de GRH; les mécanismes de sélection et la performance en emploi; l'entrevue structurée situationnelle; les systèmes de développement de carrière; la représentation des salariés; la discrimination dans les PME; les rôles et les aspirations des professionnels en ressources humaines;
- *Marché du travail et politiques publiques du travail*: le changement organisationnel et la sécurité au travail; les transformations du marché de l'emploi dans l'Outaouais; les explications de la hausse du travail autonome; la mondialisation et la concurrence sur le marché du travail.

Malgré la pénurie de docteurs en relations industrielles et la perte de certains professeurs depuis les années 1980, le Département a réussi à constituer une équipe de professeurs détenteurs d'un doctorat et orientés vers la recherche. Ces activités de recherche sont soutenues par du financement obtenu de l'UQAH et surtout d'organismes externes, comme le CRSH, le FCAR ou l'IRSST. Le nombre et l'importance de ces subventions se sont accrus jusqu'en 1993-94 pour ensuite diminuer progressivement jusqu'en 1996-97. Ces fluctuations de l'importance des subventions obtenues ne sont pas surprenantes étant donné l'évolution du nombre de professeurs du département de relations industrielles et le renouvellement de ses effectifs depuis la fin des années 1980. Toutefois, l'importance de la production scientifique, mesurée par le nombre de publications et de communications, n'a pas suivi la même tendance. Que l'on considère l'ensemble de la production ou uniquement les publications arbitrées, la diffusion des résultats des activités de recherche des professeurs du Département de relations industrielles s'est maintenue à un niveau relativement élevé depuis la création du département en 1992.

De plus, plusieurs professeurs du Département sont associés à des groupes de recherche extérieurs; par exemple, la Chaire en développement communautaire, le Collectif de recherches sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats, ou encore, le Groupe d'études et de recherche en intervention sociale. Parallèlement, des professeurs sont engagés dans des collaborations avec de petits organismes sans buts lucratifs auxquels ils apportent un appui.

IV. RECOMMANDATIONS

DOMAINE DE L'ADMINISTRATION

Les ressources matérielles affectées aux programmes: une problématique transsectorielle

La formation des gestionnaires de demain n'est plus ce qu'elle était il y a 10 ou 15 ans. L'utilisation accrue des technologies de l'information et des communications (TIC) a bouleversé des pratiques commerciales séculaires en rendant possible une infinité de transactions commerciales en temps réel dans l'espace virtuel que constitue aujourd'hui l'Internet et le courrier électronique. Si l'on parle encore de marketing traditionnel dans les classes où s'enseigne l'administration des affaires, on y parle de plus en plus de « cybermarketing ». Il n'y a pas si longtemps, on devait consulter les pages boursières des grands journaux quotidiens du matin pour être au courant des transactions effectuées la veille; aujourd'hui, de plus en plus d'étudiants ont un accès instantané et continu à l'activité des grandes places boursières et peuvent suivre en direct l'évolution des différents marchés planétaires. Malheureusement, tous les établissements ne sont pas aussi bien dotés les uns que les autres et il ne s'agit pas d'un phénomène propre aux universités québécoises.

La Fédération canadienne des doyens des écoles d'administration (FCDEA) s'est récemment penchée sur la question de l'importance des nouvelles technologies dans la formation universitaire en administration. Son analyse de la situation rejoint largement les constats exprimés par les membres de la présente Sous-commission:

Traditionnellement, les écoles de gestion n'ont jamais eu vraiment besoin de laboratoires, surtout ceux qui impliquent un équipement coûteux. [...] À l'heure actuelle, les choses évoluent. [...] Alors que les ordinateurs personnels nécessaires ne sont pas forcément plus perfectionnés que ceux qui sont offerts dans la plupart des laboratoires informatiques (toutefois, ils peuvent exiger de plus grands moniteurs et plus de mémoire), les logiciels qui y sont associés peuvent être très coûteux [...] et nécessiter des serveurs de fichiers spécialisés et très coûteux. De plus, de l'équipement semblable exige l'emploi de techniciens pour assurer l'entretien et le dépannage, et expliquer le fonctionnement des logiciels. Les fonds consacrés à de tels logiciels, appareils et techniciens font rarement partie du budget d'une école de gestion. Par conséquent, de nombreuses écoles se débrouillent avec un équipement moindre ou même sans équipement. Aujourd'hui, nous avons besoin de salles de cours où nous pouvons enseigner l'utilisation de l'équipement dont nos diplômés se serviront plus tard. Toutefois, nous disposons rarement des budgets pour le faire. En outre, étant donné que ces dépenses sont récurrentes, puisque les logiciels et les ordinateurs ont une durée de vie assez courte, il faut sans cesse débloquer des fonds. Les écoles de gestion ont besoin des sommes nécessaires pour moderniser leurs salles de cours et leurs laboratoires, et elles ne peuvent trouver ces fonds dans leurs budgets d'exploitation courants¹¹⁸.

Quand on sait que les établissements universitaires québécois souffrent d'un important sous-financement par rapport à leurs équivalents canadiens hors Québec, on ne peut que renchérir sur les propos de FCDEA et réaffirmer que les nouvelles exigences de formation imposent aux départements, écoles et facultés d'administration des universités québécoises des investissements qu'ils ne sont pas, dans les conditions actuelles, en mesure d'assurer pleinement. À ces investissements liés aux TIC, il faut ajouter d'autres investissements découlant de la mondialisation des économies nationales et de la nécessité de former un nombre de plus en plus grand de gestionnaires qui sauront évoluer avec aisance sur le nouvel échiquier économique et financier mondial; de jeunes gestionnaires qui auront eu l'occasion de faire des stages d'études à

¹¹⁸ David W. Conrath, *Investir dans les programmes de gestion: la clé de la croissance de la productivité*, Document préparé pour la Fédération canadienne des doyens des écoles d'administration, novembre 1999, p. 9.

l'étranger et qui auront appris une langue étrangère, voire plusieurs. Cette mondialisation de la formation entraîne aussi des coûts supplémentaires, des coûts que le financement actuel des établissements universitaires ne prévoit pas.

La Commission a été sollicitée par de nombreux intervenants de tous les secteurs de l'activité universitaire qui jugeaient que la situation particulière à un secteur ou à un autre exigeait une action énergique appuyée par une recommandation de la Commission. Dans son rapport final, la Commission entend aborder la problématique transsectorielle des nouvelles ressources matérielles nécessaires à l'enseignement et à la recherche universitaires, ainsi que la question de leur financement. La Commission invitera les établissements à se pencher notamment sur les développements liés à une internationalisation de l'offre de programmes et sur les outils nécessaires pour assurer aux programmes une évolution qui les maintiendra compétitifs à l'échelle mondiale.

Les ressources professorales

Le grand domaine de l'administration regroupait à l'automne 1998 plus de 46 000 étudiants, soit quelque 20% de tous les étudiants fréquentant les universités du Québec. Les ressources professorales dont disposent les facultés, écoles et départements du domaine de l'administration, c'est-à-dire les professeurs réguliers en poste, ont diminué de 8,3% entre 1992 et 1997, une baisse à peu près équivalente à celle ayant affecté l'ensemble du corps professoral québécois, tous domaines d'études confondus. Le tableau 3.2 (chapitre trois ci-dessus) présente le ratio du nombre d'étudiants en équivalence temps complet (EETC) par professeur régulier pour chacun des établissements offrant au moins un programme de baccalauréat ou de maîtrise dans le domaine de l'administration. Pour l'ensemble du domaine, ce ratio était, déjà en 1992, de 49 % plus élevé en administration que dans l'ensemble des secteurs universitaires (35,3 contre 23,7). Six ans plus tard, en 1998, l'attrition du corps professoral, provoquée par les compressions budgétaires, et la diminution des effectifs étudiants ont eu pour effet de maintenir à peu près constant le rapport entre ces deux ratios (36,1 contre 24,8, soit un écart de 46%). Cependant, dans six des établissements les plus importants sur le plan de la taille de leurs effectifs étudiants, on trouve six ratios supérieurs à 30 EETC par professeur régulier: trois ratios supérieurs à 34 (universités Concordia, Laval et l'UQAM), deux ratios supérieurs à 40 (École des HEC et Université de Sherbrooke) et un ratio supérieur à 50 (Université McGill). Dans deux de ces établissements, les ratios ont même considérablement augmenté entre 1992 et 1998 (45% d'augmentation à l'Université McGill et près de 16% à l'Université de Sherbrooke). De tels ratios ont des effets négatifs sur la qualité de l'encadrement des étudiants et sur la disponibilité des professeurs en matière de recherche, et placent souvent ces derniers dans une situation où ils sont contraints de choisir entre l'une et l'autre activité ou, à tout le moins, d'essayer de maintenir un équilibre de plus en plus fragile entre les deux.

Par ailleurs, on a vu à la section 3.1.1 que la contribution des chargés de cours et des « enseignants à contrat », bien que variable selon les établissements, les fluctuations de l'effectif professoral et de la clientèle étudiante, demeurerait importante dans plusieurs établissements. Il serait souhaitable que dans le partage des tâches entre les professeurs, les chargés de cours et les enseignants à contrat, les établissements puissent tendre à se rapprocher des normes définies par les grands organismes d'accréditation internationaux tels l'American Association of Collegiate Business Schools (AACSB) et la European Foundation for Management Education (EFMD).

RECOMMANDATION 1

Que la direction des établissements universitaires concernés et le ministère de l'Éducation prennent acte des difficultés multiples reliées à la constitution et au maintien, dans le domaine de l'administration, d'un corps enseignant de qualité et en nombre suffisant, et qu'ils prennent les moyens de surmonter ces difficultés.

Les programmes de certificat

Dans quatre des huit grands champs d'études du domaine de l'administration, les inscriptions totales aux programmes de certificat ont connu des baisses de plus de 20% entre 1992 et 1998. Ces quatre champs d'études sont l'administration et de la gestion des opérations et de la production (baisse de 41%), les sciences comptables (39%), la gestion des ressources humaines (28%) et les systèmes d'information (22%)¹¹⁹. Dans certains de ces champs d'études, les nouvelles inscriptions sont en baisse dans la grande majorité des établissements. Environ la moitié de ces baisses d'inscriptions peuvent s'expliquer grâce à la « théorie [économique] du capital humain » appliquée à la fréquentation des programmes universitaires par des adultes poursuivant leurs études à temps partiel; c'est ce qu'on a vu à la section 2.3 du présent rapport.

Bien que les niveaux d'inscription demeurent assez élevés dans la plupart des programmes offerts, on peut s'interroger sur l'avenir de ces derniers dans la perspective d'une décroissance continue à partir des niveaux de l'automne 1998. Par ailleurs, la fréquentation des programmes conduisant à l'obtention du diplôme de deuxième cycle ou du diplôme d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S.) est en hausse continue depuis 1993. Voilà peut-être une indication de la pertinence de revoir l'offre de programmes de certificat de premier cycle, dans un contexte où la formation initiale de premier cycle pourrait être sortie de la phase de rattrapage (ou de mise à niveau) qui a caractérisé les années quatre-vingt. C'est donc dans un esprit visant la prévention et une meilleure planification de l'offre globale de programmes que la Commission recommande aux établissements concernés de se pencher sur la question.

RECOMMANDATION 2

Que la direction des écoles, facultés et départements du domaine de l'administration examine les causes et les effets de la baisse marquée, dans certains champs d'études, des inscriptions aux programmes de certificat. Qu'un rapport de suivi soit transmis à la Commission d'ici avril 2000 par les établissements concernés.

Le recrutement des étudiants au niveau du doctorat

Les effectifs étudiants des programmes de troisième cycle en administration représentaient, à l'automne 1998, moins de 1% des effectifs de tous les programmes du domaine, alors que la proportion des effectifs de troisième cycle dans les universités du Québec, tous domaines confondus, étaient de 3,9% au même moment. Un grand total de 359 étudiants étaient inscrits dans les programmes de doctorat en administration offerts alors et l'évolution des nouvelles inscriptions au cours des dernières années montre des signes de fléchissement. N'eût été l'ouverture d'un nouveau programme conjoint à l'automne 1998 — le doctorat professionnel

¹¹⁹ Ces chiffres ont été calculés à partir des données figurant aux tableaux D.5 à D.10 de l'annexe D.

(D.B.A.) de l'Université de Sherbrooke et de l'UQTR — le nombre de nouvelles inscriptions à l'automne 1998 aurait pu être inférieur à celui de l'année précédente. C'est donc dire que les nouvelles inscriptions et, par conséquent, les inscriptions totales, ont diminué dans certains établissements (les universités Concordia, Laval et McGill), et ce, malgré le très grand degré de concertation interuniversitaire qui caractérise les programmes de doctorat concernés, deux des quatre programmes existants étant des programmes conjoints regroupant au total six des huit établissements offrant un programme doctoral.

Quant au nombre de diplômes décernés entre 1990 et 1998, il n'est que de 151. Si l'on considère qu'il y avait, dans les unités académiques du domaine de l'administration, 808 professeurs réguliers en 1998 pour 940 postes autorisés et que les prochaines années seront marquées par un effort considérable de renouvellement du corps professoral, on ne peut qu'arriver à la conclusion que le recrutement de jeunes diplômés ne sera pas chose facile. Il est toujours possible, voire souhaitable, de recruter des diplômés issus d'autres universités canadiennes ou étrangères, et les universités québécoises gagnent aussi à « exporter » un certain nombre de leurs diplômés. Cependant, les problèmes de la diplomation et du recrutement de professeurs ne sont pas particuliers au Québec; les universités hors Québec y sont aussi confrontés, du moins à l'échelle nord-américaine. Dans tout le Canada, le nombre de diplômés au doctorat en administration n'était que de 75 en 1995-96, dont 19 ou 20 sortant des universités québécoises¹²⁰. Aux États-Unis, par exemple, les prévisions d'embauche de docteurs en administration augmentent régulièrement d'une année à l'autre, alors que le nombre de diplômés est à la baisse¹²¹. Les universités québécoises ont donc tout intérêt à s'assurer qu'un plus grand nombre d'étudiants poursuivent des études doctorales, non seulement pour s'assurer de produire un plus grand nombre de diplômés appelés, notamment, à répondre à leurs besoins de recrutement. On notera à cet égard que le plus récent *Avis du Conseil de la science et de la technologie*, publié en novembre 1999, recommande que soient accrus « les crédits du Fonds FCAR pour le recrutement [...] de jeunes professeurs [...] et que les subventions versées à ce titre aux universités soient intégrées à leur base de financement au terme de probation de ces nouveaux professeurs »¹²².

Par ailleurs, pour permettre à des diplômés issus de programmes d'autres domaines que l'administration de poursuivre des études doctorales dans ce domaine, la direction des programmes d'études doctorales en administration pourrait mettre en oeuvre des mesures facilitant le passage de ces diplômés dans leurs programmes, que ces mesures prennent la forme de passerelles ou de propédeutiques adaptées à la formation des diplômés intéressés. Il s'agirait là d'un moyen d'élargir le bassin de recrutement des candidats au doctorat de troisième cycle.

RECOMMANDATION 3

Que la direction des programmes d'études doctorales en administration prenne les moyens d'augmenter le recrutement des étudiants et d'assurer la diplomation d'une plus grande proportion de candidats.

¹²⁰ David W. Conrath, *Investir dans les programmes de gestion*, p. 5, tableau 1; annexe D, tableau D.27.

¹²¹ AACSB, « Demand For Business PH.D.s Continues Slow Rise, While Doctoral Production Falls Steadily », *Newsline*, printemps 1999 (<http://www2.aacsb.edu/Publications/Newsline>).

¹²² Conseil de la science et de la technologie (<http://www.cst.qc.ca>), *Connaître et innover: Des moyens concurrentiels pour la recherche universitaire (Avis du Conseil)*, Résumé, novembre 1999, Recommandation 5, pp. 6-7.

La recherche et le soutien des candidats au doctorat

On peut espérer que les prochaines années soient marquées par un réinvestissement public dans la recherche universitaire. Malgré qu'on doive s'attendre à ce que les priorités de réinvestissement ciblent les secteurs porteurs d'importants développements dans le domaine des nouvelles technologies, nombre d'observateurs et d'acteurs du réseau universitaire considèrent que tous les secteurs d'activités ont souffert d'un sous-financement au cours des dernières années et doivent en conséquence faire l'objet d'un soutien accru. Dans son dernier *Avis* (novembre 1999), le Conseil supérieur de la science et de la technologie recommande au ministère du même nom de « double[r] le budget du Fonds FCAR, dans un délai de deux ans, orientant la croissance budgétaire vers le soutien au développement des infrastructures de recherche »¹²³. Dans l'éventualité où le ministère donnerait suite à cette recommandation, les unités académiques du domaine de l'administration — déjà riches d'un grand nombre de chaires, groupes et centres de recherche — devraient mettre tout en oeuvre pour mettre à profits les nouveaux crédits alloués à la recherche en sciences humaines et sociales.

L'un des bénéfices de la recherche effectuée en milieu universitaire est sans contredit la possibilité qu'elle offre aux étudiants des cycles supérieurs d'y prendre une part active. De plus, comme l'affirme le Conseil de la science et de la technologie dans l'*Avis* déjà cité ci-dessus:

la formation des étudiants des cycles supérieurs (maîtrise et doctorat) est en relation étroite avec la recherche. La qualité de la formation repose sur la capacité des professeurs de mener des recherches de pointe; en contrepartie, la qualité et le dynamisme de la recherche universitaire dépendent de la contribution des étudiants, qui constituent une main-d'œuvre de recherche qualifiée et en constant renouvellement, garantissant l'afflux permanent d'idées nouvelles¹²⁴.

Il est bien connu que la diplomation des candidats au doctorat de troisième cycle est grandement facilitée par un soutien financier adéquat durant la durée de leurs études; la situation qui prévaut dans les secteurs des sciences naturelles et des sciences appliquées en est un témoignage probant. Un meilleur soutien financier aux candidats concernés dans le domaine de l'administration, grandement sollicités par de lucratives carrières dans l'entreprise — publique ou privée — pourrait certainement s'avérer un moyen d'attirer et de retenir plus d'étudiants doctorants.

RECOMMANDATION 4

Que les établissements, en particulier ceux qui offrent des programmes d'études supérieures, prennent des mesures visant à mieux soutenir la recherche dans le domaine des sciences de l'administration et à mieux utiliser les ressources financières disponibles aux fins de l'encadrement des étudiants des programmes de deuxième et, surtout, de troisième cycle.

¹²³ Conseil de la science et de la technologie (<http://www.cst.qc.ca>), *Connaître et innover*, Recommandation 3, p. 6.

¹²⁴ Conseil de la science et de la technologie, *Connaître et innover*, p.3.

DOMAINE DE L'ÉCONOMIQUE

La diplomation dans les programmes de baccalauréat

Les taux de diplomation figurant au tableau 5.3 sont tirées des analyses longitudinales produites par la Direction générale des affaires universitaires et scientifiques du ministère de l'Éducation. Ces données concernent des cohortes de personnes nouvellement inscrites dans l'un ou l'autre des programmes de baccalauréat en économie aux trimestres d'automne 1988 et 1989. La période d'observation se termine, pour chacune des cohortes, au trimestre d'automne 1994. Bien que ces données commencent à dater — elles portent sur les étudiants qui ont obtenu ou auraient pu obtenir leur diplôme entre mai 1991 et l'automne 1994 — elles demeurent, en raison de leur caractère longitudinal, les plus fiables dont nous disposons.

Pour l'ensemble des programmes de baccalauréat des universités québécoises, tous secteurs confondus, le taux de diplomation moyen produit par les analyses du MEQ était de 63,6%. Si le taux global pour l'ensemble des programmes de baccalauréat en économie n'était que légèrement inférieur à ce taux moyen, on constate des écarts considérables entre établissements. À l'Université de Montréal et à l'UQAM, les taux de diplomation dans la discipline de départ, en l'occurrence l'économie, étaient inférieurs à 25%; dans ces deux mêmes établissements les taux globaux demeuraient inférieurs à 50%, de même qu'à l'UQTR. Il s'agit là d'une situation semblable à celle de la majorité des programmes de baccalauréat en philosophie et de certains programmes de baccalauréat en sciences politiques ou en sociologie dispensés dans les universités québécoises¹²⁵. Dans une moindre mesure, on retrouve une situation comparable dans certains programmes de baccalauréat en histoire ou en géographie¹²⁶. Les causes exactes de cette situation méritent un examen approfondi et les correctifs nécessaires doivent faire l'objet d'une réflexion sérieuse et d'une implantation rapide et efficace.

RECOMMANDATION 5

Que les trois départements d'économie dont les étudiants affichent des taux globaux de diplomation au baccalauréat inférieurs à 50% procèdent à l'analyse détaillée des causes de cette situation et prennent les moyens de la corriger. Qu'un rapport de suivi soit transmis à la Commission d'ici avril 2000 par les établissements concernés.

Le recrutement des étudiants au premier cycle

En 1996 les universités québécoises décernaient quelque 23% de l'ensemble des diplômes de baccalauréat émis par les universités canadiennes. Dans le domaine de l'économie, les huit universités québécoises offrant au moins un programme de baccalauréat ne décernaient, la même année, que 16% de tous les diplômes de baccalauréat en économie décernés par l'ensemble des universités canadiennes¹²⁷. De tous les domaines de l'enseignement universitaire au Québec, celui de l'économie est peut-être le seul où les inscriptions sont plus nombreuses dans les programmes des trois universités anglophones que dans ceux de leurs consoeurs francophones. En 1998, ces trois établissements comptaient plus de deux tiers des inscriptions (68,6%) au

¹²⁵ Rapport de la CUP sur les programmes de droit, de philosophie et d'éthique (à paraître), tableau 17; rapport de la CUP sur les programmes de science politique, de sociologie, etc. (à paraître), tableaux 1.4 et 2.4.

¹²⁶ Rapport de la CUP n° 16: *Les programmes d'histoire, géographie, archivistique, bibliothéconomie, sciences de l'information, archéologie, démographie dans les universités du Québec*, novembre 1999, tableaux 2.7 et 2.8, p.41.

¹²⁷ Statistique Canada, *L'Éducation au Canada*, 81-229, 1998, p. 146.

baccalauréat en économie dans les universités du Québec, y compris le B.Sc. en économie de gestion de l'UQTR. En 1996, 1997 et 1998, les universités Bishop's, Concordia et McGill ont décerné ensemble 53,2% de tous les diplômes québécois de baccalauréat en économie. Dans les universités francophones, trois des ratios d'étudiants en équivalence temps complet (EETC) par professeur régulier sont inférieurs à 16 et un autre, inférieur à 20. À l'Université Concordia et à l'Université McGill, ils sont respectivement de 28,2 et de 26,6 (tableau 6.2). Les causes de cette situation sont multiples et les solutions à y apporter sont du ressort de chaque établissement, en fonction de ses orientations propres. Néanmoins, les chiffres cités ci-dessus sont indéniablement des indicateurs d'une situation pour le moins étonnante qui appelle une action énergique, quelle que soit sa nature précise.

RECOMMANDATION 6

Que la direction des programmes d'études de baccalauréat en économie, notamment dans les universités francophones, prenne les moyens d'augmenter le recrutement de leurs étudiants, particulièrement auprès des étudiants auxquels une offre d'admission est émise.

La formation de troisième cycle

Depuis 1992, les nouvelles inscriptions aux cinq programmes de doctorat distincts offerts par les universités québécoises ont varié annuellement entre 20 et 39. Depuis 1996, leur nombre est en baisse constante et le plancher de 20 nouvelles inscriptions a été atteint en 1998. Quatre des cinq programmes de doctorat sont offerts par les universités montréalaises, le cinquième étant celui de l'Université Laval. Sur le plan de la recherche, la collaboration interuniversitaire est déjà bien développée. Par contre, sur le plan des activités de formation doctorales, les différents départements de science économique en sont encore au stade des discussions informelles. Étant donné la décroissance des nouvelles inscriptions depuis les dernières années et le très petit nombre de nouveaux inscrits dans certains programmes en 1998 — 2 à l'Université Concordia, 2 à l'UQAM, 4 à l'Université Laval, 4 à l'Université McGill et 7 à l'Université de Montréal — la nécessité d'une concertation interuniversitaire dans la gestion des programmes de troisième cycle est évidente et de plus en plus pressante. C'est dans le but d'offrir une formation optimale aux doctorants et de les faire bénéficier de toute l'expertise professorale disponible que la Commission favorise la concertation et la collaboration entre établissements universitaires.

RECOMMANDATION 7

Que la direction des cinq départements d'économie offrant des programmes d'études doctorales examine les moyens d'accroître leur collaboration afin d'assurer une offre d'activités de formation optimale à leurs étudiants. À cette fin, que les établissements définissent clairement leurs spécialités de recherche et d'enseignement au troisième cycle.

DOMAINE DES RELATIONS INDUSTRIELLES

La formation de troisième cycle

Il y existe à l'heure actuelle deux programmes de troisième cycle en relations industrielles, l'un à l'Université Laval et l'autre à l'Université de Montréal. Si depuis 1992 les nouvelles inscriptions n'y ont jamais dépassé la barre de 10, elles sont tombées à 4 en 1998, à raison de 2 par établissements. Il est raisonnable de penser qu'il est dans l'intérêt des unités académiques qui accueillent ces étudiants de les regrouper, soit en un même lieu physique ou par le truchement du télé-enseignement, afin de leur offrir des activités de formation doctorale qui leur permettent d'échanger tout en optimisant l'utilisation des ressources professorales disponibles.

En amont de ces deux programmes, on retrouve 3 programmes de maîtrise, deux dans les établissements précités et le troisième à l'UQAH. Le programme de maîtrise du Département des relations industrielles de l'UQAH, qui existe depuis bientôt 10 ans, produit déjà un certain nombre de diplômés qui choisissent de poursuivre leurs études doctorales à l'Université Laval ou à l'Université de Montréal. Les professeurs du Département de l'UQAH sont pratiquement tous détenteurs d'un diplôme de doctorat et sont tout à fait aptes à diriger les travaux et recherches d'étudiants de troisième cycle. On peut aussi espérer que leur participation à un programme doctoral susciterait chez un plus grand nombre de leurs étudiants de la maîtrise le désir de poursuivre des études de troisième cycle. Si la formule d'un programme conjoint qui lierait les trois établissements concernés pouvait s'avérer idéale, il va de soi que d'autres arrangements sont possibles et qu'il appartient à la direction des unités académiques et des établissements concernés de trouver la formule qui saura satisfaire tous les acteurs auxquels s'adressent la présente recommandation.

RECOMMANDATION 8

Que la direction des deux unités académiques de relations industrielles offrant des programmes d'études doctorales examine les moyens d'accroître leur collaboration afin d'assurer une offre d'activités de formation optimale à leurs étudiants. À cette fin, que les établissements définissent clairement leurs spécialités de recherche et d'enseignement au troisième cycle. Que le Département des relations industrielles de l'UQAH soit associé à cette démarche de manière à ce que ses professeurs puissent apporter leur contribution à la formation au troisième cycle.

RECOMMANDATION SECTORIELLE

Collaboration entre les unités académiques d'un même établissement

Il n'appartient pas à la Commission de proposer un ou même plusieurs modes de collaboration aux diverses unités académiques concernées. Les situations institutionnelles sont à la fois trop variées et trop complexes pour que le choix des solutions à apporter à une question aussi délicate ne soit pas laissée à la discrétion des différents établissements. Cependant, la Commission considère que les unités académiques des trois domaines concernés auraient tout intérêt à accroître leur collaboration dans un esprit de pluridisciplinarité et d'optimisation des ressources professorales disponibles, à la fois respectueux des différentes cultures disciplinaires et des différents besoins de formation qui les sous-tendent.

Il existe déjà de multiples exemples de collaboration fructueuse entre les unités académiques des trois domaines d'études qui font l'objet du présent rapport et qui ont été regroupés en un seul secteur en raison de leurs diverses affinités. Citons à titre d'exemple le programme multifacultaire de « major » en relations industrielles offert par l'Université McGill.

RECOMMANDATION 9

Que les écoles, facultés et départements des trois domaines de l'administration, de l'économie et des relations industrielles étudient les possibilités de collaboration, à l'intérieur de chacun des établissements, sur le plan de l'enseignement des disciplines et des matières qui se situent à la frontière des trois domaines (économique, économie appliquée, gestion des ressources humaines, étude des organisations, etc.).

Conclusion générale

La situation globale des domaines de l'administration et de l'économie décrite dans le présent rapport n'est pas particulière aux établissements universitaires québécois. Ce constat général est appuyé, dans les pages précédentes, d'éléments statistiques précis permettant la comparaison avec des exemples canadiens (hors Québec) et américains¹²⁸. Quant au domaine des relations industrielles tel que constitué dans le réseau universitaire québécois, il présente la particularité structurale, par rapport à ce que l'on retrouve dans la très grande majorité des établissements universitaires nord-américains, de s'appuyer sur des programmes de baccalauréat spécialisé, et non pas seulement sur des programmes d'études supérieures, souvent sous la responsabilité d'instituts de recherche.

Il aurait certainement été profitable de situer plus précisément les trois domaines précités dans le contexte socio-économique québécois des années 80 et 90, mais l'exercice — débordant le cadre étroit du présent rapport — aurait demandé des recherches plus poussées que les conditions de réalisation du mandat de la Commission ne le permettaient. Néanmoins, certaines publications universitaires récentes peuvent nous indiquer quelques pistes de réflexion menant à une meilleure compréhension d'ensemble des phénomènes sociaux influant sur les variables statistiques ayant fait l'objet d'un examen plus approfondi dans le présent rapport. Un ouvrage récent, résultant de la collaboration d'universitaires britanniques du domaine de l'enseignement de la gestion, propose plusieurs de ces pistes de réflexion tout en donnant des exemples de la variété des approches sociologiques nécessaires à une compréhension de l'insertion du domaine universitaire de la formation en administration dans la conjuncture sociale et politique des deux dernières décennies:

The political context [...] of New Right politics has had the effect of increasingly validating a utilitarian conception of education. On the one hand, education is seen to be socially valuable to the extent to which it contributes to economic prosperity and international competitiveness. On the other, education in an individualistic society [...] is seen to be personally valuable to the extent to which it enhances the economic and career positions of individuals. This ideological terrain, combined with specific institutional and financial arrangements in universities, has tended to benefit management education, which can lay claim to validity on both of these criteria¹²⁹.

On observe une convergence certaine entre les besoins sociaux conjoncturels et les réponses proposées par les acteurs du domaine universitaire de l'administration. Cette convergence se traduit notamment par une plus grande orientation des étudiants vers des programmes d'études professionnelles, tendance observée dans d'autres domaines de formation par d'autres sous-commissions de travail de la Commission. Il est néanmoins une donnée fondamentale que l'on se doit de garder à l'esprit lorsqu'il est question d'éducation supérieure: les universitaires, quel que soit leur domaine d'activité, sont avant tout des universitaires. Ceux et celles du domaine de l'administration ne font pas exception à cette maxime; ils font partie d'une institution qui les enjoint d'être « les gardiens de valeurs qui transcendent celles de l'entreprise, pour les rappeler,

¹²⁸ Voir l'Introduction au domaine de l'administration, au domaine de l'économie et le préambule de la première recommandation.

¹²⁹ Christopher Grey et Robert French, « Rethinking Management Education: An Introduction », in Robert French et Christopher Grey, (sous la dir. de), *Rethinking Management Education*, Londres, Sage Publications, 1996, pp. 4-5.

pour les expliquer et pour les vivre »¹³⁰. Une part importante de leur rôle en tant qu'universitaires consiste donc à transmettre ces valeurs à leurs étudiants et, plus largement, à la société dans son ensemble. C'est ce que nous rappelle la Fédération canadienne des doyens d'écoles de gestion lorsqu'elle affirme que le rôle des écoles de gestion est, entre autres choses, « de fournir à la communauté des affaires des diplômés qui sont [...] cultivés (au sens où ils ont une bonne culture générale) » et qui comprennent « non seulement les bases de la gestion, mais aussi le contexte économique et social dans lequel l'entreprise se situe »¹³¹. À la base de cette transmission, de la production de nouveaux savoirs appropriés à notre époque, de sa diffusion et de sa perpétuelle remise en question, se trouve la recherche universitaire. C'est pourquoi la Commission y a fait une si large place, de même qu'à la formation de troisième cycle, dans ses recommandations¹³².

Quant aux problèmes que connaissent certains départements d'économie des universités francophones, s'ils sont particulièrement aigus, ils ne sont qu'une exacerbation — pour laquelle une explication satisfaisante devra attendre une prochaine étude — des problèmes que connaît la discipline à l'échelle nord-américaine. Un universitaire américain bien connu propose l'esquisse d'un diagnostic dans la citation suivante:

Whose fault is the replacement of serious discussion of world trade by what I have come to think of as “pop internationalism”? [...] To some extent it also reflects the decline in the influence of economists in general: the high prestige of the profession a generation ago had much to do with the presumed effectiveness of Keynesian macroeconomic policies, and has suffered greatly as macroeconomics has dissolved into squabbling factions¹³³.

Que l'on soit d'accord ou non avec cette explication, force est de constater que plusieurs facteurs externes ont contribué, particulièrement au cours de la dernière décennie, au « déclin de l'influence des économistes » et même à une certaine absence de leur part dans les grands débats de société, comme si le discrédit jeté sur les anciennes économies planifiées de l'Europe centrale et de l'Union soviétique avait eu pour résultat la domination exclusive d'un régime économique: le laissez-faire néo-libéral.

Sans porter un jugement de valeur sur le régime qui s'impose aujourd'hui sur l'ensemble de la planète — par la libéralisation et la mondialisation des activités économiques — on peut néanmoins constater que la fonction critique de l'activité universitaire n'a jamais été aussi menacé par une uniformité *de facto* de la pensée économique et socio-politique. Compte tenu de l'importance numérique du corps professoral des domaines de l'administration, de l'économie et des relations industrielles; compte tenu de la masse considérable d'étudiants auxquels ces professeurs transmettent leurs connaissances et leur savoir-faire; et compte tenu de leur capacité de recherche, de la diversité des institutions qu'ils ont mis en place et de la qualité de leurs réalisations passées, on est en droit de s'attendre à ce que leur contribution aux débats entourant les grandes questions économiques et socio-politiques de l'heure aide nos sociétés à mieux vivre les bouleversements qui s'annoncent à l'horizon de l'an 2000.

¹³⁰ A. Chanlat et M. Dufour (sous la dir. de), *La rupture entre l'entreprise et les hommes: le point de vue des sciences de la vie*, Montréal, Québec/Amérique, 1985, p. 20. Alain Chanlat est professeur à l'École des HEC de Montréal.

¹³¹ David W. Conrath, *Investir dans les programmes de gestion: la clé de la croissance de la productivité*, Document préparé pour la Fédération des doyens des écoles d'administration, novembre 1999, p. 6 et p. 3.

¹³² Voir les recommandations 3, 4, 7 et 8. Chacun des trois domaines d'études que sont l'administration, l'économie et les relations industrielles fait l'objet d'au moins une recommandation portant sur les programmes de troisième cycle et/ou la recherche.

¹³³ Paul Krugman, *Pop Internationalism*, Cambridge (MA), The MIT Press, 1996, p. ix.

Références

AACSB, « Demand for Business PH.D.s Continues Slow Rise, While Doctoral Production Falls Steadily », *Newsline* (<http://www2.aacsb.edu/Publications/Newsline>), Printemps 1999.

AACSB, « Number of Undergraduate Business Degrees Awarded Continues to Plummet; MBA and Some Business Doctoral Degrees on the increase », Automne 1998.

Aktouf, Omar, *Le management entre tradition et renouvellement*, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur, 1989 (éd. révisée).

Amherdt, Charles-Henri et Zhan Su, *Le développement de carrière au service de l'excellence et de la confiance dans les organisations virtuelles*, Document de travail 1997-001, Faculté des sciences de l'administration, Université Laval, 1997.

Association des Analystes Financiers (Chapitre Québec), Site WEB (<http://aimr.com/professionalism/societies/local/pq.html>).

Association for Investment Management and Research (AIMR), Site WEB ([http://aimr.com/Montreal Society of Financial Analysts: http://aimr.com/professionalism/societies/local/mo.html](http://aimr.com/Montreal%20Society%20of%20Financial%20Analysts)).

Audet, Marc, *Qu'advient-il des diplômés des universités? La promotion de 1995*, Service des analyses, Direction de l'enseignement et de la recherche universitaires, Ministère de l'Éducation, Québec, 1998.

Baril, Daniel, « L'écart se creuse entre les universités canadiennes et américaines », *Forum*, 30 août 1999.

Berger, François, « Universités: forte hausse du nombre d'étudiants étrangers », *La Presse*, 21 octobre 1999, A1-2.

Blouin, Rodrigue, Jean Boivin, Esther Déom et Jean Sexton (sous la dir. de), *Les relations industrielles au Québec: 50 ans d'évolution*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994.

Canadian Centre for Policy Alternatives, *Missing Pieces: An alternative Guide to Canadian Post-Secondary Education*, 1999.

Canadian Institute of Management, Site WEB (<http://www.cim.ca>).

Carbonneau, Claude, Véronique Gerland, Chen Jun Tong et Gérald D'Amboise, *Quand les PME québécoises deviennent polyglottes*, Document de travail 1997-026, Faculté des sciences de l'administration, Université Laval, 1997.

Chanlat A. et M. Dufour (sous la dir. de), *La rupture entre l'entreprise et les hommes: le point de vue des sciences de la vie*, Montréal, Québec/Amérique, 1985, p. 20.

« CMA-MBA: Un programme unique au Canada », *L'UQAM branché*, Vol. XXVI, N° 3, 12 octobre 1999.

Cohen, Avi J. et John Spencer, « Using Writing Across the Curriculum in Economics: Is Taking the Plunge Worth It? », *The Journal of Economic Education*, été 1993, pp. 219-230.

Collectif des professeurs du Groupe HEC, *L'École des Managers de Demain*, Paris, Economica, 1994.

Commission des universités sur les programmes, *Avenues de concertation dans la formation universitaire en: physique, mathématiques, informatique*, Rapport n° 5, août 1998.

Commission des universités sur les programmes, *Communication. Enseignement et recherche: complémentarité et concertation*, Rapport n° 2, novembre 1998.

Commission des universités sur les programmes, *Document de référence*, avril 1997.

Commission des universités sur les programmes, *Les programmes de linguistique, de traduction, de français et d'anglais en vigueur dans les universités du Québec*, Rapport n° 11, mai 1999.

Commission des universités sur les programmes, *Les programmes de sciences infirmières, santé communautaire, épidémiologie, hygiène du milieu, travail social, animation sociale et culturelle, gérontologie et gestion des services de santé dans les universités du Québec*, Rapport n° 9, mars 1999.

Commission des universités sur les programmes, *Les programmes d'études littéraires, de langues et littératures modernes et d'études anciennes des universités du Québec*, Rapport n° 8, janvier 1999.

Commission des universités sur les programmes, *Les programmes d'histoire, géographie, archivistique, bibliothéconomie, sciences de l'information, archéologie, démographie dans les universités du Québec*, Rapport n° 16, novembre 1999.

Commission des universités sur les programmes, *Les programmes du secteur de la biologie, de la chimie, de la biochimie, de la microbiologie, des sciences biomédicales et des sciences de l'environnement dans les universités du Québec*, Rapport n° 6, août 1998.

Commission des universités sur les programmes, *Les programmes du secteur de la musique dans les universités du Québec*, Rapport n° 1, septembre 1997.

Commission des universités sur les programmes, *Les programmes du secteur du génie dans les universités du Québec*, Rapport n° 3, mars 1998.

Commission des universités sur les programmes, *Les programmes en architecture, design, aménagement, urbanisme et études urbaines dans les universités du Québec*, Rapport n° 15, novembre 1999.

Commission des universités sur les programmes, *Les programmes en éducation dans les universités du Québec*, Rapport n° 10, avril 1999.

Commission des universités sur les programmes, *Les programmes en éducation physique et en sciences de l'activité physique dans les universités du Québec*, Rapport d'étape, juin 1998.

Commission des universités sur les programmes, *Les programmes en sciences de la Terre, de l'eau et de l'atmosphère dans les universités du Québec*, Rapport n° 7, novembre 1998.

Commission des universités sur les programmes, *Rapport d'étape présenté au ministre d'État à la Jeunesse et à l'Éducation*, juin 1999.

Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, *Évaluation des programmes d'études dans les secteurs Techniques administratives et Coopération. Rapport synthèse*, Québec, mai 1999.

Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, *Pour un meilleur accès à l'excellence. Actes du colloque Les nouvelles technologies de l'information et des communications. Août 1998*.

Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, *Quelques données et indicateurs significatifs sur le système universitaire québécois*, janvier 1999.

Conseil de la science et de la technologie (<http://www.cst.qc.ca>), *Connaître et innover: Des moyens concurrentiels pour la recherche universitaire (Avis du Conseil)*, Résumé, novembre 1999.

Conseil des universités, *Avis du Conseil des universités au ministre de l'Éducation sur le développement des études en sciences comptables dans les universités québécoises (Avis n° 82.6)*, Sainte-Foy, 1982.

Conrath, David W., *Investir dans les programmes de gestion: la clé de la croissance de la productivité*, Document préparé pour la Fédération des doyens des écoles d'administration, novembre 1999.

Doherty-Delorme, Denise, « Tuition Fees: Climbing the Walls », in Canadian Centre for Policy Alternatives, *Missing Pieces: An alternative Guide to Canadian Post-Secondary Education*, pp. 107-114, 1999.

Drewes, Torben et Herb O'Heron, *Effectifs à temps partiel: Mais où sont donc passés les étudiants?* Association des universités et collèges du Canada, Dossier des recherches, Vol. 3, N° 2, mai 1999.

École des Hautes Études Commerciales de Montréal, « L'École des HEC reçoit l'accréditation EQUIS de l'EFMD », site WEB de l'Écoles des HEC (www.hec.ca/manchettes/1999/1999047.html), 2 décembre 1999.

Ellis, Willard H., Catherine Murray et Mei-Chun Ho, *Do Business Schools Produce Entrepreneurs?*, Montréal, McGill University, Faculty of Management, août 1989.

European Foundation for Management Education, Site WEB, (<http://www.efmd.be>).

Fédération canadienne des doyens d'écoles d'administration, « Impacts sur les taux d'inscription des changements dans les programmes EMBA », (<http://www.hec.ca/fcdea/francais/information/impactemba.html>).

Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (<http://www.fnege.org>), « Le système français de formation à la gestion » (<http://195.68.82.69/forma/fgest/2syst.htm>).

Ford, Joseph W., « Economic Values and the New Millennium », in Samuel M. Natale, ed., *Business Education and Training: A Value-Laden Process. Volume I: Education and Value Conflict*, pp. 103-16, Lanham (MD), University Press of America, 1997.

French, Robert et Christopher Grey, *Rethinking Management Education*, Londres, Sage Publications, 1996.

Gilles, Willem et Gilles Paquet, « On Delta Knowledge », in Gilles Paquet et Max von Zur-Muehlen (sous la dir. de), *Edging Toward the Year 2000: Management Research and Education in Canada*, pp. 15-30, Canadian Federation of Deans of Management and Administrative Studies, 1989.

Gineste, Karine et Jacques Grisé, *Le conseil en management: une profession en mutation*, Document de travail 1998-001, Faculté des sciences de l'administration, Université Laval, 1998.

Institut québécois de planification financière, Site WEB (<http://www.iqpf.org>).

King, Paul G. et Ross M. LaRoe, « The Laboratory-Based Economics Curriculum », *The Journal of Economic Education*, été 1991, pp. 285-292.

Krugman, Paul, *Pop Internationalism*, Cambridge (MA), The MIT Press, 1996.

Laufer, Romain, « Mutation de la société et enseignement de la gestion: entre science, technique et pratique », in Collectif des professeurs du Groupe HEC, *L'École des Managers de Demain*, pp. 281-308, Paris, Economica, 1994.

Lee, Julie, John Burgess et Paul Kniest, « Teaching Australian First-Year Economics Courses - In Search of a Better Way », *The Journal of Economic Education*, hiver 1996, pp. 85-90.

Lemelin, Rachel, « DEC et baccalauréat en 4 ans: Nouveau en sciences comptables », *En Tête*, 12 octobre 1999.

Les Affaires, « Édition spéciale: Le Québec de la nouvelle économie », vol. LXXI, N° 33, 14-20 août 1999.

Maher, P. Michael, « Business School Research: Academics Should be Concerned », *RCSA/CJAS*, mars 1990, pp. 16-20.

Maher, P. Michael, « Business Education in Canada: Business Should be Concerned », *RCSA/CJAS*, printemps 1989, pp. 37-42.

Ménard, Louis, *Dictionnaire de la comptabilité et de la gestion financière*, Toronto et Montréal, Institut Canadien des Comptables Agréées, 1994.

Ministère de l'Éducation, *Projet d'énoncé de politique à l'égard des universités*, Québec, Gouvernement du Québec, octobre 1999.

Natale, Samuel M., ed., *Business Education and Training: A Value-Laden Process. Volume I: Education and Value Conflict*, Lanham (MD), University Press of America, 1997.

Natale, Samuel M., William G. O'Neill et Tara M. Madden, « Worlds in Collision: Value Conflicts in the Training of Professionals » in Samuel M. Natale, ed., *Business Education and Training: A Value-Laden Process. Volume I: Education and Value Conflict*, pp. 1-15, Lanham (MD), University Press of America, 1997.

Ordre des administrateurs agréés du Québec, Site WEB (<http://www.adma.qc.ca>).

Ordre des comptables agréés du Québec, Site WEB (<http://www.oqaq.qc.ca>).

Ordre des comptables en management accrédités, Site WEB (<http://cma-quebec.org>).

Ordre des comptables généraux licenciés, Site WEB (<http://cga-quebec.org>).

Ordre des conseillers en relations industrielles du Québec, Site WEB (<http://rhri.org>).

Ordre des évaluateurs agréés du Québec, Site WEB (<http://oeaq.qc.ca>).

Paquet, Gilles et Max von Zur-Muehlen (sous la dir. de), *Edging Toward the Year 2000: Management Research and Education in Canada*, Canadian Federation of Deans of Management and Administrative Studies, 1989.

Pavoine, Jacques, *Histoire de la science économique*, Paris, Editions Marketing, 1993.

Piette, Christine, *Où va l'Université? Le travail professoral: miroir d'une évolution*, Montréal, Hurtubise HMH, 1999.

Pitcher, Patricia, *Artistes, artisans et technocrates dans nos organisations: Rêves, réalités et illusions du leadership*, Trad. de l'anglais par Jean-Pierre Fournier, Montréal, Québec-Amérique (Collection Presses HEC), 1997 (2^e éd. enrichie).

Pratte, André, « Les étudiants préfèrent l'histoire à l'économique », *La Presse*, 26 novembre 1999, A1-A2.

Project Management Institute, Site WEB (<http://pmi.org>).

Salemi, Michael K. et Carlie Eubanks, « Accounting for the Rise and Fall in the Number of Economics Majors with the Discouraged-Business-Major Hypothesis », *Journal of Economic Education*, Fall 1996, pp. 350-361.

Shetty, Anand G. et Francis J. McGrath, « Value Conflicts in the Training of Financial Managers », in Samuel M. Natale, ed., *Business Education and Training: A Value-Laden Process. Volume I: Education and Value Conflict*, pp. 231-42, Lanham (MD), University Press of America, 1997.

Siegfried, John J. et David K. Round, « The Australian Undergraduate Economics Degree: Results from a Survey of Students », *The Economic Record* [Australie] vol. 70, no. 209, juin 1994, pp. 192-203.

Tézenas du Montcel, Henri, « Gérer l'immatériel », in Collectif des professeurs du Groupe HEC, *L'École des Managers de Demain*, pp. 271-80, Paris, Economica, 1994.

Tremblay, Miville, « Les écoles de gestion montréalaises essaient à travers le monde », *La Presse*, mardi 12 octobre 1999, D1-D2.

Université de Sherbrooke et Université du Québec à Trois-Rivières, *Doctorat conjoint en administration. Dossier de présentation*, 20 février 1995.

« L'Université [de Sherbrooke] offre un MBA au Maroc », *Liaison*, vol. XXXIII, n° 15, 25 mars 1999.

Annexe A

COMPOSITION DE LA COMMISSION DES UNIVERSITÉS SUR LES PROGRAMMES

Gervais, Michel	Président
Bachand, Jacques	Directeur des études 1 ^{er} cycle, Université du Québec
Brousseau, Diane	Agente de secrétariat, Université Laval
Cournoyer, Alain	Étudiant au doctorat en génie physique, École Polytechnique
de Takacsy, Nick	Vice-principal adjoint à l'enseignement, Université McGill
Deveault, Roger	Adjoint au directeur des études de 1 ^{er} cycle, Faculté d'administration, Université de Sherbrooke
Gendreau, Louis	Directeur des programmes d'enseignement et de recherche, Direction de l'enseignement et de la recherche universitaires, Ministère de l'éducation du Québec
Godbout, Claude	Vice-recteur aux affaires académiques et étudiantes, Université Laval
Habib, Henri	Professeur, Département des sciences politiques, Université Concordia
Harvey, Michel	Ingénieur, Président, ISOCO Construction inc., Chicoutimi
Johnston, Sam	Étudiante au Baccalauréat en études russes et slaves, Université McGill
Laforest, Mario	Doyen, Faculté d'éducation, Université de Sherbrooke
Lamoureux, André	Chargé de cours, Département des relations industrielles, Faculté de l'éducation permanente, Université de Montréal et École Polytechnique
Montplaisir, Serge	Professeur, Département de microbiologie et d'immunologie, Faculté de médecine, Université de Montréal
Poissant, Louise	Professeure, Département d'arts plastiques, Université du Québec à Montréal
Raymond, Louis	Professeur, Département des sciences de la gestion et de l'économie, Université du Québec à Trois-Rivières
Séguin, René	Étudiant au Certificat en gestion du marketing, École des Hautes Études Commerciales
Secrétariat permanent	
Dusseau Letocha, Louise	Secrétaire générale
Carreau, Isabelle	Chargée de recherche
Drolet, Réjean	Chargé de recherche
Dussault, Edmond-Louis	Chargé de recherche
Lacombe, Alain	Chargé de recherche
Marchand, Nicolas	Chargé de recherche
Robichaud, François	Chargé de recherche

Annexe B

Composition de la Sous-commission sur l'administration, l'économique et les relations industrielles

Beaucage, André	Directeur, Département des relations industrielles Université du Québec à Hull
Belley, Michel	Professeur, Département des sciences économiques et administratives Université du Québec à Chicoutimi
Brulotte, Raymond	Professeur, Télé-université
Desrochers, Jean	Vice-doyen à l'enseignement et aux affaires internationales Faculté d'administration, Université de Sherbrooke
Galbraith, John W.	Professeur, Département de sciences économiques, Université McGill
Guay, Richard	Membre externe, Banque Laurentienne
Lamoureux, Carole	Directrice des études, École des sciences de la gestion Université du Québec à Montréal
Mantha, Robert W.	Vice-doyen à la formation, Université Laval
Marsan, Michel	Professeur, Responsable du programme de maîtrise en administration des affaires Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Morin, Danielle	Doyenne associée, Faculté de commerce et d'administration, Université Concordia
Nantel, Jacques	Directeur des programmes, École des Hautes Études Commerciales
Picard, Alain	Membre externe, Métro-Richelieu
St-Laurent, Pierre	Directeur, Module d'économie et de gestion, Université du Québec à Rimouski
Trudeau, Gilles	Directeur, École de relations industrielles, Université de Montréal
Trudel, Tobie	Représentant étudiant, Université de Sherbrooke
Voyer, Pierre	Professeur de management, École nationale d'administration publique
Wilson, Richard	Professeur, Département des sciences comptables Université du Québec à Trois-Rivières
Zubieta, Lourdes	Professeure, Williams School of Business and Economics, Université Bishop's

Personnes invitées et consultées par la Sous-commission

Campbell, Bryan	Professeur, Département de sciences économiques, Université Concordia
Gaudet, Gérard	Directeur, Département de sciences économiques, Université de Montréal
Laflamme, Gilles	Directeur, Département des relations industrielles, Université Laval
Larin, Gilles-N.	Directeur, Département d'économie, Université de Sherbrooke
Van Audenrode, Marc	Directeur, Département d'économie, Université Laval

Commission des universités sur les programmes

Raymond, Louis	Président de la Sous-commission, Professeur, Département des sciences de la gestion et de l'économie, Université du Québec à Trois-Rivières
Dusseault-Letocha, Louise	Secrétaire générale de la Commission
Drolet, Réjean	Chargé de recherche
Dussault, Edmond-Louis	Chargé de recherche, secrétaire de la Sous-commission

Documentaliste de la CREPUQ

Charland, Roger

Annexe C

CATÉGORIES DES PROGRAMMES RECENSÉS (DOMAINES, CHAMPS D'ÉTUDES, CATÉGORIES PARTICULIÈRES)

1. ADMINISTRATION
 - 1.1 Administration des affaires,
gestion des entreprises et de la production
 - 1.2 Sciences comptables
 - 1.3 Finance et opérations bancaires
 - 1.4 Systèmes d'information et recherche opérationnelle
 - 1.5 Marketing
 - 1.6 Gestion internationale
 - 1.7 Gestion des ressources humaines
 - 1.8 Administration publique
2. ÉCONOMIQUE
3. RELATIONS INDUSTRIELLES
4. PROGRAMMES DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
5. MICROPROGRAMMES (PROGRAMMES COURTS)
6. PROGRAMMES PRIVÉS

LISTE DES PROGRAMMES

(par domaine, champ d'études, catégories particulières, établissement, cycle et ordre alphabétique)

1. ADMINISTRATION

1.1 Administration des affaires, gestion des entreprises et de la production

Bishop's

Mineure/Certificat *in Business Administration*¹

Majeure *in Business* (pour le B.A.)

Baccalauréat *in Business Administration* (B.A.A.)²

Concordia³

Certificat *in Business Studies*⁴

Baccalauréat *of Administration*⁵

Baccalauréat *of Commerce*⁶

Maîtrise ès Sciences (Administration)⁷

Maîtrise *in Business Administration* (MBA)

Doctorat (Ph.D.) *in Administration*⁸

HEC

Certificat en administration⁹

Certificat en gestion d'entreprise

Certificat en gestion des entreprises de services financiers

Certificat en gestion des opérations

Baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.)¹⁰

Diplôme d'études supérieures en gestion (D.E.S.G.)

D.E.S.S. en gestion des entreprises du secteur de l'énergie

¹ Le Certificat *in Business Administration* est aussi offert par l'Éducation permanente.

² Sept concentrations sont offertes: *Accounting, Finance, General Management, Human Resources, International Business, Marketing, Management Science and Information System*. Programme de type professionnel et recherche. Version avec *Honours* aussi offerte.

³ Le Diplôme de 2e cycle *in Sport Administration* a été recensé par la sous-commission sur l'Éducation physique (Rapport d'étape).

⁴ Offert aux étudiants qui ne sont pas inscrits à l'un des deux programmes de baccalauréat (*of Commerce* ou *of Administration*).

⁵ *With specialization in General Administration*.

⁶ L'une des 9 majeures suivantes est obligatoire: *Accountancy, Management, Economics, Finance, Human Resource Management, International Business, Management, Management Information Systems, Marketing*. Une mineure optionnelle parmi les 11 suivantes: *Financial Accountancy, Managerial Accountancy, Operations Management, Economics, Finance, Human Resource Management, International Business, Management, Management Information Systems, Marketing, Entrepreneurship and Small Business Management*. Le B.Com. avec Majeure *in Economics* est administré conjointement avec le Département d'économie de la Faculté des arts et sciences. Il existait aussi, jusqu'à l'été 1998, un *Honours in Economics* intégré à ce programme.

⁷ Programme comportant les 4 spécialités suivantes: *Decision Sciences and Management Information Systems, Finance, Management, Marketing*.

⁸ Programme conjoint des établissements montréalais: Concordia, HEC, McGill, UQAM. Ce programme comprend 8 concentrations (*areas of specialization*): *Marketing, Finance, Decision Sciences and MIS, Business Policy and Strategy, Organizational Behaviour, Human Resources Management, Accountancy and Control, and International Business*.

⁹ Actif depuis l'hiver 1998.

¹⁰ Programme comprenant 12 concentrations: comptabilité professionnelle, économie appliquée, finance, gestion des opérations et de la production, gestion des ressources humaines, gestion internationale, informatique de gestion, management, marketing, méthodes quantitatives de gestion, option mixte, option individuelle.

HEC (suite)

D.E.S.S. en montage et gestion de projets d'aménagement¹¹

Diplôme de 2e cycle en sciences administratives

Diplôme en gestion d'organismes culturels

Maîtrise en sciences de la gestion (M.Sc.)¹²

Maîtrise en administration des affaires (MBA)¹³

Doctorat (Ph.D.) en administration¹⁴

Laval

Certificat en administration

Certificat en gestion des organisations

Certificat en gestion du développement touristique¹⁵

Certificat en leadership du changement¹⁶

Baccalauréat en administration des affaires¹⁷

Diplôme de 2e cycle en administration des affaires

Diplôme de 2e cycle en entrepreneuriat technologique

Diplôme de 2e cycle en gestion et développement des organisations

Maîtrise en administration des affaires (MBA)¹⁸

Maîtrise (M.Sc.) en sciences de l'administration¹⁹

Doctorat (Ph.D.) en sciences de l'administration²⁰

¹¹ Programme conjoint de l'École des HEC, l'École Polytechnique et la Faculté d'aménagement de l'Université de Montréal.

¹² Les 11 options suivantes sont offertes: contrôle de gestion, économie appliquée, finance, gestion internationale, gestion des opérations et de la production, gestion des ressources humaines, ingénierie financière, management, marketing, modélisation et décision, systèmes d'information.

¹³ Programme comprenant 11 concentrations: Entrepreneurship, Gestion de l'innovation technologique, Gestion des entreprises de services, Gestion financière d'entreprise, Gestion internationale, Marketing, Placement et gestion de portefeuille, Direction générale, Économie des affaires, Gestion des ressources humaines, Technologies de l'information.

¹⁴ Programme conjoint des établissements montréalais: Concordia, HEC, McGill, UQAM. Ce programme comprend 9 concentrations: économique, sciences du comportement (incluant théorie de l'organisation et gestion des ressources humaines, méthodes quantitatives de gestion, technologies de l'information, gestion des opérations, marketing, finance, politique générale d'administration (incluant management), comptabilité et contrôle.

¹⁵ Actif depuis l'automne 1997.

¹⁶ Actif depuis l'automne 1997.

¹⁷ Treize cheminements sont offerts: Général du BAA, BAA en soirée, Économie appliquée à la gestion, Finance, Gestion des opérations et de la production, Gestion internationale, Gestion des risques et assurances, Gestion urbaine et immobilière, Management – Gestion des PME et entrepreneuriat, Management – Gestion des ressources humaines, Marketing, Systèmes d'information organisationnels, Sciences comptables.

¹⁸ Programme comprenant 11 options: Finance, Gestion agro-alimentaire, Gestion des entreprises, Gestion des technologies de l'information, Gestion internationale, Gestion manufacturière et logistique, Gestion pharmaceutique, Management, Marketing, Modélisation et décision organisationnelle, Sciences comptables.

¹⁹ Avec mémoire, sauf pour la concentration Ingénierie financière. Huit concentrations sont offertes: Finance et assurance, Gestion internationale des entreprises, Ingénierie financière, Management, Marketing, Opérations et systèmes de décision, Sciences comptables, Systèmes d'information organisationnels.

²⁰ Programme comptant actuellement deux Domaines de recherche établis (DRE): Finance, et Aide à l'évaluation et la décision dans les organisations. Par ailleurs, toute personne candidate ou inscrite peut demander la reconnaissance d'un Domaine de recherche particulier (DRP).

McGill

Baccalauréat of Commerce²¹

Maîtrise in Business Administration (MBA)²²

MBA/Droit²³

MBA/Médecine²⁴

Doctorat (Ph.D.) en administration²⁵

Sherbrooke

Certificat d'administration des affaires

Certificat de gestion des coopératives²⁶

Certificat de gestion des organisations²⁷

Certificat de management

Mineure en administration²⁸

Baccalauréat en administration des affaires²⁹

Diplôme de 2e cycle de gestion

Diplôme de 2e cycle de gestion du développement local³⁰

Diplôme de 2e cycle de gestion et développement des coopératives³¹

Maîtrise en administration³²

Maîtrise en administration des affaires (MBA)

Maîtrise en gestion et développement des coopératives³³

Doctorat en administration (DBA)³⁴

Téluq

Certificat en administration

Certificat en gestion du travail de bureau

Baccalauréat en administration (B.A.A.)³⁵

²¹ Ce programme offre les possibilités suivantes: 11 concentrations, 7 majeures, 4 *honours* et 8 programmes facultaires en management international. Les concentrations: *Accounting, Entrepreneurship, Finance, Information Systems, International Business, Labour-Management Relations, Management Science, Marketing, Operations Management, Organizational Behaviour and Human Resource management, Strategic Management*. Les majeures: *Economics, Finance, Information Systems, Labour-Management Relations, Marketing, Mathematics, Psychology*. Les *Honours*: *Accounting, Economics, Economics/Accounting, Economics/Finance*. Les programmes facultaires en management international: *Canada, East Asia, Latin America and the Caribbean, United States, Western Europe (France, Germany, Italy, Spain)*. Il est aussi offert à temps partiel par l'Éducation permanente avec ou sans majeure (*Information Systems* ou *Marketing*) et avec les 5 concentrations suivantes: *Accounting, Information Systems, Marketing, Organizational Behaviour, Human Resource Management*

²² Sept champs d'études sont offerts: *International Business, Finance, Marketing, Strategic Management, Operations Management, Entrepreneurial Studies, Management for Development*.

²³ Offert conjointement avec la Faculté de droit.

²⁴ Offert conjointement avec la Faculté de médecine.

²⁵ Programme conjoint des établissements montréalais: Concordia, HEC, McGill, UQAM. Ce programme comprend 9 concentrations: *Accounting, Finance, Organizational Behaviour, International Business, Information Systems, Management Science, Operations Management, Marketing, Policy*.

²⁶ Offert à Longueuil depuis septembre 1999.

²⁷ Offert depuis septembre 1999.

²⁸ Réservé aux étudiants du baccalauréat en économie.

²⁹ Programme comprenant 7 concentrations: *Comptabilité, Finance, Gestion de l'information et des systèmes, Gestion des ressources humaines, Management, Marketing, Gestion des dangers et de la sécurité* (anciennement *Sécurité et gestion de crises*).

³⁰ Offert depuis septembre 1999.

³¹ Offert depuis septembre 1999.

³² Deux profils: professionnel et recherche. Programme comprenant six concentrations: *Gestion internationale, Finance, Intervention et changement organisationnel, Marketing, Sciences comptables, Systèmes d'information et de gestion*.

³³ Programme de type professionnel.

³⁴ Depuis l'automne 1998; programme conjoint avec l'UQTR.

³⁵ Sept concentrations: *Marketing, Gestion des organisations, Gestion des ressources humaines, Gestion internationale, Planification fiscale, financière et successorale; Technologie et systèmes d'information, Méthodes quantitatives*.

UQAC

Certificat en administration
Certificat en droit des affaires³⁶
Baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.)³⁷
Maîtrise en gestion de projets³⁸
Maîtrise en gestion des organisations³⁹
MBA pour cadres⁴⁰
Doctorat en sciences de gestion⁴¹

UQAH

Certificat en administration
Certificat en administration de services
Baccalauréat en administration⁴²
Maîtrise en gestion de projet⁴³

UQAM

Certificat de perfectionnement en gestion
Certificat en administration
Certificat en administration de services
Certificat en immobilier
Baccalauréat en administration (B.A.A.)⁴⁴
Baccalauréat en gestion du tourisme et de l'hôtellerie (B.A.A.)
Baccalauréat en gestion et design de la mode (B.A.)
D.E.S.S. en conseil en management
Maîtrise en administration des affaires (MBA)⁴⁵
Maîtrise en gestion de projet⁴⁶

³⁶ Ce programme a été recensé par le sous-commission portant sur les programmes de droit, d'éthique et de philosophie (rapport à paraître); il ne figure pas dans les tableaux statistiques du présent rapport.

³⁷ Programme comprenant 6 concentrations: Économie, Finance, Gestion des ressources humaines, Droit et gestion d'entreprise, Marketing, Gestion internationale.

³⁸ Programme réseau de l'UQ.

³⁹ Programme comprenant trois volets de spécialisation: Entrepreneurship, International, Innovations dans les organisations.

⁴⁰ Offert en extension par l'UQAM depuis l'hiver 1999.

⁴¹ Programme en extension de l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) de l'Université d'Aix-en-Provence. Il comprend cinq concentrations: Stratégie et management, Marketing, Gestion des ressources humaines, Finance, Systèmes d'information et de décision.

⁴² Ce programme comporte trois cheminements: régulier, coopératif, international. Les cheminements régulier et coopératif offrent quatre concentrations (Entrepreneurship et PME, Finance, Marketing et relations publiques, Gestion des personnes) et sept options (Management et administration publique, Gestion internationale, Gestion des technologies de l'information, auxquelles s'ajoutent les quatre concentrations réduites à des options). Le cheminement international offre six des sept options précédentes, l'option exclue étant celle du cheminement (Gestion internationale).

⁴³ Deux profils: professionnel et recherche. Programme réseau de l'UQ comportant deux concentrations: Gestion de l'implantation des systèmes d'information, Consultation et gestion du changement. Ce programme est aussi offert en anglais à l'UQAH.

⁴⁴ Concentrations: Finance, Marketing, Gestion des ressources humaines, Systèmes d'information, Gestion des opérations, (deux profils: Opérations, Logistique et transport routier), Gestion internationale, Gestion des organisations.

⁴⁵ Programme comprenant 3 profils: MBA sans mémoire pour cadres en exercice; MBA sans mémoire avec spécialisation en Affaires municipales, Immobilier, Sciences comptables ou Services financiers (4 concentrations: Planification financière personnelle/Fiducie personnelle; Études sur la PME; Gestion des risques de trésorerie; Gestion des investissements de portefeuilles); et MBA avec mémoire (11 concentrations: Développement organisationnel, Finance, Gestion du personnel, Marketing, Management, Qualité et réingénierie, Planification et gestion stratégiques, Technologies de la décision, Gestion des relations du travail, Affaires immobilières, Gestion internationale).

⁴⁶ Programme réseau de l'UQ. Deux profils: sans mémoire ou avec mémoire (ce dernier, depuis l'automne 1998). Orientations: cheminement général, travail dirigé, spécialisé (gestion de projets internationaux, gestion de projets de technologie d'information).

UQAM (suite)

Maîtrise en gestion et planification du tourisme

Doctorat (Ph.D.) en administration⁴⁷

UQAR

Certificat en administration

Certificat en entrepreneurship et développement économique⁴⁸

Baccalauréat en administration⁴⁹

Maîtrise en gestion de projet⁵⁰

Maîtrise en gestion des ressources maritimes

UQAT⁵¹

Certificat en administration⁵²

Baccalauréat en administration des affaires⁵³

Maîtrise en administration des affaires (MBA)⁵⁴

Maîtrise en gestion de projet⁵⁵

Maîtrise en gestion des organisations⁵⁶

UQTR

Certificat en administration

Baccalauréat en administration⁵⁷

Maîtrise en gestion de projet⁵⁸

Maîtrise en gestion des PME et de leur environnement⁵⁹

Doctorat en administration (DBA)⁶⁰

⁴⁷ Programme conjoint des établissements montréalais: Concordia, HEC, McGill, UQAM. Domaines d'études: Analyse de données, Comportement organisationnel, Économie, Économie industrielle, Éducation (andragogie), Entrepreneurship, Finance, Gestion de l'environnement, Gestion de projet, Gestion internationale, Gestion publique, Management, Management de la technologie, Marketing, Méthodes quantitatives, Méthodes quantitatives appliquées à la gestion, Méthodologie, Organisation industrielle, Politiques et administration publique, Sciences comptables, Sciences humaines, Stratégie, Système d'information, Théorie de l'organisation.

⁴⁸ Actif depuis l'automne 1997.

⁴⁹ Les 7 concentrations sont offertes: Économie locale et gestion des ressources naturelles, entrepreneurship, entreprises et décisions de gestion, finance, gestion des ressources humaines, marketing, systèmes d'information organisationnels.

⁵⁰ Deux profils: professionnel et recherche. Programme réseau de l'UQ. Trois cheminements professionnels: général, travail dirigé, spécialisation.

⁵¹ Un programme offert par l'UQAT a été recensé par la sous-commission sur les sciences infirmières et le travail social (Rapport de la CUP n° 9): D.E.S.S. en gestion des organisations de santé et de services sociaux.

⁵² Ce certificat comporte aussi un cheminement en administration des services.

⁵³ Cinq cheminements spécialisés avec stage: Entrepreneurship, gestion des opérations, ressources humaines, marketing, finance; un cheminement personnalisé sans stage.

⁵⁴ Offert par l'UQAM en extension *de type commandite*.

⁵⁵ Programme réseau de l'UQ dont l'UQAT assure la direction. Deux profils: professionnel et scientifique. Trois cheminements professionnels: Général, Travail dirigé, Spécialisation.

⁵⁶ Programme offert par l'UQAC en extension *de type commandite*. Deux profils: professionnel et recherche. Trois options: Entrepreneurship, International, Innovation.

⁵⁷ Huit concentrations: Systèmes d'information, Marketing, Finance, Logistique, Gestion des ressources humaines, Management, Entrepreneuriat et PME, Méthodologie de la décision.

⁵⁸ Programme réseau de l'UQ. Deux profils: avec ou sans mémoire.

⁵⁹ Deux profils: avec ou sans mémoire.

⁶⁰ Programme conjoint avec l'Université de Sherbrooke actif depuis l'automne 1998.

1.2 Sciences comptables

Concordia

Diplôme de 2e cycle *in Accountancy*

HEC

Certificat en comptabilité professionnelle

Certificat en gestion comptable des organisations

D.E.S.S. en comptabilité publique

D.E.S.S. en fiscalité

Maîtrise en droit, option fiscalité (LL.M.)⁶¹

Laval

Certificat en comptabilité

Diplôme de 2e cycle en sciences comptables⁶²

Diplôme de 2e cycle en expertise comptable⁶³

McGill

Diplôme de 2e cycle *in Public Accountancy (CA)*

Sherbrooke

Certificat de comptabilité⁶⁴

Diplôme de 2e cycle de comptabilité financière⁶⁵

Diplôme de 2e cycle de fiscalité

Maîtrise en fiscalité (M.Fisc.)

UQAC

Certificat en sciences comptables

Baccalauréat en sciences comptables

D.E.S.S. en sciences comptables⁶⁶

UQAH

Certificat en comptabilité générale

Certificat en sciences comptables

Baccalauréat en sciences comptables⁶⁷

D.E.S.S. en comptabilité de management

D.E.S.S. en sciences comptables⁶⁸

UQAM

Certificat en comptabilité générale

Certificat en sciences comptables

Baccalauréat en sciences comptables

Baccalauréat en comptabilité de management

⁶¹ Programme conjoint avec la faculté de Droit de l'Université de Montréal.

⁶² Actif depuis l'hiver 1998; programme exécutif CMA.

⁶³ Actif depuis l'été 1998.

⁶⁴ Remplace depuis l'hiver 1997 le Certificat de comptabilité de gestion et le Certificat de comptabilité financière définitivement fermés.

⁶⁵ Ouverture du programme en 1999.

⁶⁶ Programme réseau de l'UQ (3 concentrations: Certification, Fiscalité, Finances). Actif à l'UQAC depuis l'automne 1998.

⁶⁷ Programme comprenant 2 concentrations: Contrôle financier, Expertise comptable.

⁶⁸ Programme réseau de l'UQ. Actif à l'UQAH depuis l'automne 1998.

UQAM (suite)

D.E.S.S. en comptabilité de management⁶⁹

D.E.S.S. en sciences comptables⁷⁰

Maîtrise en sciences comptables⁷¹

UQAR

Certificat en sciences comptables

Baccalauréat en sciences comptables

D.E.S.S. en sciences comptables⁷²

Certificat en sciences comptables

Baccalauréat en sciences comptables

D.E.S.S. en sciences comptables⁷³

UQTR

Certificat en comptabilité générale

Certificat en sciences comptables

Baccalauréat en sciences comptables

D.E.S.S. en sciences comptables⁷⁴

1.3 Finance et opérations bancaires

HEC

Certificat en gestion financière

Certificat en gestion d'entreprise du secteur financier⁷⁵

D.E.S.S. en finance d'entreprise⁷⁶

Laval

Certificat en planification financière personnelle

Sherbrooke

Certificat de gestion en finance

Téluq

Certificat en assurance de personnes

Certificat en assurance et intervention financière⁷⁷

Certificat sur mesure en crédit commercial

D.E.S.S. en finance d'entreprise⁷⁸

⁶⁹ Programme exécutif CMA.

⁷⁰ Programme réseau de l'UQ. Actif à l'UQAM depuis l'été 1997. Une concentration: comptabilité et pratique publique.

⁷¹ Deux profils: professionnel et recherche.

⁷² Programme réseau de l'UQ. Actif à l'UQAR depuis l'automne 1998.

⁷³ Programme réseau de l'UQ. Actif à l'UQAT depuis l'automne 1998. Une concentration: comptabilité et pratique publique.

⁷⁴ Programme réseau de l'UQ. Actif à l'UQTR depuis l'été 1998.

⁷⁵ Admissions suspendues.

⁷⁶ Programme conjoint avec la Télé-université.

⁷⁷ Offert en extension par l'UQAM.

⁷⁸ Programme conjoint avec les HEC.

UQAC

Certificat en assurance de personnes⁷⁹

Certificat en assurance et en intervention financière⁸⁰

UQAH

Certificat en assurance et en intervention financière⁸¹

UQAM

Certificat en analyse financière

Certificat en assurance et intervention financière⁸²

Maîtrise (M.Sc.) en finance appliquée⁸³

D.E.S.S. en finance

UQAR

Certificat en assurance et intervention financière⁸⁴

Certificat en gestion des services financiers et commerciaux

UQAT

Certificat en assurance et en intervention financière⁸⁵

UQTR

Certificat en assurance et en intervention financière⁸⁶

D.E.S.S. en finance⁸⁷

1.4 Systèmes d'information et recherche opérationnelle

HEC

Certificat en informatique pour gestionnaire

Sherbrooke

Certificat de gestion de l'information et des systèmes

UQAM

Certificat en gestion informatisée

UQAR

Certificat en systèmes d'information organisationnels

⁷⁹ Admissions suspendues.

⁸⁰ Offert en extension par l'UQAM. Ce programme a été remplacé à l'automne 1999 par le nouveau programme de Certificat en planification financière.

⁸¹ Actif depuis l'automne 1997. Deux cheminements sont offerts: Général, Mouvement Desjardins. Ce programme a été remplacé à l'automne 1999 par le nouveau programme de Certificat en planification financière.

⁸² Ce programme a été remplacé à l'automne 1999 par deux nouveaux certificats: Certificat en assurance et produits financiers et Certificat en planification financière.

⁸³ Ouverture du programme en janvier 2000.

⁸⁴ Offert en extension par l'UQAM.

⁸⁵ Offert en extension par l'UQAM.

⁸⁶ Offert en extension par l'UQAM. Ce programme a été remplacé à l'automne 1999 par deux nouveaux certificats: Certificat en assurance et produits financiers et Certificat en planification financière

⁸⁷ Actif depuis l'automne 1997.

UQTR

Baccalauréat en recherche opérationnelle

1.5 Marketing

HEC

Certificat en commerce de détail et distribution

Certificat en gestion du marketing

Sherbrooke

Certificat de gestion du marketing

UQAC

Certificat en marketing

UQAM

Certificat en marketing

UQTR

Certificat en marketing

1.6 Gestion internationale

ENAP

Diplôme de 2e cycle (D.E.S.S.) en administration internationale

HEC

Certificat en commerce international

UQAM

Certificat en commerce international

1.7 Gestion des ressources humaines⁸⁸

HEC

Certificat en supervision

Certificat en gestion des ressources humaines

Sherbrooke

Certificat de gestion des ressources humaines

⁸⁸ On trouvera dans la section Relations industrielles ci-dessous un programme de certificat en gestion de la main-d'oeuvre offert par le Département de relations industrielles de l'Université Laval, renommé Certificat en gestion des ressources humaines depuis l'automne 1998.

Téluq

Certificat en gestion des ressources humaines

UQAC

Certificat en gestion des ressources humaines

UQAM

Certificat en gestion des ressources humaines

Baccalauréat en gestion des ressources humaines

UQAR

Certificat en gestion des ressources humaines

Maîtrise en gestion des personnes en milieu de travail⁸⁹

UQAT

Certificat en gestion des ressources humaines

UQTR

Certificat en gestion des ressources humaines

1.8 Administration publique

Concordia

Diplôme de 2e cycle *in Administration*⁹⁰

ENAP

Diplôme de 2e cycle (D.E.S.S.) en administration publique

Diplôme de 2e cycle (D.E.S.S.) en administration publique régionale⁹¹

Maîtrise en analyse et gestion urbaines⁹²

Maîtrise en administration publique⁹³

Doctorat en administration publique

Sherbrooke

Certificat d'administration de la sécurité

UQAC

Certificat en sécurité publique⁹⁴

⁸⁹ Actif depuis l'automne 1998.

⁹⁰ Remplace depuis l'automne 1998 l'ancien Diplôme de 2e cycle *in Institutional Administration*. Les concentrations suivantes, qui étaient offertes jusqu'à cette date (*Arts and Cultural Administration, Educational Administration, Health Care Administration, and Public and Para-Public Administration*), ont été remplacées par les 3 options de carrière suivantes: A) *Administration of Community Services, Public and Para-Public Organizations*; B) *Administration of Health and Health Care Delivery Organizations*; C) *Administration of Arts, Culture, Entertainment and Cultural Tourism Organizations*.

⁹¹ Programme conjoint avec l'UQAR.

⁹² Programme conjoint ENAP-INRS-Urbanisation-UQAM.

⁹³ Options A ou B.

⁹⁴ Actif depuis l'automne 1997. Programme offert par cohorte seulement.

UQAM

Maîtrise en analyse et gestion urbaines⁹⁵

UQAR

D.E.S.S. en administration publique régionale⁹⁶

UQTR

Certificat en gestion des organisations policières

2. ÉCONOMIQUE

Bishop's

Mineure *in Economics*⁹⁷

B.A. avec Majeure *in Economics*⁹⁸

Concordia

Mineure *in Economics*

Majeure *in Economics*⁹⁹

B.A. spécialisé *in Economics*¹⁰⁰

Diplôme de 2e cycle *in Economic Policy*

Maîtrise (M.A.) *in Economics*¹⁰¹

Doctorat (Ph.D.) *in Economics*¹⁰²

Laval

Mineure/certificat en économie

Majeure/diplôme en économie

B.A. spécialisé en économie¹⁰³

B.A. spécialisé en économie mathématique

Maîtrise (M.A.) en économie¹⁰⁴

Doctorat (Ph.D.) en économie¹⁰⁵

⁹⁵ Programme conjoint ENAP-INRS-Urbanisation-UQAM.

⁹⁶ Programme conjoint avec l'ENAP.

⁹⁷ Programme de 24 crédits.

⁹⁸ Quatre possibilités sont offertes: avec Majeure *in Economics* (48 crédits), Majeure *in Business and Economics*, Majeure *in Political Economy* (la moitié des cours en économie, l'autre en science politique) ou *Honours in Economics* (60 crédits).

⁹⁹ Programme de 42 crédits intégré au B.A.

¹⁰⁰ Version avec majeure (60 crédits) ou version *Honours* (60 crédits). La version *Honours* comporte une orientation en théorie économique et en économétrie; la version avec majeure comporte une spécialisation en analyse des données économiques et statistiques.

¹⁰¹ Programme comportant 9 orientations: Micro-économie, Macro-économie, Développement économique, Économie appliquée à la finance, Économie publique, Économie internationale, Économie industrielle, Économie du travail, Économétrie.

¹⁰² Les étudiants doivent choisir des cours dans 2 des 9 orientations suivantes: Micro-économie, Macro-économie, Développement économique, Économie appliquée à la finance, Économie publique, Économie internationale, Économie industrielle, Économie du travail, Économétrie.

¹⁰³ Programme comportant une concentration Économie (30 crédits) ou 30 crédits au choix parmi les concentrations suivantes: Comptabilité, Finance, Management ou Systèmes d'information.

¹⁰⁴ Avec mémoire ou avec essai, 8 domaines de spécialisation: Économétrie, Économie des ressources naturelles et de l'énergie, Économie du travail, Économie internationale, Économie publique, Fluctuations et croissance, Organisation industrielle et réglementation, Théorie et modélisation du développement.

¹⁰⁵ En économie, 9 domaines de spécialisation: Économétrie, Économie des ressources naturelles et de l'environnement, Économie du travail, Économie internationale, Économie publique, Économie monétaire et financière, Fluctuations et croissance, Organisation industrielle et réglementation, Théorie et modélisation du développement. En économie agro-alimentaire, 2 domaines: Théorie et modélisation du développement et Économie de la production, finance et gestion agricole.

McGill

Mineure in *Economics*

Baccalauréat of Arts with Major in *Economics*¹⁰⁶

Maîtrise in *Economics* (M.A.)¹⁰⁷

Doctorat in *Economics* (Ph.D.)¹⁰⁸

Université de Montréal

Mineure en études des institutions économiques¹⁰⁹

Mineure en sciences économiques¹¹⁰

Majeure en sciences économiques¹¹¹

Baccalauréat (B.Sc.) spéc. en sciences économiques¹¹²

Baccalauréat (B.Sc.) spéc. bidisciplinaire (économie et informatique)¹¹³

Baccalauréat (B.Sc.) spéc. bidisciplinaire (économie et politique)¹¹⁴

Baccalauréat (B.Sc.) spéc. bidisciplinaire (mathématiques et économie)

Maîtrise (M.Sc.) en sciences économiques¹¹⁵

Doctorat (Ph.D.) en sciences économiques¹¹⁶

Université de Sherbrooke

Mineure en économie

Majeure en économie

Baccalauréat en économie (B.A.)¹¹⁷

Maîtrise en économie¹¹⁸

UQAC

Mineure en économie et société¹¹⁹

UQAH

Certificat en économie¹²⁰

¹⁰⁶ Offert aussi en version *Honours* et aussi avec une majeure ad hoc in *Economics and International Development*.

¹⁰⁷ Avec ou sans mémoire. Deux spécialisations obligatoires parmi les 7 suivantes: *International Trade, Industrial Organisation, Money and Banking, Labour Economics, Economic Development, Public Finance, Econometrics*.

¹⁰⁸ Comporte 10 domaines d'études: *Economic Theory, Mathematical Economics, Econometrics, International Trade, Industrial Organisation, Monetary Economics, Labour Economics, Economic Development, Economic History, Public Finance*.

¹⁰⁹ Comporte 3 domaines d'études: Économie et sociétés, Institutions économiques, Connaissances historiques.

¹¹⁰ Comporte 4 domaines d'études: Économie et sociétés, Institutions économiques, Connaissances historiques, Analyse et politiques.

¹¹¹ Comporte 5 domaines d'études: Économie du travail et des organisations, Économie internationale et développement, Économie financière, Méthodes quantitatives, Politiques économiques.

¹¹² Comporte 5 domaines d'études: Économie du travail et des organisations, Économie internationale et développement, Économie financière, Méthodes quantitatives, Politiques économiques.

¹¹³ Première cohorte à l'automne 1999.

¹¹⁴ Actif depuis l'automne 1996.

¹¹⁵ Comporte un cheminement général et 6 domaines d'études spécialisées: Économie du travail, Économie du développement, Économie et finance internationale, Économie financière, Économétrie, Politiques fiscales et décisions publiques.

¹¹⁶ Comporte 7 domaines d'études: Économie du travail, Économie du développement, Économie internationale, Économie financière, Économétrie, Économie publique, Organisation industrielle.

¹¹⁷ B.A. spécialisé ou B.A. avec majeure en économie et mineure au choix.

¹¹⁸ Deux profils: professionnel et recherche. Programme comportant 5 domaine d'études: l'économétrie, l'économie des finances internationales, le commerce international, la théorie monétaire et l'économie du travail.

¹¹⁹ Programme actif à partir de l'automne 1999.

¹²⁰ Programme en cours de révision.

UQAM

Certificat en économie

B.Sc. en économie¹²¹

Maîtrise (M.Sc.) en économie¹²²

Doctorat (Ph.D.) en économie¹²³

UQTR

B.Sc. en économie de gestion

3. RELATIONS INDUSTRIELLES

Laval

Certificat en gestion de la main-d'oeuvre¹²⁴

Mineure/certificat en relations industrielles

Majeure en relations industrielles

Baccalauréat (B.A.) en relations industrielles¹²⁵

Maîtrise (M.A.) en relations industrielles¹²⁶

Doctorat (Ph.D.) en relations industrielles¹²⁷

McGill

Majeure *in Industrial Relations*¹²⁸

Université de Montréal

Certificat en relations industrielles¹²⁹

Baccalauréat (B.Sc.) en relations industrielles¹³⁰

Maîtrise (M.Sc.) en relations industrielles¹³¹

Doctorat (Ph.D.) en relations industrielles¹³²

Téluq

Certificat en relations industrielles

¹²¹ Programme comportant 5 concentrations depuis 1998: économie et finance, économie internationale, économie et gestion, économie et politiques publiques, économie appliquée.

¹²² Programme de type recherche. Comporte 1 concentration depuis 1998-1999: Économie financière.

¹²³ Deux champs de spécialisation: Macro-économie et Économie des ressources naturelles et de l'environnement.

¹²⁴ Offert par le Département des relations industrielles et renommé, depuis l'automne 1998, Certificat en gestion des ressources humaines.

¹²⁵ Programme comprenant 8 domaines d'études: Ergonomie, Gestion du travail dans le contexte mondial, Gestion des ressources humaines, Innovation en entreprise et organisation du travail, Négociation et convention collective; Syndicalisme, représentation et démocratie au travail; Santé et sécurité au travail, Travail, emploi et institutions. Cependant, le programme ne comprend que 3 blocs de cours optionnels: Relations du travail et institutions; Travail, gestion des ressources humaines et organisations; Marché du travail et politiques publiques du marché du travail.

¹²⁶ Mêmes domaines d'études qu'au baccalauréat.

¹²⁷ Mêmes domaines d'études qu'au baccalauréat et à la maîtrise.

¹²⁸ Programme multidisciplinaire et multifacultaire.

¹²⁹ Offert par la Faculté de l'éducation permanente.

¹³⁰ Programme comprenant 4 orientations de spécialisation: Gestion des ressources humaines, Méthodes de recherche, Politiques gouvernementales, Relations de travail.

¹³¹ Programme comprenant 4 orientations: Gestion administrative et des ressources humaines, Politiques gouvernementales et marché du travail, Relations du travail et syndicalisme, Théories et méthodologie en relations industrielles.

¹³² Mêmes orientations qu'à la maîtrise.

UQAH

Certificat en psychologie du travail¹³³

Certificat en relations industrielles¹³⁴

Baccalauréat en relations industrielles¹³⁵

Maîtrise en relations industrielles¹³⁶

UQTR

D.E.S.S. en relations de travail

4. PROGRAMMES OFFERTS PAR L'ÉDUCATION PERMANENTE

Bishop's¹³⁷

Certificat *in Arts Management*

Certificat *in Management - CIM*

Concordia¹³⁸

Certificat *in Hospitality Management*¹³⁹

Certificat *in Human Resources Management*

Certificat *in International Trade*¹⁴⁰

Certificat *in Management*

Certificat *in Marketing*¹⁴¹

Certificat *in Purchasing and Inventory Control*

Certificat *in Small Business Management*

Certificat *in Tourism*¹⁴²

McGill

Certificat *in Accounting*

Certificat *in Human Resources Management*

Certificat *in Internal Audit*

Certificat *in Management*

Certificat *in Marketing*

Certificat *in Public Relations Management*

Certificat *in Risk Management*

Certificat *in Systems Analysis and Design*

Certificat *in Transportation*

¹³³ Programme comportant 2 orientations: Psychologie industrielle, Psychologie organisationnelle.

¹³⁴ Programme comportant 3 orientations: Gestion des ressources humaines, Relations de travail, Profil général.

¹³⁵ Programme comportant 3 concentrations: Gestion des ressources humaines, Marché du travail et politiques publiques du travail, Relations de travail et syndicalisme.

¹³⁶ Deux profils: avec mémoire ou travaux dirigés. Programme comportant 3 champs thématiques: Gestion des ressources humaines et dynamique des organisations, Main-d'œuvre et politiques publiques du travail, Relations de travail.

¹³⁷ L'Éducation permanente offre aussi le Certificat *in Business Administration* également offert par la Williams School of Business and Economics.

¹³⁸ Contrairement aux autres programmes de l'éducation permanente, ceux de l'Université Concordia ne sont pas crédités et ne bénéficient d'aucun financement public. Ce sont donc des programmes privés, autofinancés.

¹³⁹ Deux modalités: *Evening Program*, *Intensive Day Program*

¹⁴⁰ Deux modalités: *Evening Program* (30 crédits), *Intensive Day Program* (24 crédits).

¹⁴¹ Deux modalités: *Evening Program*, *Intensive Day Program*.

¹⁴² Deux modalités: *Evening Program*, *Intensive Day Program*.

McGill (suite)

Diplôme de 2e cycle *in Accounting*

Diplôme de 2e cycle *in Management*¹⁴³

Diplôme de 2e cycle *in Taxation*

Université de Montréal¹⁴⁴

Certificat en gestion appliquée à la police et à la sécurité

5. MICROPROGRAMMES (PROGRAMMES COURTS)

Concordia

Certificat de 2e cycle *in Community Organizational Development*¹⁴⁵

Certificat de 2e cycle *in Cultural Affairs and Event Management*¹⁴⁶

Certificat de 2e cycle *in Management Accounting*¹⁴⁷

Certificat de 2e cycle *Management of Health Care Organization*¹⁴⁸

ENAP¹⁴⁹

Programme court en management public

Programme court en management international

Programme court en gestion des ressources humaines

Programme court en gestion financière du secteur public

Programme court en mesure et évaluation de l'intervention publique

Programme court en système et technologies de l'information

Programme court en administration locale et régionale

Laval

Microprogramme en développement des habiletés de gestion des personnes

Microprogramme en entrepreneuriat et PME

Microprogramme en gestion urbaine et immobilière

Microprogramme management international

Microprogramme « Développement des potentiels humains »

Microprogramme « Évolution des personnes dans l'organisation »

Microprogramme « Gestion des personnes »

Microprogramme « Le travail et la personne »

Microprogramme de 2e cycle en entrepreneuriat et PME

Microprogramme de 2e cycle en gestion des technologies de l'information

Microprogramme de 2e cycle en management et gestion du changement

¹⁴³ Les spécialisations (concentrations) suivantes sont offertes dans le cadre de ce programme de 30 crédits ouverts aux détenteurs d'un grade de 1er cycle: *Health Care Management, International Business, Leadership, Marketing, Operations Management, Tourism, Treasury Finance*.

¹⁴⁴ Le Certificat en relations industrielles offert par Faculté de l'éducation permanente est listé avec les programmes de relations industrielles.

¹⁴⁵ Nouveau depuis l'été 1998. Programme de 18 crédits.

¹⁴⁶ Nouveau depuis l'été 1998. Programme de 18 crédits.

¹⁴⁷ Nouveau depuis janvier 1998. Programme de 21 crédits.

¹⁴⁸ Nouveau depuis l'été 1998. Programme de 18 crédits.

¹⁴⁹ Tous les programmes courts offerts par l'ENAP comptent 15 crédits.

McGill

Certificat de 2e cycle *in Management*¹⁵⁰

Certificat de 2e cycle *in Taxation*¹⁵¹

Certificat de 2e cycle post-MBA¹⁵²

Université de Montréal

Module de formation « Innover pour gérer les changements dans les systèmes de santé »¹⁵³

Microprogramme « Introduction à la gestion des services de santé »¹⁵⁴

Sherbrooke

Microprogramme de 1er cycle d'entrepreneuriat

Microprogramme de 1er cycle de pratiques de développement des coopératives

Microprogramme de 1er cycle de pratiques de gestion

Microprogramme de 1er cycle de principes et habiletés de gestion

Microprogramme de 2e cycle de compétences de gestion

Microprogramme de 2e cycle d'éléments de base en planification financière personnelle

Microprogramme de 2e cycle de développement local

Microprogramme de 2e cycle d'entrepreneuriat

Microprogramme de 2e cycle de gestion d'entreprise

Microprogramme de 2e cycle de gestion de projet

Microprogramme de 2e cycle de gestion des coopératives

Microprogramme de 2e cycle de gestion du développement

Microprogramme de 2e cycle de gestion pour comptables en management

Microprogramme de 2e cycle de techniques avancées en planification financière personnelle

Téluq¹⁵⁵

Programme court en crédit agricole

Programme court en crédit commercial

Programme court en développement économique local et communautaire

Programme court en entrepreneuriat

Programme court en planification successorale

Programme court sur mesure d'initiation à la gestion

UQAC

Programme court de 1e cycle en développement de compétences en coaching

UQAM

Programme court de 1er cycle en gestion des magasins de détail en alimentation

Programme court de 1er cycle en gestion des organismes sans but lucratif

Programme court de 1er cycle en gestion des services de garde

Programme court de 1er cycle en gestion du transport routier des marchandises

Programme court de 1er cycle en gestion hôtelière et de restauration¹⁵⁶

Programme court de 2e cycle en développement d'entreprise

Programme court de 2e cycle en gestion de projet¹⁵⁷

¹⁵⁰ Offert par l'Éducation permanente; programme de 15 crédits. Les spécialisations (concentrations) suivantes sont offertes: *Health Care Management, International Business, Leadership, Marketing, Operations Management, Tourism, Treasury Finance*.

¹⁵¹ Offert par l'Éducation permanente; programme de 15 crédits.

¹⁵² Programme de 15 crédits. Comprend les concentrations suivantes: *Entrepreneurial Studies, Finance, General Management, International Business, Marketing, Operations Management, Strategic Management*.

¹⁵³ Programme totalisant entre 9 et 15 crédits.

¹⁵⁴ Programme de 15 crédits.

¹⁵⁵ Tous les programmes courts de la Téluq comptent 12 crédits, excepté le programme en planification successorale, qui en compte 6.

¹⁵⁶ Programme dont les admissions sont suspendues.

¹⁵⁷ Programme réseau de l'UQ.

UQAT

Microprogramme de 2e cycle en gestion de projet¹⁵⁸
Microprogramme de 2e cycle en sciences comptables

UQTR

Programme court en droit des affaires
Programme court en droit du travail
Programme court en entrepreneuriat
Programme court en gestion logistique
Programme court de 2e cycle en finance
Programme court de 2e cycle en gestion de projet¹⁵⁹

6. PROGRAMMES PRIVÉS¹⁶⁰

Concordia

MBA *Executive*
MBA *International Aviation*

HEC

B.A.A. Tunisie¹⁶¹

McGill

M.A. *in Economic Policy Management*¹⁶²
Maîtrise *in Manufacturing Management*¹⁶³
Maîtrise internationale *in Practicing Management*
MBA Japon¹⁶⁴

Sherbrooke

MBA pour cadres en exercice
MBA Casablanca

UQAM

MBA pour cadres¹⁶⁵

¹⁵⁸ Programme réseau de l'UQ.

¹⁵⁹ Programme réseau de l'UQ.

¹⁶⁰ Cette liste n'est pas exhaustive mais plutôt indicative.

¹⁶¹ Nouveau programme à l'automne 1999, offert à Tunis.

¹⁶² Offert conjointement avec le Département d'économie.

¹⁶³ Offert conjointement avec la Faculté de génie.

¹⁶⁴ Offert à l'Université Sophia de Tokyo, en collaboration.

¹⁶⁵ Ce programme est offert à l'étranger (Algérie, Chili, Liban, Maroc, Équateur, Pologne, République Dominicaine) en fonction de la demande et des ouvertures ponctuelles.

ANNEXE D

Tableaux sur l'évolution des inscriptions totales, des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés en administration¹

PROGRAMMES DE BACCALAURÉAT

Tableau D.1

Ensemble des baccalauréats en administration et en sciences comptables ²

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE														Variation	
	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	Teluq	Total	annuelle
1986	383	4 490	2 530	2 349	1 343 ³	945	697	766	4 990	476	323	1 327		20 619	n.a.
1987	452	4 533	2 799	2 351	1 344 ³	782	774	796	4 781	502	351	1 303		20 768	0,7
1988	454	4 558	3 120	2 709	1 477 ³	682	840	858	4 890	505	382	1 298		21 773	4,8
1989	480	4 771	3 223	2 819	1 611 ³	714	868	918	4 618	505	363	1 368	4	22 262	2,2
1990	414	4 617	3 008	2 781	1 610 ³	767	844	1 053	4 682	493	353	1 387	23	22 032	-1,0
1991	407	4 510	2 946	2 770	1 552 ³	743	824	1 068	4 280	538	320	1 372	22	21 352	-3,1
1992	404	4 518	2 897	2 655	1 582 ³	789	786	992	4 055	702	286	1 248	15	20 929	-2,0
1993	409	4 287	2 744	2 294	1 595 ³	730	737	900	3 819	656	238	1 136	7	19 552	-6,6
1994	423	3 766	2 726	2 108	1 687 ³	746	691	745	3 438	613	191	1 023	7	18 164	-7,1
1995	438	3 519	2 701	1 862	1 731 ³	765	618	616	3 395	550	175	975	8	17 353	-4,5
1996	462	3 345	2 825	1 672	1 838 ³	778	570	514	3 422	526	205	924	88	17 169	-1,1
1997	472	3 432	3 005	1 592	1 839 ³	820	480	441	3 437	455	210	777	146	17 106	-0,4
1998	496	3 650	3 207	1 440	1 787 ³	907	454	432	3 272	416	206	805	174	17 246	0,8
% t. partiel 98	14,1	30,5	12,7	17,7	3,5	10,9	29,1	36,1	29,0	31,3	21,4	18,3	77,0	20,7	

NOUVELLES INSCRIPTIONS														Variation	
	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	Teluq	Total	annuelle
1992	247	1 336	1 194	949	481 ³	425	311	361	1 296	482	132	450	4	7 668	n.a.
1993	140	1 117	1 048	741	446 ³	402	307	339	1 341	268	107	435	2	6 693	-12,7
1994	144	1 003	1 096	721	526 ³	432	276	265	1 154	249	75	386	2	6 329	-5,4
1995	175	980	1 069	616	484 ³	404	238	246	1 389	222	80	416	4	6 323	-0,1
1996	166	1 057	1 126	550	495 ³	403	201	222	1 336	205	112	366	86	6 325	0,0
1997	175	1 081	1 202	599	494 ³	441	170	216	1 445	176	87	274	142	6 502	2,8
1998	165	1261	1 297	487	494 ³	453	189	212	1 139	176	82	378	147	6 480	-0,3

DIPLOMES DECERNES														Variation	
	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	Teluq	Total	annuelle
1990	129	915	632	557	357 ⁴	328	160	138	953	100	72	266		4 607	n.a.
1991	128	915	721	652	429 ³	307	155	189	915	113	70	284		4 878	5,9
1992	106	915	697	685	444 ³	308	185	193	942	112	75	271		4 933	1,1
1993	111	919	595	734	444 ³	338	175	226	985	152	69	313		5 061	2,6
1994	95	1 044	558	589	441 ³	329	176	205	930	128	51	288		4 834	-4,5
1995	113	936	591	606	447 ³	279	136	169	857	141	49	229		4 553	-5,8
1996	122	883	596	517	431 ³	290	131	186	710	125	43	239		4 273	-6,1
1997	114	761	649	452	482 ³	303	142	126	722	138	24	244		4 157	-2,7
1998	116	761	661	396	492 ³	305	112	125	669	102	34	233	1	4 007	-3,6

Source : RECU (MEQ) et Université McGill.

¹ Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômes décernés couvrent l'année civile.

² Les données intègrent l'ensemble des options, y compris les programmes de majeure et les programmes en sciences comptables. Les programmes de mineure du baccalauréat en commerce de l'Université Concordia sont également intégrés ici. Le tableau D.2 donne plus d'informations sur les programmes de l'UQAM et de l'UQTR alors que le tableau D.3 présente les données sur les programmes en sciences comptables des constituantes du réseau de l'Université du Québec.

⁵ Chiffres transmis par l'établissement à la demande de la CUP.

⁴ Estimation (RECU *1,07; indice tiré du tableau G.1).

Tableau D.2
Baccalauréat en administration

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE																				Variation	
	Bish. ¹	Conc. ²	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAM ³	UQAM ⁴	UQAM ⁵	UQAM ⁶	UQAR	UQAT	UQTR	UQTR ⁷	Teluq	Total	annuelle	
1986	383	4 490	2 530	2 349	1 343 ⁸	945	406	480	2 170		292			476	180	715	123		16 882	n.a.	
1987	452	4 533	2 799	2 351	1 344 ⁸	782	428	480	2 003		293			502	194	737	93		16 991	0,6	
1988	454	4 558	3 120	2 709	1 477 ⁸	682	479	502	1 956		307			505	202	721	83		17 755	4,5	
1989	480	4 771	3 223	2 819	1 611 ⁸	714	499	518	1 899		298			505	175	760	62	4	18 338	3,3	
1990	414	4 617	3 008	2 781	1 610 ⁸	767	498	588	1 936		296			493	188	751	58	23	18 028	-1,7	
1991	407	4 510	2 946	2 770	1 552 ⁸	743	518	612	1 737		303			538	158	760	39	22	17 615	-2,3	
1992	404	4 518	2 897	2 655	1 582 ⁸	789	473	596	1 697		355			529	149	690	36	15	17 385	-1,3	
1993	409	4 287	2 744	2 294	1 595 ⁸	730	438	533	1 596		356	30		488	132	613	35	7	16 287	-6,3	
1994	423	3 766	2 726	2 108	1 687 ⁸	746	396	438	1 389		304	102		424	104	543	42	7	15 205	-6,6	
1995	438	3 519	2 701	1 862	1 731 ⁸	765	347	355	1 480		234	124	43	365	102	500	36	8	14 610	-3,9	
1996	462	3 345	2 825	1 672	1 838 ⁸	778	333	270	1 432	38	236	156	97	327	114	454	37	88	14 502	-0,7	
1997	472	3 432	3 005	1 592	1 839 ⁸	820	282	208	1 421	76	246	150	143	297	123	410	39	146	14 701	1,4	
1998	496	3 650	3 207	1 440	1 787 ⁸	907	252	228	1 386	120	254	177	158	225	115	420	32	174	15 028	2,2	
% t. partiel 98	14,1	30,5	12,7	17,7	3,5	10,9	31,3	34,2	25,8	9,2	25,2	25,4	30,4	40,0	25,2	20,7	6,3	77,0	20,2		
NOUVELLES INSCRIPTIONS																				Variation	
	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAM	UQAM	UQAM	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	UQTR	Teluq	Total	annuelle	
1992	247	1 336	1 194	949	481 ⁸	425	189	240	539		164			266	74	245	17	4	6 370	n.a.	
1993	140	1 117	1 048	741	446 ⁸	402	180	210	563		110	32		198	69	229	14	2	5 501	-13,6	
1994	144	1 003	1 096	721	526 ⁸	432	170	158	411		108	74		146	41	202	16	2	5 250	-4,6	
1995	175	980	1 069	616	484 ⁸	404	146	135	623		72	44	43	145	50	205	11	4	5 206	-0,8	
1996	166	1 057	1 126	550	495 ⁸	403	120	121	530	38	86	64	63	127	61	188	15	86	5 296	1,7	
1997	175	1 081	1 202	599	494 ⁸	441	98	122	596	43	98	54	62	109	50	133	13	142	5 512	4,1	
1998	165	1261	1 297	487	494 ⁸	453	103	143	516	56	99	64	71	87	44	193	11	147	5 620	2,0	
DIPLOMES DÉCERNÉS																				Variation	
	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAM	UQAM	UQAM	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	UQTR	Teluq	Total	annuelle	
1990	129	915	632	557	357 ⁷	328	83	92	438		63			100	38	157	13		3 902	n.a.	
1991	128	915	721	652	429 ⁸	307	91	113	441		69			113	38	164	21		4 202	7,7	
1992	106	915	697	685	444 ⁸	308	124	108	429		66			85	41	166	11		4 185	-0,4	
1993	111	919	595	734	444 ⁸	338	109	149	464		48			110	36	178	9		4 244	1,4	
1994	95	1 044	558	589	441 ⁸	329	121	123	441		62	6		84	24	170	8		4 095	-3,5	
1995	113	936	591	606	447 ⁸	279	82	104	353		72	10		100	27	124	8		3 852	-5,9	
1996	122	883	596	517	431 ⁸	290	70	118	344		46	18		85	23	151	7		3 701	-3,9	
1997	114	761	649	452	482 ⁸	303	90	70	343		49	26		64	12	87	8		3 510	-5,2	
1998	116	761	661	396	492 ⁸	305	70	68	296		46	19	14	75	16	136	10	1	3 468	-1,2	

Source : RECU (MEQ) et Université McGill.

¹ Incluant la majeure in Business.

² Incluant les différentes options offertes via les programmes de majeure et de mineure.

³ Baccalauréat en gestion des ressources humaines.

⁵ Baccalauréat en gestion de la restauration et de l'hôtellerie.

⁷ Baccalauréat en recherche opérationnelle.

⁸ Chiffres transmis par l'établissement à la demande de la CUP.

⁷ Estimation (RECU * 1,07; indice tiré du tableau G.1).

⁴ Baccalauréat en gestion du tourisme et de l'hôtellerie.

⁶ Baccalauréat en gestion et design de la mode.

Tableau D.3
Baccalauréat en sciences comptables¹

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE								Variation	
	UQAC	UQAH	UQAM	UQAM ²	UQAR	UQAT	UQTR	Total	annuelle
1986	291	286	2 150	378		143	489	3 737	n.a.
1987	346	316	2 006	479		157	473	3 777	1,1
1988	361	356	2 044	583		180	494	4 018	6,4
1989	369	400	1 782	639		188	546	3 924	-2,3
1990	346	465	1 746	704		165	578	4 004	2,0
1991	306	456	1 580	660		162	573	3 737	-6,7
1992	313	396	1 411	592	173	137	522	3 544	-5,2
1993	299	367	1 317	520	168	106	488	3 265	-7,9
1994	295	307	1 184	459	189	87	438	2 959	-9,4
1995	271	261	1 099	415	185	73	439	2 743	-7,3
1996	237	244	1 052	411	199	91	433	2 667	-2,8
1997	198	233	1 089	312	158	87	328	2 405	-9,8
1998	202	204	889	288	191	91	353	2 218	-7,8
% t. partiel 98	26,2	38,2	38,5	27,8	20,9	16,5	16,4	30,0	

NOUVELLES INSCRIPTIONS								Variation	
	UQAC	UQAH	UQAM	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	Total	annuelle
1992	122	121	396	197	216	58	188	1 298	n.a.
1993	127	129	474	162	70	38	192	1 192	-8,2
1994	106	107	399	162	103	34	168	1 079	-9,5
1995	92	111	416	191	77	30	200	1 117	3,5
1996	81	101	396	159	78	51	163	1 029	-7,9
1997	72	94	485	107	67	37	128	990	-3,8
1998	86	69	216	117	89	38	174	789	-20,3

DIPLÔMES DÉCERNÉS								Variation	
	UQAC	UQAH	UQAM	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	Total	annuelle
1990	77	46	362	90		34	96	705	n.a.
1991	64	76	316	89		32	99	676	-4,1
1992	61	85	359	88	27	34	94	748	10,7
1993	66	77	350	123	42	33	126	817	9,2
1994	55	82	307	114	44	27	110	739	-9,5
1995	54	65	304	118	41	22	97	701	-5,1
1996	61	68	235	67	40	20	81	572	-18,4
1997	52	56	236	68	74	12	149	647	13,1
1998	42	57	219	75	27	18	87	525	-18,9

Source : RECU (MEQ).

¹ L'École des HEC et les universités Bishop's, Laval, McGill et Sherbrooke offrent une concentration en sciences comptables dans le cadre de leur baccalauréat en administration. Aussi, l'Université Concordia offre une majeure en sciences comptable qui s'intègre dans le baccalauréat en administration.

² Baccalauréat en comptabilité de management

PROGRAMMES DE CERTIFICAT

Tableau D. 4
Ensemble des certificats en administration¹

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE															Variation	
	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	TÉLUQ	Total	annuelle
1986	33	176	4 142	1 492	1 851		63	914	1 036	5 756	1 812	589	1 884		19 748	n.a.
1987	46	190	4 372	1 606	2 095		62	1 029	1 067	5 911	2 169	738	1 903		21 188	7,3
1988	50	216	4 671	1 595	2 461		476	1 057	1 119	6 421	2 150	639	2 055		22 910	8,1
1989	62	259	4 563	1 440	2 420		508	1 096	1 104	6 925	2 309	554	1 896		23 136	1,0
1990	74	233	4 583	1 276	2 336		575	1 087	985	7 187	2 302	582	1 842	449	23 511	1,6
1991	52	238	4 519	1 147	2 442		595	1 004	755	7 236	2 081	550	1 776	1 155	23 550	0,2
1992	43	226	4 670	1 052	1 948		507	911	800	7 401	1 872	513	1 786	1 621	23 350	-0,8
1993	35	105	4 399	992	1 956		439	790	726	6 657	1 548	426	1 748	1 623	21 444	-8,2
1994	34	84	4 270	910	1 526		541	661	725	6 106	1 207	411	1 511	1 648	19 634	-8,4
1995	34	68	4 061	1 094	1 519	119	465	493	612	6 027	931	348	1 247	1 633	18 651	-5,0
1996	47	70	3 904	1 884	1 310	174	439	405	575	6 209	789	319	1 152	1 639	18 916	1,4
1997	45	121	3 586	3 016	1 121	276	434	538	616	6 397	681	356	1 263	1 947	20 397	7,8
1998	45	96	3 987	3 746	994	273	273	652	599	6 226	909	454	1 305	2 194	21 753	6,6
% t. partiel 98	15,6	42,7	83,5	96,0	88,2	92,7	82,4	94,8	89,1	84,7	94,6	90,5	91,5	95,9	88,8	
NOUVELLES INSCRIPTIONS															Variation	
	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	TÉLUQ	Total	annuelle
1992	1	43	2 870	682	1 196		398	539	579	3 695	933	408	1 069	1 662	14 075	n.a.
1993	2	26	2 513	640	1 123		380	409	505	3 083	711	284	983	1 347	12 006	-14,7
1994	0	28	2 648	566	809		360	377	454	2 739	582	280	818	1 227	10 888	-9,3
1995	7	25	2 711	991	805		450	279	405	3 025	436	211	652	1 109	11 106	2,0
1996	7	24	2 608	1 618	676	101	331	259	386	3 594	451	216	650	1 180	12 101	9,0
1997	2	26	2 560	2 487	600	178	343	439	465	3 684	366	274	897	1 521	13 842	14,4
1998	1	21	2 971	2 612	551	117	196	520	441	3 659	699	321	874	1 947	14 930	7,9
DIPLÔMES DÉCERNÉS															Variation	
	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	TÉLUQ	Total	annuelle
1990	17		867	284	357		110	218	145	1 591	368	95	362		4 414	n.a.
1991	40	43	953	273	321		144	197	150	1 679	402	91	421		4 714	6,8
1992	40	46	980	277	379		205	197	151	1 979	424	82	403	7	5 170	9,7
1993	29	49	1 019	273	364		221	180	136	1 858	379	102	379	56	5 045	-2,4
1994	15	62	948	253	365		198	213	162	1 859	364	93	448	107	5 087	0,8
1995	23	37	1 041	306	369		163	169	145	1 704	268	78	383	180	4 866	-4,3
1996	14	37	946	360	341		196	155	142	1 550	249	81	342	238	4 651	-4,4
1997	21	35	1 131	330	279	12	206	102	130	1 432	193	96	302	221	4 490	-3,5
1998	13	36	1 119	369	225	19	171	96	156	1 358	169	47	286	288	4 352	-3,1

Source : RECU (MEQ).

¹ Les tableaux D.5 à D.12 présentent les données selon les catégories de programme.

Tableau D.5
Certificat en administration des affaires, gestion des entreprises et de la production
(le tableau 5a donne le détail des programmes pour chaque établissement)

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE														Variation	
	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	TELUQ	Total	annuelle
1986	33	176	1 489	1 431	1 146		747	840	2 873	1 504	505	1 198		11 942	n.a.
1987	46	190	1 489	1 543	1 259		792	817	2 814	1 820	642	1 182		12 594	5,5
1988	50	216	1 635	1 542	1 501	397	768	830	2 672	1 773	567	1 288		13 239	5,1
1989	62	259	1 522	1 395	1 462	440	775	770	2 658	1 807	498	1 191		12 839	-3,0
1990	74	233	1 490	1 222	1 389	498	778	720	2 658	1 709	502	1 170	449	12 892	0,4
1991	52	238	1 487	1 102	1 475	506	672	555	2 677	1 478	462	1 122	1 155	12 981	0,7
1992	43	226	1 557	1 003	1 225	435	609	606	2 894	1 359	396	1 102	1 621	13 076	0,7
1993	35	105	1 520	931	1 194	353	522	557	2 692	1 143	323	996	1 567	11 938	-8,7
1994	34	84	1 304	850	954	461	478	500	2 513	847	244	806	1 510	10 585	-11,3
1995	34	68	1 246	1 022	837	393	326	388	2 381	648	188	624	1 410	9 565	-9,6
1996	47	70	1 215	989	750	358	251	369	1 973	536	185	603	1 234	8 580	-10,3
1997	45	121	1 006	868	633	339	278	314	1 780	416	159	504	1 231	7 694	-10,3
1998	45	96	1 318	708	560	211	273	261	1 705	334	188	449	1 157	7 305	-5,1
% t. partiel 98	15,6	42,7	88,2	87,1	84,8	86,3	91,6	86,2	73,6	90,1	84,0	87,3	94,9	84,4	

NOUVELLES INSCRIPTIONS														Variation	
	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	TELUQ	Total	annuelle
1992	1	43	950	661	716	341	382	423	1 512	678	309	662	1 662	8 340	n.a.
1993	2	26	918	589	668	307	305	372	1 227	510	213	556	1 284	6 977	-16,3
1994	0	28	736	529	480	296	290	277	1 047	404	163	417	1 020	5 687	-18,5
1995	7	25	797	937	481	407	201	240	1 123	294	112	275	936	5 835	2,6
1996	7	24	827	747	414	284	155	228	1 048	315	129	334	827	5 339	-8,5
1997	2	26	818	599	379	234	217	213	970	208	108	303	831	4 908	-8,1
1998	1	21	1119	484	334	137	178	199	1117	185	141	262	823	5 001	1,9

DIPLOMES DÉCERNÉS														Variation	
	Bish.	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	TELUQ	Total	annuelle
1990	17		296	273	214	92	152	103	672	291	86	227		2 423	n.a.
1991	40	43	319	260	197	125	145	117	662	319	83	253		2 563	5,8
1992	40	46	326	264	241	165	141	115	686	336	64	249	7	2 680	4,6
1993	29	49	332	255	196	184	134	103	625	260	70	248	56	2 541	-5,2
1994	15	62	318	238	208	169	111	127	618	275	76	266	107	2 590	1,9
1995	23	37	329	287	219	143	114	107	650	194	53	204	180	2 540	-1,9
1996	14	37	307	343	192	179	98	83	557	190	53	181	234	2 468	-2,8
1997	21	35	385	303	164	175	69	85	508	126	43	150	200	2 264	-8,3
1998	13	36	336	304	230	145	67	106	432	115	30	153	231	2 198	-2,9

Source : RECU (MEQ).

Tableau D.5a
Certificat en administration des affaires, gestion des entreprises et de la production

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE													
	Bish. ¹	Bish. ²	Total Bish.	Total Conc. ³	HEC ⁴	HEC ⁵	HEC ⁶	HEC ⁷	Total HEC	Laval ⁸	Laval ⁹	Laval ¹⁰	Total Laval
1986	33		33	176	1 276		213		1 489	1 431			1 431
1987	46		46	190	1 298		191		1 489	1 543			1 543
1988	50		50	216	1 413		222		1 635	1 542			1 542
1989	62		62	259	1 301		221		1 522	1 395			1 395
1990	74		74	233	1 258		232		1 490	1 222			1 222
1991	51	1	52	238	1 248		239		1 487	1 102			1 102
1992	43	0	43	226	1 255		302		1 557	1 003			1 003
1993	35	0	35	105	1 233		287		1 520	931			931
1994	32	2	34	84	1 018		286		1 304	850			850
1995	31	3	34	68	961		285		1 246	712	310		1 022
1996	44	3	47	70	792	153	270		1 215	629	360		989
1997	43	2	45	121	710	59	237		1 006	538	304	26	868
1998	41	4	45	96	636	22	230	430	1 318	465	196	47	708
% t. partiel 98	9,8	75,0	15,6	42,7	81,1	90,9	90,9	97,0	88,2	84,1	98,5	70,2	87,1
NOUVELLES INSCRIPTIONS													
	Bish.	Bish.	Total Bish.	Conc.	HEC	HEC	HEC	HEC	Total HEC	Laval	Laval	Laval	Total Laval
1992	1		1	43	752		198		950	661			661
1993	2		2	26	728		190		918	589			589
1994	0		0	28	560		176		736	529			529
1995	6	1	7	25	629		168		797	440	497		937
1996	5	2	7	24	522	153	152		827	448	299		747
1997	1	1	2	26	522	141	155		818	428	145	26	599
1998	0	1	1	21	421	7	157	534	1 119	369	78	37	484
DIPLOMES DÉCERNÉS													
	Bish.	Bish.	Total Bish.	Conc.	HEC	HEC	HEC	HEC	Total HEC	Laval	Laval	Laval	Total Laval
1990	17		17		258		38		296	273			273
1991	40		40	43	279		40		319	260			260
1992	40		40	46	271		55		326	264			264
1993	27	2	29	49	275		57		332	255			255
1994	15	0	15	62	270		48		318	238			238
1995	23	0	23	37	274		55		329	265	22		287
1996	13	1	14	37	248		59		307	279	64		343
1997	18	3	21	35	317		68		385	195	108		303
1998	12	1	13	36	263	8	65		336	234	70		304

Source : RECU (MEQ).

¹ Mineure in Business Administration.

² Certificat in Business Administration.

³ Un seul programme: Certificat / mineure in Business Studies.

⁴ Certificat en gestion d'entreprise.

⁵ Certificat en gestion des entrepr. de services financiers.

⁶ Certificat en gestion des opérations et de la production.

⁷ Certificat en administration.

⁸ Certificat en administration.

⁹ Certificat en gestion des organisations.

¹⁰ Certificat en gestion du développement touristique.

Tableau D.5a (suite)
Certificat en administration des affaires, gestion des entreprises et de la production

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE

	McGill ¹¹	McGill ¹²	McGill ¹³	McGill ¹⁴	Total McGill	UdeS ¹⁵	UdeS ¹⁶	UdeS ¹⁷	Total UdeS	Total UQAC ¹⁸	UQAH ¹⁹	UQAH ²⁰	Total UQAH	UQAM ²¹	UQAM ²²	UQAM ²³	UQAM ²⁴	Total UQAM
1986	49	215		882	1 146					747		840	840	2 359	325	189		2 873
1987	38	260		961	1 259					792		817	817	2 219	373	222		2 814
1988	36	321		1 144	1 501	397			397	768		830	830	2 176	338	158		2 672
1989	49	299		1 114	1 462	440			440	775	54	716	770	2 227	335	96		2 658
1990	54	258		1 077	1 389	498			498	778	85	635	720	2 273	315	70		2 658
1991	61	257		1 157	1 475	506			506	672	44	511	555	2 293	343	41		2 677
1992	60	190		975	1 225	435			435	609	61	545	606	2 507	351	36		2 894
1993	52	200		942	1 194	353			353	522	82	475	557	2 340	328	24		2 692
1994	43	147		764	954	461			461	478	75	425	500	2 207	295	11		2 513
1995	38	147		652	837	393			393	326	71	317	388	2 179	201	1		2 381
1996	46	147		557	750	311	47		358	251	66	303	369	1 707	140	126		1 973
1997	41	132	6	454	633	290	46	3	339	278	50	264	314	1 558	98	124		1 780
1998	27	97	12	424	560	207	0	4	211	273	19	242	261	1 342	89	248	26	1 705
% t. partiel 98	92,6	89,7	75,0	83,5	84,8	86,0	0,0	100,0	86,3	91,6	94,7	85,5	86,2	67,7	87,6	98,0	96,2	73,6

NOUVELLES INSCRIPTIONS

	McGill	McGill	McGill	McGill	Total McGill	UdeS	UdeS	UdeS	Total UdeS	Total UQAC	UQAH	UQAH	Total UQAH	UQAM	UQAM	UQAM	UQAM	Total UQAM
1992	33	116		567	716	341			341	382	45	378	423	1 342	165	5		1 512
1993	33	141		494	668	307			307	305	59	313	372	1 082	144	1		1 227
1994	23	82		375	480	296			296	290	39	238	277	935	112	0		1 047
1995	21	102		358	481	407			407	201	46	194	240	1 040	83	0		1 123
1996	22	100		292	414	237	47		284	155	34	194	228	888	35	125		1 048
1997	21	86	10	262	379	183	46	5	234	217	23	190	213	886	28	56		970
1998	13	63	11	247	334	135	0	2	137	178	11	188	199	806	44	236	31	1 117

DIPLÔMES DÉCERNÉS

	McGill	McGill	McGill	McGill	Total McGill	UdeS	UdeS	UdeS	Total UdeS	Total UQAC	UQAH	UQAH	Total UQAH	UQAM	UQAM	UQAM	UQAM	Total UQAM
1990	7	68		139	214	92			92	152	2	101	103	524	130	18		672
1991	7	65		125	197	125			125	145	3	114	117	544	100	18		662
1992	6	62		173	241	165			165	141	4	111	115	564	112	10		686
1993	8	56		132	196	184			184	134	4	99	103	519	98	8		625
1994	7	46		155	208	169			169	111	12	115	127	499	110	9		618
1995	13	41		165	219	143			143	114	8	99	107	541	107	2		650
1996	7	44		141	192	147	32		179	98	2	81	83	494	62	1		557
1997	3	42		119	164	119	56		175	69	8	77	85	438	63	7		508
1998	118	42	2	68	230	145	0		145	67	26	80	106	374	31	27		432

Source : RECU (MEQ).

¹¹ Certificat in Transportation.

¹² Certificat in Public Relations Management.

¹³ Certificat in Risk Management.

¹⁴ Certificat in Management.

¹⁵ Certificat d'administration des affaires.

¹⁶ Certificat d'administration de la sécurité.

¹⁷ Certificat de management.

¹⁸ Un seul programme; certificat en administration.

¹⁹ Certificat en administration de services.

²⁰ Certificat en administration.

²¹ Certificat en administration.

²² Certificat en affaires immobilières.

²³ Certificat en administration de services.

²⁴ Certificat de perfectionnement en gestion

Tableau D.5a (suite)
Certificat en administration des affaires, gestion des entreprises et
de la production

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE								
	UQAR ²⁵	UQAR ²⁶	Total UQAR	Total UQAT ²⁷	Total UQTR ²⁸	TELUQ ²⁹	TELUQ ³⁰	Total TELUQ
1986	1 504		1 504	505	1 198			
1987	1 820		1 820	642	1 182			
1988	1 773		1 773	567	1 288			
1989	1 807		1 807	498	1 191			
1990	1 709		1 709	502	1 170		449	449
1991	1 478		1 478	462	1 122	615	540	1 155
1992	1 359		1 359	396	1 102	1 184	437	1 621
1993	1 143		1 143	323	996	1 222	345	1 567
1994	847		847	244	806	1 244	266	1 510
1995	648		648	188	624	1 207	203	1 410
1996	536		536	185	603	1 087	147	1 234
1997	415	1	416	159	504	1 073	158	1 231
1998	326	8	334	188	449	1 002	155	1 157
% t. partiel 98	90,5	75,0	90,1	84,0	87,3	94,6	96,8	94,9
NOUVELLES INSCRIPTIONS								
	UQAR	UQAR	Total UQAR	Total UQAT	Total UQTR	TELUQ	TELUQ	Total TELUQ
1992	678		678	309	662	1 413	249	1 662
1993	510		510	213	556	1 116	168	1 284
1994	404		404	163	417	906	114	1 020
1995	294		294	112	275	835	101	936
1996	315		315	129	334	752	75	827
1997	207	1	208	108	303	739	92	831
1998	177	8	185	141	262	739	84	823
DIPLOMES DÉCERNÉS								
	UQAR	UQAR	Total UQAR	Total UQAT	Total UQTR	TELUQ	TELUQ	Total TELUQ
1990	291		291	86	227			
1991	319		319	83	253			
1992	336		336	64	249	2	5	7
1993	260		260	70	248	19	37	56
1994	275		275	76	266	50	57	107
1995	194		194	53	204	117	63	180
1996	190		190	53	181	182	52	234
1997	126		126	43	150	171	29	200
1998	115		115	30	153	200	31	231

Source : RECU (MEQ).

²⁵ Certificat en administration.

²⁶ Certificat en entrepreneurship et développement économique.

²⁷ Un seul programme: certificat en administration.

²⁸ Un seul programme: certificat en administration.

²⁹ Certificat en administration.

³⁰ Certificat en gestion du travail de bureau.

Tableau D.6
Certificat en sciences comptables

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE															Variation	
	HEC ¹	HEC ²	Laval	McGill	UdeS ³	UQAC	UQAH ⁴	UQAH ⁵	UQAM ⁶	UQAM ⁷	UQAR	UQAT	UQTR ⁸	UQTR ⁹	Total	annuelle
1986	859	286	61	356	43	39	61	135	838	797	80	84	173		3 812	n.a.
1987	918	345	63	345	36	50	71	179	878	946	75	96	135		4 137	8,5
1988	915	344	53	373	39	35	80	209	873	1 099	61	72	150		4 303	4,0
1989	898	332	45	328	39	47	79	255	814	1 174	75	56	109		4 251	-1,2
1990	800	316	54	354	49	52	56	209	706	1 309	47	80	86		4 118	-3,1
1991	759	293	45	378	65	46	42	158	531	1 376	82	88	76		3 939	-4,3
1992	775	274	49	203	45	29	38	156	480	1 418	49	117	57	8	3 698	-6,1
1993	694	250	61	278	47	19	36	133	400	1 164	55	103	48	99	3 387	-8,4
1994	604	253	60	173	46	15	31	139	286	1 075	54	100	27	118	2 981	-12,0
1995	552	231	72	271	30	18	39	133	257	1 014	48	84	27	152	2 928	-1,8
1996	483	207	71	211	52	34	51	93	242	958	52	52	37	132	2 675	-8,6
1997	402	201	64	160	32	33	45	90	192	873	47	49	37	99	2 324	-13,1
1998	386	188	72	141	26	38	40	93	170	815	50	86	32	122	2 259	-2,8
% t. partiel 98	82,9	86,2	87,5	86,5	73,1	97,4	85,0	82,8	80,6	85,4	94,0	88,4	96,9	90,2	85,5	

NOUVELLES INSCRIPTIONS															Variation	
	HEC	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAH	UQAM	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	UQTR	Total	annuelle
1992	436	131	21	192	36	15	28	128	145	785	33	99	32	8	2 089	n.a.
1993	365	111	51	182	37	7	23	110	112	584	22	71	26	112	1 813	-13,2
1994	373	122	37	92	38	10	17	105	96	543	34	64	35	99	1 665	-8,2
1995	421	133	54	92	19	18	36	92	120	518	28	46	47	103	1 727	3,7
1996	337	127	47	69	31	38	46	66	114	470	32	53	41	87	1 558	-9,8
1997	258	104	47	46	35	34	29	85	90	439	23	41	38	61	1 330	-14,6
1998	276	96	49	55	17	42	22	80	105	510	28	61	24	83	1 448	8,9

DIPLÔMES DÉCERNÉS															Variation	
	HEC	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAH	UQAM	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	UQTR	Total	annuelle
1990	166	67	11	44	12	6	8	34	138	165	13	9	15		688	n.a.
1991	165	87	13	35	15	3	8	25	115	200	8	8	14		696	1,2
1992	138	79	13	40	36	13	4	32	133	280	7	18	13		806	15,8
1993	142	61	18	42	27	4	5	28	119	292	11	32	9	2	792	-1,7
1994	145	55	15	49	19	3	6	29	132	292	8	17	6	10	786	-0,8
1995	141	69	19	46	13	6	4	33	81	273	5	25	4	19	738	-6,1
1996	110	63	17	45	5	3	10	39	63	227	8	26	1	33	650	-11,9
1997	128	61	18	30	16	6	6	25	57	215	12	10	3	41	628	-3,4
1998	115	62	12	29	10	1	8	24	45	207	2	6	2	28		-100,0

Source : RECU (MEQ).

¹ Certificat en gestion comptable des organisations

² Certificat en comptabilité professionnelle

³ Certificat de comptabilité. Ce programme remplace depuis l'hiver 1997 le certificat de comptabilité de gestion et le certificat de comptabilité financière.

⁴ Certificat en sciences comptables

⁵ Certificat en comptabilité générale

⁶ Certificat en sciences comptables

⁷ Certificat en comptabilité générale

⁸ Certificat en sciences comptables

⁹ Certificat en comptabilité générale

Tableau D.7
Certificat en finance et opérations bancaires

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE															Variation	
	HEC	Laval ¹	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM ²	UQAM ³	UQAM ⁴	UQAR ⁵	UQAR ⁶	UQAT	UQTR	TELUQ ⁷	TELUQ ⁸	Total	annuelle
1986	289					218									507	n.a.
1987	356					238									594	17,2
1988	399			2		281						9			691	16,3
1989	401			12		270	93					14			790	14,3
1990	377			4		259	92					2			734	-7,1
1991	381			5		278	116					1			781	6,4
1992	396			1		297	148					2			844	8,1
1993	372			4		259	176					2	41	15	869	3,0
1994	374			3		269	193					0	47	91	977	12,4
1995	269			2		282	251					0	60	163	1 027	5,1
1996	252	824		1		287	298	813				0	76	234	2 785	171,2
1997	202	2 084	10	84	101	290	753	964	12	45	85	222	246	275	5 373	92,9
1998	232	2 966	13	218	146	267	1 009	873	10	324	136	281	379	377	7 231	34,6
% t. partiel 98	77,2	98,3	46,2	99,5	97,3	74,2	98,8	99,9	100,0	98,5	100,0	98,6	97,4	99,5	97,0	
NOUVELLES INSCRIPTIONS															Variation	
	HEC	Laval	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAM	UQAM	UQAR	UQAR	UQAT	UQTR	TELUQ	TELUQ	Total	annuelle
1992	280			2		145	83								510	n.a.
1993	221			3		125	191					1	48	15	604	18,4
1994	250			4		147	122					0	63	144	730	20,9
1995	156			2		169	150					0	48	125	650	-11,0
1996	154	824		0		141	189	831				0	62	196	2 397	268,8
1997	150	1 841	15	86	101	146	599	611	12	45	85	228	315	162	4 396	83,4
1998	186	2079	18	230	109	158	650	402	9	350	109	206	386	473	5 365	22,0
DIPLOMES DÉCERNÉS															Variation	
	HEC	Laval	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAM	UQAM	UQAR	UQAR	UQAT	UQTR	TELUQ	TELUQ	Total	annuelle
1990	78					115	2								195	n.a.
1991	62					107	6								175	-10,3
1992	83					132	4								219	25,1
1993	88					155	7								250	14,2
1994	80					115	18								213	-14,8
1995	74					95	17								186	-12,7
1996	70					87	38	1					4		200	7,5
1997	72	9	1			84	44	41					11	10	272	36,0
1998	56	53	5			99	57	81	1				13	30	395	45,2

Source : RECU (MEQ).

¹ Certificat en planification financière personnelle

² Certificat en analyse financière

³ Certificat en assurance et intervention financière

⁴ Certificat en administration de services bancaires

⁵ Certificat en gestion des services financiers et commerciaux

⁶ Certificat en assurance et intervention financière

⁷ Certificat en assurance et intervention financière

⁸ Certificat sur mesure en crédit commercial

Tableau D.8
Certificat en marketing

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE								Variation	
	HEC ¹	HEC ²	McGill	UdeS	UQAC	UQAM	UQTR	Total	annuelle
1986	562		195	3		401		1 161	n.a.
1987	591		223	6		422		1 242	7,0
1988	702		238	10		384		1 334	7,4
1989	707		249	7		416		1 379	3,4
1990	706		239	10		369		1 324	-4,0
1991	655		251	3		393		1 302	-1,7
1992	649		207	4		365		1 225	-5,9
1993	568		188	4		354		1 114	-9,1
1994	528	103	148	4		349		1 132	1,6
1995	499	121	150	11		353		1 134	0,2
1996	485	105	127	4	13	316		1 050	-7,4
1997	475	99	123	3	18	317	38	1 073	2,2
1998	495	85	114	3	16	299	51	1 063	-0,9
% t. partiel 98	78,4	89,4	93,0	66,7	87,5	67,2	58,8	76,9	

NOUVELLES INSCRIPTIONS								Variation	
	HEC	HEC	McGill	UdeS	UQAC	UQAM	UQTR	Total	annuelle
1992	452		129	4		204		789	n.a.
1993	358		119	7		172		656	-16,9
1994	341	103	97	6		182		729	11,1
1995	337	103	98	11		201		750	2,9
1996	340	64	78	4	15	179		680	-9,3
1997	329	60	70	2	24	205	49	739	8,7
1998	373	58	68	5	10	204	49	767	3,8

DIPLÔMES DÉCERNÉS								Variation	
	HEC	HEC	McGill	UdeS	UQAC	UQAM	UQTR	Total	annuelle
1990	111		31	0		154		296	n.a.
1991	142		21	1		132		296	0,0
1992	159		36	0		162		357	20,6
1993	160		50	2		128		340	-4,8
1994	133		31	2		127		293	-13,8
1995	138		38	1		144		321	9,6
1996	125	11	29	3		132		300	-6,5
1997	131	20	24	1	1	116	1	294	-2,0
1998	169	35	20	0	2	98	6	330	12,2

Source : RECU (MEQ).

¹ Certificat en gestion du marketing

² Certificat en commerce de détail et de distribution

Tableau D.9
Certificat en gestion des ressources humaines

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE												Variation	
	HEC ¹	HEC ²	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	TELUQ	Total	annuelle
1986		657	154	17	128		174	211		408		1 749	n.a.
1987		673	268	20	187		176	227		446		1 997	14,2
1988		676	349	30	252		686	281		506		2 780	39,2
1989		703	381	22	262		1 112	324		501		3 305	18,9
1990		726	354	18	253		1 434	406		519		3 710	12,3
1991		672	338	21	281		1 507	359		505		3 683	-0,7
1992		646	313	23	272		1 427	298		556		3 535	-4,0
1993		602	296	35	245		1 281	213		562		3 234	-8,5
1994		518	251	30	165	55	1 091	187	67	504		2 868	-11,3
1995	129	389	261	31	147	52	1 082	151	76	381		2 699	-5,9
1996	195	333	222	25	106	62	926	132	82	323	95	2 501	-7,3
1997	268	308	205	22	125	66	823	115	63	310	195	2 500	0,0
1998	271	322	179	16	107	59	753	135	44	259	281	2 426	-3,0
% t. partiel 98	96,3	89,1	97,2	81,3	93,5	89,8	87,8	97,0	93,2	93,8	93,2	91,8	
NOUVELLES INSCRIPTIONS												Variation	
	HEC	HEC	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	TELUQ	Total	annuelle
1992		369	159	17	140		625	125		341		1 776	n.a.
1993		321	154	29	94		512	108		288		1 506	-15,2
1994		309	140	20	73	55	441	80	53	233		1 404	-6,8
1995	129	195	134	13	58	37	500	66	53	194		1 379	-1,8
1996	150	183	115	12	51	46	386	65	34	187	95	1 324	-4,0
1997	182	214	105	17	78	37	389	50	40	189	213	1 514	14,4
1998	155	204	94	15	60	31	373	91	10	156	265	1 454	-4,0
DIPLOMES DÉCERNÉS												Variation	
	HEC	HEC	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	TELUQ	Total	annuelle
1990		149	68	6	60		243	57		97		680	n.a.
1991		170	68	3	49		346	72		133		841	23,7
1992		146	62	4	43		486	58		114		913	8,6
1993		171	76	8	42		444	84		103		928	1,6
1994		145	77	8	99		442	53		149		973	4,8
1995		168	66	6	49	1	355	38		135		818	-15,9
1996	5	111	75	9	54	10	348	34	2	127		775	-5,3
1997	25	111	61	9	26	14	280	32	43	78		679	-12,4
1998	49	95	58	11	26	18	252	40	11	73	14	647	-4,7

Source : RECU (MEQ).

¹ Certificat en supervision

² Certificat en gestion des ressources humaines

Tableau D.10
Certificat en système d'information

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE					Variation	
	HEC	UdeS	UQAM	UQAR	Total	annuelle
1986			455	17	472	n.a.
1987			437	47	484	2,5
1988			426	35	461	-4,8
1989			388	103	491	6,5
1990	168		360	140	668	36,0
1991	272		358	162	792	18,6
1992	373		372	166	911	15,0
1993	393		331	137	861	-5,5
1994	372		330	119	821	-4,6
1995	341		364	84	789	-3,9
1996	333		337	69	739	-6,3
1997	314	4	345	46	709	-4,1
1998	377	4	263	56	700	-1,3
% t. partiel 98	82,5	75,0	78,7	92,9	81,9	
NOUVELLES INSCRIPTIONS					Variation	
	HEC	UdeS	UQAM	UQAR	Total	annuelle
1992	252		196	97	545	n.a.
1993	219		160	71	450	-17,4
1994	201		161	64	426	-5,3
1995	182		201	48	431	1,2
1996	219		190	39	448	3,9
1997	212	5	193	28	438	-2,2
1998	251	4	123	36	414	-5,5
DIPLOMES DÉCERNÉS					Variation	
	HEC	UdeS	UQAM	UQAR	Total	annuelle
1990			102	7	109	n.a.
1991	8		111	3	122	11,9
1992	49		96	23	168	37,7
1993	65		88	24	177	5,4
1994	72		115	28	215	21,5
1995	97		89	31	217	0,9
1996	80		96	17	193	-11,1
1997	79		71	23	173	-10,4
1998	91		74	11	176	1,7

Source : RECU (MEQ).

Tableau D.11
Certificat en gestion internationale

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE					Variation	
	HEC	UQAM	Total		annuelle	
1986			0		n.a.	
1987			0		n.a.	
1988			0		n.a.	
1989			0		n.a.	
1990			0		n.a.	
1991			0		n.a.	
1992			0		n.a.	
1993			0		n.a.	
1994	214		214		n.a.	
1995	284	43	327		52,8	
1996	296	59	355		8,6	
1997	311	60	371		4,5	
1998	313	72	385		3,8	
% t. partiel 98	64,9	66,7	65,2			
NOUVELLES INSCRIPTIONS					Variation	
	HEC	UQAM	Total		annuelle	
1992			0		n.a.	
1993			0		n.a.	
1994	213		213		n.a.	
1995	258	43	301		41,3	
1996	207	46	253		-15,9	
1997	233	42	275		8,7	
1998	253	48	301		9,5	
DIPLOMES DÉCERNÉS					Variation	
	HEC	UQAM	Total		annuelle	
1990			0		n.a.	
1991			0		n.a.	
1992			0		n.a.	
1993			0		n.a.	
1994			0		n.a.	
1995	25		25		n.a.	
1996	64	1	65		160,0	
1997	119	16	135		107,7	
1998	111	13	124		-8,1	

Source : RECU (MEQ).

Tableau D.12
Certificat en administration publique

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE					Variation	
	UdeM ¹	UQTR ²	Total		annuelle	
1986		105	105		n.a.	
1987		140	140		33,3	
1988		102	102		-27,1	
1989		81	81		-20,6	
1990		65	65		-19,8	
1991		72	72		10,8	
1992		61	61		-15,3	
1993		41	41		-32,8	
1994		56	56		36,6	
1995	119	63	182		225,0	
1996	174	57	231		26,9	
1997	276	53	329		42,4	
1998	273	111	384		16,7	
% t. partiel 98	92,7	100,0	94,8			
NOUVELLES INSCRIPTIONS					Variation	
	UdeM	UQTR	Total		annuelle	
1992		26	26		n.a.	
1993		0	0		n.a.	
1994		34	34		n.a.	
1995		33	33		-2,9	
1996	101	1	102		209,1	
1997	178	29	207		102,9	
1998	117	94	211		1,9	
DIPLOMES DÉCERNÉS					Variation	
	UdeM	UQTR	Total		annuelle	
1990		23	23		n.a.	
1991		21	21		-8,7	
1992		27	27		28,6	
1993		17	17		-37,0	
1994		17	17		0,0	
1995		21	21		23,5	
1996		0	0		-100,0	
1997	12	29	41		n.a.	
1998	19	24	43		86	

Source : RECU (MEQ).

¹ Certificat en gestion appliquée à la police et la sécurité

² Certificat en gestion des organisations policières

PROGRAMMES DE DIPLÔME DE 2^e CYCLE

Tableau D.13
Ensemble des diplômes de 2^e cycle en administration¹

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE													Variation	
	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	ENAP	Total	annuelle
1986	234	188	153	491	174								1 240	n.a.
1987	229	220	206	469	183								1 307	5,4
1988	174	260	209	506	180							65	1 394	6,7
1989	186	263	217	581	197							204	1 648	18,2
1990	204	235	228	587	168							434	1 856	12,6
1991	232	208	215	597	154							546	1 952	5,2
1992	246	280	211	594	127							501	1 959	0,4
1993	276	288	189	481	153							446	1 833	-6,4
1994	270	531	185	379	175							406	1 946	6,2
1995	295	692	139	312	207		22	49				331	2 047	5,2
1996	307	692	196	382	227		35	141	15			292	2 287	11,7
1997	253	760	241	361	289		41	169	27		20	240	2 401	5,0
1998	234	863	203	335	380	10	65	182	20	3	45	209	2 549	6,2
% t. partiel 98	97,9	81,2	95,1	82,4	98,7	0,0	100,0	92,3	60,0	0,0	68,9	90,4	87,8	
NOUVELLES INSCRIPTIONS													Variation	
	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	ENAP	Total	annuelle
1992	148	174	97	311	69							232	1 031	n.a.
1993	171	145	69	300	100							193	978	-5,1
1994	147	393	71	258	88							190	1 147	17,3
1995	173	490	48	281	121		22	49				124	1 308	14,0
1996	177	463	164	228	118		15	118	18			172	1 473	12,6
1997	125	489	123	238	198		26	110	22		20	250	1 601	8,7
1998	159	614	91	265	179	10	48	136	7	3	37	163	1 712	6,9
DIPLÔMES DÉCERNÉS													Variation	
	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	ENAP	Total	annuelle
1990	51	59	20	223	28							25	406	n.a.
1991	57	67	45	250	24							82	525	29,3
1992	51	68	26	241	38							198	622	18,5
1993	74	47	33	218	27							207	606	-2,6
1994	85	69	35	221	33							178	621	2,5
1995	82	61	53	111	51							154	512	-17,6
1996	76	155	66	204	40							147	688	34,4
1997	144	207	43	159	34			23				125	735	6,8
1998	97	238	99	149	47		7	47	12			129	825	12,2

Source : RECU (MEQ).

¹ Les tableaux D.14 à D.18 présentent les données selon les catégories de programme.

Tableau D.14
Diplôme de 2^e cycle en sciences de l'administration

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE													Variation	
	Conc.	HEC ¹	HEC ²	HEC ³	HEC ⁴	HEC ⁵	Laval ⁶	Laval ⁷	Laval ⁸	McGill ⁹	UdeS ¹⁰	UQAM ¹¹	Total	annuelle
1986		188					153			355	174		870	n.a.
1987		220					206			345	183		954	9,7
1988		229	31				209			334	180		983	3,0
1989		214	49				217			360	197		1 037	5,5
1990		180	55				228			376	168		1 007	-2,9
1991		147	61				215			363	154		940	-6,7
1992		149	64				211			368	127		919	-2,2
1993		126	70				189			330	105		820	-10,8
1994		96	64		266		185			275	111		997	21,6
1995		79	68	23	400		139			239	137	49	1 134	13,7
1996		48	55	30	398		111	85		222	128	54	1 131	-0,3
1997		22	54	27	470	6	97	131	13	215	188	54	1 277	12,9
1998	27	4	58	24	503	6	69	125	9	199	258	44	1 326	3,8
% t. partiel 98	92,6	100,0	87,9	100,0	79,3	66,7	88,4	100,0	77,8	81,9	98,8	97,7	87,6	

NOUVELLES INSCRIPTIONS													Variation	
	Conc.	HEC	HEC	HEC	HEC	HEC	Laval	Laval	Laval	McGill	UdeS	UQAM	Total	annuelle
1992		75	32				97			233	69		506	n.a.
1993		55	35				69			246	49		454	-10,3
1994		44	38		265		71			207	46		671	47,8
1995		41	35	23	342		48			237	87	49	862	28,5
1996		22	31	30	294		48	116		197	71	31	840	-2,6
1997		4	28	24	323	6	42	64	17	180	169	26	883	5,1
1998	30	2	46	24	342	7	28	60	3	148	114	20	824	-6,7

DIPLOMES DÉCERNÉS													Variation	
	Conc.	HEC	HEC	HEC	HEC	HEC	Laval	Laval	Laval	McGill	UdeS	UQAM	Total	annuelle
1990		55	4				20			94	28		201	n.a.
1991		61	6				45			59	24		195	-3,0
1992		61	7				26			83	38		215	10,3
1993		40	7				33			113	27		220	2,3
1994		54	15				35			122	16		242	10,0
1995		37	6		7		53			109	25		237	-2,1
1996		39	20	21	55		43	23		96	25		322	35,9
1997		28	15	25	88		41	2		72	17	16	304	-5,6
1998		26	14	23	113		45	54		66	19	16	376	23,7

Source : RECU (MEQ).

¹ Diplôme en sciences administratives

² Diplôme en gestion d'organismes culturels

³ D.E.S.S. en gestion des entreprises du secteur de l'énergie

⁴ Diplôme en gestion

⁵ D.E.S.S. en gestion des entreprises du secteur de l'énergie : programme offert conjointement par HEC et UdeM

⁶ Diplôme en administration

⁷ Diplôme en gestion et développement des organisations

⁸ Diplôme de 2^e cycle en entrepreneuriat technologique

⁹ Diplôme de 2^e cycle *in management*

¹⁰ Diplôme d'administration

¹¹ Diplôme en conseil en management

Tableau D.15
Diplôme de 2^e cycle en comptabilité

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE															Variation	
	Conc.	HEC	McGill ¹	McGill ²	McGill ³	UdeS ⁴	UQAC ⁵	UQAH	UQAH ⁷	UQAM ⁸	UQAM	UQAR ⁹	UQAT ¹⁰	UQTR ¹¹	Total	annuelle
1986	71			136											207	n.a.
1987	67			124											191	-7,7
1988	38			172											210	9,9
1989	36			221											257	22,4
1990	49			211											260	1,2
1991	86			206	28										320	23,1
1992	101			206	20										327	2,2
1993	142			124	27	48									341	4,3
1994	159			84	20	64									327	-4,1
1995	178			54	19	70		22							343	4,9
1996	202	31		127	33	99		35							527	53,6
1997	169	45	26	95	25	101		41			19				521	-1,1
1998	160	94	61	54	21	122	10	57	8	23	27	7	3	22	669	28,4
% t. partiel 98	99,4	80,9	65,6	96,3	100,0	98,4	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	0,0	0,0	100,0	90,4	
NOUVELLES INSCRIPTIONS															Variation	
	Conc.	HEC	McGill	McGill	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAH	UQAM	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	Total	annuelle
1992	72			62	16										150	n.a.
1993	103			42	12	51									208	38,7
1994	95			39	12	42									188	-9,6
1995	111			33	11	34		22							211	12,2
1996	131	32		18	13	47		15							256	21,3
1997	86	47	26	26	6	29		26			20				266	3,9
1998	113	99	34	24	9	65	10	37	11	32	28	7	3	22	494	85,7
DIPLOMES DECERNES															Variation	
	Conc.	HEC	McGill	McGill	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAH	UQAM	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	Total	annuelle
1990	14			129											143	n.a.
1991	12			191											203	42,0
1992	22			158											180	-11,3
1993	48			105											153	-15,0
1994	53			93	6	17									169	10,5
1995	49			2	0	26									77	-54,4
1996	50			101	7	15									173	124,7
1997	126	29		76	11	17									259	49,7
1998	76	34	10	48	10	28		4	3	15	6				234	-9,7

Source : RECU (MEQ).

¹ Diplôme de 2^e cycle en comptabilité

² Diplôme de 2^e cycle en comptabilité publique

³ Diplôme de 2^e cycle en fiscalité

⁴ Diplôme de fiscalité

⁵ Diplôme de 2^e cycle en sciences comptables

⁶ Diplôme de 2^e cycle en comptabilité

⁷ Diplôme de 2^e cycle en comptabilité

⁸ Diplôme de 2^e cycle en comptabilité de management

⁹ Diplôme de 2^e cycle en sciences comptables

¹⁰ Diplôme de 2^e cycle en sciences comptables

¹¹ Diplôme de 2^e cycle en sciences comptables

Tableau D.16
Diplôme de 2^e cycle en finance et opérations bancaires

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE				Variation	
	HEC ¹	UQAM	UQTR	Total	annuelle
1986				0	n.a.
1987				0	n.a.
1988				0	n.a.
1989				0	n.a.
1990				0	n.a.
1991				0	n.a.
1992	67			67	n.a.
1993	92			92	37,3
1994	105			105	14,1
1995	122			122	16,2
1996	130	87		217	77,9
1997	136	96	20	252	16,1
1998	174	88	23	285	13,1
% t. partiel 98	82,2	85,2	39,1	79,6	

NOUVELLES INSCRIPTIONS				Variation	
	HEC	UQAM	UQTR	Total	annuelle
1992	67			67	n.a.
1993	55			55	-17,9
1994	46			46	-16,4
1995	49			49	6,5
1996	54	87		141	187,8
1997	57	64	20	141	0,0
1998	94	56	15	165	17,0

DIPLÔMES DÉCERNÉS				Variation	
	HEC	UQAM	UQTR	Total	annuelle
1990				0	n.a.
1991				0	n.a.
1992				0	n.a.
1993				0	n.a.
1994				0	n.a.
1995	11			11	n.a.
1996	20			20	81,8
1997	22	7		29	45,0
1998	28	10		38	31,0

Source : RECU (MEQ).

¹ Programme conjoint avec la TÉLUQ.

Tableau D.17
Diplôme de 2^e cycle en gestion internationale

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE		Variation	
	ENAP		annuelle
1986			n.a.
1987			n.a.
1988	65		n.a.
1989	108		66,2
1990	123		13,9
1991	138		12,2
1992	124		-10,1
1993	119		-4,0
1994	84		-29,4
1995	95		13,1
1996	72		-24,2
1997	49		-31,9
1998	55		12,2
% t. partiel 98	72,7		

NOUVELLES INSCRIPTIONS		Variation	
	ENAP		annuelle
1992	61		n.a.
1993	41		-32,8
1994	42		2,4
1995	56		33,3
1996	35		-37,5
1997	43		22,9
1998	51		18,6

DIPLÔMES DÉCERNÉS		Variation	
	ENAP		annuelle
1990	25		n.a.
1991	27		8,0
1992	57		111,1
1993	40		-29,8
1994	63		57,5
1995	33		-47,6
1996	31		-6,1
1997	32		3,2
1998	30		-6,3

Source : RECU (MEQ).

Tableau D.18
Diplôme de 2^e cycle en administration publique

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE				Variation	
	Conc.	UQAR ¹	ENAP	Total	annuelle
1986	163			163	n.a.
1987	162			162	-0,6
1988	136			136	-16,0
1989	150		96	246	80,9
1990	155		311	466	89,4
1991	146		408	554	18,9
1992	145		377	522	-5,8
1993	134		327	461	-11,7
1994	111		322	433	-6,1
1995	117		236	353	-18,5
1996	105	15	206	326	-7,6
1997	84	27	191	302	-7,4
1998	47	13	154	214	-29,1
% t. partiel 98	95,7	92,3	96,8	96,3	

NOUVELLES INSCRIPTIONS				Variation	
	Conc.	UQAR	ENAP	Total	annuelle
1992	76		171	247	n.a.
1993	68		152	220	-10,9
1994	52		148	200	-9,1
1995	62		68	130	-35,0
1996	46	18	120	184	41,5
1997	39	22	186	247	34,2
1998	16	0	112	128	-48,2

DIPLÔMES DÉCERNÉS				Variation	
	Conc.	UQAR	ENAP	Total	annuelle
1990	37			37	n.a.
1991	45		55	100	170,3
1992	29		141	170	70,0
1993	26		167	193	13,5
1994	32		115	147	-23,8
1995	33		121	154	4,8
1996	26		116	142	-7,8
1997	18		93	111	-21,8
1998	21	12	99	132	18,9

Source : RECU (MEQ).

¹ Diplôme en administration publique régionale : programme conjoint ENAP-UQAR.

PROGRAMMES DE MAÎTRISE

Tableau D.19
Ensemble des maîtrises en administration¹

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE														Variation	
	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	ENAP	ETS	Total	annuelle
1986	533	744	383	724	350	144	68	231	9	60	152	535		3 933	n.a.
1987	524	767	343	777	335	185	63	252	37	51	137	586		4 057	3,2
1988	557	813	292	780	365	224	67	288	54	52	129	536		4 157	2,5
1989	570	900	296	743	384	176	72	377	56	46	116	466		4 202	1,1
1990	597	1 029	292	628	380	166	71	430	63	49	126	394		4 225	0,5
1991	570	1 122	377	577	408	135	77	538	73	52	157	444		4 530	7,2
1992	550	1 236	392	561	394	131	76	568	84	52	167	544		4 755	5,0
1993	538	1 134	372	544	400	103	80	543	116	31	173	531		4 565	-4,0
1994	514	1 058	414	535	397	76	101	474	77	54	203	563		4 466	-2,2
1995	504	1 047	416	533	446	81	144	417	77	30	209	607		4 511	1,0
1996	515	1 098	436	566	416	82	156	696	63	76	183	491	2	4 780	6,0
1997	510	1 008	491	531	445	117	132	915	73	61	163	516	1	4 963	3,8
1998	506	1 080	571	602	529	121	119	842	113	63	122	469	1	5 138	3,5
% t. partiel 98	54,0	2,8	37,3	46,8	44,8	77,7	100,0	80,3	43,4	98,4	70,5	77,2	100,0	48,3	
NOUVELLES INSCRIPTIONS														Variation	
	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	ENAP	ETS	Total	annuelle
1992	191	502	200	222	201	39	31	236	41	18	78	134		1 893	n.a.
1993	200	389	240	246	190	32	35	217	68	3	79	158		1 857	-1,9
1994	183	401	217	240	177	5	38	148	14	32	109	128		1 692	-8,9
1995	186	440	225	244	225	45	82	155	58	3	93	235		1 991	17,7
1996	170	579	245	231	188	40	63	480	30	62	70	217	2	2 377	19,4
1997	173	515	300	240	210	81	58	560	44	15	127	459	0	2 782	17,0
1998	195	478	490	309	259	42	48	515	48	27	48	340	1	2 800	0,6
DIPLÔMES DÉCERNÉS														Variation	
	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	ENAP	ETS	Total	annuelle
1990	150	181	97	234	136	41	12	91	18	3	23	100		1 086	n.a.
1991	163	194	108	213	142	25	14	126	20	3	25	97		1 130	4,1
1992	137	242	122	190	165	37	19	176	26	2	36	104		1 256	11,2
1993	162	274	122	214	133	31	9	154	22	8	29	136		1 294	3,0
1994	86	303	126	214	147	30	19	185	32	10	39	137		1 328	2,6
1995	134	282	119	201	127	34	27	128	30	5	32	153		1 272	-4,2
1996	94	303	150	190	164	18	23	146	25	5	42	280		1 440	13,2
1997	104	322	146	226	181	18	24	111	24	2	38	196		1 392	-3,3
1998	118	346	159	223	165	17	46	277	21	8	61	295		1 736	24,7

Source : RECU (MEQ).

¹ Les tableaux D.19 à D.25 présentent les données selon les catégories de programme.

Tableau D.20
Maîtrise en administration des affaires (MBA)

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE								Variation	
	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAM	UQAT ¹	Total	annuelle
1986	533	565	383	724	89	31		2 325	n.a.
1987	524	589	343	777	64	47		2 344	0,8
1988	557	612	292	780	54	68		2 363	0,8
1989	570	675	296	743	62	142		2 488	5,3
1990	560	783	292	628	62	198		2 523	1,4
1991	502	858	377	577	71	275		2 660	5,4
1992	463	927	377	561	72	264		2 664	0,2
1993	434	848	237	544	70	245		2 378	-10,7
1994	411	766	236	535	72	194		2 214	-6,9
1995	401	721	270	533	67	184		2 176	-1,7
1996	400	758	315	550	51	443	20	2 537	16,6
1997	410	611	417	502	86	666	15	2 707	6,7
1998	414	641	524	532	88	582	21	2 802	3,5
% t. partiel 98	61,1	83,0	37,0	41,4	31,8	77,0	95,2	60,5	
NOUVELLES INSCRIPTIONS								Variation	
	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAM	UQAT	Total	annuelle
1992	155	362	185	222	39	110		1 073	n.a.
1993	167	257	89	246	34	108		901	-16,0
1994	153	248	119	240	41	68		869	-3,6
1995	148	247	156	244	31	92		918	5,6
1996	135	373	194	215	26	381	20	1 344	46,4
1997	148	285	269	211	49	429	0	1 391	3,5
1998	173	249	475	267	27	397	21	1 609	15,7
DIPLOMES DÉCERNÉS								Variation	
	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UQAM	UQAT	Total	annuelle
1990	150	137	97	234	25	50		693	n.a.
1991	163	153	108	213	29	74		740	6,8
1992	136	182	121	190	33	108		770	4,1
1993	156	198	106	214	35	99		808	4,9
1994	86	223	111	214	34	127		795	-1,6
1995	113	170	85	201	31	78		678	-14,7
1996	76	193	96	190	35	71		661	-2,5
1997	80	221	116	226	25	67		735	11,2
1998	94	246	145	208	39	237		969	31,8

Source : RECU (MEQ).

¹ Programme offert en extension par l'UQAM.

Tableau D.21
Maîtrise en sciences de l'administration

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE									Variation	
	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UdeS ¹	UQAM ²	UQAR ³	Total	annuelle
1986		179			124	57		9	369	n.a.
1987		178			127	64		22	391	6,0
1988		201			157	59		22	439	12,3
1989		225			165	63		17	470	7,1
1990	37	246			140	63		17	503	7,0
1991	68	264			136	71		17	556	10,5
1992	87	309	15		127	64		23	625	12,4
1993	104	286	135		140	60		35	760	21,6
1994	103	292	178		134	63		27	797	4,9
1995	103	326	146		181	64		21	841	5,5
1996	115	340	121	16	184	54		26	856	1,8
1997	100	397	74	29	177	42	34	34	887	3,6
1998	92	439	47	70	236	41	44	44	1 013	14,2
% t. partiel 98	21,7	6,8	40,4	88,6	23,3	43,9	84,1	27,3	25,0	

NOUVELLES INSCRIPTIONS									Variation	
	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UdeS	UQAM	UQAR	Total	annuelle
1992	36	140	15		101	24		16	332	n.a.
1993	33	132	151		101	23		22	462	39,2
1994	30	153	98		77	23		10	391	-15,4
1995	38	193	69		120	24		16	460	17,6
1996	35	206	51	16	105	10		17	440	-4,3
1997	25	230	31	29	108	5	37	24	489	11,1
1998	22	229	15	42	163	8	22	25	526	7,6

DIPLÔMES DÉCERNÉS									Variation	
	Conc.	HEC	Laval	McGill	UdeS	UdeS	UQAM	UQAR	Total	annuelle
1990		44			81	10		8	143	n.a.
1991		41			71	10		8	130	-9,1
1992	1	60	1		80	16		10	168	29,2
1993	6	76	16		55	14		8	175	4,2
1994	0	80	15		67	18		16	196	12,0
1995	21	112	34		59	16		18	260	32,7
1996	18	110	54		88	11		7	288	10,8
1997	24	101	30		102	25		12	294	2,1
1998	24	100	14	15	86	9		11	259	-11,9

Source : RECU (MEQ).

¹ Maîtrise en coopération.

² Maîtrise en gestion et planification du tourisme.

³ Maîtrise en gestion des ressources maritimes.

Tableau D.22
Maîtrise en gestion de projets¹

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE								Variation	
	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	ETS	Total	annuelle
1986	43	68	134		36	114		395	n.a.
1987	50	63	113	15	18	101		360	-8,9
1988	63	67	116	32	37	90		405	12,5
1989	49	72	126	39	15	75		376	-7,2
1990	51	71	134	46	31	86		419	11,4
1991	52	77	132	56	20	110		447	6,7
1992	50	76	146	61	32	113		478	6,9
1993	34	80	146	81	16	109		466	-2,5
1994	30	101	125	50	44	113		463	-0,6
1995	23	144	109	56	24	82		438	-5,4
1996	16	156	88	37	24	75	2	398	-9,1
1997	16	132	80	39	21	74	1	363	-8,8
1998	17	119	93	44	20	41	1	335	-7,7
% t. partiel 98	100,0	100,0	90,3	84,1	100,0	95,1	100,0	94,6	

NOUVELLES INSCRIPTIONS								Variation	
	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	ETS	Total	annuelle
1992	14	31	56	25	17	51		194	n.a.
1993	14	35	55	46	2	43		195	0,5
1994	2	38	38	4	32	46		160	-17,9
1995	7	82	37	42	1	15		184	15,0
1996	8	63	37	13	6	28	2	157	-14,7
1997	8	58	35	20	13	33	0	167	6,4
1998	13	48	40	23	5	13	1	143	-14,4

DIPLÔMES DÉCERNÉS								Variation	
	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	ETS	Total	annuelle
1990	27	12	29	10	3	17		98	n.a.
1991	9	14	38	12	3	18		94	-4,1
1992	11	19	42	16	2	28		118	25,5
1993	9	9	42	14	8	21		103	-12,7
1994	13	19	45	16	10	30		133	29,1
1995	18	27	38	12	5	21		121	-9,0
1996	7	23	40	18	5	25		118	-2,5
1997	4	24	32	12	2	22		96	-18,6
1998	7	46	23	10	8	21		115	19,8

Source : RECU (MEQ).

¹ Maîtrise réseau de l'UQ offerte conjointement par UQAC, l'UQAH, l'UQAM, l'UQAR, l'UQAT, l'UQTR et l'ETS.

Tableau D.23
Maîtrise en gestion des organisations

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE				Variation	
	UQAC	UQAT ¹	UQTR ²	Total	annuelle
1986	101	24	38	163	n.a.
1987	135	33	36	204	25,2
1988	161	15	39	215	5,4
1989	127	31	41	199	-7,4
1990	115	18	40	173	-13,1
1991	83	32	47	162	-6,4
1992	81	20	54	155	-4,3
1993	69	15	64	148	-4,5
1994	46	10	90	146	-1,4
1995	58	6	127	191	30,8
1996	66	32	108	206	7,9
1997	101	25	89	215	4,4
1998	104	22	81	207	-3,7
% t. partiel 98	74,0	100,0	58,0	70,5	

NOUVELLES INSCRIPTIONS				Variation	
UQAC	UQAT	UQTR	Total	annuelle	
1992	25	1	27	53	n.a.
1993	18	1	36	55	3,8
1994	3	0	63	66	20,0
1995	38	2	78	118	78,8
1996	32	36	42	110	-6,8
1997	73	2	94	169	53,6
1998	29	1	35	65	-61,5

DIPLÔMES DÉCERNÉS				Variation	
UQAC	UQAT	UQTR	Total	annuelle	
1990	14		6	20	n.a.
1991	16		7	23	15,0
1992	26		8	34	47,8
1993	22		8	30	-11,8
1994	17		9	26	-13,3
1995	16		11	27	3,8
1996	11		17	28	3,7
1997	14		16	30	7,1
1998	10		40	50	66,7

Source : RECU (MEQ).

¹ Programme offert en extension par l'UQAC.

² Maîtrise en gestion des PME et de leur environnement.

Tableau D.24
Maîtrise en sciences comptables

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE			Variation	
UdeS ¹	UQAM	Total	annuelle	
1986	80	80	n.a.	
1987	80	12	92	15,0
1988	95	24	119	29,3
1989	94	30	124	4,2
1990	115	26	141	13,7
1991	130	41	171	21,3
1992	131	39	170	-0,6
1993	130	32	162	-4,7
1994	128	36	164	1,2
1995	134	34	168	2,4
1996	127	38	165	-1,8
1997	140	46	186	12,7
1998	164	39	203	9,1
% t. partiel 98	82,9	79,5	82,3	

NOUVELLES INSCRIPTIONS			Variation	
	UdeS	UQAM	Total	annuelle
1992	37	21	58	n.a.
1993	32	16	48	-17,2
1994	36	17	53	10,4
1995	50	10	60	13,2
1996	47	18	65	8,3
1997	48	26	74	13,8
1998	61	14	75	1,4

DIPLOMES DECERNES			Variation	
	UdeS	UQAM	Total	annuelle
1990	20	3	23	n.a.
1991	32	3	35	52,2
1992	36	7	43	22,9
1993	29	6	35	-18,6
1994	28	3	31	-11,4
1995	21	3	24	-22,6
1996	30	4	34	41,7
1997	29	3	32	-5,9
1998	31	9	40	25,0

Source : RECU (MEQ).

¹ Maîtrise en fiscalité

Tableau D.25
Maîtrise en administration publique

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE			Variation	
UQAM ¹	ENAP	Total	annuelle	
1986	66	535	601	n.a.
1987	80	586	666	10,8
1988	80	536	616	-7,5
1989	79	466	545	-11,5
1990	72	394	466	-14,5
1991	90	444	534	14,6
1992	119	544	663	24,2
1993	120	531	651	-1,8
1994	119	563	682	4,8
1995	90	607	697	2,2
1996	127	491	618	-11,3
1997	89	516	605	-2,1
1998	84	469	553	-8,6
% t. partiel 98	90,5	77,2	79,2	

NOUVELLES INSCRIPTIONS			Variation	
	UQAM	ENAP	Total	annuelle
1992	49	134	183	n.a.
1993	38	158	196	7,1
1994	25	128	153	-21,9
1995	16	235	251	64,1
1996	44	217	261	4,0
1997	33	459	492	88,5
1998	42	340	382	-22,4

DIPLOMES DECERNES			Variation	
	UQAM	ENAP	Total	annuelle
1990	9	100	109	n.a.
1991	11	97	108	-0,9%
1992	19	104	123	13,9%
1993	7	136	143	16,3%
1994	10	137	147	2,8%
1995	9	153	162	10,2%
1996	31	280	311	92,0%
1997	9	196	205	-34,1%
1998	8	295	303	47,8%

Source : RECU (MEQ).

¹ Maîtrise en analyse et gestion urbaines; programme conjoint UQAM, ENAP et l'INRS - Urbanisation.

Tableau D.26
Maîtrise en gestion des personnes en milieu de travail

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE		Variation	
UQAR ¹		Total	annuelle
1986			n.a.
1987			n.a.
1988			n.a.
1989			n.a.
1990			n.a.
1991			n.a.
1992			n.a.
1993			n.a.
1994			n.a.
1995			n.a.
1996			n.a.
1997			n.a.
1998	25		n.a.
% t. partiel 98	76,0		

NOUVELLES INSCRIPTIONS		Variation	
UQAR		Total	annuelle
1992			n.a.
1993			n.a.
1994			n.a.
1995			n.a.
1996			n.a.
1997			n.a.
1998	25		n.a.

DIPLÔMES DÉCERNÉS		Variation	
UQAR		Total	annuelle
1990			n.a.
1991			n.a.
1992			n.a.
1993			n.a.
1994			n.a.
1995			n.a.
1996			n.a.
1997			n.a.
1998			n.a.

Source : RECU (MEQ).

¹ Maîtrise en gestion des personnes en milieu de travail.

PROGRAMMES DE DOCTORAT

Tableau D.27
Doctorat en administration

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE									Variation	
	Conc. ¹	HEC ¹	Laval	McGill ¹	Sherb. ²	UQAM ¹	UQTR ³	ENAP	Total	annuelle
1986	14	23	36	16		16			105	n.a.
1987	16	47	35	24		11			133	26,7
1988	23	31	37	29		18			138	3,8
1989	27	41	34	31		23			156	13,0
1990	26	43	28	32		22			151	-3,2
1991	26	49	30	34		29			168	11,3
1992	25	64	38	32		34			193	14,9
1993	25	68	40	37		42			212	9,8
1994	26	75	55	42		52			250	17,9
1995	35	78	59	42		58			272	8,8
1996	36	85	69	44		63		8	305	12,1
1997	39	97	73	49		60		15	333	9,2
1998	36	111	66	42	9	66	8	21	359	7,8
% t. partiel 98	0,0	10,8	13,6	0,0	0,0	37,9	0,0	52,4	15,9	

NOUVELLES INSCRIPTIONS									Variation	
	Conc.	HEC	Laval	McGill	Sherb.	UQAM	UQTR	ENAP	Total	annuelle
1992	5	26	21	4		12			68	n.a.
1993	7	25	9	8		13			62	-8,8
1994	6	27	20	8		18			79	27,4
1995	9	40	11	9		17			86	8,9
1996	8	39	21	9		17		8	102	18,6
1997	8	30	14	9		15		8	84	-17,6
1998	1	30	10	3	9	16	8	11	88	4,8

DIPLÔMES DÉCERNÉS									Variation	
	Conc.	HEC	Laval	McGill	Sherb.	UQAM	UQTR	ENAP	Total	annuelle
1990	1	2	5	1		2			11	n.a.
1991	2	2	7	0		1			12	9,1
1992	3	0	7	6		3			19	58,3
1993	2	4	3	4		0			13	-31,6
1994	3	7	0	2		3			15	15,4
1995	1	7	7	4		2			21	40,0
1996	4	3	4	4		4			19	-9,5
1997	5	4	3	3		4			19	0,0
1998	2	2	8	4		6			22	15,8

Source : RECU (MEQ).

¹ Programme conjoint des établissements montréalais: Concordia, HEC, McGill, UQAM.

² Programme conjoint avec l'UQTR

³ Programme conjoint avec l'UdeS

ANNEXE E

Tableaux sur l'évolution des inscriptions totales, des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés en sciences économiques*

Tableau E.1
Baccalauréat en sciences économiques¹

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE										Variation
	Bish.	Conc.	Laval	McGill	UdeM ²	UdeS	UQAM	UQTR	Total	annuelle
1986	91	871	251	491	354	121	489	43	2 711	n.a.
1987	82	921	216	444	373	136	459	33	2 664	-1,7
1988	120	1 047	192	434	383	168	450	34	2 828	6,2
1989	111	1 052	184	377	474	189	503	33	2 923	3,4
1990	106	1 090	201	325	458	229	527	43	2 979	1,9
1991	103	1 070	192	276	465	230	501	43	2 880	-3,3
1992	71	921	170	262	435	213	433	43	2 548	-11,5
1993	65	908	168	241	386	188	325	40	2 321	-8,9
1994	62	891	153	271	289	156	294	31	2 147	-7,5
1995	70	857	139	299	240	124	237	28	1 994	-7,1
1996	72	830	106	298	242	111	213	42	1 914	-4,0
1997	47	811	91	305	238	136	171	39	1 838	-4,0
1998	43	824	93	339	249	106	135	34	1 823	-0,8
% t. partiel 98	0,0	28,6	8,6	7,4	4,4	13,2	16,3	14,7	17,3	

NOUVELLES INSCRIPTIONS										Variation
	Bish.	Conc.	Laval	McGill	UdeM ²	UdeS	UQAM	UQTR	Total	annuelle
1992	19	339	94	84	307	68	209	23	1 143	n.a.
1993	20	362	98	68	204	74	119	21	966	-15,5
1994	11	372	73	81	154	59	146	9	905	-6,3
1995	24	322	65	94	134	63	109	20	831	-8,2
1996	12	327	43	74	130	46	86	23	741	-10,8
1997	10	314	46	88	140	59	56	19	821	10,8
1998	14	389	69	84	149	36	66	22	829	1,0

DIPLOMES DECERNES										Variation
	Bish.	Conc.	Laval	McGill	UdeM ²	UdeS	UQAM	UQTR	Total	annuelle
1990	8	167	30	108	68	37	52	2	472	n.a.
1991	28	178	41	109	89	44	69	6	564	19,5
1992	29	224	36	96	101	51	63	6	606	7,4
1993	25	180	44	89	92	55	58	6	549	-9,4
1994	13	177	40	74	107	65	74	7	557	1,5
1995	29	154	37	78	90	55	64	13	520	-6,6
1996	18	143	35	73	82	39	35	3	428	-17,7
1997	31	123	32	84	71	39	40	7	512	19,6
1998	15	134	30	93	63	34	48	11	428	-16,4

Source : RECU (MEQ) et Université de Montréal.

¹ Incluant les programmes de majeure.

² Les données relatives aux programmes de l'Université de Montréal proviennent de son Département de sciences économiques.

* Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômes décernés couvrent l'année civile.

Tableau E.2**Certificat et mineure en sciences économiques ¹**

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE								Variation	
	Bish.	Conc.	Laval	UdeM	UdeM ²	UQAH	UQAM	Total	annuelle
1986	17	40	173	78		4	97	409	n.a.
1987	14	41	125	89		6	112	387	-5,4
1988	17	41	111	105		1	118	393	1,6
1989	24	58	92	114		4	140	432	9,9
1990	43	59	90	111		2	212	517	19,7
1991	48	50	86	112		3	189	488	-5,6
1992	49	33	92	117		5	195	491	0,6
1993	48	28	82	108		2	140	408	-16,9
1994	42	21	62	67	18	3	116	329	-19,4
1995	48	25	53	54	19	3	102	304	-7,6
1996	81	24	52	46	11	2	82	298	-2,0
1997	101	27	32	37	10	3	63	273	-8,4
1998	74	28	21	45	5	0	34	207	-24,2
% t. partiel 98	10,8	10,7	38,1	22,2	60,0	n.a.	61,8	25,6	

NOUVELLES INSCRIPTIONS								Variation	
	Bish.	Conc.	Laval	UdeM	UdeM	UQAH	UQAM	Total	annuelle
1992		5	83	154		3	168	413	n.a.
1993		7	65	109		2	100	283	-31,5
1994		5	54	68	18	2	88	235	-17,0
1995		8	37	58	18	2	71	194	-17,4
1996	3	3	37	42	15	0	58	158	-18,6
1997	0	5	31	44	8	0	51	139	-12,0
1998	0	5	18	51	5	0	26	105	-24,5

DIPLÔMES DÉCERNÉS								Variation	
	Bish.	Conc.	Laval	UdeM	UdeM	UQAH	UQAM	Total	annuelle
1990	25	6	3	51			68	153	n.a.
1991	50	10	2	57			99	218	42,5
1992	51	12	6	58			130	257	17,9
1993	55	7	4	44			93	203	-21,0
1994	46	12	7	32			89	186	-8,4
1995	55	4	6	41	6		72	184	-1,1
1996	57	6	2	27	7		43	142	-22,8
1997	56	7	3	15	3		45	129	-9,2
1998	43	7	4	23	5	3	26	111	-14,0

Source : RECU (MEQ) et Université de Montréal.

¹ Les données relatives aux programmes de l'Université de Montréal
proviennent de son Département de sciences économiques.² Mineure en études des institutions économiques.

Tableau E.3
Diplôme de 2^e cycle en sciences économiques

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE		Variation annuelle
	Conc.	
1986		n.a.
1987		n.a.
1988		n.a.
1989	8	n.a.
1990	14	75,0
1991	17	21,4
1992	1	-94,1
1993	7	600,0
1994	18	157,1
1995	9	-50,0
1996	9	0,0
1997	14	55,6
1998	5	-100,0
% t. partiel 98		100,0
NOUVELLES INSCRIPTIONS		Variation annuelle
	Conc.	
1992		n.a.
1993	7	n.a.
1994	18	157,1
1995	6	-66,7
1996	6	0,0
1997	12	100,0
1998	8	-100,0
DIPLÔMES DÉCERNÉS		Variation annuelle
	Conc.	
1990		n.a.
1991		n.a.
1992	3	n.a.
1993	0	-100,0
1994	1	0,0
1995	0	-100,0
1996	1	n.a.
1997	0	-100,0
1998	2	n.a.

Source : RECU (MEQ).

Tableau E.4
Maîtrise en sciences économiques

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE							Variation	
	Conc.	Laval	McGill	UdeM ¹	UdeS	UQAM	Total	annuelle
1986	18	67	26	142	28	56	337	n.a.
1987	13	52	37	103	27	51	283	-16,0
1988	15	50	28	94	24	49	260	-8,1
1989	28	44	21	88	27	70	278	6,9
1990	36	42	33	87	30	73	301	8,3
1991	38	47	32	98	37	93	345	14,6
1992	35	41	38	95	50	106	365	5,8
1993	53	50	35	79	42	96	355	-2,7
1994	51	52	45	64	41	83	336	-5,4
1995	45	50	33	57	39	66	290	-13,7
1996	44	38	17	76	22	39	236	-18,6
1997	27	39	21	71	28	45	231	-2,1
1998	21	38	17	65	30	65	236	2,2
% t. partiel 98							19,9	
NOUVELLES INSCRIPTIONS							Variation	
	Conc.	Laval	McGill	UdeM ¹	UdeS	UQAM	Total	annuelle
1992	21	22	26	61	19	41	190	n.a.
1993	35	36	46	36	16	28	197	3,7
1994	18	40	29	27	14	32	160	-18,8
1995	17	29	25	44	15	22	152	-5,0
1996	18	22	10	43	9	21	123	-19,1
1997	5	19	20	29	11	29	113	-8,1
1998	14	22	17	33	14	42	142	25,7
DIPLÔMES DÉCERNÉS							Variation	
	Conc.	Laval	McGill	UdeM ¹	UdeS	UQAM	Total	annuelle
1990	2	13	5	32	7	15	74	n.a.
1991	10	14	10	26	6	16	82	10,8
1992	10	20	11	41	5	12	99	20,7
1993	16	21	23	36	9	21	126	27,3
1994	12	22	18	41	11	30	134	6,3
1995	15	19	23	32	14	27	130	-3,0
1996	15	26	24	13	17	40	135	3,8
1997	18	13	10	27	7	13	88	-34,8
1998	12	23	15	34	11	14	109	23,9

Source : RECU (MEQ) de Université de Montréal.

¹ Les données relatives au programme de l'Université de Montréal proviennent de son Département de sciences économiques.

Tableau E.5
Doctorat en sciences économiques

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE						Variation	
	Conc.	Laval	McGill	UdeM ¹	UQAM	Total	annuelle
1986	13	26	26	31		96	n.a.
1987	12	24	28	28		92	-4,2
1988	9	29	23	32		93	1,1
1989	12	26	27	38		103	10,8
1990	17	25	25	43		110	6,8
1991	27	25	25	49		126	14,5
1992	22	22	24	49		117	-7,1
1993	20	26	19	43		108	-7,7
1994	19	29	21	45	4	118	9,3
1995	14	24	27	41	11	117	-0,8
1996	15	17	26	35	20	113	-3,4
1997	16	20	26	30	16	108	-4,4
1998	14	16	25	30	19	104	-3,7
% t. partiel 98	0,0	0,0	0,0	0,0	15,8	2,9	

NOUVELLES INSCRIPTIONS						Variation	
	Conc.	Laval	McGill	UdeM ¹	UQAM	Total	annuelle
1992	2	5	4	13		24	n.a.
1993	1	14	6	12		33	37,5
1994	3	16	8	6	4	37	12,1
1995	2	11	11	9	9	42	13,5
1996	2	2	6	8	12	30	-28,6
1997	2	7	8	3	6	26	-13,3
1998	2	4	4	7	2	19	-26,9

DIPLÔMES DÉCERNÉS						Variation	
	Conc.	Laval	McGill	UdeM ¹	UQAM	Total	annuelle
1990	1	2	3	6		12	n.a.
1991	0	0	0	2		2	-83,3
1992	1	4	1	4		10	400,0
1993	0	3	5	2		10	0,0
1994	4	2	2	3		11	10,0
1995	5	3	5	10		23	109,1
1996	1	2	3	5		11	-52,2
1997	1	1	2	6		10	-9,1
1998	1	5	1	4	1	12	20,0

Source : RECU (MEQ) et Université de Montréal.

¹ Les données relatives au programme de l'Université de Montréal proviennent de son Département de sciences économiques.

ANNEXE F

Tableaux sur l'évolution des inscriptions totales, des nouvelles inscriptions et des diplômes décernés en relations industrielles*

Tableau F.1
Baccalauréat en relations industrielles¹

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE						Variation
	Laval	McGill	UdeM	UQAH	Total	annuelle
1986	806	293	383	145	1 627	n.a.
1987	805	211	396	137	1 549	-4,8
1988	856	151	389	154	1 550	0,1
1989	959	146	397	160	1 662	7,2
1990	990	136	376	214	1 716	3,2
1991	860	134	393	241	1 628	-5,1
1992	717	118	349	223	1 407	-13,6
1993	587	108	362	203	1 260	-10,4
1994	498	115	364	184	1 161	-7,9
1995	491	121	343	174	1 129	-2,8
1996	480	122	389	158	1 149	1,8
1997	519	106	378	150	1 153	0,3
1998	530	112	356	115	1 113	-3,5
% t. partiel 98	16,4	10,7	11,5	28,7	15,5	
NOUVELLES INSCRIPTIONS						Variation
	Laval	McGill	UdeM	UQAH	Total	annuelle
1992	286	44	142	89	561	n.a.
1993	212	35	166	93	506	-9,8
1994	197	34	147	83	461	-8,9
1995	191	27	125	83	426	-7,6
1996	212	31	145	60	448	5,2
1997	224	19	129	63	435	-2,9
1998	265	28	131	53	477	9,7
DIPLOMES DECERNES						Variation
	Laval	McGill	UdeM	UQAH	Total	annuelle
1990	194	36	152	28	410	n.a.
1991	246	39	156	22	463	12,9
1992	277	44	162	47	530	14,5
1993	206	31	135	67	439	-17,2
1994	197	34	125	56	412	-6,2
1995	142	24	107	40	313	-24,0
1996	123	33	117	36	309	-1,3
1997	115	38	109	40	302	-2,3
1998	102	36	119	46	303	0,3

Source : RECU (MEQ).

¹ Incluant les programmes de majeure.

Tableau F.2
Certificat et mineure en relations industrielles

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE								Variation
	Laval ¹	Laval ²	UdeM	UQAH ³	UQAH ⁴	TELUQ ⁵	Total	annuelle
1986	337	83	1 277	132			1 829	n.a.
1987	272	107	1 268	166		1 161	2 974	62,6
1988	279	116	1 205	149		1 124	2 873	-3,4
1989	312	157	1 159	168		1 275	3 071	6,9
1990	285	203	1 128	175		1 152	2 943	-4,2
1991	254	202	935	186		911	2 488	-15,5
1992	219	166	869	176		862	2 292	-7,9
1993	189	125	706	143		597	1 760	-23,2
1994	145	77	587	122	55	375	1 361	-22,7
1995	124	38	490	116	52	359	1 179	-13,4
1996	105	30	382	103	62	266	948	-19,6
1997	97	72	275	97	66	207	814	-14,1
1998	79	93	219	119	59	173	742	-8,8
% t. partiel 98	46,8	96,8	88,1	85,7	94,9	95,4	86,7	
NOUVELLES INSCRIPTIONS								Variation
	Laval	Laval	UdeM	UQAH	UQAH	TELUQ	Total	annuelle
1992	170	66	460	115		555	1 366	n.a.
1993	144	59	400	93		364	1 060	-22,4
1994	124	29	304	67	55	244	823	-22,4
1995	111	20	212	76	37	242	698	-15,2
1996	84	19	168	71	46	178	566	-18,9
1997	84	42	130	73	37	107	473	-16,4
1998	64	72	118	96	31	117	498	5,3
DIPLOMES DECERNES								Variation
	Laval	Laval	UdeM	UQAH	UQAH	TELUQ	Total	annuelle
1990	16	29	318	36		164	563	n.a.
1991	4	52	297	38		183	574	2,0
1992	13	49	208	32		185	487	-15,2
1993	4	49	241	37		256	587	20,5
1994	10	38	194	40		230	512	-12,8
1995	16	40	150	29	1	88	324	-36,7
1996	7	17	102	34	10	83	253	-21,9
1997	15	9	95	32	14	62	227	-10,3
1998	9	10	56	22	18	67	182	-19,8

Source : RECU (MEQ).

¹ Mineure/certificat en relations industrielles.

² Certificat en gestion des ressources humaines.

³ Certificat en relations industrielles.

⁴ Certificat en psychologie du travail.

⁵ Les données pour 1986 ne sont pas disponibles.

* Les données sur les inscriptions totales portent sur la session d'automne, alors que celles sur les nouvelles inscriptions et les diplômes décernés couvrent l'année civile.

Tableau F.3
Diplôme de 2^e cycle en relations industrielles

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE		Variation annuelle
	UQTR	
1986		n.a.
1987		n.a.
1988		n.a.
1989		n.a.
1990		n.a.
1991		n.a.
1992		n.a.
1993		n.a.
1994		n.a.
1995		n.a.
1996		n.a.
1997	21	n.a.
1998	20	-100,0
% t. partiel 98		85,0

NOUVELLES INSCRIPTIONS		Variation annuelle
	UQTR	
1992		n.a.
1993		n.a.
1994		n.a.
1995		n.a.
1996		n.a.
1997	27	n.a.
1998	12	n.a.

DIPLÔMES DÉCERNÉS		Variation annuelle
	UQTR	
1990		n.a.
1991		n.a.
1992		n.a.
1993		n.a.
1994		n.a.
1995		n.a.
1996		n.a.
1997		n.a.
1998		n.a.

Source : RECU (MEQ).

Tableau F.4
Maîtrise en relations industrielles

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE				Variation	
	Laval	UdeM	UQAH	Total	annuelle
1986	85	60		145	n.a.
1987	93	58		151	4,1
1988	80	57		137	-9,3
1989	74	56		130	-5,1
1990	77	57	14	148	13,8
1991	61	64	29	154	4,1
1992	60	74	33	167	8,4
1993	72	76	42	190	13,8
1994	56	82	50	188	-1,1
1995	61	71	41	173	-8,0
1996	93	82	43	218	26,0
1997	92	68	51	211	-3,2
1998	85	60	49	194	-8,1
% t. partiel 98				37,6	35,0

NOUVELLES INSCRIPTIONS				Variation	
	Laval	UdeM	UQAH	Total	annuelle
1992	33	38	14	85	n.a.
1993	38	34	19	91	7,1
1994	17	40	17	74	-18,7
1995	30	27	14	71	-4,1
1996	59	43	21	123	73,2
1997	44	25	16	85	-30,9
1998	40	32	18	90	5,9

DIPLÔMES DÉCERNÉS				Variation	
	Laval	UdeM	UQAH	Total	annuelle
1990	11	14		25	n.a.
1991	18	17		35	40,0
1992	17	20	4	41	17,1
1993	12	21	8	41	0,0
1994	18	14	5	37	-9,8
1995	16	11	15	42	13,5
1996	10	12	8	30	-28,6
1997	13	16	7	36	20,0
1998	21	9	9	39	8,3

Source : RECU (MEQ).

Tableau F.5
Doctorat en relations industrielles

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE			Variation	
	Laval	UdeM	Total	annuelle
1986	12	4	16	n.a.
1987	16	5	21	31,3
1988	12	9	21	0,0
1989	14	7	21	0,0
1990	15	11	26	23,8
1991	14	13	27	3,8
1992	13	16	29	7,4
1993	13	19	32	10,3
1994	14	18	32	0,0
1995	12	15	27	-15,6
1996	17	13	30	11,1
1997	20	15	35	16,7
1998	15	10	25	-28,6
% t. partiel 98			20,0	0,0

NOUVELLES INSCRIPTIONS			Variation	
	Laval	UdeM	Total	annuelle
1992	5	4	9	n.a.
1993	4	6	10	11,1
1994	0	3	3	-70,0
1995	1	6	7	133,3
1996	7	3	10	42,9
1997	7	3	10	0,0
1998	2	2	4	-60,0

DIPLÔMES DÉCERNÉS			Variation	
	Laval	UdeM	Total	annuelle
1990			0	n.a.
1991	5		5	n.a.
1992	3	2	5	0,0
1993	1	0	1	-80,0
1994	0	2	2	100,0
1995	1	3	4	100,0
1996	2	2	4	0,0
1997	2	0	2	-50,0
1998	2	2	4	100,0

Source : RECU (MEQ).